

A  
2  
3











O E U V R E S  
C O M P L E T T E S  
D E  
FRÉDÉRIC II,  
ROI DE PRUSSE.

---

T O M E   Q U A T R I E M E.

---

DI

405

1790

4.4/1

MAR 23 1970

LIBRARY OF THE  
CONGRESS

MEMOIRES

SUR

LE RÈGNE

DE

FRÉDÉRIC II,

ROI DE PRUSSE,

ÉCRITS PAR LUI-MÊME.

TOME TROISIÈME.

---

1790.



# HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE SEPT ANS.

---

SECONDE PARTIE.

---





# HISTOIRE

DE LA

## GUERRE DE SEPT ANS.

SECONDE PARTIE.

### CHAPITRE XIV.

*Campagne de 1761.*

LES sentimens pacifiques que montraient avec tant d'ostentation les deux cours impériales, ne les empêchèrent pas de hâter, avec une très-grande ardeur, les préparatifs pour la campagne prochaine. Elles se propoisaient de faire les plus grands efforts, et de mettre tout en œuvre pour réduire le roi de Prusse à l'extrémité. Le maréchal Daun prit le commandement de l'armée impériale en Saxe, et celle de Silésie fut confiée à M. Laudon. Ce général vint se camper à Seitendorf vis-à-vis M. de Goltz, qui avait posté ses troupes à Kunzendorf. Les avantages que le roi avait eus dans la dernière campagne contre les Autrichiens, n'avaient pas été assez importants pour que la balance penchât tout à fait de son côté. L'impératrice avait recruté ses troupes durant l'hiver, et l'armée russe, qu'elle avait à sa disposition, lui donnait toujours l'avantage du nombre, et la facilité de se procurer des diversions réelles, lorsqu'elle les

6 Avril

jugeait convenables. Outre ce secours, elle avait encore celui des troupes de l'Empire et de l'armée suédoise. Alexandre, avec moins de monde et d'alliés, bouleversa l'empire de Perse.

Voici les différens projets que les puissances belligérantes formèrent pour cette campagne. La France résolut d'agir avec deux armées contre le prince Ferdinand; celle du bas Rhin, aux ordres de M. de Soubise, devait s'emparer de Munster; et celle du Mein, que commandait M. de Broglie, devait pénétrer par Gœttingue dans l'électorat de Hanovre. M. Laudon était destiné, par la cour de Vienne, à faire une guerre de sièges en Silésie, où il devait être appuyé par les Russes. Ceux-ci voulaient porter leurs forces principales sur la Warta, où ils avaient choisi Posen pour leur position centrale; de-là M. de Butturlin devait agir en Silésie, selon qu'il en conviendrait avec les généraux autrichiens, tandis que M. de Romanzow, avec un gros détachement soutenu des flottes russe et suédoise, assiégerait Colberg. Le maréchal Daun se réserva pour les coups décisifs. Son armée était comme le magasin d'où devaient partir les renforts vers les endroits qui en auraient besoin. Il détacha effectivement M. d'Odonel avec 16,000 hommes pour Zittau, d'où ce général se trouvait également à portée de la Saxe et de la Silésie.

Du côté du roi et de ses alliés, il était impossible de prendre des mesures suffisantes pour s'opposer solidement aux desseins et aux efforts de cette multitude d'ennemis. Voici cependant en gros les arrangemens dont on convint. Le prince Ferdinand

chargea le prince héréditaire du soin de couvrir le pays de Munster contre les attaques de M. de Soubise, et lui-même il prit pour point capital Paderborn, où il se trouvait à portée de soutenir le prince héréditaire, ou bien de prendre à revers M. de Broglio, si ce maréchal hasardait de passer le Wéser et s'aventurait dans l'électorat de Hanovre. Le roi confia l'armée de Saxe au prince son frère, et lui recommanda d'observer le maréchal Daun, et dans le cas où ce maréchal prendrait le chemin de la Silésie, de le suivre avec une partie de ses troupes, en laissant M. de Hulsen à Meissen avec un détachement, pour qu'il se soutînt en Saxe autant que les conjonctures le permettraient. Le roi se réserva la défense de la Silésie; il choisit M. de Goltz pour couvrir Glogau avec un corps de 12,000 hommes. Le prince de Wirtemberg, 'qui avait hiverné dans le Mecklenbourg, fut destiné, avec les troupes qu'il commandait, à couvrir la ville de Colberg; et l'on fit travailler avec diligence au camp retranché qu'il devait occuper autour de cette place. L'on prévoyait que si les Russes manquaient ce siège, ils pourraient se porter ou sur la Marche électorale, ou vers la Silésie. Dans le premier cas, il fut arrêté que le prince de Wirtemberg et M. de Goltz se joindraient à Francfort pour couvrir Berlin, où, des deux grandes armées prussiennes, la moins occupée leur enverrait des secours; et dans le second cas, M. de Goltz avait des instructions pour couvrir Glogau ou Breslau, selon que l'une de ces deux villes se trouverait en avoir le plus de besoin.

Mai.

On commença d'abord par rassembler les troupes dans les lieux de leur destination. Le roi se mit en marche le 4 de mai; le même jour il passa l'Elbe à Hirschstein, et il arriva le 10 à Lœwenberg, sans avoir trouvé d'obstacle sur la route. A l'approche des Prussiens, M. de Laudon abandonna son camp de Seitendorf, se retira en Bohême, et se retrancha à Hauptmannsdorf proche de Braunau; il garnit outre cela les postes de Silberberg et de Wartha de troupes suffisantes pour défendre ces deux gorges, qui mènent dans le comté de Glatz. Le roi choisit sa position auprès de Kunzendorf; sa droite occupait le Zeiskenberg et Furstenstein, sa gauche s'étendait sur le plateau de Bernsdorf. Outre cela M. de Bulow fut posté à Nimptsch avec un corps de cavalerie, pour conserver une libre communication avec Neisse. M. de Goltz partit en même temps avec un détachement de 10,000 hommes pour Glogau, d'où il détacha M. de Thadden avec 4 bataillons, pour se joindre au prince de Wirtemberg, qui occupait déjà son camp retranché proche de Colberg. Pendant que ces préparatifs se faisaient en Silésie, ainsi qu'en Poméranie et en Saxe, les Autrichiens et les Russes délibéraient ensemble. Ils eurent de la peine à s'accorder, et changèrent à différentes reprises le plan de leurs opérations; ils convinrent enfin que M. de Romanzow assiégerait Colberg, et que M. de Butturlin marcherait droit à Breslau. Sur ces entrefaites M. de Goltz tomba malade, et fut emporté en peu de jours par une fièvre inflammatoire. M. de Ziethen, qui le remplaça, fut chargé d'un projet d'expédition en

Pologne, qu'on avait déjà deux fois vainement essayé d'exécuter, et qui encore manqua; c'était d'entreprendre sur une des colonnes russes dans leur marche, et dans le temps où elles étaient trop séparées pour se joindre promptement. L'une se dirigeait sur Schneidemuhle, l'autre sur Schwérin, et la troisième sur Posen. M. de Ziethen s'avança à Fraustadt, où il battit un corps de cosaques, mais il n'osa passer outre, les trois divisions russes s'étant déjà réunies à Posen depuis deux jours. M. de Butturlin se mit ensuite en marche; il traversa le palatinat de Posnanie à petites journées, et poursuivit lentement son chemin, en s'approchant toutefois de la Silésie du côté de Militsch, ce qui indiquait ses desseins sur Breslau. M. de Ziethen le côtoya en dirigeant sa marche sur Trachenberg. Dès que les Russes se mirent en mouvement, M. d'Odonel quitta la Lusace et vint joindre l'armée de M. de Laudon.

La position que le roi avait prise dans les montagnes de la Silésie, n'était que précaire. Il couvrait le plat pays contre les incursions de l'ennemi, autant que les circonstances le permettaient; mais depuis que M. de Butturlin prenait le chemin de Militsch, il allait avoir incessamment à dos une armée considérable, ayant déjà les Autrichiens devant lui. Il fallut quitter les montagnes, et placer l'armée de façon que, n'étant attachée à aucune défense particulière, elle pût se porter promptement où il serait nécessaire pour prévenir les ennemis. Le camp de Pulzen était le plus convenable à ce projet; le roi le fit occuper par l'armée, et se proposa de tenir autant qu'il le pourrait la ligne.

du milieu entre l'armée des Autrichiens et celle des Russes , pour s'opposer à leur jonction ; il prit aussi la résolution de se battre contre les Autrichiens , s'il s'en présentait une occasion favorable ; mais de se tenir d'ailleurs scrupuleusement sur la défensive avec les Russes , par la raison que s'il remportait une victoire contre les Autrichiens , les Russes se retireraient d'eux-mêmes , et que s'il avait le même avantage contre les Russes , cela n'empêcherait pas M. de Laudon de continuer les opérations de sa campagne. Les Autrichiens sont les ennemis naturels et irréconciliables des Prussiens , au lieu que des conjonctures avaient rendu les Russes tels , et que quelque changement ou quelque révolution pouvait les rendre amis , ou alliés même ; pour être de bonne foi , ajoutons à ces considérations , que l'armée prussienne ne se trouvait pas en état de se battre tous les jours , et que le roi était obligé de ménager les efforts de ses troupes pour les momens les plus importans et les plus décisifs.

Juillet  
21.

Il n'y avait que peu de jours que le roi était au camp de Pulzen , lorsque M. Laudon déboucha des montagnes vis-à-vis des Prussiens , par la gorge de Steinkunzendorf. Cette manœuvre malhabile découvrit tous ses desseins , et il semblait déclarer ouvertement qu'il en voulait à la forteresse de Neisse. L'armée du roi partit dès le lendemain et occupa les hauteurs de Siegroth ; et comme on avait vu que les Autrichiens prenaient le chemin de Franckenstein , on résolut , pour les prévenir , de gagner avant eux les hauteurs de Munsterberg. En faisant cette marche , on trouva le lendemain M. Brentano posté

entre Franckenstein et Henrichau , d'où il avait jeté quelques pandours dans Munsterberg. Les volontaires de Courbière et les grenadiers de Nimschewsky forcèrent la ville, et M. de Brentano ayant été exposé à une canonnade assez vive, se retira à quelque distance du poste qu'il avait occupé. M. de Mœring, qu'on poussa sur les hauteurs de Nossen avec son régiment, y prit tout le campement de M. de Laudon, qui n'était couvert que par 300 houlards. En postant l'infanterie sur ces hauteurs, le roi découvrit, du côté de Franckenstein, l'armée autrichienne, qui par des tours et retours, et des manœuvres incertaines, donnait assez à connaître que ses desseins étaient dérangés. L'intention de M. de Laudon avait été effectivement de prendre ce camp, pour couper le roi de Neisse, et de se poster ensuite sur les hauteurs de Voitz, de Giesmannsdorf et de Neudorf; ce qui aurait formé l'investissement de cette place de ce côté-ci de la rivière, tandis que les Russes, passant l'Oder à Oppeln, seraient venus la resserrer du côté de la haute Silésie, depuis Billau jusqu'à la Carclau. L'armée du roi ne s'arrêta que peu de temps à Nossen; elle poussa encore ce jour-là jusqu'à Carlowitz, et le lendemain elle se déploya sur cette suite de collines qui prend d'Ottmachau par Giesmannsdorf, et qui va jusqu'à Schilde. M. de Laudon, dérouté dans ses projets, se campa à Ober-Pomsdorf. Soit inquiétude naturelle, soit habitude de commander des détachemens, il changea six fois de position en huit jours, sans qu'il fût possible d'en donner une raison valable.

23.

Les Russes avançaient cependant sur Wartenberg,

d'où ils s'étendirent bientôt jusqu'à Namslau. M. de Ziethen, qui les observait, s'approcha d'abord de Breslau, et ensuite il vint pour couvrir Brieg. Peu après son départ de Breslau, le faubourg polonais de cette ville fut insulté par les Russes; ce qui obligea le roi de détacher M. de Knobloch avec 10 bataillons et autant d'escadrons. Pour l'armée autrichienne, elle continuait d'être dans une perpétuelle agitation; après avoir passé et repassé la Neisse, elle se campa au village de Baumgarten, proche de Wartha. Le roi saisit ce moment, passa la Neisse, et prit sa position à Oppersdorf, d'où il partit avec un détachement pour Neustadt. M. Bethlem y campait avec 6,000 Autrichiens et l'on soupçonnait que M. Laudon voulait l'envoyer du côté d'Oppeln, afin de prêter secours au maréchal Butturlin, qui, à ce qu'on croyait, se proposait d'y passer l'Oder, pour se joindre à l'armée autrichienne. L'avant-garde du roi, qui consistait en hussards, donna sur un régiment des ennemis, qu'elle replia et poursuivit jusques sous les canons de Hennersdorf, où les Autrichiens avaient construit des redoutes. M. de Ziethen avait passé l'Oder à Brieg et la Neisse à Schurgast; il arriva alors de Steinau et tourna le flanc droit de M. de Bethlem, qui, se retirant en hâte à Jægerndorf, fut poursuivi par M. de Lossow, et poussé de Jægerndorf par Tropau au-delà de la Mora en Moravie. L'ennemi perdit, au choc de Neustadt et dans sa retraite, 4 à 500 hommes. Après avoir ainsi éloigné M. Bethlem, M. de Ziethen s'établit à Schnellwalde, et le roi revint à son armée, dont la gauche touchait presque au détachement de M. de Ziethen, et dont la droite



s'étendait sur les hauteurs devant Oppersdorf. Après cette expédition, la jonction des ennemis étant rendue plus difficile en haute Silésie, il n'y avait guère d'apparence que M. Butturlin persévérât dans le dessein de passer l'Oder à Oppeln. Les mouvemens de l'armée du roi mirent celle des Autrichiens dans une nouvelle agitation. M. Laudon se campa à Weidenau, le lendemain à Johannisberg, où il se déplut bientôt; enfin il repassa la Neisse et s'arrêta aux environs de Camenz. Durant ces différentes marches et contremarches, les Russes s'étendaient sur l'autre bord de l'Oder; ils pillaient et dévastaient le pays; on avait des nouvelles des cruautés qu'ils commettaient. D'ailleurs leurs manœuvres étaient couvertes de tant d'obscurité, qu'il était impossible de pénétrer si leur véritable dessein était de passer l'Oder dans la haute Silésie ou du côté d'Ohlau, ou s'ils voulaient faire quelques sièges, en un mot, quelle était l'entreprise qu'ils méditaient. Comme on ne Août. pouvait compter sur rien avec certitude, le roi trouva convenable de se préparer à tout événement, et d'envoyer un corps entre Breslau et Brieg, à portée de secourir celle de ces places qui en aurait besoin, et en même temps d'observer l'Oder. M. de Knobloch partit dans cette intention pour Grotkau, d'où il pouvait, en peu d'heures, arriver au secours de ces deux villes, et même, s'il le fallait, rejoindre l'armée du roi.

Les Russes s'étaient avancés à Hundsfeld, qui n'est qu'à un mille de Breslau, et comme ce mouvement marquait qu'ils ne pensaient plus à passer l'Oder dans la haute Silésie, l'armée du roi et le

corps de M. de Ziethen repassèrent la Neisse, et arrivèrent le lendemain par une marche forcée à Strehlen, pour se trouver toujours au centre des deux armées ennemies, et empêcher leur jonction autant qu'il y aurait moyen de s'y opposer. On avait flatté M. de Butturlin que, par le moyen de 4,000 prisonniers autrichiens qui se trouvaient à Breslau, on surprendrait une des portes de la ville, et que si les Russes attaquaient en même temps le faubourg polonais, qui est au-delà de l'Oder, ils pourraient s'emparer de cette capitale par un coup de main. M. de Czernichef se chargea de cette entreprise; avec quelques troupes il entra dans ce faubourg, qui est ouvert; mais M. de Tauenzien, gouverneur de la place, avait pris de si justes mesures, qu'il contint les prisonniers, et qu'il repoussa les Russes. M. de Knobloch vint à son secours. Ces deux généraux firent une sortie vigoureuse sur l'ennemi, et achevèrent de le déloger du reste de ce faubourg dont il était encore en possession. Le roi ne se contenta point des précautions qu'il avait prises; par surabondance, il fit partir M. de Platen avec 11 bataillons et 15 escadrons pour Rothenfirben, d'où il pouvait porter son attention sur Breslau et sur l'Oder, aller au secours de M. Tauenzien, ou donner des nouvelles de l'endroit où les Russes feraient des préparatifs pour passer ce fleuve.

Sur ces entrefaites les partis du roi lui apprirent que l'armée autrichienne s'était campée à Kunzendorf, et que les Russes avaient abandonné les environs de Breslau; sur quoi l'armée quitta sa position de Strehlen, et arriva par une marche forcée au-

dela du Schweidnitzer-Wasser et de Canth, où elle fut jointe par Mrs. de Platen et de Knobloch. Le lendemain le roi changea la position de l'armée et la fit camper à Moys. Des bruits confus se répandirent dans ce camp au sujet des Russes, qu'on disait avoir passé l'Oder du côté d'Auras. Les uns assuraient que ce n'étaient que des cosaques, d'autres parlaient d'un détachement de l'armée, et quelques-uns prétendaient même que M. de Butturlin y était avec toute l'armée. Comme cette nouvelle était de la plus grande importance, on mit tout en œuvre pour s'en éclaircir. M. de Schmettau fut détaché à Neumark, d'où il chassa une troupe de cosaques et leur fit quelques prisonniers; et M. de Mœllendorf, envoyé faire une reconnaissance à un village nommé Rock, en chassa de même un détachement d'ennemis; mais on tira peu de lumière des prisonniers qu'ils amenèrent au camp, parce qu'ils avaient passé l'Oder à la nage depuis trois jours, et que s'occupant à piller, ils ne s'étaient pas même informés de ce qu'étaient devenus M. de Butturlin et son armée. Un mouvement que M. Laudon fit sur Striegau, occasionna celui de l'armée du roi pour occuper la colline de Leipe avec la droite, et Eisdorf avec la gauche. Mais comme la question restait toujours à résoudre, si les Russes avaient passé l'Oder ou non, il fallut, pour se procurer des nouvelles positives, détacher un corps assez fort pour se faire jour, pousser en avant, et s'assurer, par l'inspection des lieux, de la vérité du fait. Le roi envoya dans cette vue M. de Platen avec 40 escadrons et 10 bataillons; il fut chargé

de reconnaître du côté de Parchwitz. Le roi se rendit au régiment de Ziethen, qui campait à l'extrémité de la droite, pour conduire M. de Platen des yeux, et juger s'il avait besoin d'être soutenu, s'il fallait le retirer, ou quelle mesure il ferait à propos de prendre; mais à peine s'y fut-il rendu, qu'une nuée de 3 à 4.000 cosaques fondit sur le régiment de Ziethen, avec ces cris et ces clameurs qu'ils ont coutume de pousser en attaquant. L'on envoya en hâte à l'armée pour faire avancer les premiers régimens qui campaient à la droite; et en attendant qu'ils arrivassent, on se mit en devoir de se défendre. Les escadrons se partagèrent en deux, pour mieux garnir leur front et couvrir leurs flancs, devant chaque troupe on fit avancer un bas-officier avec 10 houfards, qui avaient ordre de demeurer ferrés et immobiles, et de ne se défendre qu'à coups de carabine en escarmouchant; aussi-tôt que les cosaques fesaient mine de fondre sur ces petites troupes détachées, les escadrons qui étaient derrière elles, les soutenaient le fabre à la main, sans cependant s'engager. Cette escarmouche dura une heure et demie; mais aussi-tôt que les cosaques aperçurent de loin le secours qui avançait, ils prirent la fuite avec précipitation, et se retirèrent du côté de Gros-Wandris. Quiconque fait bonne contenance vis-à-vis des cosaques, n'a pas de grands risques à courir; car le régiment de Ziethen, bien inférieur en nombre, se soutint seul contre eux, sans qu'il y eût un houfard de pris ou de blessé. A peine le secours de l'armée eut-il joint le roi, qu'on aperçut dans les plaines de

Jauer 40 escadrons autrichiens, qui au grand trot s'avançaient vers Wahlstadt. M. de Platen, de son côté, avait poussé les Russes au-delà de Gros-Wandris : le roi l'avait fait suivre par M. de Ziethen avec 6 bataillons et 10 escadrons pour le soutenir, et il le suivit enfin lui-même. Aussi-tôt que les troupes furent sur la hauteur de Wurgén, on aperçut la tête de la cavalerie autrichienne qui débouchait du côté de Wahlstadt. Elle fut accueillie par une bonne volée de canons, et incontinent après M. de Reitzenstein l'attaquant vivement avec les dragons de Finck et deux escadrons de Czetteritz, deux charges consécutives la culbutèrent dans le défilé dont elle sortait, et l'on fit trois cents prisonniers. Elle s'enfuit à Jauer à la débandade, et un seul régiment joignit M. de Butturlin, parce qu'il avait passé le premier. Le hasard fit que les cosaques même aidèrent à battre les Autrichiens dans cette occasion. Les dragons autrichiens, qui avaient eu la tête de la colonne, étaient habillés de bleu ; les Russes les prirent pour des Prussiens, et tandis que M. de Reitzenstein les attaquait, les cosaques les prirent en flanc. Notre cavalerie, victorieuse des Autrichiens, poussa les Russes à leur tour jusques sous le camp où M. de Butturlin s'était retranché. Son armée occupait le terrain depuis le village de Koschwitz jusqu'à celui de Kunzendorf ; elle avait passé l'Oder à Lenbus, et avait travaillé avec beaucoup de diligence à se fortifier dans ce poste.

Les raisons que le roi avait de ne point attaquer les Russes, étaient toujours les mêmes. Leur armée se trouvait postée de façon, que ce n'aurait été qu'en sacrifiant beaucoup de monde qu'on aurait pu la

forcer dans ce terrain 'avantageux, et nous n'avions pas du monde de trop. Ce qui avait suivi le roi faisait en tout 24 bataillons et 58 escadrons, parce que le gros était demeuré avec le margrave Charles au camp de Leipe, pour conserver le dos libre aux troupes du roi, et pour veiller en même temps de plus près aux mouvemens des Autrichiens. Cependant les distances n'étaient pas si considérables, que ces deux corps ne pussent se joindre en moins de deux heures. M. Laudon était trop éloigné de Leipe pour attaquer le margrave à l'improviste; quoi qu'il arrivât, celui-ci avait le temps d'avertir, et d'attendre des secours. Pour les Russes, leur lenteur permettait au roi, en cas de nécessité, d'attirer à lui le margrave Charles. Sa Majesté prit son camp entre Klein-Wandris et Wahlstadt; elle le fit retrancher avec soin, pour ne point être pris au dépourvu, et l'on rétablit une vieille redoute au Wurgenteich, pour assurer par-là d'autant mieux la communication des deux armées prussiennes. Le lendemain un nouveau camp se présenta derrière Jauer. Il ne suffisait pas de savoir que c'étaient des Autrichiens; il fallait pénétrer dans quelle vue ce corps s'était tourné de ce côté-là. Pour cet effet on déguisa en cosaques un officier et trois housards qui savaient un peu de russe, et ils se glissèrent de grand matin dans le camp de Jauer, sous prétexte que, faute de connaître les chemins, ils s'étaient égarés en allant à la découverte. L'officier autrichien qui était de garde, leur fit toutes sortes de civilités, et leur dit qu'ils étaient d'un détachement de 6.000 hommes sous les ordres de M. Brentano, commandés pour couvrir l'artillerie autrichienne que M. Laudon avait fait

avancer

avancer dans cet endroit, pour l'avoir plus à sa portée au cas que les Prussiens attaquaissent les Russes, et qu'aussi-tôt les Autrichiens s'en mêlèrent; de sorte que le roi de Prusse, accablé par deux armées impériales, ne pourrait que succomber.

M. de Butturlin décampa le jour suivant; il passa près de Lignitz, et prit une position près du village de Klein-Eicke. M. de Laudon crut avoir fourni au roi l'occasion d'attaquer les Russes en marche. Le mouvement de M. de Butturlin se faisait à la portée de l'armée, et par un terrain qui ne paraissait pas difficile; mais il ne fallait pas s'écarter de ses principes. Les Russes ne furent point attaqués, on ne harcela pas même leur arrière-garde. Après la manœuvre qu'ils avaient faite, il était impossible de s'opposer à leur jonction avec les Autrichiens. Ceux-ci s'étaient tenus sur leurs gardes; pour ne point donner de prise sur lui, M. Laudon n'avait jamais quitté le pied des montagnes, et avait eu l'adresse d'exposer, dans toutes les occasions, les alliés de la maison d'Autriche aux marches et aux entreprises les plus hasardées. Le parti le plus avantageux que le roi pût prendre dans cette situation, fut de gagner les hauteurs de Kunzendorf par une marche forcée, parce que si on pouvait occuper ce poste avant M. Laudon, on coupait l'armée autrichienne de ses magasins, et les Russes, qui ne pouvaient subsister que par les vivres que l'impératrice-reine leur fournissait, se seraient vus obligés, faute de pain, de se rapprocher des amas qu'ils avaient laissés en Pologne; de sorte que ce projet heureusement exécuté aurait changé pour

cette campagne toute la face des affaires en Silésie. L'armée du roi se mit d'abord en marche, et le margrave, pour gagner du temps, détacha d'abord M. de Knobloch pour se saisir du Pitschenberg, par où l'armée devait nécessairement passer. Il l'occupa dès le soir, et le lendemain l'armée entière déboucha aux environs de Jauernick et de Bunzelwitz. Mais le but qu'on s'était proposé se trouva manqué. M. Laudon avait prévenu le roi, et dès la veille une vingtaine de bataillons de son armée s'était campée à Kunzendorf. Les hauteurs de Kunzendorf forment un poste où les troupes qui s'y trouvent ne peuvent être forcées. Il n'y avait point de coup de main à tenter, sur-tout parce qu'on découvrait l'armée autrichienne en pleine marche pour se rendre dans ce camp, et le remplir dans toute son étendue.

L'armée du roi ne pouvant agir offensivement, se déploya de la montagne de Wurben au village de Zechen, où aboutissait la droite, dont une partie était couverte par le Nonnenbusch. Rien désormais n'apportait des obstacles à la jonction des Russes et des Autrichiens. L'on prévoyait que dans peu ces deux armées se rassembleraient aux environs de Schweidnitz. Dans ces conjonctures, le roi devait pourvoir à la sûreté de son camp, et à celle de la forteresse de Schweidnitz. Il pouvait prendre une position à Pulzen, où la nature a semblé faire tous les frais de ce qui peut fortifier un camp. Mais si l'armée s'y trouvait en sûreté, on risquait d'une autre part que Mrs. de Laudon et de Butturlin n'assiégeassent Schweidnitz à la vue du roi et de toute l'armée, sans qu'il pût l'empêcher. Ce fut par cette raison que l'on



préféra la position de Bunzelwitz , parce qu'elle couvrait la place , et en rendait le siège impraticable. Il restait toutefois à craindre que l'armée des deux impératrices ne fît un détachement sur Breslau ; ce qui , contraignant le roi de quitter le voisinage de Schweidnitz , aurait donné à ses ennemis la facilité et les moyens de l'assiéger. Mais il était impossible de s'opposer à toutes les entreprises que des troupes aussi supérieures pouvaient tenter , et il fallait abandonner quelque chose au hasard. Pour assurer cependant la position de l'armée prussienne , le roi fit retrancher son camp , tant sur le front que par les flancs et sur les derrières. Ce camp devint une espèce de place d'armes , dont la montagne de Wurben était comme la citadelle. De cette hauteur jusqu'au village de Bunzelwitz , il se trouvait couvert par un marais. On fortifia les têtes des villages de Bunzelwitz et de Jauernick , et l'on y établit de grandes batteries , dont le feu croisé défendait le front par lequel M. Laudon aurait pu attaquer le roi ; de sorte que les Autrichiens étaient obligés d'emporter ces deux villages , avant que d'être à portée d'entamer l'armée. Entre ces deux villages , un peu en arrière , le front de l'infanterie était couvert par de grandes redoutes , munies d'une nombreuse artillerie. On avait pratiqué des passages entre deux , pour donner l'essor à la cavalerie , si on le trouvait nécessaire. Au delà de Jauernick , et en tirant derrière le Nonnenbusch , on avait retranché quatre collines qui dominaient sur tout le terrain , et devant lesquelles coulait un fossé bourbeux et impraticable , où l'on pouvait , par le feu des petites armes , empêcher l'ennemi d'établir

des ponts ; plus à la droite un grand abatis coupait le Nonnenbusch , défendu par des chasseurs et par des bataillons francs. Ce fossé bourbeux dont nous avons parlé , se recourbait derrière le bois , et aux pieds de ces collines sur lesquelles l'armée s'étendait. A l'extrémité de la droite commençait le flanc , qui , formant une ligne parallèle au ruisseau de Striegau , allait aboutir à un bois couvert par le défilé qui vient de Péterwitz Dans ce bois , qui était à dos de l'armée , l'on avait établi une batterie masquée , qui communiquait , derrière un abatis , à une autre batterie qu'on avait placée à l'extrémité de ce même bois du côté de Neudorf , et de-là reprenait un retranchement qui se joignait derrière l'armée aux ouvrages qu'on avait faits sur la hauteur de Wurben. Les retranchemens avaient également par-tout 16 pieds d'épaisseur , et les fossés 12 pieds de profondeur sur 16 de largeur. Le front était environné de fortes palissades , les parties saillantes des ouvrages étaient minées. Devant les mines on avait creusé des trappes , et devant ces trappes , des chevaux de frise contigus et enfoncés en terre faisaient toute l'enceinte extérieure. L'armée du roi était composée de 66 bataillons et de 143 escadrons ; 460 pièces d'artillerie bordaient les différens ouvrages , et 182 mines chargées étaient prêtes à sauter au premier signal qu'on donnerait

Ces travaux n'avaient pas eu le temps d'être tout à fait perfectionnés , que M. de Butturlin parut à la tête de ses Russes. Il vint se camper aux pieds des hauteurs de Hohenfriedberg. Deux jours après il changea de position. Le gros de ces troupes occupa

le terrain qui va d'Oels à Striegau. M. de Czernichef s'étendit du Streitberg vers Nicklasdorf. M. de Brentano se posta sur la gauche des Russes à Preilsdorf, et M. de Berg avec ses cosaques se posta sur Lassen, d'où il passa le ruisseau de Striegau et vint à dos de l'armée prussienne. Pour M. de Beck, récemment arrivé de la Lusace, on le posta entre Oels et le Nonnenbusch, pour assurer la communication des deux armées impériales. La position des ennemis ainsi prise formait une espèce de ligne de circonvallation, qui entourait les deux tiers de l'armée prussienne. M. Laudon crut alors pouvoir impunément quitter ses montagnes. Il descendit dans la plaine, et déploya ses Autrichiens, en prenant de Camerau par Arnsdorf jusqu'à Cirlau. Entre Camerau et Arnsdorf il fit travailler à un retranchement par lequel il se proposait de déboucher pour attaquer l'armée du roi, et qui pouvait lui servir également pour l'offensive, et pour la défensive en cas de retraite. Cet ouvrage fut souvent interrompu par l'artillerie prussienne; cependant ces démonstrations parurent si sérieuses, qu'elles semblaient annoncer avec certitude la résolution que les ennemis avaient prise d'attaquer les troupes prussiennes, au risque de tout ce qui pouvait en arriver. Le même jour M. Laudon fit une tentative sur la tête du village de Jauernick. La résistance qu'il y trouva, surpassa de beaucoup l'idée qu'il en avait eue. Il fit sommer le major Favrat, qui y commandait, de se rendre. Cet officier lui répondit sur le ton qu'on devait attendre d'un homme d'honneur, et M. de Laudon fut contraint de se défilier de son entreprise.

Dans l'attente où l'on était d'une action prochaine, on fit toutes les dispositions nécessaires pour une vigoureuse défense. On avait peu à craindre de jour, parce que le camp était d'une force infinie ; mais il y avait beaucoup à appréhender de nuit, à cause de la grande proximité des armées. Il n'était guère apparent qu'il arrivât du malheur aux Prussiens, à moins que M. de Laudon, à la faveur des ténèbres et de l'obscurité, ne surprît une partie du camp, où les troupes ensevelies dans le sommeil n'eussent pas le temps d'accourir à la défense. Pour prévenir une pareille catastrophe, on faisait détendre les tentes tous les soirs, et l'armée, en bordant les retranchemens, passait les nuits au bivouac. D'un autre côté, le voisinage où M. de Laudon était de Schweidnitz par les postes de Camerau, de Schœnbrunn et de Bœckendorf qu'il occupait, obligèrent à faire un détachement intermédiaire entre Schweidnitz et l'armée, soit pour secourir cette place en cas de besoin et d'attaque, soit pour couvrir les convois de l'armée, qui tirait uniquement son pain, son fourrage et ses subsistances de cette forteresse. M. de Gablenz se porta, dans cette vue, avec un détachement de quelques bataillons au-delà de Tunkendorf, où sa droite se trouvait protégée par les batteries du camp, sa gauche par l'artillerie de Schweidnitz, et où il assura encore davantage sa position par de bons retranchemens dont il couvrit son front. Le même jour les officiers généraux reçurent la disposition de la défense du camp, et de la manière dont chacun avait à se conduire dans la partie dont il avait le commandement. De quelque étendue que fût le

terrain que l'armée prussienne occupait, on avait trouvé le moyen de le réduire à trois points d'attaque. Le premier était entre les villages de Bunzelwitz et de Jauernick. Le roi se proposa de le défendre lui-même contre M. Laudon, qui avait construit son approche ou son retranchement de ce côté-là. Il était impossible aux Autrichiens de laisser ces villages fortifiés derrière eux et de percer au centre, parce qu'ils auraient eu un feu considérable d'artillerie à essuyer sur leurs deux flancs. Il fallait donc présumer qu'ils s'attacheraient, avant toute chose, à emporter un de ces deux postes. Le roi résolut de les y laisser travailler, et de ne lâcher sur eux sa cavalerie qu'après qu'ils auraient fait une perte considérable. On pouvait d'ailleurs soutenir les troupes de ces villages par des corps frais d'infanterie, autant qu'on le jugerait à propos, sans compter que 60 pièces de canon des ouvrages latéraux en défendaient l'abord. Le second point d'attaque était entre le village de Zeschén et le bois sur notre flanc droit; M. de Ziethen y commandait. Les Russes, qui campaient vis-à-vis de lui, se feraient probablement chargés de cette entreprise. Pour arriver aux Prussiens, ils étaient obligés de passer le ruisseau de Striegau sous le feu de la mousquetterie et du canon de nos retranchemens, et auraient perdu leur meilleure infanterie à ce passage, sans compter les obstacles multipliés qui leur restaient à vaincre pour s'approcher des retranchemens, de sorte que quelques charges de cavalerie, que M. de Ziethen eût fait faire à propos, auraient suffi pour les dissiper. Le troisième point d'attaque se trouvait du côté de Péterwitz, et du défilé qui couvrait cette

partie du camp prussien. M. de Ramin défendait cette partie, et l'attaque aurait roulé, selon les apparences, sur Mrs. de Czernichef et de Brentano, parce que leurs détachemens se trouvaient le plus à portée. Il fut résolu de laisser paisiblement avancer l'ennemi jusqu'au défilé de Péterwitz, où il serait pris en flanc par la batterie masquée du bois, qui pouvait lui lâcher des bordées entières de mitraille; après quoi M. de Platen avait ordre de lui tomber à dos avec 40 escadrons, et pour cet effet on lui avait pratiqué un chemin au travers du bois par lequel il devait déboucher.

La plus grande force de ce camp consistait en ce qu'il privait les ennemis de trois armes qu'il conservait toutes aux Prussiens. Les assaillans ne pouvaient pas se servir de canons, parce que tous les environs du retranchement étant infiniment plus bas que le terrain sur lequel il était construit, leur artillerie aurait tiré sans aucun effet : ils ne pouvaient pas se servir non plus de leur cavalerie ; car pour peu qu'ils l'eussent montée, elle aurait été abymée par le feu des batteries : et qu'auraient-ils fait au moyen des petites armes ? auraient-ils tiré contre des canons à coups de fusil ? pouvaient ils arracher des chevaux de frise et abattre des palissades en tirant ? On était donc assuré d'avoir profité, dans cette position, de tout l'avantage que le terrain et l'art peuvent donner à une armée sur une autre.

Sept. Ce fut après ces dispositions que les Prussiens attendirent tranquillement les entreprises de leurs ennemis.

On prit, peu après l'arrivée de M. de Butturlin,

un officier russe qui s'était égaré la nuit, et qui croyant approcher des gardes de son camp, se trouva au milieu de celles des Prussiens. Cet homme, qui n'était pas fin, dit ingénument que les généraux avaient résolu d'attaquer les retranchemens du roi le 1 de septembre. Il était vrai que Mrs. de Butturlin et Laudon étaient convenus de cette attaque, et elle aurait eu lieu sans les circonstances suivantes. M. de Butturlin, qui faisait à table de longues séances où le vin n'était pas épargné, avait consenti, dans un moment de gaieté et le verre à la main, à ce que M. Laudon lui avait proposé. Les dispositions des trois attaques avaient été mises par écrit; on les avait envoyées aux principaux officiers des armées qui avaient des commandemens, et M. Laudon s'en était retourné chez lui satisfait des Russes. M. de Butturlin dormit là-dessus, et ayant consulté sa prudence à son réveil, il contremanda les ordres qui avaient été donnés, parce qu'il craignit, avec quelque raison, que les Autrichiens ne sacrifiaient son armée et ne la soutinssent pas, et que si l'entreprise ne réussissait point, les Russes n'en remportassent que le blâme et la honte. Au lieu des grands projets dont on s'était occupé à midi, il se contenta de faire jeter vers le camp prussien des bombes qui n'en approchèrent que de quelques centaines de pas. Lorsque M. Laudon apprit ce changement subit, il en fut furieux; des courriers partirent pour Vienne, les généraux se témoignèrent de la froideur, et cependant les choses en restèrent là, si l'on en excepte que M. de Laudon fit approcher de Wartha le corps de M. de Draskowitz, qu'il plaça sur les

hauteurs de Ludwigsdorf. Les armées passèrent le reste du temps à s'entrecroiser, jusqu'au 10 de septembre, que M. de Butturlin décampa et prit le chemin de Jauer, parce que les Autrichiens n'avaient pas des magasins assez considérables, ni des troupeaux assez nombreux pour lui fournir le pain et la viande. M. Laudon, qui se croyait exposé s'il restait dans la plaine après le départ des Russes, se replia dans les montagnes, et reprit son ancienne position de Kunzendorf.

Le roi détacha le même jour M. de Platen pour Breslau, avec le corps qu'il avait toujours commandé, sous prétexte d'amener un convoi à l'armée. Sa véritable destination était de passer l'Oder, et de forcer de marches pour ruiner le grand magasin que les Russes avaient dans une petite ville du palatinat de Posnanie, nommée Koublin, pour joindre de-là le prince de Wirtemberg, qui pourrait avoir besoin de son secours, et enfin après que la campagne de Poméranie serait terminée, il devait aller joindre le prince Henri en Saxe. M. de Platen détruisit l'amas de Koublin; il y prit 5,000 chariots, 5 bataillons, 42 officiers et 7 canons. Il s'avança de-là sur Posen, où il ruina tout ce qui appartenait aux Russes; après quoi il poursuivit sa marche vers la Poméranie et vers Colberg. Cette expédition hâta la retraite de M. de Butturlin, et lui fit perdre l'idée qu'il pouvait  
17. avoir d'entrer dans la Marche électorale. Il se pressa de repasser l'Oder, pour regagner la Pologne. Le corps de M. Czernichef ne fut point de cette marche; il montait à peu-près à 20,000 hommes, et il était demeuré auprès de M. Laudon, l'impé-



ratrice de Russie ayant voulu donner à l'impératrice-reine cette marque singulière d'amitié.

Si les subsistances avaient permis à l'armée du roi de se soutenir dans le camp de Bunzelwitz , la campagne se ferait écoulée en Silésie , sans que les formidables apprêts des ennemis eussent produit d'événemens remarquables. Mais le magasin de Schweidnitz , qui avait fourni des vivres à l'armée pendant une grande partie de cette campagne , tirait à sa fin. Les provisions qu'il y avait encore , ne pouvaient suffire que pour un mois. Depuis le départ de M. de Platen , le roi n'osait pas affaiblir l'armée par de nouveaux détachemens. Les grands dépôts se trouvaient à Breslau , et il ne fallait pas moins de 10,000 hommes d'escorte pour conduire de-là en sûreté des convois au camp. Ces raisons mûrement examinées firent résoudre à s'approcher avec l'armée de Neisse , où l'on trouverait des provisions et des fourrages en abondance , et d'où l'on pouvait donner de la jalousie à l'ennemi , tant sur le comté de Glatz que sur la Moravie , pour attirer M. Laudon de ce côté et éloigner par-là les Russes et les Autrichiens de Schweidnitz. En conséquence de cet arrangement , l'armée prit d'abord le camp de Pulzen , où elle resta quelques jours. Le roi laissa dans Schweidnitz 5 bataillons complets , les convalescens de l'armée et 100 dragons. Il enjoignit à M. de Zastrow , qui commandait dans la place , d'user de précaution et de vigilance , pour prévenir toutes les entreprises que l'ennemi pourrait former dans l'absence de l'armée prussienne. Le roi prit le 28 le camp de Siegroth , et le 29 celui de Nossen près

de Munsterberg; où il s'arrêta pour juger, par la manœuvre des ennemis, quel parti ils prendraient. M. Laudon détacha aussi tôt, pour renforcer les postes de Silberberg et de Wartha; mais son armée, où se trouvait M. de Czernichef, était si nombreuse, que 20 ou 30 000 hommes de moins ne l'empêchaient pas d'agir comme il le trouvait à propos.

Octobre.

Le 1 d'octobre le roi apprit à Nossen que, par un coup de main, les Autrichiens s'étaient rendus maîtres de Schweidnitz. Quelque incroyable que parût cette nouvelle, elle se trouva néanmoins véritable. Cette entreprise avait été concertée et conduite de la manière suivante. On gardait environ 500 prisonniers dans cette place; entre lesquels un major Roca, italien et partisan, était un des plus considérables. Ce major s'était proposé de faire tomber entre les mains des Autrichiens la place où il était détenu. Dans cette vue il avait eu l'adresse de s'insinuer si bien dans l'esprit du commandant, que celui-ci lui accordait plus de liberté qu'un prisonnier ne doit en avoir, sur-tout lorsque la ville où on le retient se trouve environnée d'ennemis. Roca se promenait dans les ouvrages; il savait la place de toutes les gardes et de tous les détachemens; il observait les diverses négligences qui avaient lieu dans le service de la garnison; il vivait ouvertement avec tout le monde, et voyait de plus assez souvent les soldats autrichiens prisonniers comme lui; enfin il intriguait dans la ville, n'épargnait pas les corruptions, et informait exactement M. Laudon de tout ce qu'il voyait, apprenait, et imaginait lui-

même pour lui ménager la prise de cette ville. Ce fut sur les lumières que donna ce major à M. Laudon qu'il forma son projet pour surprendre la place, et la nuit du dernier de septembre au premier d'octobre, il l'exécuta comme nous l'allons dire. Il distribua 20 bataillons en quatre attaques, l'une sur la porte de Breslau, l'autre sur la porte de Striegau, la troisième sur le fort de Bœckendorf, et la quatrième sur le fort de l'Eau. M. de Zastrow avait été au bal; comme cependant il se doutait de quelque chose, il fit prendre sur le soir les armes à la garnison, et la distribua dans les ouvrages; mais il commit la faute de ne point donner aux officiers d'instruction sur la manière dont ils devaient se conduire, de ne point envoyer sa cavalerie à la découverte à une certaine distance, de ne point faire jeter des balles à feu pour éclairer la campagne, enfin d'être trop négligent dans tous ses devoirs. Les Autrichiens s'avançaient pendant ce temps-là et parvinrent jusqu'aux palissades avant d'être découverts. Pour toute défense, il n'y eut que 12 coups de canon de tirés; et le feu des petites armes fut si faible, que les ennemis purent faire ce qui leur plut. La garde de la porte de Striegau fut surprise; de-là ils pénétrèrent dans les ouvrages. Dans cette confusion les prisonniers autrichiens levèrent le masque; ils s'emparèrent de la porte intérieure de la ville, et l'ouvrirent aux premières troupes des ennemis qui s'en approchèrent; enfin, en moins d'une heure, les Autrichiens se rendirent maîtres de toute la ville. M. de Béville, qui commandait dans la redoute de l'Eau, fut le seul qui tint ferme, jusqu'à ce que toutes les

ressources fussent perdues, et qu'il ne lui restât plus de moyens pour se défendre. Un magasin à poudre ayant sauté par hasard dans le fort de Bœckendorf, cela fit perdre quelque monde aux Autrichiens; sans quoi la prise de cette ville ne leur aurait rien coûté.

Un malheur aussi imprévu dérangerait toutes les mesures du roi; il fallut abandonner ses projets, changer de plan, et ne plus penser, pour le reste de la campagne, qu'à conserver ce qu'on pouvait maintenir de forteresses et de terrain contre la grande supériorité des ennemis. L'armée marcha à Strehlen, où elle s'établit à demeure, afin de couvrir également Neisse, Brieg et Breslau. Le roi avait par précaution fait retrancher un camp auprès de Breslau. L'intention première avait été de s'en servir pour les détachemens qui s'approchaient souvent de cette capitale; ils auraient pu s'y soutenir contre l'ennemi jusqu'à l'arrivée de l'armée du roi. Dans les circonstances où l'on se trouvait alors, l'armée pouvait s'en servir elle-même; les Prussiens avaient une marche de moins à faire que l'ennemi pour y arriver. Dès lors le roi se trouvait restreint à une défensive rigoureuse; mais il ne fallait pas que M. Laudon pût s'en douter, parce que ce secret connu lui aurait donné gain de cause sur les Prussiens. Pour mieux déguiser ses intentions, le roi donna des ordres à l'armée pour que les troupes se préparassent au combat, pour qu'on rechargeât les fusils, qu'on aiguisât les lames des épées, et qu'on distribuât les munitions suffisantes à l'artillerie; enfin on ne parlait que de grands préparatifs et de grands projets. Des espions autrichiens connus, qui étaient

dans l'armée , partirent sur le champ pour en instruire M. Laudon, et ce qui peut-être paraîtra incroyable à la postérité, c'est que cette armée autrichienne et russe , campée sur les montagnes de Kunzendorf , à trois marches des Prussiens , passa 8 nuits au bivouac, comptant certainement d'être attaquée d'un moment à l'autre. M. Czernichef pressait fortement le général autrichien de marcher sur Breslau. La raison de guerre et des raisons de politique l'exigeaient ainsi ; car M. Laudon , en portant sa grande armée dans la plaine , aurait débordé les Prussiens de tous les côtés ; il les aurait abymés , et aurait eu l'honneur de terminer la guerre. Il s'excusa vis-à-vis de M. de Czernichef en disant qu'il ne pouvait s'avancer si loin dans le pays , les vivres lui manquant , ainsi que les chevaux pour le transport. M. Laudon cachait la véritable raison qui l'empêchait de rien entreprendre ; il craignait de s'exposer dans la plaine , parce que les Autrichiens y avaient souvent été battus. D'ailleurs , comme il ne tenait à rien , et qu'il n'avait point de protection à la cour de Vienne , il ne voulait rien hasarder ; il se contenta de la réputation que la prise de Schweidnitz lui avait faite , et continua de se tenir sur les montagnes dans une inaction parfaite.

Sur la fin d'octobre les affaires empirèrent tellement en Poméranie , que le roi ne put se dispenser d'y envoyer de nouveaux secours. Il fit partir M. de Nov. Schenkendorf avec 6 bataillons et 10 escadrons. Nous verrons bientôt à quel usage ce détachement fut employé. Le roi se maintint dans sa position de Strehlen jusqu'au 10 de décembre , où les troupes Déc.

entrèrent dans les quartiers d'hiver. M. de Laudon avait déjà renvoyé en Saxe le détachement d'Odonel, et ses troupes se cantonnaient dans les montagnes. Les Russes étaient entrés dans le comté de Glatz. De la part des Prussiens, le régiment de Bernbourg fut jeté dans Neisse; M. de Wied hiverna aux environs de Grotkau avec 10 bataillons et autant d'escadrons. Les environs de Breslau furent occupés par 20 bataillons et 40 escadrons, et M. de Zeunert se rendit à Glogau, pour que cette place fût au moins durant l'hiver hors d'insulte. Outre cela M. de Schmettau partit avec quelque cavalerie pour Guben, afin d'assurer la communication de Berlin et de l'armée de Saxe.

Après avoir rapporté sans interruption ce qui se passa cette année en Silésie, nous allons jeter un coup d'œil sur les événemens de la Poméranie. Le prince de Wirtemberg était entré dans le camp de Colberg le 4 juin, où M. de Thadden le joignit le 7 du même mois. La position des Prussiens entourait Colberg de manière que les deux ailes du retranchement aboutissaient à la Baltique. La rivière de Persante couvrait la droite du camp, et le centre, qui en était la partie la plus abordable, était défendu par de bons retranchemens. D'abord M. de Werner avait été détaché à Cœslin, d'où il se retira à l'approche de M. de Romanzow, qui s'avancait à la tête de 12,000 Russes. M. Romanzow choisit sa première position au Gollenberg. Tout fut assez tranquille jusqu'au 20 d'août, que les flottes russe et suédoise combinées parurent devant Colberg; elles s'approchèrent du port, et canonèrent vivement les

batteries

batteries des Prussiens , qui défendaient le port et le rivage. M. de Romanzow prit ce temps - là pour Sept. 4. s'approcher du prince de Wirtemberg , et se camper à un quart de lieue des Prussiens. Le prince de Wirtemberg n'avait rien à craindre jusques - là ; mais au lieu de fournir les magasins d'approvisionnement aussi abondamment qu'on le lui avait recommandé , il ménagea même les environs de son camp où il savait que les Russes allaient arriver ; et en général le peu d'attention qu'on eut pour les subsistances fut cause de tous les malheurs qui arrivèrent en Poméranie. La première suite en fut qu'il détacha M. de Werner , pour ménager ses vivres , et peut-être encore parce qu'ils ne pouvaient pas s'accorder. M. de Werner se rendit à Treptow , et eut l'imprudence de faire cantonner son monde ; les Russes le surprirent ; il fut fait prisonnier , et près de 500 chevaux de son corps eurent le même malheur. Les Russes , encouragés par - là tentèrent , la nuit du 17 au 18 de septembre , d'enlever un bataillon franc qui était posté devant la gauche des Prussiens , dans une redoute si éloignée du camp , qu'on ne pouvait pas même l'atteindre à coups de canon. L'ennemi passa par un lieu qu'on avait cru un marais impraticable , faute de le sonder ; il attaqua la redoute par la gorge , et enleva 200 hommes qui la défendaient. M. de Romanzow , enflé de ces petits succès , crut qu'il ne dépendait plus que de lui d'emporter les retranchemens prussiens lorsqu'il voudrait l'entreprendre ; il s'approcha de la redoute Verte , qui était du côté du centre du prince de Wirtemberg. Il ouvrit les tranchées , établit des batteries comme s'il s'était agi du siège régulier d'une

place, l'attaqua en forme le 19 et l'emporta. A peine s'y établissait-il que le colonel Kleist, à la tête des grenadiers, l'en délogea avec perte de 1100 hommes. Cette redoute était placée contre les règles, à 3,000 pas du retranchement, dont elle était séparée par un ravin. Cependant, quoiqu'elle fût isolée, et qu'elle donnât prise sur elle, les Russes, découragés par la perte qu'ils venaient de faire, ne l'inquiétèrent plus.

Octobre.

M. de Platen, après avoir pris le magasin de Koublin, traversait alors la nouvelle Marche, d'où il se porta droit sur Cœrlin. Il y prit un détachement de 300 Russes ; mais cela ne fit point d'impression sur M. de Romanzow, qui ne remua pas dans son camp. Le prince de Wirtemberg désirait que M. de Platen se portât derrière l'ennemi, pendant que lui-même il l'attaquerait de front ; mais par une fatalité commune à toutes les armées, ces deux généraux différens en tout de sentimens, ne purent convenir de rien. M. de Platen tourna vers Spie et vint se camper à la droite du prince, sur le Kauzenberg, et leur voisinage ne fit qu'augmenter leur méfintelligence. Cependant Mrs. de Fermor et de Berg avaient suivi de près M. de Platen. Berg, avec 10,000, tant cosaques que dragons qu'il avait sous ses ordres, se posta à Greiffenberg. D'un autre côté la saison, qui devenait de jour en jour plus rude, empêchait la flotte combinée des Suédois et des Russes de tenir plus long-temps la mer ; elle se retira vers ses ports, se contentant de laisser deux frégates sur la rade de Colberg pour en bloquer le port. C'en était assez pour empêcher les convois, dont on avait un besoin pressant, d'entrer dans la ville. Le prince de Wirtemberg ne pouvant se



procurer par mer de nouvelles subsistances, voulut en faire arriver par terre de Stetin. Il détacha pour cet effet M. de Platen, afin d'assurer la marche des convois. M. de Platen dirigea sa route par Treptow, Stuchow, à Gollnow; il avait dans ce camp un défilé devant lui, qu'il fit passer à un régiment de houfards et à deux bataillons. Ces troupes furent aussi-tôt attaquées par M. de Fermor, qui s'y trouvait avec toute sa division, et le détachement fut battu et pris. Après ce malheur, M. de Platen se retira sur Damm, et l'ennemi détruisit le convoi qu'il devait couvrir. Le prince de Wirtemberg, qui ne savait pas ce qui s'était passé à Gollnow, détacha encore à Treptow M. de Knobloch avec 3 bataillons et 500 chevaux, pour couvrir le convoi qu'il supposait devoir arriver et qui était déjà pris. A peine M. de Knobloch fut-il arrivé à Treptow, que 9,000 Russes l'environnèrent et le prirent, faute de munitions de guerre et de bouche, après qu'il se fut bien défendu pendant trois jours. L'ennemi profita des fautes et des malheurs des Prussiens; à son tour il bloqua le prince de Wirtemberg, de sorte que M. de Platen, qui ne put pas le joindre, se retira du côté de Stargard, où il fut suivi par M. de Berg.

Le roi, informé de la déplorable situation de ses affaires en Poméranie, y envoya Mrs. de Schenkendorf et d'Anhalt, comme nous l'avons dit plus haut. Il n'était plus possible désormais de ravitailler les magasins de Colberg. Le dernier convoi que les Russes venaient de prendre, avait emporté tous les chevaux que les provinces se trouvaient en état de fournir. D'ailleurs les Russes étaient si supérieurs en

nombre , ils avaient détaché tant de troupes entre Colberget Stetin , qu'il était moralement impossible d'y faire passer un convoi ; il fallait dès lors regarder la place comme perdue , et sauver les troupes du prince de Wirtemberg , parce que c'était tout ce qu'il y avait de mieux à faire dans ces tristes conjonctures. Quelque diligence qu'eût faite M. de Schenkendorf , il ne put joindre M. de Platen que le 10 de novembre entre Pyritz et Arenswalde. Ils marchèrent ensemble sur Greiffenberg , où ils trouvèrent vis-à-vis d'eux M. Jacoblef , qui y avait été détaché de la grande armée. Pendant que M. de Platen le contenait , le prince de Wirtemberg quitta son camp la nuit du 14 au 15 , et longeant le rivage de la Baltique , il arriva à Treptow , sans avoir rencontré d'ennemis sur la route. Il se joignit ensuite au corps qu'il avait dégagé. Après leur réunion , ils tentèrent encore de déloger les Russes du voisinage de Colberg , en se portant derrière leur armée. Mais ayant remarqué qu'ils ne parviendraient pas à leur but par cette manœuvre , ils s'avancèrent le 12 de décembre sur Spie , attaquèrent la redoute de Drenow , l'emportèrent , et prirent les troupes qui la défendaient ; ils auraient poussé plus avant , si toute l'armée russe ne se fût présentée devant eux dans le même camp que les Prussiens avaient occupé ; et comme ils comprirent l'impossibilité d'attaquer l'ennemi dans ses retranchemens , ils se replièrent sur Greiffenberg , où ayant appris que la famine avait obligé la garnison de Colberg à se rendre , ils se retirèrent à Stetin. Le prince de Wirtemberg tira un cordon derrière l'Oder avec quelques troupes pour couvrir Stetin ,

Décem-  
bre.

et en même temps M. de Thadden partit pour la Luface, M. de Platen pour la Saxe, et le prince de Wirtemberg prit le chemin du Mecklenbourg.

Nous avons été occupés d'objets si importants, que nous n'avons pas fait mention de l'armée suédoise, et de M. de Belling, qui lui fit tête avec 1500 hofards et deux bataillons. M. d'Ehrenschwerd avait passé la Peene le 19 juillet à la tête des Suédois. M. de Belling, qui était à Malchin, ayant appris qu'un corps de Suédois campait à Bartow, l'attaqua, et lui prit 100 hommes avec 3 canons; de-là il fondit fur M. de Hessenstein, qui était à Ræpenack et lui enleva 600 hommes avec 6 canons; une autre fois le même fut encore battu et perdit 300 hommes. Ces petits avantages n'empêchaient pas cependant l'armée suédoise de s'avancer dans la Marche uckerane; un corps de 6,000 Suédois, qui venait de Treptow fur la Tollenfée, s'approcha pour attaquer M. de Belling; mais il s'embusqua, tomba fur les ennemis à l'improviste et leur prit près de 600 hommes. Le prince de Bévern, qui voyait avancer l'ennemi malgré la vigoureuse résistance de M. de Belling, lui envoya un renfort de trois bataillons; et en même temps il fut joint par M. de Stutterheim et quelques troupes de l'armée du prince Henri. Avec ces secours Belling attaqua un corps de Suédois posté à Rebelow et lui enleva quelque monde. Le lendemain M. d'Ehrenschwerd, pour prendre sa revanche, marcha à Gollnow. M. de Belling, qui s'y trouvait, ayant été averti du dessein des ennemis, s'embusqua encore, fondit fur

5 août.

eux , les mit en défordre et se retira à Rebecow , d où il se porta à Kuhblanck et les Suédois sur Friedland Belling marcha à leur rencontre , entama la  
 9 Sept. cavalerie de Sprengport , qui faisait l'avant-garde de ce corps , et la battit. Il tourna sur Lœckenitz , d'où ce général infatigable tomba sur les Suédois retranchés à Friedland. Il n'attaqua point le retranchement , faute d'infanterie et de canon , et se contenta d'enlever une grand'garde de 40 dragons. Il semble qu'on décrit l'histoire des Amadis en parlant des progrès de M. de Belling , qui se bat toujours et qu'on ne retrouve jamais à la même place. Il avait son infanterie à Pasewalk et s'était posté en avant à Ferdinandshof. Les Suédois s'avancèrent sur lui. Le prussien culbuta leur avant-garde sur leur infanterie , les força de se retirer , et engagea le lendemain  
 Octobre. un nouveau combat , où les ennemis perdirent 500 hommes.

Le prince de Bévern , obligé d'envoyer des convois à Colberg , retira alors les deux bataillons qu'il avait prêtés à M. de Belling. Ce général même reçut ordre de s'approcher de Berlin , qu'un corps d'Autrichiens répandu dans la Lusace paraissait menacer d'une  
 Novem- irruption. Il partit à la vérité ; mais comme il se trouva  
 bre. dans la suite que ce bruit n'avait aucun fondement , il retourna contre les Suédois , où il s'attendait à cueillir de nouveaux lauriers. Cette campagne trâna jusqu'au 6 de décembre , où M. d'Ehrenschwerd quitta Demmin et se rapprocha de Stralsund , et il ne se passa , aux bords de la Peene , que quelques affaires de parti peu importantes. Lorsque le prince de Wirtemberg marcha vers le Mecklenbourg , M. de Belling

prit les devans. Il trouva à Malchin une garnison, qu'il enferma et tint bloquée jusqu'au moment où le prince de Wirtemberg survint. On aurait pu prendre ce bourg l'épée à la main ; mais les troupes étaient délabrées , les régimens fondus et accablés de fatigues , et d'ailleurs il fallait conserver son monde pour de meilleures occasions. Par ces raisons on se contenta de canonner vivement la ville, et on l'aurait prise , si M. d'Ehrenschwerd , averti du danger de ses troupes, n'y était accouru avec toute son armée. Il retira la gar- 3 janvier.  
nison de Malchin et reprit la route de Stralsund. Les troupes de part et d'autre entrèrent dans leurs quartiers d'hiver , les Suédois près de Stralsund , et les Prussiens dans le duché de Mecklenbourg , aux environs de Schwérin et de Rostock.

Nous avons dit que M. de Platen était en pleine marche pour la Saxe , et il est à propos de reprendre ce qui se passa cette année dans l'armée du prince Henri. Nous avons laissé S. A. R. au camp de Meissen et de Katzenhæuser , le maréchal Daun à ses camps du Windberg et de Dippoldiswalde , et l'armée des cercles entre Hof et Plauen. S. A. R. , qui devait observer le maréchal Daun , et le suivre au cas qu'il marchât en Silésie , s'était proposé de ne point s'éloigner des bords de l'Elbe , afin de passer ce fleuve en même temps que les ennemis. En attendant , pour tenir les Autrichiens en haleine et les réduire en quelque sorte à la défensive , le prince fit harceler ou attaquer tous les détachemens que le maréchal Daun avait tant soit peu éloignés de son armée. M. de Kleist entra autres délogea d'auprès de Freyberg les quatre régimens de dragons saxons qui faisaient mine de s'y

Campa-  
gne de  
Saxe.

établir. Après les avoir poursuivis vers Dippoldiswalde, il profita de l'occasion pour tomber à l'improviste à Marienberg sur le corps de M. Tørrek, qu'il contraignit de se réfugier en Bohème. M. de Seidlitz de son côté donna la chasse à M. de Ried, qui abandonna sa position de Kesselsdorf, et se replia en hâte sur le camp du Windberg. Les Autrichiens souffrirent tranquillement ces petites bravades, et les traitant de bagatelles, ils ne pensèrent pas même à prendre leur revanche.

16 juil.  
let. Le maréchal Daun continua de demeurer dans l'inaction jusqu'à l'ouverture de la campagne en Silésie, se bornant à ôter toute communication directe aux deux armées prussiennes; il détacha pour cet effet M. de Laschy, qui passa l'Elbe et se posta au village de Dobberitz proche de Grossenhayn. Le maréchal Daun y gagna que les courriers prussiens furent obligés de prendre de plus grands détours, pour remettre leurs dépêches avec sûreté. Cet inconvénient n'était pas alors de conséquence; mais il en pouvait résulter un autre mal plus considérable; c'était que si le maréchal Daun avait entrepris de marcher en Silésie, le prince ne pouvant passer l'Elbe que plus bas, perdait au moins une marche, et aurait trouvé, dès son passage, M. de Laschy vis-à-vis de lui, pour rendre la traversée de la Lusace difficile. Mais il supposa un autre dessein au maréchal Daun; il crut que le mouvement que M. de Laschy venait de faire, avait pour but une jonction avec les Russes, ou quelque nouvelle incursion dans la Marche électorale. Il n'était pas possible que le prince s'opposât à tant de choses à la fois; il se contenta d'envoyer M. de

Rœbel avec une troupe de houfards à Torgau , pour observer de-là les mouvemens de Lafcy et en faire son rapport. Pour se mettre en état de prévenir les desseins de l'ennemi sur la capitale , il fit cantonner une partie de ses troupes entre Strehla et Leimbach , par où il gagnait une marche , en cas qu'il fallût penser à couvrir Berlin. Ces troupes , cachées au maréchal Daun , pouvaient servir à faire à la dérobée des détachemens dont il était bien difficile que l'ennemi fût instruit. L'occasion ne tarda pas à s'en présenter. M. de Klee-feld , avec un corps des cercles , s'était avancé à Pening. Le prince envoya M. de Kleist pour l'obliger à quitter ce poste. A peine fut-il chassé qu'il revint , pour se faire expédier la seconde fois comme la première.

Le roi cependant était si occupé avec les Autrichiens et les Russes , qu'à peine , avec toutes ses troupes , pouvait-il se soutenir contre la supériorité de ses ennemis. Le prince son frère crut que M. de Belling avait besoin de secours pour s'opposer avec plus de succès aux entreprises que les Suédois pouvaient former encore. Il était le seul qui pût faire passer des troupes de ce côté , parce que jusqu'alors le maréchal Daun s'était tenu tranquille. Le prince fit donc partir M. de Stutterheim le cadet avec 4 bataillons , pour joindre M. de Belling , et nous venons de voir l'usage qu'il fit de ces troupes. La raison principale qui déterminâ S. A. R. à faire ce détachement , était qu'il y eût des troupes à portée de défendre la capitale , si cela était nécessaire , contre les incursions de quelques petits corps , parce que la garnison de Berlin ne consistait alors qu'en deux faibles bataillon de milice.

29 août

La petite guerre continuait en Saxe de la part des Prussiens. M. de Kleist battit une seconde fois un corps ennemi près de Freyberg, et M. de Seidlitz défit un gros corps de cavalerie près de Pretschendorf. Sur ces entrefaites les troupes des cercles se mirent en mouvement. M. de Serbelloni, qui les commandait, s'était avancé à Rombourg, et comme de-là il lui aurait été facile de tourner le flanc des Prussiens, S. A. R. envoya contre lui M. de Seidlitz avec 5 bataillons et 15 escadrons. Ce général manœuvra avec tant d'art et d'habileté, il donna tant d'apprehensions à M. de Serbelloni pour l'armée qu'il commandait, que celui-ci se crut obligé de se replier sur Hof dans l'Empire.

11 oct.

L'armée française faisait alors quelques progrès. Le corps du comte de Lusace avait pénétré par Einbeck dans l'électorat de Hanovre et menaçait la ville de Wolfenbittel; et comme la faiblesse de la garnison faisait craindre que la défense ne fût pas vigoureuse, S. A. R. y envoya le colonel Bohlen avec 1500 hommes. Il voulut se jeter dans la place; mais M. de Stammer, qui y commandait pour le duc, ne voulut pas le recevoir. M. de Bohlen se retira, et deux jours après le comte de Lusace s'en rendit maître. Dès que les Saxons eurent pris Wolfenbittel, M. de Serbelloni détacha le général Luzinsky avec 6,000 hommes pour les joindre; il se posta vers la Saale et s'empara de Halle. Le prince lui opposa M. de Seidlitz, qui, passant par Dessau et Bernbourg, se mit en devoir de disputer aux ennemis l'entrée du duché de Magdebourg. Mais le comte de Lusace avait déjà évacué Wolfenbittel; il s'était



replié en Hesse, et M. Luzinsky sur l'armée des cercles, de sorte que M. de Seidlitz, inutile dans cette partie, vint rejoindre S. A. R. Les affaires étaient à peine rétablies du côté de la basse Saxe, que le départ de M. de Buttulin de la Silésie fit appréhender qu'il ne marchât droit à Berlin, comme les Russes avaient fait dans la campagne précédente. Pour observer les mouvemens de cette armée, le prince détacha M. de Podewils avec 800 chevaux pour Furstenwalde ; mais l'expédition de M. de Flaten sur Koublin ne permit pas aux Russes de suivre ce projet, supposé qu'ils y pensassent réellement, et la capitale fut rassurée.

Les Autrichiens sortirent enfin de léthargie. Le 16. le maréchal Daun borna ses opérations à s'étendre dans toute cette chaîne de montagnes de la Saxe qui confinent à la Bohême. C'était se contenter d'un village, lorsqu'on pouvait avoir un royaume. M. de Haddick partit avec un corps considérable de Dippoldiswalde, et s'établit à Freyberg, tandis que le maréchal fit alarmer tous les postes des Prussiens sur la Tripsche, pour empêcher S. A. R. de se porter en force contre M. de Haddick. Le mouvement que les Autrichiens venaient de faire, les portait immédiatement sur le flanc droit du camp qui occupait les Katzenhäuser. Pour obvier à cet inconvénient, le prince changea la position des troupes ; il fit préparer un camp retranché au Pétersberg, et en donna le commandement à M. de Seidlitz.

Les opérations des Autrichiens se terminèrent en Silésie, comme nous l'avons dit, par la prise de Schweidnitz. M. Laudon se sentant assez fort par

Novem-  
bre.

les troupes russes de Czernichef qui étaient à ses ordres , renvoya en Saxe M. Campitelli avec le corps que M. d'Odonel lui avait amené de Luface. Ce général passa le pont de Drefde , le 1 novembre , d'où il fut envoyé à Freyberg , pour renforcer M. de Haddick dans les montagnes. Le maréchal Daun quitta sur cela son camp du Windberg , et s'avança en forces sur le front de l'armée prussienne. La journée se passa de part et d'autre à se canonner , et à quelques affaires de détail entre des corps d'infanterie des deux armées ; les Prussiens repoussèrent les ennemis qui voulaient les déposter des passages de la Tripsche qu'ils défendaient. Pendant que le maréchal Daun alarmait les Prussiens , M. de Haddick s'avancait sur les bords de la Mulde , où il s'établit depuis Nossen et Dœbeln jusqu'à Rofswein. Ces postes derrière la Mulde , que les Autrichiens occupaient , sont d'un très-difficile abord. Les hauteurs règnent dans toute l'étendue du terrain , et le lit de la rivière étant creusé dans le roc , empêche de la passer autrement que sur les ponts de pierre qui s'y trouvent à trois endroits. S. A. R. ne se trouvant pas assez forte pour entreprendre de déloger un ennemi supérieur en nombre d'une position aussi avantageuse , se contenta de retrancher les postes que son armée occupait , afin de s'y soutenir durant l'hiver. Les Prussiens furent si bien se faire respecter des ennemis , que tous les détachemens que M. de Haddick poussa au-delà de la Mulde , furent repoussés ou battus.

Le roi s'était flatté que la campagne des Russes en Poméranie ne ferait ni longue ni dangereuse , et

avait destiné M. de Platen pour la Saxe. Mais les affaires avaient pris une tournure fâcheuse, comme nous l'avons dit, et M. de Platen ne put joindre l'armée de S. A. R. que le 11 de janvier. A peine fut-il arrivé à Altenbourg et à Naumbourg, pour y prendre des quartiers, que l'armée des cercles s'avança sur les lieux dont il venait de se mettre en possession. Il leur céda le terrain qu'il ne pouvait pas défendre; en se retirant M. de Stojentin, colonel du régiment de jeune Brunsvic, fut attaqué par 4,000 hommes, et se défendit si bien, qu'il gagna Meuselwitz, sans avoir fait d'autre perte que celle de ses malades, qu'il ne put emporter d'Altenbourg. Les Prussiens se soutinrent dans leur position pendant tout l'hiver; il y eut des alertes, que le voisinage des deux armées rendit fréquentes; mais quoi qu'il arrivât, il était si important de conserver la Saxe dans les fâcheuses conjonctures où se trouvaient alors les affaires prussiennes, que S. A. R. risqua tout pour s'y maintenir, à quoi elle réussit moins par la force de son armée, que par ses bonnes dispositions, sa constance et sa fermeté.

Pour achever le tableau général de cette année, <sup>Campa-</sup> il ne nous reste plus qu'à suivre les opérations de <sup>gne du</sup> l'armée des alliés contre celle des Français. Nous <sup>prince</sup> avons laissé le prince Ferdinand à Paderborn, le <sup>Ferdi-</sup> prince héréditaire à Munster, M. de Soubise sur <sup>nand.</sup> le bas Rhin, M. de Broglie à Cassel, et le comte de Lutace aux environs d'Eisenach. M. de Soubise ouvrit la campagne en se portant sur Dortmund, tandis que M. de Broglie rassembla différens corps qui menaçaient la Dimel. Le prince Ferdinand laissa

M. de Spærken sur la Dimel, avec ordre de se retirer à Lippstadt, au cas que l'ennemi vînt sur lui en force, et la grande armée des alliés s'avança vers M. de Soubise. Cette armée du bas Rhin avait marché sur Unna. Le prince héréditaire s'approcha de Hamm; et le prince Ferdinand ayant des nouvelles que M. de Soubise avait poussé en avant un corps aux ordres du prince de Condé, se fit joindre par le prince héréditaire, attaqua cette avant-garde, et  
2 juillet. la contraignit de se replier sur son armée. Le prince trouva les Français trop bien retranchés pour risquer de s'engager avec eux, et marcha sur Dortmund pour tourner leur position. Le soir qu'il arriva au pont de Kurle, il y fut attaqué par les Français, qu'il repoussa avec perte. La position que les alliés venaient de prendre, aurait donné de l'inquiétude à M. de Soubise pour ses subsistances, si M. de Broglio, qui venait à son secours, n'eût alors débouché sur la Dimel. A l'approche des Français M. de Spærken se retira avec quelque perte; mais au lieu de se rendre à Lippstadt, comme il en avait l'ordre, il se replia sur Hamm. M. de Soubise n'eut alors rien de plus pressé que de se joindre à M. de Broglio, et leurs deux armées se rencontrèrent à Paderborn. Le prince Ferdinand se mit à la poursuite de M. de Soubise; il engagea des affaires d'arrière-garde, mais qui ne furent point décisives. M. de Broglio laissa le comte de Lusace à Paderborn, pour couvrir les dépôts qu'il y avait formés, et les deux armées françaises vinrent se camper à Soest. Tandis que ces armées et les alliés étaient en mouvemens, un partisan de ceux-ci, nommé Freytag, enleva entre Cassel

et Warbourg trois convois de farine destinés pour les ennemis. Cette perte dérangerait les Français au point, qu'ils employèrent dix jours à faire avancer des subsistances, et à rétablir l'ordre dans l'administration de leurs vivres.

Le prince Ferdinand profita de cette inaction, pour s'établir solidement dans son camp entre l'Aspe et la Lippe; il pourvut en même temps à la sûreté de Lippstadt, en y envoyant, à la tête de 6 bataillons, M. de Wangenheim, qui bientôt après y fut joint par M. de Spærken. Les deux maréchaux français s'avancèrent le 15 de juillet sur le prince Ferdinand. Leur armée étendue en demi-cercle embrassa toute la circonférence de son camp; car ils avaient leurs deux ailes sur la Lippe. M. de Broglio força d'abord le poste de Nellen, défendu par des grenadiers anglais, et enflé de ce succès, il fit attaquer un petit bois devant le village de Villinghausen, occupé par la légion britannique; mais il ne put la déloger d'un poste qu'elle soutint avec fermeté et avec constance. Vers les 6 heures du soir le combat parut devenir général, et il l'aurait été, si l'obscurité de la nuit ne l'eût suspendu. Le feu commença le lendemain dès la pointe du jour. M. de Soubise entama la partie où commandait le prince héréditaire. Il attaqua un village, mais la vigoureuse défense d'une redoute l'arrêta. En attendant M. de Broglio faisait des efforts de son côté contre le prince Ferdinand; ces efforts étaient faibles, et le prince s'aperçut durant le combat d'un certain flottement dans l'infanterie française, qui dénotait de l'incertitude et du découragement. Il en profita en grand général; M. de Wangenheim

l'étant venu joindre alors, il fortit de son poste avec 16 bataillons, chargea brusquement les troupes de M. de Broglio, les enfonça, et les réduisit à prendre la fuite. Ce coup inattendu obligea les deux maréchaux à lâcher prise; ils perdirent 6,000 hommes, au lieu que la perte des alliés ne passa pas 2,000, parce qu'ils étaient bien postés et victorieux.

Après l'action, M. de Soubise se sépara de M. de Broglio et s'approcha de la Rhur, tandis que son collègue tirait vers Paderborn. Le prince héréditaire suivit M. de Soubise, et se porta au Harstrang, pour l'empêcher de repasser la Rhur; le prince Ferdinand suivit M. de Broglio. Cette armée française s'étendait derrière le Wéser, de Paderborn jusqu'à Hameln. Elle commençait à se fortifier à Hæxter et y formait un amas de munitions de guerre et de bouche; ce qui fit juger que son dessein était d'assiéger Hameln, sur quoi le prince Ferdinand y détacha M. de Luckner, et comme il ne pouvait empêcher ce siège qu'en donnant à M. de Broglio quelque inquiétude ailleurs, il détacha Mrs. de Wangenheim et de Wuthenow, qui pénétrèrent par le pays de Waldeck, et désirèrent un détachement ennemi près de Stadtberg. Cette expédition obligea M. de Broglio d'affaiblir son centre. Le prince Ferdinand n'attendait que cela pour se porter par Dalbruck et Detmold à Reilkirchen. Les Français, surpris par ce mouvement inattendu, se mirent en marche et arrivèrent au pied des hauteurs de Reilkirchen, si célèbres par la défaite de Varus. Ils y trouvèrent les Allemands trop solidement établis pour les attaquer impunément, et ils se replièrent sur Neheim et Steinheim. M. Luckner

se

se rendit alors dans le Solling, où il attaqua et battit, entre Göttingue et Hœxter, un corps aux ordres de M. de Belsunce. Le prince Ferdinand, qui désirait d'en venir à quelque décision, ne se trouvant pas assez fort dans la position qu'il occupait, attira le prince héréditaire à lui. Ce prince se porta derrière l'armée française, et obligea le maréchal de Broglio de lui opposer M. de Stainville. Les Français, pour se dégager des alliés qui les entouraient, attaquèrent la petite ville de Horn devant la droite du prince Ferdinand; quelques brigades anglaises, qui s'avancèrent pour soutenir ce poste, leur firent abandonner leur projet. M. de Broglio, découragé par les mauvais succès, et dégoûté par les obstacles qu'il rencontrait par-tout, renonça au siège de Hameln, et ne pensa plus qu'à faire transporter ses provisions de Hœxter; il y passa le Wéser sur trois ponts. Les alliés le suivirent; mais ils ne purent point avoir de prise sur lui.

La jonction du prince héréditaire à l'armée des alliés, qui avait favorisé les affaires de la basse Saxe, avait nui à celles du bas Rhin. Sa présence y devenant nécessaire, il fut obligé d'y retourner. Par sa marche il força le prince de Condé à lever le siège de Hamm. Les Français se retirèrent à Munster, où ils se joignirent à M. de Soubise, qui bloquait cette ville. Pour dégager Munster, le prince héréditaire investit subitement la ville de Dorsten et s'en rendit maître avec la garnison, qui mit bas les armes. Le prince se trouvait par cette prise dans le voisinage de Wéfel, d'où il empêchait l'armée française de tirer des convois. L'embarras où cette expédition

mit M. de Soubise, le détermina à lever le blocus de Munster et à se retirer par Dulmen sur Halteren. Depuis le départ du prince héréditaire de la basse Saxe, M. de Broglie se trouvant plus à son aise, s'avança sur Eimbeck et sur la Leine, sur quoi le prince Ferdinand partagea son armée ; il en laissa la moitié sur le Wéser, et avec l'autre il se mit sur la Dimel, pour tomber de-là sur le corps de M. de Stainville. Ce général français pénétra les desseins du prince, se retira en hâte, et se jeta dans le camp retranché qui avait été préparé auprès de Cassel. Ce coup ayant manqué par l'activité de M. de Stainville, le prince Ferdinand prit des arrangemens pour s'emparer de Munden. M. de Broglie en fut si fort effrayé, qu'il y accourut avec la moitié de son armée ; mais à son approche les alliés se replièrent sur Geismar. M. de Broglie trouvant alors son monde inutile

Octobre. auprès de Munden, envoya quelques renforts à M. de Stainville, et retourna avec le reste de ses troupes à Eimbeck.

Il n'était plus à craindre que M. de Soubise pût assiéger Munster, parce que la saison était trop avancée, et comme le détachement du prince héréditaire devenait plus utile en basse Saxe qu'en Westphalie, le prince Ferdinand lui envoya des ordres pour qu'il joignît son armée sur la Dimel. Aussi-tôt qu'il fut arrivé, les alliés s'avancèrent vers M. de Stainville, qui se retira encore, et pour la seconde fois M. de Broglie accourut à son secours avec une partie de son monde : car il avait laissé le gros de son armée dans le Solling depuis Holzmunden jusqu'à Lamforde. Les alliés voyant leur projet déconcerté, entrèrent dans la principauté de Waldeck, qui



pouvait leur fournir plus de subsistances que la Hesse. M. de Broglie avait observé que la manœuvre des alliés ne roulait que sur des diversions, pour le détourner de ses desseins ; il voulut faire une diversion à son tour, et envoya le comte de Lutace avec 8 ou 9,000 Saxons dans le duché de Brunswic pour assiéger Wolfenbützel. Après que cette ville se fut rendue sans grande résistance, le comte de Lutace se tourna sur Brunswic, dont il fit l'investissement. M. Luckner, que le prince Ferdinand avait envoyé pour secourir Wolfenbützel, arriva trop tard ; mais ayant été joint peu après par le prince Frédéric de Brunswic, ce jeune prince, plein d'honneur et d'une noble ambition, pour son coup d'essai força le poste que les ennemis avaient au village d'Oelper, se jeta dans Brunswic, en fit lever le siège, et hâta l'évacuation de Wolfenbützel. Ainsi Alexandre, au sortir de l'enfance, dans l'armée de son père Philippe, battit les Athéniens avec l'aile de cavalerie qu'il commandait.

Les affaires de détachement n'empêchaient point les grandes armées d'aller leur train. M. de Broglie avait fortifié le poste de Duderstadt ; il avait porté M. de Stainville à Iessen ; quelques brigades gardaient Eimbeck, et M. de Chabot occupait les gorges d'Eschershausen avec un détachement de 10,000 hommes. Si le prince Ferdinand avait permis aux ennemis de se maintenir dans cette position durant l'hiver, cela leur aurait donné de trop grands avantages pour la campagne prochaine. Ce fut ce qui le détermina à percer le centre du terrain que l'armée française occupait. Dans cette intention le

Nov.

3.

prince héréditaire et milord Gramby passèrent la Leine et se postèrent proche d'une hauteur voisine d'Eimbeck, nommée la Huve. Le prince Ferdinand passa de son côté le 4 le Wéser à Tundern, et s'avança sur M. de Chabot, qui eut le bonheur de lui échapper, et les ennemis furent vivement poussés de tous les côtés. M. de Broglio crut tout perdu, lorsqu'il aperçut le prince héréditaire vis-à-vis de la Huve; toutefois le jour se passa à se canonner réciproquement, et les Français s'étant renforcés le lendemain, il ne fut plus temps de brusquer l'affaire; ce qui occasionna le mouvement que tous les corps des alliés firent par leur droite. Les Français prirent cette marche pour une retraite; ils voulurent harceler les Allemands; mais ils furent par-tout repoussés et battus. Le prince Ferdinand gagna par ce revirement les hauteurs de Wangelstedt, d'où il prenait la position de la Huve à dos. Cela acheva de déconcerter M. de Broglio, qui ne pouvant plus se maintenir dans cette position, fut forcé d'évacuer Eimbeck, et de se retirer en Hesse. Ce fut par cette belle manœuvre que le prince Ferdinand finit une campagne qui le couvrait de gloire, et des deux parts les armées entrèrent dans leurs quartiers d'hiver.

Nous avons vu, par les événemens de cette campagne, que le prince Ferdinand de Brunswick fut le seul des alliés qui la termina sans faire de pertes. Les Prussiens furent généralement malheureux dans toutes les contrées où ils soutenaient la guerre. Le prince Henri avait perdu toutes les montagnes de la Saxe, et il était si resserré dans le terrain qui lui restait, qu'à peine en pouvait-il tirer la subsistance journa-

lière des troupes. La supériorité des ennemis leur avait donné les moyens d'occuper les postes les plus avantageux, et on avait lieu de tout appréhender pour l'hiver et pour la campagne prochaine. Mais quelque mauvaise que fût la situation de S. A. R., elle n'approchait pas de celle de l'armée du roi. La perte de Schweidnitz entraînait celle des montagnes et de la moitié de la Silésie. Le roi ne tenait plus qu'aux forteresses de Glogau, Breslau, Brieg, Neisse et Cofel; il était maître du cours de l'Oder et des principautés situées à l'autre rive, que les Russes avaient ravagées au commencement de la campagne, et d'où il n'y avait point de subsistances à tirer; il n'en pouvait point faire arriver de Pologne, parce que 15,000 Russes, qui avaient tiré un cordon le long des frontières, en interdisaient le passage. L'armée était obligée de défendre son front contre les Autrichiens, et ses derrières contre les Russes. La communication de Berlin avec Breslau n'était que précaire, mais ce qui achevait sur-tout de rendre cette situation désespérée, c'était la perte de Colberg. Rien n'empêchait plus les Russes de faire le siège de Stetin dès le printemps, ou bien de s'emparer de Berlin et de tout l'électorat de Brandebourg. Il ne restait au roi que 30,000 hommes en Silésie. Le prince Henri n'en avait guères davantage, et les troupes qui avaient servi en Poméranie contre les Russes, étaient si ruinées, qu'à peine le fond en était-il resté. La plupart des provinces étaient envahies ou abymées; on ne savait plus d'où tirer les recrues, d'où prendre les chevaux et les fournitures, où

trouver les subsistances, ni comment faire arriver en sûreté les munitions de guerre à l'armée.

Nous verrons cependant que l'État, qui paraissait perdu, ne le fut point, qu'avec de l'industrie on rétablit l'armée, et qu'un heureux événement répara toutes les pertes qu'on venait de faire; et ceci sert d'exemple pour prouver combien les apparences sont trompeuses, et que, dans les grandes affaires, il n'y a que la persévérance qui fasse surmonter aux hommes les périls et les dangers dont ils sont menacés.

## CHAPITRE XV.

*De l'hiver de 1761 à 1762.*

**P**AR le récit de la campagne précédente, nous avons vu les malheurs dont la Prusse était accablée, et ceux qui la menaçaient encore; toutefois dans le temps le plus critique, et où le sort des armes semblait lui être le plus contraire, quelques lueurs d'espérance lui faisaient entrevoir des ressources, quoiqu'incertaines. Dans le mois d'octobre, après la perte de Schweidnitz, lorsque l'armée du roi était à Strehlen, et que les Russes assiégeaient en Poméranie la ville de Colberg et le corps du prince de Wirtemberg, le roi reçut une ambassade du chan des Tartares. L'ambassadeur était le barbier de son maître. Cela doit paraître étrange aux esprits prévenus du cérémonial des cours, et à ceux qui ne jugent des nations étrangères que par comparaison de leurs usages avec les mœurs européennes; mais ce n'est point une chose

inutile chez les peuples orientaux, où la noblesse est inconnue, et où ceux-là sont censés les premiers, qui approchent le plus près de la personne du souverain. Ce barbier, ou cet ambassadeur, présenta sa lettre de créance. Le style en était d'un ridicule différent de celui du style de la chancellerie allemande. L'objet de cette mission était de proposer au roi l'alliance du Tartare, et de lui offrir un secours de 16,000 auxiliaires, moyennant un subside dont on conviendrait. Ces propositions n'étaient pas à rejeter dans la situation où les affaires du roi se trouvaient; non-seulement on les accepta, mais encore pour gagner du temps, on chargea le barbier de projets de traités d'alliance et de subsides, on l'accabla de présens pour lui et pour son maître, et on le fit accompagner à son retour par le jeune M. de Goltz, afin de presser l'exécution de ces engagements, et de conduire ce corps d'auxiliaires en Hongrie, où l'on voulait s'en servir pour faire une diversion dans les Etats de l'impératrice-reine. Le sieur Boscamp, émissaire du roi à Baciéfarai, fut chargé en même temps d'employer tous ses soins pour disposer le chan à faire une incursion en Russie, parce qu'après que les premières hostilités auraient été commises, la Porte se trouverait obligée de soutenir le chan; ce qui était le seul moyen de l'entraîner dans des mesures pour lesquelles elle avait marqué jusqu'alors tant de répugnance. Si ce projet réussissait, il dégagerait la Poméranie des Russes et préservait la Marche électorale des risques auxquels elle était exposée. A l'égard de l'irruption de ces 16,000 Tartares en Hongrie, il fallait sans doute la

soutenir par un corps de troupes réglées ; mais comme l'impératrice-reine était obligée d'en détacher deux fois autant des siennes, elle affaiblissait nécessairement l'armée contre laquelle les Prussiens devaient combattre au printemps. Toutes les nouvelles qu'on recevait alors de Constantinople, faisaient espérer la prompte conclusion du traité d'alliance défensive que le roi négociait à la Porte ; il y avait loin cependant de l'espérance à la réalité. Le grand-vizir, homme d'un âge avancé, n'était pas militaire, et craignait de faire un métier qu'il n'entendait pas ; il appréhendait sur-tout d'exposer aux hasards de la guerre sa fortune bien établie. Par cette raison il s'était étroitement uni avec le mufti, pour contrarier de concert, dans le divan, ceux dont les avis violens allaient à rompre avec la maison d'Autriche, et il leur représentait que la trêve avec les Impériaux n'étant pas expirée, on ne pouvait la violer sans transgresser la loi de Mahomet. Toutefois, par une suite des contradictions dont l'esprit humain est si susceptible, la Porte fit partir de gros détachemens de Janissaires pour la Hongrie. Les forces qu'elle rassembla aux environs de Belgrade, montaient à 110,000 hommes. Les bachas firent avancer ces troupes, et en formèrent un cordon le long des frontières des provinces de l'impératrice-reine. C'était beaucoup pour la Porte, mais c'était peu pour la Prusse, à laquelle il fallait des secours effectifs. Comme cependant il n'y avait d'espoir à fonder en Europe que sur cette puissance, le roi fit tenter de nouveau tous les moyens imaginables, tant à Constantinople qu'à Bucarest, d'y produire des résolu-

tions vigoureuses. Pendant l'hiver il arriva un nouvel émissaire du chan à Breslau. Il confirma toutes les promesses que le barbier avait faites au roi au nom de son maître : il assura que le chan rassemblerait un corps de 40,000 hommes au printemps , comme cela se vérifia ; et qu'il agirait ensuite suivant les désirs du roi , ce qui n'eut point lieu. Nous verrons bientôt que les révolutions qui arrivèrent en Russie , firent une impression si étrange sur ces Orientaux, qu'elles arrêtaient les mesures qu'ils étaient sur le point de prendre , et suspendirent tous leurs desseins. L'émissaire cependant fut renvoyé avec des présens , tant pour lui que pour son maître ; car tout s'achète chez ces peuples. Le Tartare avait taxé ses actions et ses services ; on lui payait tant pour une réponse favorable , tant pour assembler ses troupes , tant pour quelques démonstrations , tant pour une lettre qu'on lui faisait écrire au grand seigneur. La différence qu'il y a de l'esprit d'intérêt des Orientaux à celui des autres nations est , ce me semble , que les premiers s'abandonnent à cette infame passion et se déshonorent sans en rougir , et que les peuples de l'Europe en affectent au moins quelque honte.

Pendant qu'on tâchait ainsi de soulever l'Orient , les affaires s'embrouillaient de plus en plus en Angleterre. La France y avait fait passer M. de Bussy , pour y négocier la paix. Sa présence n'endormit pas le ministère britannique au point qu'on s'en était flatté à la cour de Versailles. Peut-être y eut-il moins d'ardeur pour les armemens que la nation préparait sur mer. Néanmoins les Anglais

prirent l'île et le fort de Belle-île pendant ces négociations ; ils s'emparèrent même de Pondichéri dans les Indes orientales , où ils ruinèrent les établissemens importans que la compagnie française y possédait. La négociation de M. de Buffly n'avancait donc guère à Londres. M. de Choiseul , pour leurrer les Anglais , donnait à M. Stanley les espérances les plus flatteuses , qui étaient aussitôt démenties par les explications que M. de Buffly savait leur donner. Cette escarmouche politique dura jusques vers la fin de l'année 1761 , où les conférences furent reprises avec plus de chaleur. La France , dont l'intention était de duper l'Angleterre , commençait à s'apercevoir qu'elle ne réussirait pas ; elle voulait ne rien perdre et faire une paix plus avantageuse que le sort de la guerre ne lui permettait de l'espérer ; et comme l'artifice de la négociation n'était pas suffisant pour amener les choses à ce point , elle jeta les yeux sur l'Espagne , que M. de Choiseul eut l'adresse d'engager dans ses intérêts. Cette alliance pouvait en imposer aux Anglais , ou supposé qu'elle ne fit pas cet effet , l'assistance de cette couronne servait toujours à pousser la guerre avec plus de vigueur et de succès. Le moyen dont M. de Choiseul se servit pour disposer le roi d'Espagne à embrasser les intérêts de la France , ne réussirait pas par-tout également. C'était le projet de ce fameux pacte de famille , qui , loin d'unir ces couronnes , devait au contraire éloigner à jamais les Espagnols de tout traité avec la France. Nous nous contenterons d'en rapporter les points principaux. “ Il y est dit , que les deux branches de la



„ maison de Bourbon seront désormais regardées  
„ comme la même ; que les sujets des deux couron-  
„ nes jouiront réciproquement des mêmes avanta-  
„ ges ; qu'en tout temps on fera cause commune :  
„ en conséquence de quoi le roi d'Espagne déclara  
„ la guerre à l'Angleterre , si cette puissance  
„ refuse de lui faire raison sur de certains griefs ,  
„ comme sont la coupe du bois de Campèche et  
„ quelques pirateries commises par les armateurs  
„ anglais ; que l'Espagne en même temps attaquera  
„ le roi de Portugal , (et ce qu'il y a de plus extra-  
„ ordinaire) que les deux branches de la maison de  
„ Bourbon étant considérées comme la même mai-  
„ son , leurs conquêtes et leurs pertes seront com-  
„ munes , de sorte que les avantages de l'une com-  
„ penseront les pertes de l'autre. ” A quoi se  
réduisait donc le sens de ce traité ? N'aurait-il pas  
autant valu que la France eût dit aux Espagnols :  
Vous ferez la guerre , parce que cela convient à mes  
intérêts : j'ai fait des pertes considérables contre les  
Anglais ; mais comme il y a apparence que vous  
ferez des conquêtes sur eux , et que vous prendrez  
le Portugal , vous rendrez tout ce pays à ses posses-  
seurs , pour obliger les Anglais à nous restituer les  
provinces qu'ils ont envahies sur nous , et que nous  
ne pouvons plus leur arracher ? Encore pourquoi  
attaquer le roi de Portugal , qui n'avait offensé  
personne , sur le royaume duquel ni l'Espagne , ni  
la France n'avaient des droits ? C'était le commerce  
lucratif que l'Angleterre faisait en Portugal , que la  
France voulait ruiner. D'ailleurs elle était persuadée  
que les Anglais auraient rendu la meilleure partie

de leurs conquêtes , pour faire restituer ce royaume au roi de Portugal. Mais est-ce une raison pour attaquer un souverain qui n'en donne aucune raison légitime ? O droit public , que ton étude est vaine et inutile ! Ce traité enfin , tout bizarre qu'il était , fut signé par les deux couronnes.

Les Français en tirèrent incontinent parti , et M. de Buffly eut ordre de demander , au nom du roi d'Espagne , la restitution de quelques vaisseaux que les Anglais avaient enlevés à cette couronne , et sur-tout qu'ils renonçassent à la coupe du bois de Campèche. Cette proposition fut comme la pomme de discorde , qui divisa tout le ministère britannique. Deux hommes se trouvaient à la tête de ce gouvernement , différens de caractère et opposés en tout. L'un était Pitt : il avait l'ame élevée , un esprit capable de grands projets , de la fermeté dans l'exécution , un attachement inflexible à ses opinions , parce qu'il les croyait avantageuses à sa patrie , qu'il aimait. L'autre c'était Bute ; il avait été gouverneur du roi. Plus ambitieux qu'habile , il voulait dominer à l'ombre de l'autorité souveraine. Il avait pour principe que la trame de l'honneur devait être d'une tiffure grossière pour tout homme d'Etat ; il crut qu'en procurant la paix à tout prix à sa nation , il en deviendrait l'idole. Il se trompa , et le peuple l'eut en exécution. Ces deux Anglais envisageaient la proposition de l'Espagne avec des yeux tout différens. Pitt , convaincu que l'Espagne désirait la guerre , et que par conséquent la rupture était inévitable , voulait qu'on prît cette puissance au dépourvu , parce qu'elle n'avait pas achevé de

faire ses préparatifs, et il opinait pour qu'on lui fît la guerre, pensant que c'était le cas de se battre et non de négocier. Bute craignant que ces nouveaux ennemis ne rendissent la paix plus difficile à conclure, représenta qu'en suivant les avis de son adversaire, on engagerait le gouvernement dans des dépenses exorbitantes, et dans de nouveaux risques, dont on ne pouvait prévoir la fin; que s'il condamnait le sentiment du Sr. Pitt, c'était sur-tout parce que dans les conjonctures où l'Angleterre se trouvait, il était plus facile de négocier à Madrid, que d'assembler à Londres de nouveaux fonds pour la guerre. L'avis de M. Bute prévalut dans le conseil du roi sur celui de son antagoniste. M. Pitt en ressentit un chagrin si vif, que, plein d'indignation, il se démit de ses charges. Son exemple fut suivi peu après par les ducs de Newcastle et de Dévonshire, qui renoncèrent également à leurs emplois. M. Bute profita de leurs dépouilles; il prit dans le conseil la place qu'il voulut, et forma une nouvelle administration, composée des lords Hallifax, Egremont et Greenville, qui fut nommée le triumvirat; mais Bute en était l'ame.

Peu après les événemens prouvèrent que M. Pitt avait jugé des intentions de l'Espagne en homme d'Etat; car M. Bute perdit son temps à négocier; et il fallut avoir recours aux armes. Les Anglais furent obligés d'assister le roi de Portugal de leurs troupes, et les avantages que leurs flottes remportèrent sur mer, furent encore dus au sieur Pitt, qui avait fait les projets de ces expéditions durant son ministère. A peine M. Bute fut-il en place, que

la froideur qui commençait à régner entre la Prusse et l'Angleterre, s'accrut considérablement. Le Sr. Bute refusa les subside que la nation avait payés jusqu'alors au roi ; il se flattait par-là de réduire ce prince , par nécessité, à consentir aux propositions de paix que le ministère britannique jugerait à propos de lui prescrire. Cet anglais croyait que l'argent fait tout , et qu'il n'y avait d'argent qu'en Angleterre. Mais à quoi tiennent les affaires du monde, et les projets des hommes ! L'impératrice de Russie meurt ; sa mort trompe tous les politiques de l'Europe, et renverse une infinité de plans et de desseins arrangés avec soin et laborieusement combinés. Cette princesse, dont la santé avait été chancelante dans les dernières années, fut subitement emportée par un crachement de sang le 8 de janvier 1762. Par sa mort le trône était dévolu au grand-duc son neveu, qui régna sous le nom de Pierre III. Le roi avait cultivé l'amitié de ce prince dans le temps où il n'était encore que duc de Holstein, et par une sensibilité rare parmi les hommes, plus rare encore chez les souverains, ce prince en avait conservé un cœur reconnaissant ; il en avait même donné des marques dans cette guerre ; car ce fut lui qui contribua le plus à la retraite du maréchal Apraxin en l'année 1757, lorsqu'après avoir battu le maréchal Lehwald, il se replia en Pologne. Durant tous ces troubles, ce prince s'était même abstenu d'aller au conseil, où il avait place, pour ne point participer aux mesures que l'impératrice prenait contre la Prusse et qu'il désapprouvait. Le roi lui écrivit une lettre de félicitation sur son avènement au trône, dans laquelle

il lui témoigna sans déguisement l'envie qu'il avait de vivre en bonne harmonie avec lui, et l'estime qu'il conserverait toujours pour sa personne. M. Keith, ministre d'Angleterre à la cour de Russie, ne tarda pas à informer le roi des espérances qu'il pouvait fonder sur les bonnes intentions du nouveau monarque. Peu après M. Goudowitz, favori de l'empereur, fut envoyé en Allemagne sous prétexte de complimenter son beau-frère le prince de Zerbst; mais ses instructions secrètes lui prescrivaient de prendre, à son retour, sa route par Breslau, où le roi avait son quartier, pour l'assurer des sentimens d'estime et d'amitié de l'empereur. L'occasion était trop belle pour la laisser échapper. Le roi s'ouvrit cordialement à M. Goudowitz; il lui prouva sans peine qu'il n'y avait aucun sujet réel de guerre entre les deux États, que les troubles présens n'étaient qu'une suite des artifices de la cour de Vienne, qui ne travaillait que pour ses intérêts, et que rien n'était plus aisé que de rétablir la bonne intelligence entre les deux cours par une paix solide; en même temps il ajouta, comme en passant, qu'il se promettait de l'équité de l'empereur qu'il n'exigerait pour la paix aucune condition contraire à la gloire d'un souverain, le roi ne pouvant jamais y souscrire. Et comme la conjoncture était favorable pour s'assurer du parti qu'il serait possible de tirer des bonnes dispositions de l'empereur, le roi dit, comme si cela lui échappait, que bien loin de conserver le moindre ressentiment de ce qui s'était passé, il ne désirait rien avec plus d'empressement que de former avec l'empereur les liens de la plus parfaite union.

Cette déclaration fut accompagnée d'une lettre pour l'empereur, conçue à peu-près dans les mêmes termes, afin que ce prince ajoutât d'autant plus de foi au rapport que M. Goudowitz lui ferait des sentimens du roi pour lui. A peine M. Goudowitz fut-il parti pour Pétersbourg, que M. de Goltz le suivit en qualité d'envoyé extraordinaire, pour complimenter l'empereur sur son avènement au trône, et sur-tout pour presser la négociation de la paix, et en hâter la conclusion avant l'ouverture de la campagne.

On n'était cependant pas sans appréhension ; car sur quel fondement pouvait-on supposer que la négociation de Pétersbourg prendrait une bonne tournure ? Les cours de Versailles et de Vienne avaient garanti le royaume de Prusse à la défunte impératrice ; les Russes en étaient en paisible possession ; un jeune prince parvenu au trône renoncera-t-il de lui-même à une conquête qui lui est garantie par ses alliés ? L'intérêt, ou la gloire qu'une acquisition répand sur le commencement d'un règne, ne le retiendront-ils pas ? pour qui ? pourquoi ? par quel motif y renoncera-t-il ? Toutes ces questions difficiles à résoudre remplissaient les esprits d'incertitude sur l'avenir. L'événement fut plus heureux qu'on ne pouvait l'espérer. Tant il est difficile de démêler les causes secondes, et de connaître les différens ressorts qui déterminent la volonté des hommes. Il se trouva que Pierre III avait le cœur excellent, et des sentimens plus nobles et plus relevés qu'on ne les trouve d'ordinaire chez les souverains. Se prêtant à tous les desirs du roi, il alla même au-delà de ce qu'on pouvait attendre. De son propre mouvement il rappela  
de

de l'armée autrichienne M. de Czernichef avec son corps ; il n'exigea du roi aucune cession , quoiqu'il y fût autorisé , sans qu'on pût y trouver à redire ; il hâta la négociation de la paix , et ne demanda pour tout retour que l'amitié et l'alliance du roi. Un procédé aussi noble , aussi généreux , aussi peu commun , non-seulement doit être transmis à la postérité , mais devrait être gravé en lettres d'or dans les cabinets de tous les rois. Les vues de l'empereur se portèrent alors particulièrement sur le Danemarck. Il ressentait les torts que les rois de Danemarck avaient faits à ses ancêtres : il avait outre cela des injustices personnelles à venger ; car du vivant de l'impératrice Elisabeth , les Danois avaient , à plusieurs reprises , tenté de le dépouiller de la partie du Holstein qu'il possédait encore , à quoi il s'était toujours opposé avec fermeté. L'esprit aigri par tant d'offenses , il méditait d'en tirer une vengeance éclatante , et s'il terminait la guerre contre la Prusse , ce n'était que pour la recommencer avec d'autant plus de vivacité contre le Danemarck.

Le roi n'agissait point avec l'empereur comme de souverain à souverain , mais avec cette cordialité que l'amitié exige , et qui en fait la plus grande douceur. Les vertus de Pierre III faisaient une exception aux règles de la politique ; il en fallait bien faire de même pour lui. Le roi tâchait de le prévenir dans tout ce qui pouvait lui être agréable , et comme il parut désirer de revoir le comte de Schwérin , aide de camp du roi (qui , ayant été fait prisonnier par les Russes à la bataille de Zorndorf , avait eu le bonheur de mériter ses bonnes grâces) , le comte entre-

prit incontinent ce voyage , et ne contribua pas peu , pendant son séjour en Russie , à la signature des traités de paix et d'alliance.

Le Sr. Bute qui , par mépris pour les autres nations , ignorait ce qui se passait en Europe , et encore plus la façon de penser du nouvel empereur de Russie , rempli des idées de la paix générale qu'il voulait faire à toute force , chargea le prince Gallitzin , ministre de Russie à Londres , de marquer à sa cour que quelques cessions que l'empereur exigeât de la Prusse , l'Angleterre se faisait fort de les lui faire obtenir , pourvu qu'il ne se précipitât point , et qu'il continuât de tenir le roi de Prusse en échec , en laissant le corps de M. de Czernichef auprès des Autrichiens. L'empereur , indigné de ces propositions , y répondit comme un ministre prussien l'aurait pu faire. Il envoya la copie de la dépêche du prince Gallitzin au roi , pour lui découvrir à quel point l'Angleterre le trahissait. Ce ne fut pas la seule perfidie que ce ministre anglais fit au roi. Bute , non content de vouloir embrouiller les affaires de la Prusse à Pétersbourg , négociait en même temps à la cour de Vienne. Il voulait à l'insçu du roi faire la paix avec la maison d'Autriche. Libéral des provinces prussiennes , sacrifiant sans scrupule les intérêts du roi , il offrait ses dépouilles à l'impératrice-reine , comme s'il était le maître d'en disposer. Dans cette occasion , le hasard servit encore mieux le roi que n'auraient pu faire les plus fines intrigues. Le comte Kaunitz prit ces ouvertures de travers , il soupçonna que le dessein de l'Angleterre était de commettre la cour de Vienne avec celle de Versailles , et il répondit au Sr. Bute avec toute la hauteur et toute la morgue d'un ministre



autrichien ; il rejeta avec dédain des propositions qu'il croyait captieuses , en ajoutant que l'impératrice-reine était assez puissante pour se faire raison de ses prétentions , et qu'elle agirait contre sa dignité en acceptant une paix , quelle qu'elle pût être , dont l'Angleterre se rendrait la médiatrice : ainsi avorta ce projet , à la honte de celui qui l'avait formé.

Malgré tant d'événemens heureux et de trames découvertes , le roi n'était cependant pas exempt d'inquiétudes. Les lettres de Pétersbourg fesaient trembler pour la personne de l'empereur ; elles annonçaient toutes un germe de conspiration qui était près d'éclorre. Les personnes qu'on soupçonnait entrer dans ce complot , en étaient les moins coupables. Les véritables auteurs tramaient dans le silence , et se dérobaient avec soin à la connaissance du public. A peine l'empereur fut-il sur le trône , qu'il fit des innovations continuelles dans l'intérieur de ses Etats ; il s'appropriâ les terres du clergé , selon le projet de Pierre I ; mais il s'en fallait bien que Pierre III fût aussi affermi , et aussi respecté de cette nation. Le clergé était d'autant plus puissant dans cet empire , que les peuples abrutis y croupissaient dans la plus profonde ignorance. Attaquer ces archimandrites et ces papes , c'était se faire des ennemis irréconciliables , parce que tout prêtre est attaché à ses revenus plus qu'aux opinions qu'il annonce. L'empereur aurait sans doute pu attendre , pour faire cette réforme , et encore aurait-il fallu y toucher d'une main délicate. Outre cette affaire qui fesaient crier , on lui reprochait encore de tenir les gardes Ismaïlof et Préobrazinsky sous une discipline trop rigoureuse , et de vouloir

faire la guerre au Danemarck , ce qui répugnait d'autant plus aux Russes, qu'ils disaient ouvertement que leur nation n'y était point intéressée. Des personnes mal intentionnées répandaient ces griefs dans le public, pour rendre odieuse la personne de l'empereur. L'amitié, la reconnaissance, aussi bien que l'estime du roi pour les excellentes qualités de ce prince, le portèrent à lui écrire et à entamer cette matière scabreuse. Il fallait ménager cette extrême délicatesse qui fait que tous les souverains veulent qu'on croie leur autorité affermie ; il fallait s'expliquer avec une réserve infinie au sujet des Danois. Pour le dissuader d'entreprendre d'abord la guerre contre le Danemarck, le roi lui détaillait toutes les raisons qui pouvaient lui faire différer cette entreprise, pour la renvoyer à l'année prochaine ; il insistait sur-tout pour que l'empereur, avant de sortir de ses Etats et de s'engager dans une guerre étrangère, se fit couronner à Moscou, afin de rendre, par son sacre, sa personne d'autant plus inviolable aux yeux de sa nation, ses prédécesseurs ayant toujours religieusement observé cette cérémonie : il se fait ensuite mention des révolutions arrivées en Russie durant l'absence de Pierre I ; mais il glissait légèrement sur cette matière, et finissait en conjurant l'empereur d'une manière affectueuse de ne point négliger des précautions essentielles pour la sûreté de sa personne, en lui protestant que l'intérêt sincère qu'il prenait à sa conservation, était le seul motif qui lui avait fait prendre la plume. Cette lettre fit peu d'impression sur l'empereur ; il y répondit en propres termes : “ Ma gloire exige „ que je tire raison des outrages que les Danois

„ ont faits à ma personne , sur-tout à mes ancêtres.  
 „ Il ne fera pas dit que les Russes font une guerre  
 „ pour mes intérêts où je ne me trouve pas à leur  
 „ tête ; d'ailleurs la cérémonie de mon couronne-  
 „ ment exige une trop grande dépense ; cet argent  
 „ fera mieux employé contre les Danois. A l'égard  
 „ de l'intérêt que vous prenez à ma conservation , je  
 „ vous prie de ne vous en point inquiéter ; les sol-  
 „ dats m'appellent leur père ; ils disent qu'ils aiment  
 „ mieux être gouvernés par un homme que par une  
 „ femme ; je me promène seul à pied dans les rues  
 „ de Pétersbourg ; si quelqu'un me voulait du mal ,  
 „ il y a long-temps qu'il aurait exécuté son dessein ;  
 „ mais je fais du bien à tout le monde , et je me  
 „ confie uniquement à la garde de Dieu ; avec cela je  
 „ n'ai rien à craindre. ” Cette réponse n'empêcha pas  
 le roi de continuer à tâcher d'éclairer ce prince sur les  
 dangers qui le menaçaient. Mrs. de Goltz et de  
 Schwérin eurent ordre de mettre cette matière sur  
 le tapis dans des conversations familières qu'ils avaient  
 avec ce monarque ; mais c'était à pure perte qu'on  
 lui disait que , dans un pays où régnaient des mœurs  
 telles qu'en Russie , un souverain ne pouvait prendre  
 assez de précautions pour la sûreté de sa personne.  
 “ Ecoutez , répondit-il enfin , si vous êtes de mes  
 „ amis , ne touchez plus cette matière qui m'est  
 „ odieuse. ” Il fallut alors garder le silence , et  
 abandonner ce pauvre prince à la sécurité qui le  
 perdit.

*Les dieux , pour perdre Troie , aveuglèrent nos yeux.*

Virg. En. L. 2.

Ces choses n'empêchèrent pas que les négociations pour la paix et pour l'alliance n'allassent grand train. Dès le commencement de juin l'empereur envoya au roi le comte de Schwérin avec le traité de paix et d'alliance signé, et avec un ordre au comte de Czernichef, qui était à Glatz, de se mettre incessamment en marche pour joindre l'armée du roi, et faire conjointement avec elle la guerre aux Autrichiens. Les Suédois, qui se trouvaient, après ce revirement de système, destitués de leur plus grand appui, furent obligés de faire la paix, dans la crainte du mal qui leur en pouvait arriver, s'ils tardaient davantage. Le roi reçut une lettre d'apparat de la reine sa sœur, dictée par le sénat de Stockholm; il y répondit dans le sens que la reine pouvait le désirer, en lui témoignant le plaisir qu'il ressentait de voir se terminer une guerre entre de si proches parens; que, par amitié pour la reine sa sœur, il voulait bien oublier les procédés irréguliers et étrangers de la nation suédoise, sans en conserver de ressentiment; que s'il faisait la paix, c'était uniquement par considération pour elle, à condition toutefois que les choses seraient remises exactement sur le pied où elles avaient été avant le commencement des troubles. Comme la crainte pressait les Suédois, la négociation fut promptement terminée. Les plénipotentiaires des deux cours s'assemblèrent à Hambourg, et ils signèrent les préliminaires avant la fin du mois de juin.

De son côté l'empereur de Russie poussait vivement son projet contre le Danemarck; cependant, pour mettre dans cette rupture toutes les formalités

de la justice, et pour qu'il parût que l'obstination des Danois l'avait forcé de rompre avec eux, il proposa l'assemblée d'un congrès à Berlin, où les ministres des deux partis devaient tâcher d'accommoder leurs différens sous la médiation prussienne. M. de Saldern, plénipotentiaire de l'empereur, était chargé de demander aux Danois la restitution de tout le Holstein, qui avait anciennement appartenu aux ancêtres de sa Majesté impériale. Ce prince était bien persuadé que les Danois ne consentiraient jamais à des conditions aussi honteuses, et c'était le prétexte dont il voulait se servir pour se déclarer contre eux. Une armée de 60,000 Russes, qui devaient être joints par 6,000 Prussiens, était destinée pour cette expédition. Le roi de Danemarck, qui voyait l'orage prêt à fondre sur lui, avait donné le commandement de ses troupes à un officier de réputation; c'était M. de St. Germain. Il venait de quitter le service de France, pour quelque mécontentement que le maréchal de Broglie lui avait donné. M. de St. Germain se trouvait alors à la tête d'une armée indisciplinée, qui manquait d'officiers généraux capables de commander, d'ingénieurs, d'artilleurs, de train de vivres, en un mot de tout. Il suppléa lui seul à ce qui lui manquait. Comme la caisse de guerre était mal pourvue, il rançonna la ville de Hambourg, qui lui fournit les sommes dont il avait besoin. Les ministres danois excusèrent cet étrange procédé sur la nécessité qui n'a point de loi. M. de St. Germain s'approcha ensuite de Lubeck, dont il comptait s'emparer aussi-tôt que la guerre serait déclarée, et pour en éloigner le théâtre des frontières de son

maître, il s'avança dans le Mecklenbourg avec une partie de ses troupes, et se campa entre des marais et des étangs dans un emplacement avantageux, où probablement il aurait pu disputer aux Russes, pendant quelque temps, l'entrée du Holstein. Nous l'abandonnerons au milieu de ses préparatifs, dont il serait superflu de faire un plus long détail, parce que cette guerre, que le Danemarck craignait avec tant de raison, n'eut pas lieu, et qu'une nouvelle révolution fit tout changer à Pétersbourg.

De toutes les puissances de l'Europe, la plus consternée des événemens arrivés en Russie, fut la cour de Vienne. Jamais l'impératrice-reine n'avait porté ses espérances plus haut qu'à la fin de la dernière campagne. Tout lui présageait la subversion de la Prusse, la conquête de la Silésie, et l'accomplissement de tous ses projets. Sa persuasion était si forte et sa sécurité si entière, que croyant pouvoir finir la guerre en se passant d'une partie de ses troupes, elle fit une épargne déplacée en ordonnant une réforme de 20 000 hommes. Alors mourut l'impératrice de Russie; peu après le corps de M. de Czernichef quitta l'armée de Laudon, pour se retirer en Pologne. La cour de Vienne voulut, mais trop tard, rassembler de nouveau ces 20,000 hommes qu'elle avait réformés, qui s'étaient dispersés dans le monde, et que le temps ne permettait point de remplacer. Sur cela vint la nouvelle de la paix conclue entre la Prusse et la Russie; bientôt celle du traité d'alliance signé entre ces deux couronnes; enfin celle de la jonction du corps de Czernichef à l'armée du roi. Pour comble de disgrâces, une maladie épidémique

se fait de grands ravages dans l'armée de Laudon. C'était une espèce de lèpre, dont les progrès étaient si rapides, qu'ils éclaircissaient son camp et peuplaient ses hôpitaux. Pour peu qu'on résume ceci, on trouve, de compte fait, 20,000 hommes de congédiés des Autrichiens, et 20,000 Russes de moins, qui font 40,000 hommes, et ces 20,000 Russes de plus à l'armée du roi font entre les deux armées une différence de 60,000 hommes en faveur des Prussiens. Si le roi avait gagné de suite trois batailles rangées, elles ne lui auraient pas procuré un plus grand avantage.

La mort de l'impératrice de Russie, et les combinaisons nouvelles de politique qu'elle produisit en Europe, firent une impression toute différente sur la Porte. Tant de promptes révolutions, ces haines si vives entre des États, qui se changeaient subitement en des liaisons étroites entre les souverains, tout cela parut inconcevable à la politique orientale, et remplit les Turcs d'étonnement et de méfiance. Il le faut avouer, ils avaient quelque sujet d'être surpris; après avoir été importunés par les pressantes sollicitations du ministre prussien, pour les porter à rompre avec la Russie, tout d'un coup ce ministre, changeant de langage, leur offrait les bons offices du roi son maître, pour appaiser certains différens qu'ils avaient pour leurs limites avec la cour de Pétersbourg, et ce ministre ne persistait plus qu'à les animer à rompre la trêve qui durait encore avec l'impératrice-reine. Cela donnait lieu aux Turcs de raisonner ainsi: certainement ces Prussiens sont la nation la plus inconstante et la plus légère de

l'univers ; tantôt ils voulaient nous brouiller avec la Russie , aujourd'hui ils veulent nous raccommo-der avec elle ; et s'ils nous incitent à présent à déclarer la guerre à la reine de Hongrie , qui nous répondra que , dans six mois , ils ne soient en alliance avec elle , de même qu'ils le sont à présent avec les Russes ? Gardons-nous d'entrer trop promptement dans les mesures qu'ils nous proposent , ou notre facilité nous rendra le jouet de leur inconséquence et la risée des nations européennes. Leurs réflexions ne se bornaient pas là , et comme ils avaient d'ailleurs conçu quelque ombrage de l'alliance que le roi venait de faire avec la Russie , pour dissiper ces soupçons , sa Majesté , par l'interposition de ses bons offices , parvint à terminer les différens qu'il y avait entre le chan de la Crimée et les Russes au sujet du fort Ste. Anne ; elle porta de plus l'empereur Pierre III à faire déclarer , par son ministre à Constantinople , qu'il ne se mêlerait en aucune manière des discussions que la Porte pourrait avoir avec la maison d'Autriche , et qu'au cas que les Turcs lui fissent la guerre , l'impératrice-reine n'aurait aucun secours à attendre de sa part. Cette déclaration formelle fit une grande impression sur les Turcs ; elle ébranla même le grand-seigneur , qui , selon toutes les apparences , aurait pris un parti décisif , si de nouvelles révolutions , que nous rapporterons en leur lieu , n'eussent renouvelé ses incertitudes et réveillé ses méfiances.

En rapprochant tous les événemens que nous venons de rapporter , ils nous représentent la Prusse aux abois à la fin de la dernière campagne ; perdue au jugement de tous les politiques , elle se relève par



la mort d'une femme, et se soutient par le secours de la puissance qui avait été la plus animée à sa perte. Ce fut ainsi que madame Masham, par ses intrigues contre milady Marlborough, sauva la France dans la guerre de Succession. A quoi tiennent les choses humaines ? Les plus petits ressorts influent sur le destin des Empires et le changent. Tels sont les jeux du hasard, qui, se riant de la vaine prudence des mortels, relève les espérances des uns, pour renverser celles des autres.

## CHAPITRE XVI.

*Campagne de 1762.*

**L**A campagne précédente, comme nous l'avons rapporté, avait été généralement funeste aux armes prussiennes. Le prince Henri avait perdu les montagnes de la Saxe, le prince de Wirtemberg la ville de Colberg, et le roi celle de Schweidnitz. La position des troupes prussiennes en Silésie était précaire ; un mauvais retranchement, qui pouvait contenir douze bataillons, au faubourg de Breslau, faisait leur principale défense. Deux postes d'avertissement les garantissaient contre les surprises de l'ennemi ; l'un Canth, où M. de Dallwich avait le commandement, l'autre Rothenfirben, aux ordres de M. de Prittwitz. M. de Wied occupait les environs de Grotkau, d'où il avait détaché M. de Møring à Strehlen. M. de Møring faisait ses reconnaissances vers Franckenstein, M. de Prittwitz vers Reichenbach,

et M. de Dallwich du côté de la montagne de Zobten et du Pitschenberg. Glogau était couvert par 6 bataillons que M. de Zeunert commandait ; et pour  
 Fev. 5. M. de Thadden , il occupait Guben et formait avec la cavalerie de M. de Schmettau un cordon jusqu'à Lubben , par où il garantissait la communication de Berlin , d'où l'armée tirait ses approvisionnemens. Du côté des Autrichiens le cordon commençait à Jægerndorf , d'où il tirait sur Neußadt , Weidenau , Johannisberg , Wartha , Silberberg , Bœckendorf , la montagne de Zobten , Striegau et Hohenfriedberg. Le gros de leur infanterie cantonnait dans les montagnes , et les Russes avaient leurs quartiers dans le comté de Glatz. Il y eut quelques expéditions de partis durant l'hiver , mais qui ne furent d'aucune  
 16. conséquence. Le colonel Altone , qui passait l'hiver à Reichenbach , voulut surprendre le quartier de M. de Prittwitz à Rothenfirben. Prittwitz en eut vent ; il s'embusqua avec sa troupe sur le chemin par lequel l'autrichien devait passer , le battit , et lui enleva 100 hommes.

La révolution arrivée en Russie et les dispositions favorables de Pierre III à l'égard des Prussiens , donnèrent lieu à la séparation du corps de Czernichef de l'armée impériale. M. de Czernichef quitta  
 21 mars. le comté de Glatz , passa l'Oder à Auras et retourna en Pologne. Cette révolution donna lieu également à la négociation de la paix avec la Suède ; et comme dès lors on en prévoyait l'heureuse issue , le roi se trouvait par-là le maître de disposer de toutes les troupes qu'il avait employées contre cette couronne. M. de Belling avec 20 escadrons , et M. de Billerbeck avec 6 bataillons furent destinés à renforcer

l'armée de Saxe. Le prince de Bévern, le prince de Wirtemberg et M. de Werner reçurent ordre de joindre l'armée de Silésie, aussi-tôt que les conjonctures leur permettraient de quitter la Poméranie.

Le roi se proposait d'ouvrir cette campagne par une diversion en Hongrie. Selon ce projet M. de Werner devait joindre les Tartares du côté de Bude, et soutenir les incursions qu'ils auraient faites dans ces environs et en Autriche même ; ce qui faciliterait les opérations du roi en Silésie, où il fallait reprendre Schweidnitz, et après avoir terminé ce siège, renforcer l'armée de S. A. R. le prince Henri, pour qu'elle pût tenter tous les moyens de reprendre Dresde. Mais ces projets furent changés depuis, à cause du traité d'alliance qui se conclut avec la Russie. On pensa, dès le 15 de mars, à rapprocher les divers corps qui devaient composer l'armée ; pour cet effet M. de Schenkendorf quitta la Saxe, et releva Mrs. de Schmettau et de Thadden à Guben ; il fut suivi par le corps de Platen, qui alors se trouvait aux ordres de M. de Krockow. Tous ces détachemens arrivèrent successivement à Breslau, savoir Mrs. de Schmettau, de Thadden, de Zeunert le 15 d'avril ; M. de Krockow avec 25 bataillons et 35 escadrons le 6 de mai, et M. de Lossow, qui avait couvert la haute Silésie contre les cosaques, releva, avec ses houfards et bosniaques, M. de Dallwich à Canth ; le prince de Wirtemberg joignit l'armée le 12 de mai avec 5 bataillons et 6 escadrons. Il paraîtra surprenant sans doute que les Autrichiens aient souffert avec tant de flegme et de sang-froid la jonction de tous

Avril.

Mai.

ces corps prussiens , sans y apporter le moindre obstacle ; mais leur consternation et leur découragement étaient prodigieux , tant à cause du départ des Russes , sur lesquels ils avaient beaucoup compté , qu'à cause de la réduction des troupes que la cour de Vienne avait faite si fort à contretemps durant l'hiver. Outre cela une espèce de lèpre , qui régnait dans leur armée , mettait la moitié de leurs régimens hors de combat. Les officiers , en leur particulier , regardaient les affaires comme perdues ; d'ailleurs le commandement de l'armée de Silésie avait été conféré au maréchal Daun , et M. de Laudon se trouvant sur le point de lui remettre l'armée , ne s'empressait pas à travailler pour son successeur , ni à risquer sa réputation pour un homme qu'il détestait dans le fond du cœur. Si l'on considère attentivement ces différentes raisons , on trouvera moins surprenant que le roi ait réuni ses forces avec aussi peu d'opposition de la part des ennemis.

Pendant que l'armée se rassemblait aux environs de Breslau , l'empereur de Russie manda au roi qu'il avait donné ordre à M. de Czernichef de quitter Thorn , et de venir se joindre en Silésie aux troupes prussiennes. Cet heureux événement , qui influait si fort dans les projets pour la campagne , donna lieu de les changer en partie. Il fut résolu qu'on assemblerait un gros corps à Cosel , soit pour se joindre en Hongrie aux Tartares , au cas qu'ils y vinssent encore , soit pour inquiéter les frontières de la Moravie , et obliger le maréchal Daun d'y envoyer de gros détachemens. C'était-là le point essentiel pour le but qu'on se proposait , parce qu'avec 80,000

hommes le maréchal Daun pouvait si exactement garnir les montagnes et le poste de Kunzendorf, qu'il aurait été de toute impossibilité de l'attaquer, ou de le tourner. Il avait actuellement 70,000 hommes sous ses ordres, distribués de la sorte : 10,000 en garnison à Schweidnitz, et 8,000 destinés à garnir les gorges de Silberberg et de Wartha ; il s'agissait donc de l'affaiblir encore de 15,000 hommes pour jouer à jeu sûr, et pour se trouver en état de tourner tous les postes qu'il pouvait prendre dans les montagnes, et par conséquent de faire une campagne heureuse et brillante.

L'armée du roi montait à 66,000 combattans ; M. de Czernichef lui amenait 20,000 Russes ; ainsi il pouvait détacher 20,000 hommes en haute Silésie, et il demeurait encore supérieur aux Impériaux. Toutes les manœuvres que le roi projetait pour cette campagne, devaient tendre à tourner les ennemis dans leurs positions, et sa plus grande attention se portait à leur en dérober la connaissance. Comme cela était essentiel, on fortifia les détachemens de la cavalerie, pour leur donner de la supériorité sur celle des Autrichiens, et pour leur procurer le moyen, en les battant souvent, de les intimider, de les empêcher d'aller à la découverte et de s'aventurer au-delà de leurs grand'gardes.

Ce fut le 12 de mai que le maréchal Daun arriva en Silésie. Il eut à peine pris le commandement de l'armée qu'il la fit camper ; il appuya sa droite sur la montagne de Zobten ; sa ligne tirait vers Domanz, et il posta M. d'Ellerichhausen au Pitschenberg, où il faisait la clôture de la gauche. Le roi

ne jugeant pas à propos de faire camper son armée vis-à-vis de l'ennemi, resserra les cantonnemens de ses troupes aux deux bords de la Lohe, et établit le quartier général à Bettlern; avec cela 12 bataillons et 10 escadrons occupaient les retranchemens de Breslau. M. de Reitzenstein fut détaché avec 1500 chevaux à Neumarck, pour couvrir le chemin de Glogau, et pour observer les côtés de Striegau et de Jauer. Le corps de Canth, sous M. de Loffow, fut fortifié de manière, qu'outre mille volontaires de Courbière, il montait à 5,400 chevaux. Celui de Mrs. de Lentulus et de Prittwitz, qui campait sur l'Ohlau, non loin de Borau, faisait 4,500 chevaux et mille volontaires. Cette position de l'armée du roi peut paraître hasardeuse à quiconque ne l'examine que superficiellement; mais elle ne l'était pas en effet; car ces gros détachemens de cavalerie avancés vers l'ennemi formaient comme une espèce de circonvallation autour de l'armée impériale, dont les postes des Prussiens étaient si proches, qu'aucun de leurs mouvemens ne pouvait échapper à la connaissance du roi. D'ailleurs le maréchal Daun avait deux marches à faire pour arriver à la Lohe, et le roi n'avait besoin que de 6 heures pour rassembler son armée. Et quel projet les Autrichiens pouvaient-ils former? quelle attaque pouvaient-ils méditer? Il n'y avait point de position de prise; il était libre au roi de former son armée en dedans, ou au-delà de la Lohe, et il serait tombé à l'improviste sur le camp des ennemis, pour les charger au moment qu'ils s'y feraient le moins attendus. Il faut ajouter à ce que nous venons de dire, que les Autrichiens craignaient

la plaine; ils savaient que s'ils risquaient d'y descendre, le retour aux montagnes pourrait leur devenir difficile, de sorte qu'effectivement l'armée prussienne était commodément et en sûreté.

Ce fut durant ces cantonnemens que M. de Schwérin retourna de Pétersbourg avec les traités de paix et d'alliance conclus avec la Russie. La paix fut solennellement proclamée, et l'on ne fit point mystère de l'alliance aux Autrichiens. Cependant le roi retarda les opérations de la grande armée jusqu'à l'arrivée de M. de Czernichef. Cela ne l'empêcha pas de faire d'avance filer des troupes vers la haute Silésie. Déjà M. de Werner se trouvait à Cosel avec environ 10,000 hommes; il était instruit du projet formé d'attirer les forces de l'armée impériale dans la haute Silésie; pour donner de la jalousie à l'ennemi et lui causer des inquiétudes, il s'approcha de Ratibor, d'où il poussa M. de Hordt à Teschen avec 1200 hommes. Celui-ci enleva un détachement d'un capitaine et de 60 hommes, et répandit ses houfards jusqu'au-delà du passage de la Jablunka. Dès que le maréchal Daun fut informé de cette incursion, il envoya, pour s'opposer aux entreprises des Prussiens, M. de Beck, qui s'avança jusqu'à Ratibor; c'était répondre exactement aux intentions du roi. M. de Werner replia aussi-tôt ses troupes au-delà de l'Oder et s'en revint à Cosel. Le prince de Bévern arriva vers ce temps à Breslau; il amenait 4 bataillons et mille houfards provinciaux avec lui; on joignit les houfards de Mœring et 10 escadrons de dragons à son infanterie, avec laquelle il partit pour Cosel, où il rassembla son petit corps d'armée.

6 Juin.

31.

Ces détachemens qui partaient pour la haute Silésie n'empêchèrent pas que la cavalerie du roi ne commençât à prendre de l'ascendant sur celle de l'ennemi.

11. M. de Prittwitz surprit un détachement autrichien près de Panthenau au Johannisberg, et lui enleva 100 hommes. M. de Reitzenstein, qui était à Neumarck, battit le général Gurci, qui tenta de le surprendre, et lui prit 3 officiers et 70 dragons.
14. Peu après, les mille houfards provinciaux que le prince de Bévern avait amenés, et qui étaient postés devant Neisse à Heydersdorf, furent attaqués par M. Draskowitz, qui de Patzkau, où il était, ayant eu avis de leur arrivée, tenta de les surprendre. Le succès ne répondit point à son attente; son détachement fut mal mené, et il fut fait prisonnier lui-même avec 170 des siens, tant dragons que houfards. Ces coups, qui se suivirent de près, commencèrent à rendre la cavalerie impériale circonspecte; bientôt elle devint timide. L'avant-garde de M. de Czernichef consistait en 2,000 cosaques; elle joignit l'armée du roi quelques jours plutôt que les Russes. Le roi partagea ces deux pulks entre Mrs. de Loffow et de Reitzenstein. Ce dernier s'avança de Neumarck au pied du Pitschenberg, par où l'armée du maréchal Daun se trouvait presque bloquée. Il ne pouvait plus envoyer sa cavalerie sur ses devans; et on lui laissait ses derrières libres, parce qu'on ne voulait pas se découvrir, et l'avertir des desseins que l'on formait contre lui. Cependant, depuis l'arrivée des cosaques, il ne se passa presque pas de jour qu'il n'y eût quelque grand'garde de l'ennemi d'enlevée à la face de tout le camp; enfin il



n'envoya plus à la découverte, personne n'ayant le cœur d'aller reconnaître devant la chaîne des vedettes, et la cavalerie demeurant au piquet, ne hafarda plus de se montrer dans la plaine.

Nous laisserons-là pour un moment les affaires de la Silésie, pour rapporter ce qui se passait en Saxe, parce que cette année le prince Henri fut le premier qui ouvrit la campagne : de-là nous passerons en Westphalie et au bas Rhin, pour rendre compte des opérations du prince Ferdinand de Brunswic; après quoi nous pourrons poursuivre sans interruption la suite des événemens qui se passèrent en Silésie.

Le commandement de l'armée impériale en Saxe avait été décerné cette année à M. de Serbelloni; il occupait non-seulement le fond de Plauen, le Windberg et Dippoldiswalde; il s'étendait encore de-là sur toute la crête des montagnes qui va de Freyberg par Chemnitz à Waldheim. Ayant retranché avec soin tous les passages de la Mulde devant son front, il se fiait à ces arrangemens, et se figurait qu'il était impossible de le déloger d'une position aussi forte et aussi bien défendue. Ces difficultés n'arrêtèrent pas le prince Henri. S. A. R. résolut de percer son cordon par le centre, tant pour gagner du terrain que pour lui donner de la jalousie sur la Bohême; car on ne pouvait reprendre Dresde qu'en attirant le gros de l'armée autrichienne en Bohême. Le prince suspendit l'exécution de ce projet jusqu'à l'arrivée du brigadier Billerbeck, qui venait de la Poméranie pour le joindre. Afin de dérober en même temps à l'ennemi jusqu'au

Mai.

soupçon du projet qu'on méditait contre lui, le prince fit faire différens mouvemens à ses troupes; il fit quelques démonstrations vers le duché d'Altenbourg et du côté de Pénig, pour persuader aux ennemis qu'il projetait quelque entreprise dans cette partie de la Saxe. Sur ces entrefaites M. de Billerbeck joignit M. de Stutterheim le cadet à Lommatzsch. Ce fut le signal auquel toutes les troupes destinées au passage de la Mulde se mirent en mouvement. Elles s'assemblèrent le 11 au soir, chaque corps se rendant au lieu qui lui était assigné. La force du corps entier destiné à cette expédition consistait en 21 bataillons et en 35 escadrons. Ces troupes furent partagées en quatre détachemens. Celui de M. de Seidlitz s'assembla derrière Mockowitz; celui de M. de Canitz derrière le village de Zernitz, et M. de Stutterheim l'aîné, qui avait campé au Pétersberg, s'avança à Zocherwitz; pour les houfards et les troupes légères de M. de Kleist, il les forma entre Zwénig et Haislau. Ces quatre colonnes, par une marche couverte, s'approchèrent la nuit des bords de la Mulde, et s'embusquèrent derrière un ravin qui dérobait à l'ennemi leur approche et leurs desseins. S. A. R. avait choisi les emplacements des batteries; on y avait mené le canon; on l'avait masqué de brouffailles, de sorte qu'au premier signal il pouvait être exécuté contre les redoutes des Impériaux. Le détachement de l'ennemi, que le prince se proposait d'attaquer, était commandé par M. de Zettwitz, général des Autrichiens; il pouvait recevoir des secours des troupes qui cantonnaient à Freyberg, à Chemnitz,

et à Waldheim. Sa troupe était forte de quatre mille hommes; il avait garni les redoutes des gorges et des montagnes d'infanterie et d'artillerie, sous la protection desquelles il avait répandu ses croates et ses pandours en divers détachemens le long de la Mulde. Ces troupes passaient régulièrement les nuits au bivouac; on avait même observé qu'elles rentraient tous les matins à la pointe du jour, vers 4 heures, dans leurs tentes. Le prince avait déterminé sur ces remarques que l'attaque ne se ferait qu'à 7 heures du matin. Les chasseurs prussiens, qui étaient postés à Zeschnitz, soit par l'effet du hasard, soit par impatience, se mirent à escarmoucher avant le temps marqué. Quoiqu'il ne fût que 6 heures du matin, cela détermina S. A. R. à anticiper l'attaque. Les 4 colonnes passèrent aussi-tôt la Mulde au signal qui leur fut donné, sous la protection de 40 pièces d'artillerie. M. de Seidlitz, qui menait la cavalerie par le gué de Technitz, trouva au village de Masterau, des croates en son chemin, qui se sauvèrent dans une redoute voisine. M. de Kleist, qui passait la Mulde plus bas prit en même temps l'ennemi à dos, tandis que les colonnes de l'infanterie gagnaient la hauteur. Ces mouvemens composés étonnèrent les Autrichiens, et ils abandonnèrent leurs forts. Pendant ce temps-là M. de Kleist, avec ses houfards, donna sur les cuirassiers de Deville et les mit en fuite. Comme il les avait poussés, sa poursuite lui donna de l'avance sur l'infanterie de l'ennemi, qui était en pleine retraite. Il l'attaqua de front, pendant que l'infanterie prussienne la talonnait de près, de sorte que la confusion s'y étant mise, il

n'échappa de tout ce corps des Impériaux que ceux qui de bonne heure avaient eu la prudence de se sauver à Waldheim. M. de Zettwitz et 2,000 hommes de son détachement tombèrent entre les mains du vainqueur. Le même jour S. A. R. fit marquer le camp de ses troupes au village de Keffelsdorf, et fit avancer Mrs. de Hulsen et de Forcade, qui prirent la position de Schlettau et des Katzenhæuser. Le 13 l'armée du prince marcha sur Oedern; elle aperçut à quelque distance de sa marche des troupes autrichiennes, qui venaient de Waldheim, auxquelles s'étaient joints les fuyards de la veille. M. de Kleist chargea leur arrière-garde, qu'il mit en déroute; de-là il donna sur le régiment de Luzani et lui prit 500 hommes.

M. de Maquire, qui commandait à Freyberg, apprenant ce qui s'était passé à Rosswald, ne voulut pas s'exposer à un fort pareil. Il évacua le Zinnwald, Nossen et Freyberg, se retirant à Dippoldiswalde.

14. S. A. R. prit aussi-tôt le camp de Freyberg. Elle poussa son avant-garde à Bobrich, et M. de Seidlitz nettoya tous les bords de la Wilde-Weistritz. Le prince prit le 16 le camp de Pretschendorf, d'où il poussa un détachement à Reichstædt. Il établit des postes de Sabischdorf à Frauenstein, pour garder tous les passages par lesquels l'ennemi aurait pu former quelque entreprise sur les troupes. Mrs. de Hulsen et de Forcade s'avancèrent en même temps que le prince, et prirent une position entre Harte et Constapel; ils garnirent les villages de Braunsdorf, Harte et Weisdrup de troupes légères, afin d'assurer la communication du camp de Landsberg avec celui

de Pretschendorf. Pendant que les Prussiens poussaient ainsi leurs avantages contre les troupes impériales, l'armée des cercles, aux ordres du prince de Stolberg, s'avavançait vers Tschopa. S. A. R., qui ne pouvait souffrir d'ennemi si proche de ses derrières, se vit dans la nécessité d'envoyer quelques détachemens de ce côté-là. Elle opposa M. de Bandemer à ces troupes, avec 1000 chevaux, soutenus de 4 bataillons. M. de Bandemer occupa les bords de la Fløhe; il envoya M. de Røder à la découverte. Cet officier fut assailli par tout ce qu'il y avait de cavalerie dans l'armée de l'Empire; il se ferait néanmoins retiré sans perte considérable, si M. de Bandemer ne se fût avisé très-imprudemment de passer le défilé de la Fløhe pour le secourir. Cette troupe, qui bouchait le passage, augmenta l'embarras de celle de M. Røder, qui était dans la disposition de se retirer. Les Prussiens avaient à combattre contre un nombre supérieur au leur du quadruple, et le nombre pour cette fois triompha de la valeur; ils perdirent, en se retirant, 4 canons et environ 500 hommes. Ce contretemps obligea S. A. R. à changer de mesures. Elle fit partir M. de Canitz de Pretschendorf avec des troupes fraîches, et il se posta à Oedern, où il n'était qu'à deux milles de l'ennemi, campé à Chemnitz. L'armée du prince Henri occupait un grand front; pour obvier aux inconvéniens qui résultaient des fréquens détachemens qu'il était obligé de faire, il fit travailler à fortifier tous les lieux qu'il occupait; on pratiqua des inondations à ceux qui en étaient susceptibles; on fit des abatis dans les forêts, et l'on retrancha les terrains

où il n'y avait ni marais, ni ruisseau, ni bois, dont on pût tirer parti.

1 juin. M. de Serbelloni, las de l'inaction dans laquelle il avait languï jusqu'alors, résolut d'exécuter un projet qui devait le combler de gloire. Il commença par se faire joindre par M. de Stampach, qui, avec un corps de 7 000 hommes, s'était tenu jusqu'alors dans la gorge de Zittau. Avec ce renfort, il partit de Dippoldiswalde, pour surprendre les troupes légères de S. A. R. qui campaient à Reichstädt. Mais Mrs. de Kleïst et d'Egloffstein se replièrent à son approche sur le camp de Pretschendorf. Le bataillon de Hordt, nouvellement levé, perdit quelque monde en se retirant. Cette grande expédition se termina par une canonnade, qui dura toute la journée. Des le lendemain S. A. R. renvoya Mrs. de Kleïst et d'Egloffstein occuper le même poste. Comme cependant ce détachement n'était ni nécessaire, ni essentiel à Reichstädt, on le retira quelques jours après. M. de Belling, que la signature de la paix avec les Suédois avait retenu jusqu'alors dans le Mecklenbourg, ne put joindre l'armée de Saxe que le 18 de juin. Ce renfort mit S. A. R. en état de tenter quelque entreprise contre l'armée des cercles. Il était nécessaire et même indispensable pour l'armée de Saxe qu'elle se débarrassât d'un ennemi qu'elle avait à dos, et dont le voisinage, dans certaines conjonctures fâcheuses, pouvait devenir funeste. M. de Seidlitz fut chargé de conduire cette entreprise. Il se porta sur Pénig; le prince de Stolberg, qui avait 2<sup>e</sup> bataillons et 31 escadrons dans son armée, se rephia sur Annabourg. Sa retraite de Chemnitz

donna la liberté à M. de Canitz de se joindre à Zwickau à M. de Seidlitz. Les troupes des cercles quittèrent la Saxe, et perdirent beaucoup de monde en se retirant à Bareuth. Pendant ce temps M. de Kleist agissait du côté de Marienberg, d'où il délogea le colonel Tœrreck, qu'il rejeta en Bohême; après quoi il rejoignit l'armée.

Tandis que le prince de Stolberg se réfugiait dans le sein de l'Empire, M. de Serbelloni méditait un projet plus important encore que le précédent. Il se proposait de battre M. de Hullen, en se glissant le long de l'Elbe pour tourner sa position. Afin de mieux cacher son dessein, il fit alarmer un matin tous les postes avancés du camp de Pretschendorf. Une colonne de 7,000 hommes se présenta sur la droite du village de Hennerdorf, faisant mine de tenter le passage de la Steinbruckenmühle; une autre colonne se mit en bataille vis-à-vis de Frauenstein. Durant ces feintes démonstrations, M. de Ried, qui commandait un détachement de douze bataillons à Bénerich, ayant été renforcé la nuit précédente par 16 bataillons et par 25 compagnies de grenadiers, se forma le matin en trois corps sur les hauteurs de Bénerich. La première colonne se porta sur le village de Grumbach, dont elle délogea un bataillon franc, qui se jeta dans la redoute de Pfarrholz; mais l'ardeur des Autrichiens fut tempérée par le feu des batteries du Landsberg. La seconde colonne des ennemis s'avança vers Cubach, et la troisième, qui était celle de la droite, délogea un bataillon prussien du village de Weisdrup. Cette dernière colonne fut arrêtée par le feu de la redoute de Constapel, que défendait le 27.

bataillon de Carlowitz. Après une résistance vigoureuse de la part des Prussiens, l'ennemi fut forcé de se retirer, et les secours que S. A. R. envoya de Pretschendorf au Landsberg, n'arrivèrent qu'après la fin de l'action. L'ennemi se contenta de faire des attaques faibles et mal soutenues ; il sacrifia inutilement, dans cette occasion, des troupes dont il aurait pu tirer un meilleur parti, s'il avait su les conduire avec plus d'audace.

Campa-  
gne des  
alliés.

Pendant que la fortune balançait en Saxe les destins des Prussiens et des Impériaux, elle se déclara entièrement dans l'Empire en faveur des alliés et du prince Ferdinand. Les Français s'étaient bornés cette année à n'avoir qu'une armée en Allemagne, avec une réserve pour couvrir le bas Rhin. Cette réserve, dont le prince de Condé avait le commandement, était forte de 46 bataillons et de 38 escadrons. L'armée, sous les ordres de Mrs. de Soubise et d'Estrées, consistait en 111 bataillons et en 121 escadrons. Ces maréchaux se proposaient de pénétrer avec leurs forces dans l'électorat de Hanovre. Le projet du prince Ferdinand était tout contraire au leur ; car il se préparait à chasser les Français de la Hesse. Il partagea d'abord son armée à l'exemple des Français ; il

Juin.

détacha 20 bataillons et 21 escadrons avec le prince héréditaire, pour s'opposer au prince de Condé, et se réserva 62 bataillons, 61 escadrons et 5,000 hommes de troupes légères pour l'exécution de son projet. Le prince de Condé ouvrit la campagne au bas Rhin. Il passa ce fleuve le 10 de juin, rassembla ses troupes à Bockum ; et fit mine de se porter sur Dortmund. Tous les mouvemens des Français et



des alliés , dans cette partie de l'Allemagne , ne furent relatifs qu'au passage de la Lippe , que les deux partis se disputaient réciproquement. Pendant ces préludes , le prince Ferdinand rassembla son armée sur la hauteur de Brackel , d'où il se porta sur la <sup>18.</sup> Dimel , et prit le château de Sabbabourg ; il occupait en même temps les bois de Geismar et de Liebenau , pour se rendre le maître des débouchés de la Dimel. L'armée française , qui s'était rassemblée à Cassel , marcha le 22 sur Grebenstein , d'où elle détacha le comte de Lusace vers Göttingue. M. Luckner fut aussi-tôt envoyé par le prince Ferdinand sur la Leine , pour observer les mouvemens des Saxons. Le prince Ferdinand résolut sur cela d'attaquer les Français , afin de les réduire à la défensive dès le commencement de la campagne. M. Luckner fut pour cet effet obligé de se rapprocher de Sabbabourg avec une partie de son monde. Il devait attaquer la droite de l'ennemi. Milord Gramby eut ordre d'entamer la gauche , et le prince Ferdinand se proposa de se présenter en même temps avec le gros de son armée devant le front des maréchaux. Dès le 24 tous les alliés passèrent la Dimel , pour <sup>24.</sup> former ces différentes attaques. Les Français prirent ce mouvement pour un fourrage général , et n'en marquèrent aucune inquiétude. Cependant le corps de M. de Castries , qui couvrait la droite de M. de Soubise , fut aussi-tôt renversé , et les alliés assaillirent le camp même. M. de Soubise , sur ce qu'il se voyait attaqué de front , en flanc et à dos , résolut la retraite. M. de Stainville se jeta avec l'élite des troupes françaises dans le bois de Wilhelmsthal ,

pour la favoriser , et ce fut là que s'engagea entre lui et milord Gramby un combat qui décida de la journée. Tout le corps de M. de Stainville fut enveloppé et défait. Cependant Mrs. de Spærken et de Luckner donnèrent lieu à ce que le maréchal de Soubise pût se retirer à Hochkirch , ce qui fit manquer le coup que le prince Ferdinand méditait sur Cassel.

La nuit même l'ennemi passa la Fulda , et affit son camp sur les hauteurs qui vont de Munden à Cassel. Les alliés se campèrent vis-à-vis des Français , et s'emparèrent par différens détachemens de quelques châteaux qui leur étaient avantageux. Le maréchal de Soubise , qui craignit pour Ziegenhain , y fit marcher Mrs. de Guerchy et de Rochambeau , pour aller et venir de cette place à Melfungen , et pousser des partis sur les derrières des alliés. Le prince Ferdinand envoya contre eux milord Gramby , qui les battit auprès du château de Hornbourg. A mesure que les alliés étendaient leur droite , les Français étendaient leur gauche. Cependant les deux maréchaux s'apercevant qu'ils dégarnissaient trop leur position , rappelèrent le comte de Lutace de Gœttingue , pour remplir les vides de leurs campemens , et ils le placèrent avec son corps à Lutterberg. Le prince observant que les Saxons étaient presque isolés dans ce poste , chargea M. de Gille de les y attaquer. Ce général , à la tête de 16 bataillons , passa à gué la Fulda. Au commencement de l'action , les Saxons se défendirent ; mais sur ce qu'ils s'aperçurent qu'une de leurs redoutes était emportée , ils lâchèrent le pied , et

s'enfuirent à vau-de-route. Le maréchal d'Estrées survint à leur secours, et les empêcha d'être entièrement défaits. M. de Gille repassa prudemment <sup>Juillet.</sup> la Fulda, pour ne point se compromettre avec des ennemis dont le nombre croissait à chaque moment. Ces tentatives différentes firent juger au prince Ferdinand que le moyen le plus aisé et le plus sûr de vaincre les Français était de les obliger à s'étendre davantage, et plein de cet objet, il détacha M. Luckner du côté de Hirschfeld. Ce partisan prit Fulda, Amœnebourg et nombre de petits châteaux situés sur la grande route de Cassel à Francfort. Cette expédition promptement exécutée eut des effets fâcheux pour les maréchaux français, en les gênant à l'égard de leurs subsistances, qu'ils tiraient en grande partie du Mein.

M. de Soubise se flatta de rétablir ses affaires en portant 40 bataillons sur l'Eder, pour occuper le poste de Schwalm. M. de Luckner, soutenu par milord Gramby, contraignit ce corps à repasser la Fulda. Sur cela M. de Soubise arriva lui-même; il passa l'Eder et s'établit au Heiligenberg. Comme on ne pouvait pas attaquer les Français dans cette position, le prince Ferdinand laissa milord Gramby au Falkenberg, se portant avec son armée au confluent de l'Eder et de la Fulda. Dans l'embarras où les généraux français se trouvèrent par cette manœuvre, ils n'imaginèrent d'autre ressource que d'attirer à eux la réserve du bas Rhin. Le prince de Condé, en conséquence des ordres que les maréchaux lui donnèrent, laissa M. le Voyer avec un détachement sur la basse Lippe, et ayant inutilement

tenté, pendant la marche, de prendre Hamm, il traversa la Wettéravie et déboucha par Gießen sur l'Ohm. Son but était de se porter sur la haute Eder, pour y reprendre le projet dans l'exécution duquel M. de Soubise avait échoué. Le prince héréditaire, qui jusqu'alors avait observé le prince de Condé, partit aussi-tôt que lui, et ayant laissé quelques troupes pour observer M. le Voyer, il traversa la principauté de Waldeck et gagna les bords de l'Ohm, avant que la réserve française du bas Rhin pût y arriver. Pendant ces mouvemens des réserves, le prince Ferdinand aurait désiré d'attaquer le maréchal de Soubise, avant que le prince de Condé le pût joindre. Il se proposa d'alarmer le front de l'ennemi, et de porter toutefois ses plus grandes forces contre M. de Guerchy, qui campait au-delà de la Fulda proche de Melsungen. Le prince Frédéric de Brunswic fut détaché avec 6 bataillons et 12 escadrons, pour faire le tour de la Werra et s'emparer de Wanfried et d'Eschwege, par où il se trouvait à dos des ennemis. On se disposa pour faire l'attaque générale le 8 d'août; mais une pluie  
Août. abondante qui survint, et qui gonfla les eaux de la Fulda, empêcha que les troupes ne pussent passer le gué, ni se rendre en même temps aux points qui leur étaient marqués. Cette entreprise aboutit à une canonnade, qui dura trois jours. Le prince de Condé, pendant ce temps-là, prit le château d'Ulrichstein; après avoir tenté le passage de l'Ohm à différentes reprises, mais toujours en vain, il essaya de pousser un détachement à Hirschfeld, pour tendre de-là la main aux deux maréchaux qui com-

mandaient l'armée française. Afin de seconder les desseins du prince de Condé, le maréchal de Soubise chargea M. de Stainville de bombarder le château de Friedwalde; ce qui ayant réussi, rouvrit la communication jusqu'alors interrompue de l'armée française au Mein. Cette armée était alors tellement disposée en Hesse, qu'elle formait comme un grand demi-cercle, dont l'un des bouts, passant par Marbourg et Giessen, tenait à la Lahn, et l'autre, qui enfermait Hirschfeld, Melfungen, Cassel et Munden, aboutissait à la Fulda.

Le prince Ferdinand brûlait d'en venir à une décision; il voulait frapper un coup qui pût lui procurer la supériorité sur les Français pour le reste de la campagne. Dans cette vue il renforça le prince héréditaire de 15 bataillons et de 20 escadrons. Le projet des alliés était d'enlever le corps de M. de Lévi. Le prince héréditaire y aurait réussi, si M. Luckner fût arrivé à temps; cependant peu de Français lui échappèrent. Après cette expédition, il poussa le prince de Condé des bords de l'Ohm au-delà de Giessen à un vieux retranchement des Romains, qu'on appelle le Polgraben; mais cela se termina par une canonnade. Toutefois M. de Soubise ne pouvant se soutenir plus long-temps en Hesse, sans s'exposer aux plus grands hasards, évacua Gœttingue, jeta 14 bataillons dans Cassel, et se retira par Hirschfeld sur Fulda. Le prince Ferdinand le côtoya de près; en même temps il détacha derrière lui le prince Frédéric de Brunswic pour bloquer Cassel. Les Français reculèrent jusqu'au Mein, parce que la grande armée ne pouvait autrement que par

24.

cette marche se rejoindre à la réserve du prince de Condé. Ce prince , qui se repliait par Butzbach et Friedberg sur Francfort , était vivement talonné par le prince héréditaire. L'armée des alliés ayant établi son camp à Schotten sur la Nidda , le prince hé-  
30. ditaire reçut des ordres pour occuper Fritzlar. Il était en marche pour Assenheim , lorsqu'ayant été averti par le Sr. Luckner que Friedberg et les hauteurs de Nauenheim étaient occupées par l'ennemi , il y marcha en hâte ; il attaqua les Français , qu'il délogea de la hauteur ; mais il ne tarda pas à s'apercevoir qu'au lieu de combattre avec un détachement , il avait à faire à l'avant-garde de l'armée de Sou-  
bise. Cette armée s'avance sur plusieurs colonnes , on l'attaque à son tour , il se défend vaillamment ; mais ayant eu le malheur d'être dangereusement blessé , ses troupes plient et ne peuvent plus se rallier. Ce désastre obligea le prince Ferdinand à changer de dessein et de position. Il transporta son camp à Orlos vis-à-vis de Friedberg , et y resta jusqu'au 7 de  
Sept. septembre. Sur la nouvelle que les Français filaient à la fourdine vers Butzbach , il jugea que pour exécuter son grand projet , qui consistait à reprendre Cassel , il devait empêcher à tout prix les ennemis d'entrer , par la haute Hesse et le Waldeck , dans la partie basse de la Hesse. Pour cet effet il se mit en marche avec l'armée , afin de gagner les hauteurs qui s'élèvent derrière l'Ohm et la Lahn. Les généraux français le harcelèrent dans sa marche , pour donner au prince de Condé le temps de passer la Lahn à Marbourg , et de gagner les hauteurs de Wetter. Cependant , malgré les pluies et les fréquentes affaires  
d'arrière.

d'arrière-garde, le prince Ferdinand gagna Wetterri le premier. Le prince de Condé se voyant prévenu, évita tout engagement, et repassa la Lahn. Les alliés s'y établirent et pousèrent leur gauche par Kirchheim vers Hombourg sur l'Ohm. M. de Soubise, qui voulait dégager Ziegenhain et Cassel, tenta de s'ouvrir le chemin qui mène à Ziegenhain. Il engagea pour cet effet un combat à la Bruckenmuhle, qui devint opiniâtre, et où il perdit beaucoup de monde, ayant été repoussé vigoureusement et à plusieurs reprises. Les deux armées demeurèrent tout le reste de la campagne dans la même position. Durant leur inaction le prince Frédéric de Brunswic ouvrit la tranchée devant Cassel. Le siège commença le 15 d'octobre, et fut poussé jusqu'au 7 de novembre, que la ville se rendit par capitulation. Telle fut la fin glorieuse de cette campagne des alliés, où le prince Ferdinand eut occasion de déployer tous ses talens, et de prouver qu'un bon général, à la tête d'une armée, fait plus qu'une multitude de combattans.

Nous nous sommes hâtés de rapporter en abrégé les opérations des alliés avec d'autant plus de raison, que pour cette année la guerre d'Allemagne s'étant éloignée des confins de la Saxe et des Etats du roi, les mouvemens du prince Ferdinand n'eurent aucune liaison avec ceux des armées prussiennes. Nous allons reprendre à présent le fil de la campagne de Silésie, et la chaîne des événemens nous conduira nécessairement en Saxe, où nous terminerons la narration des faits de cette campagne par le récit des exploits de S. A. R. le prince Henri.

Silésie. Vous vous appellerez sans doute avec quel soin  
Juin. on avait tâché d'intimider la cavalerie impériale, et combien on y avait déjà réussi. C'était un des points préalables pour cette campagne : l'autre, qui était tout aussi essentiel, n'était pas négligé ; car le prince de Bévern s'était déjà avancé à Troppau, d'où il poussa M. de Werner à Grätz. Ce général y fit 150 prisonniers ; ce qui contraignit M. de Beck à passer la Mora, et à se retirer à Freudenthal. Nous en resterons à cette diversion, pour en venir aux Russes. Ils passèrent l'Oder le 30 de juin et se rendirent le même jour à Lissa. Le roi avait détaché d'avance M. de Wied avec 24 bataillons au-delà du ruisseau de Schweidnitz, sous prétexte de couvrir la marche des Russes, mais en effet pour avoir à l'autre bord de ce ruisseau un corps qui devenait nécessaire au projet qu'avait formé le roi contre les ennemis. Ces troupes se tinrent dans des cantonnemens extrêmement resserrés, pour que les Impériaux n'en pussent point prendre ombrage.

Juillet. L'armée du roi commença ses opérations le 1 de juillet. La grande armée vint se camper à Sagschutz, tandis que M. de Wied la côtoyait de nuit, et s'avancait à l'autre bord du ruisseau en cantonnemens resserrés. Il n'avait rien à craindre de la part des Autrichiens, ni ne pouvait être découvert par eux, parce que M. de Reitzenstein était devant lui avec 4,000 chevaux, et bloquait M. d'Ellerichhausen au Pitschenberg. Pour peu que le maréchal Daun s'opiniâtât à garder son camp de Domanz, M. de Wied l'aurait tourné ; il aurait passé le ruisseau de Striegau à Péterwitz, et longé le Nonnenbusch d'où il aurait gagné le camp de Kunzendorf,



qui, se trouvant à dos du maréchal Daun, l'aurait mis dans la nécessité de repasser Bøgendorf, et de se rejeter dans les montagnes, soit vers Hohen-giersdorf, soit vers Leutmannsdorf. Mais le maréchal Daun, trop prudent pour attendre cette extrémité, quitta la nuit même la montagne de Zobten et le Pittschenberg, et plaça son camp sur les montagnes entre Bøgendorf, Kunzendorf et le Zieskenberg. L'armée du roi le suivit de près, et reprit son ancienne position de Bunzelwitz. Les troupes légères s'approchèrent à la portée du pistolet des grand'-gardes impériales. M. de Reitzenstein occupa les hauteurs de Striegau, et M. de Wied, qu'il couvrait, mit son corps en cantonnement dans cette ville et dans les villages les plus proches. L'emplacement que le maréchal Daun avait pris, rendait son armée inattaquable par le front ; on pouvait toutefois le tourner par sa droite et par sa gauche. Comme ç'aurait été trop donner au hasard que de le tourner entre Silberberg et Bøgendorf, parce que M. de Haddick se trouvait à Wartha, et que les montagnes de ce côté sont plus âpres et plus difficiles, on préféra de faire cette manœuvre sur sa gauche, en le prenant à revers par Hohenfriedberg, Reichenau et l'Engelsberg. Ce projet s'exécuta de la manière suivante : M. de Ziethen garnit le camp de Bunzelwitz avec la seconde ligne, et il y garda, pour tenir l'ennemi en respect, tous les cuirassiers de l'armée, qui devenaient inutiles dans les montagnes ; tandis que le roi se mit en marche le soir avec sa première ligne, et joignit Mrs. de Reitzenstein et de Wied, qui lui servirent d'avant-garde. Dès la pointe du jour

cette avant-garde se trouva proche de Reichenau, où elle donna sur des postes avancés de Brentano, qui furent menés grand train jusqu'au pied de l'Engelsberg, où campait leur général. Brentano avait posté son infanterie sur la cime de trois rochers, couverts par un bon défilé. M. de Wied, plein d'ardeur, l'attaqua peut-être trop chaudement ; ces rochers se trouvèrent d'un si difficile abord, que les troupes ne purent les gravir. Les Prussiens firent de vains efforts ; ils furent repoussés, et perdirent en morts, pris et blessés, 1200 hommes. Le gros des troupes se campa à Reichenau ; mais M. de Wied poursuivit sa marche par les gorges de Landshut. Le but de cette expédition était d'enlever le grand magasin des Impériaux à Braunau. M. Brentano, qui s'en douta, abandonna l'Engelsberg, et partit à tire d'aile, pour se rendre la nuit même à Friedland.

Le maréchal Daun, privé de ce détachement, qui couvrait ses derrières, craignit d'être pris à revers par les Prussiens, et sur cela il abandonna sa position de Kunzendorf et se retira à Dittmannsdorf, d'où sa gauche s'étendait à Beersdorf. Outre cela il plaça un corps à Tannhausen, qui lui couvrait ce flanc, et un autre sur sa droite à Burkersdorf, moyennant lequel il entretenait sa communication avec la forteresse de Schweidnitz. M. de Ziethen suivit immédiatement l'ennemi, et occupa les hauteurs de Kunzendorf et de Furstenstein. Le corps que le roi avait mené dans les montagnes le joignit, et se posta de Seitendorf à Bøgendorf, dans le même camp que le maréchal Daun avait occupé en

L'année 1760. Des détachemens occupèrent les défilés de Waldenbourg et de Gottsberg, et M. de Mantoufel prit poste avec 6,000 hommes sur le plateau de Hohengiersdorf, au pied duquel, du côté de la vallée de Schweidnitz, on campa M. de Knobloch avec sa brigade. Pour M. de Wied, qui poursuivait sa marche, il rencontra le corps de Brentano à Friedland; il l'accueillit par une vive canonnade, après laquelle M. de Reitzenstein attaqua l'ennemi. Les dragons de Finck eurent dans cette occasion l'honneur de battre 3 régimens de cuirassiers impériaux, sur lesquels ils firent 180 prisonniers. Brentano se sauva en Bohême, et se posta entre Dittersbach et Hauptmannsdorf, dans un camp que l'ennemi avait fait fortifier d'avance, pour assurer le dépôt de ses vivres. M. de Wied fut renforcé le lendemain par 4 bataillons et 3 régimens de cavalerie; mais l'armée entière eût-elle marché contre Braunau, elle n'aurait rien pu y entreprendre, parce que ces gorges de rochers sont intraitables, qu'on les défend avec peu de monde, et qu'on ne saurait les tourner. Le maréchal Daun y avait envoyé de Wartha M. de Haddick avec 10,000 hommes de secours. Comme ces montagnes, occupées par l'ennemi, le mettaient hors d'atteinte, M. de Wied dirigea sa marche sur Trautenau, de-là il lâcha en Bohême tous ses cosaques, soutenus de quelques dragons. Ils se répandirent dans tout ce royaume, y semant l'épouvante. Dès le second jour de leur entrée une de leurs troupes se présenta aux portes de Prague. La terreur que leur présence inspira, fut si grande, que M. de Serbelloni fut sur le point

de quitter la Saxe avec son armée, pour s'opposer en personne aux désordres que les cosaques commettaient. Il est vrai que leurs procédés étaient cruels; ils saccageaient, pillaient, brûlaient les lieux qu'ils trouvaient sur leur passage. Cette irruption n'aurait pas été infructueuse, si on avait pu la prolonger. Mais d'une part ces troupes indisciplinables ne s'occupaient qu'à faire du butin et à le mettre en sûreté; d'où il arrivait que revenant par bandes sans ordre de leur conducteur, elles faisaient leur capture pour la vendre en Pologne; de sorte qu'au bout de huit jours, la Bohême se vit délivrée sans coup férir; on aurait pu les employer à une seconde incursion, si d'autre part les affaires n'avaient subitement changé de face. M. de Wied, qui couvrit leur retraite, assurait en même temps la communication avec la grande armée. Ses détachemens distribués par échelons gardaient les gorges des montagnes. M. de Gablenz occupait derrière lui le défilé de Schazlar; le prince de Bernbourg, plus près de l'armée, celui de Liebau, d'où il communiquait à Conradswalde avec M. de Salenmon, qui y tenait un poste intermédiaire. Tous ces détachemens avaient d'autant moins à craindre de la part des ennemis, que l'appréhension de perdre le magasin de Braunau absorbait leur attention au point que, pour plus de sûreté, ils le faisaient transporter à Scharfeneck dans le comté de Glatz.

Nous venons de voir que cette diversion des cosaques en Bohême ne produisit aucun effet réel; il n'y avait plus de projets à former sur le magasin de Braunau, que les Impériaux transportaient.

ailleurs , de sorte que toute la gauche de l'ennemi ne présentait plus de champ fécond en expéditions. Comme l'objet principal de cette campagne était de reprendre Schweidnitz , le roi se proposa d'agir sur la droite des Autrichiens , et de déposer les détachemens qu'ils avaient à Burkersdorf et à Leutmannsdorf , pour leur couper toute communication avec Schweidnitz. Ce projet , qui avait tous les degrés de probabilité suffisans pour paraître immanquable , le jour suivant devint incertain et presque chimérique , par un de ces événemens inattendus et subits qui renversent les mesures des hommes. Une révolution avait changé la face de la Russie. M. de Czernichef en donna la première nouvelle au roi. Il vint une après-midi lui dire que Pierre III avait été détrôné par l'impératrice son épouse ; qu'il avait reçu l'ordre du sénat de faire prêter serment par son corps à sa nouvelle souveraine , et de quitter incessamment l'armée prussienne , pour se retirer en Pologne. Dans la situation où le roi se trouvait , au milieu des opérations d'une campagne dont les entreprises étaient fondées sur l'assistance des Russes , cette nouvelle fut un coup de foudre pour lui. Quelque cruel que fût ce coup , il fallait prendre son parti , parce que le mal était sans remède , et recourir à ses propres ressources , puisque les étrangères venaient à manquer. Les nouvelles qui venaient de la Prusse et de la Poméranie annonçaient toutes que les troupes russes se préparaient à recommencer les hostilités. Il parut une ukase (ou édit) dans laquelle le roi était traité d'ennemi héréditaire et irréconciliable de la Russie. Déjà les commissaires

de l'impératrice s'étaient saisis de nouveau des revenus de la Prusse royale ; enfin , suivant toutes les apparences , on était à la veille d'une nouvelle rupture ; mais , comme il arrive souvent , ces apparences se trouvèrent trompeuses. Les démarches de l'impératrice roulaient sur de fausses suppositions ; elle appréhendait que le roi , en apprenant la détention de Pierre III , n'obligeât le corps de Czernichef à se déclarer pour l'empereur , ou , en cas de refus , qu'il ne le désarmât. Pour ne point être prise au dépourvu , elle se saisit de la Prusse , pour lui être garante de la conduite du roi ; elle donna en même temps des ordres à ses généraux de se tenir prêts à recommencer les hostilités aussi-tôt qu'elle le jugerait à propos ; mais ses suppositions étaient erronées. Le roi ne s'opposa point au départ de M. de Czernichef ; la seule complaisance qu'il exigea de lui , fut de différer de trois jours son départ ; à quoi ce général se prêta de bonne grâce.

Ces trois jours étaient précieux ; il fallait les mettre à profit pour frapper quelque coup décisif. La présence des Russes en imposait aux Autrichiens , et ils ignoraient encore la révolution qui venait d'arriver ; il fallait reprendre Schweidnitz , ou se résoudre à n'avoir des quartiers que le long de l'Oder , comme l'année passée. Si cette campagne s'écoulait infructueusement , les efforts qu'on venait de faire pour reconquérir la moitié de la Silésie , se trouvaient perdus , et les apparences de la paix s'évanouissaient entièrement. Ces raisons déterminèrent le roi à donner quelque chose au hasard ; il agit avec plus de témérité et d'audace qu'il n'aurait fait dans des con-

jonctures plus favorables. L'entreprise que les Prussiens pouvaient former , roulait sur l'attaque de deux postes redoutables et difficiles. Celui de Burkersdorf défend la gorge qui , par les montagnes , vient de Königsberg et aboutit à Oemsdorf à la plaine. Des deux côtés de ce défilé s'élèvent des monts âpres et escarpés, fortifiés par des redoutes casematées , palissadées , et entourées d'abatis ; trois des plus voisines de Hohengiersdorf communiquaient par un retranchement qui les joignait ; de-là reprenait un autre retranchement , qui fermait le fond de la gorge , et allait en remontant aboutir au sommet d'une montagne située du côté de Leutmannsdorf. M. d'Okelli défendait ces ouvrages avec 4,000 hommes. Le poste de Leutmannsdorf , quoique moins fortifié par l'art , présente un front de difficile abord , plein et entrecoupé de ravins et de chemins creux , et fournissant tous les obstacles que la nature brute peut produire dans un terrain pour sa défense. Ce poste était également défendu par 4,000 Autrichiens. Pour 18. mettre l'armée en état d'attaquer ces postes , il fallut commencer par faire un revirement de toutes les troupes. M. de Gablenz prit le camp de Trautliebtsdorf , afin de masquer le départ de M. de Wied pour la Bohême. M. de Knobloch quitta le camp de Seitendorf , et suivit la route de M. de Wied. Tous deux descendirent des montagnes dans la plaine à Freybourg ; ils firent le tour de Schweidnitz , qui était bloqué par la cavalerie du roi. M. de Wied se rendit de nuit à Faulbruck , où il cantonna ses troupes. Il était couvert par M. de Rœhl , que le roi , durant toute la campagne , avait placé avec 1000

chevaux dans cette partie pour observer l'ennemi , de sorte que les Autrichiens n'eurent aucun indice de l'approche des Prussiens. Pour M. de Knobloch , qui passa la nuit par Bunzelwitz et Creyffau , il se porta le lendemain matin sur la gauche de Polnisch-Weisfritz , tandis que M. de Mœllendorf , qui venait avec sa brigade et 10 bataillons du pied des montagnes de Hohengierdorf , se porta sur la droite du village. Par la jonction de ces deux généraux le roi coupait au corps de Burkersdorf , et par conséquent à l'armée autrichienne , sa communication avec Schweidnitz. Le corps de M. de Wied était destiné à l'attaque de Leutmannsdorf ; ceux de Mrs. de Knobloch et de Mœllendorf à celui de Burkersdorf. Afin de ne rien omettre des mesures qu'exigeait cette entreprise , nous remarquerons que M. de Manteufel avait été posté d'avance sur le plateau de Hohengierdorf , où les fortes batteries qu'on y avait établies , servaient à prendre à revers les retranchemens les plus voisins de ce poste , occupé par M. d'Okelli. Pour plus de sûreté encore , on avait détaché le prince de Wirtemberg avec 20 escadrons , afin qu'il observât durant l'action les postes des Autrichiens de Silberberg et de Wartha , et que de-là l'ennemi ne pût point prendre à dos M. de Wied , pendant qu'il attaquerait les Autrichiens à Leutmannsdorf. Le maréchal Daun demandait encore des précautions ; il fallait le contenir durant l'attaque , pour l'empêcher d'envoyer des secours aux postes qu'on emportait. Dans cette vue , M. de Gablenz fut chargé de faire quelques démonstrations vers Braunau , pour attirer sur lui l'attention



de l'ennemi. M. de Ramin eut ordre d'escarmoucher avec les postes des Impériaux vers Tannhausen. La grande armée devait détendre ses tentes, et se mettre en ordre de bataille, et l'on commit à M. de Mantoufel le soin de harceler les pandours qui étaient entre son camp et la droite des Autrichiens. Ces divers objets dont on occupa le maréchal Daun l'empêchant de pénétrer le projet des Prussiens, leur en facilitèrent l'exécution.

A l'égard des attaques mêmes, il fallait que celle de M. de Wied précédât celle de M. de Mœllendorf, parce que ce général, en tournant sa position de Burkersdorf, devait nécessairement prêter le flanc aux Autrichiens postés à Leutmannsdorf, et que si M. de Wied avait le malheur d'être repoussé, le corps de M. de Mœllendorf se ferait exposé à être ruiné entièrement. La nuit du 20 au 21, M. de Mœllendorf s'empara du château d'Oehmsdorf, où il fit prisonniers 50 soldats ennemis. On avait besoin de ce château pour s'approcher de plus près du pied des montagnes, où l'on ouvrit le soir même la tranchée; on y construisit des batteries pour 40 obusiers et pour 12 canons de 12 livres. Les obusiers devaient servir à bombarder les redoutes, et les canons à enfiler la gorge par laquelle M. d'Okelli aurait pu recevoir des secours de l'armée impériale. Ce général se croyait dans un poste inattaquable; il était dans la plus grande sécurité; il n'attribua les mouvemens des Prussiens qu'au dessein d'assiéger Schweidnitz, et il envisageait toutes leurs démarches comme des préparatifs à cette entreprise.

Le 21, dès la pointe du jour, M. de Wied se

logea sur un monticule vis-à-vis et proche du poste de Leutmannsdorf; il y établit une batterie de 30 grosses pièces de canon, soutenue par une ligne de 14 bataillons. Sous la protection de ce feu, M. de Lottum, avec sa brigade, se glissa par la droite dans un chemin creux, qui le menait à dos de l'ennemi. Ce mouvement fut secondé par une manœuvre semblable, qui se fit à la gauche. La marche du prince de Bernbourg fut couverte par des ravins et des broussailles; il se porta sur le flanc droit des Impériaux. L'ennemi, pris à dos et en flanc par les Prussiens, ne leur opposa qu'une faible résistance; M. de Wied s'avança en même temps sur leur front, et le retranchement fut emporté du premier coup. Les vainqueurs poussèrent de-là les vaincus tout de suite jusqu'à Henrichau, Heidelberg et Hausdorf. Brentano, que le maréchal Daun avait cependant envoyé au secours de ce poste, malgré toutes les jalousies qu'on lui avait données, Brentano, dis-je, arriva trop tard, et fut entraîné dans la fuite par ceux des Autrichiens qui venaient d'être battus à Leutmannsdorf.

Dès que M. de Wied fut maître des hauteurs, les batteries prussiennes d'Oehmsdorf commencèrent à tirer sur l'ennemi; 1500 chevaux, que M. d'Okelli avait placés devant son infanterie dans un fond, qui ne s'attendaient à rien moins qu'à être attaqués et qui avaient mis pied à terre, se trouvant inopinément foudroyés et bombardés par des batteries qu'ils n'avaient point aperçues, culbutèrent leur propre infanterie, la mirent en désordre et l'entraînèrent pêle-mêle avec eux jusques vers l'armée du maréchal

Daun. Par la fuite de ces troupes les redoutes de ce poste ne restèrent que faiblement garnies. Aussitôt M. de Mœllendorf se jeta par sa gauche dans le bois qui communique avec ceux de Leutmannsdorf, et tournant M. d'Okelli par les montagnes, il délogea l'ennemi après une médiocre résistance. L'infanterie prussienne mit le feu aux palissades d'une redoute où les Autrichiens tenaient encore, ce qui les contraignit enfin de l'abandonner. Cependant M. d'Okelli, malgré cette attaque, se soutenait sur le plateau qui est à la droite du chemin de Polnisch-Weistritz à Königsberg; pour l'obliger à quitter encore cette partie de sa position, M. de Mœllendorf établit une batterie sur la montagne qu'il avait emportée, et l'on approcha les 40 obusiers du pied de la montagne dont on n'avait pas délogé l'ennemi; M. de Mantoufel prit en même temps à revers ces retranchemens, qui étaient voisins de son poste de Hohengiersdorf. Ces canonnades par devant, par derrière et en flanc, contraignirent enfin l'ennemi à se retirer. Toutes ces différentes attaques valurent 2,000 prisonniers aux Prussiens. La garnison de Schweidnitz fit à la vérité une sortie durant l'action; mais la cavalerie qu'on lui opposa, et quelques volées de canon qu'on lui tira, la firent rentrer dans la place avec assez de précipitation. Par la manœuvre qu'on venait d'exécuter, M. de Wied, qui se trouvait proche de Heidelberg, coupait en quelque manière l'armée impériale du comté de Glatz. Le maréchal Daun, convaincu de la nécessité où il se trouvait de changer de position, décampa le soir même; il appuya sa droite sur la Eule, la plus haute montagne des

environs, d'où son front de bataille s'étendait par Wusten-Waltersdorf et Tannhausen à Jauernick. La réserve de cette armée, sous les ordres de M. Laudon, couvrit la gauche de l'armée, et prit sa position entre Wusten-Giersdorf et Braunau.

M. de Wied prit un camp vis-à-vis de la droite des Impériaux, et occupa cette chaîne de montagnes qui va de Taschendorf à Heidelberg. M. de Mantoufel fut poussé avec son corps à Beersdorf, où il joignait M. de Wied par sa gauche, et M. de Ramin par sa droite. Ce dernier continua avec sa brigade à demeurer immobile sur la montagne de Seitendorf. Outre ces divers camps, l'armée continuait d'avoir des postes à Gottsberg, à Waldenbourg, et M. de Salenmon, qui avait un poste d'avertissement, occupait les gorges de Landshut, pour observer les mouvemens que l'ennemi pourrait faire dans cette partie. Tous ces corps, quoique campés sur des hauteurs escarpées, eurent ordre de se retrancher; on remua la terre, on palissada les ouvrages, on fit des abatis dans les lieux convenables, enfin on s'établit si solidement, qu'aucun de ces corps, qui occupaient les montagnes, n'eût à craindre ni attaque, ni surprise de la part de l'ennemi. Ces précautions, superflues en d'autres circonstances, étaient nécessaires alors, parce que le roi était obligé de s'affaiblir de 24 bataillons, pour entreprendre le siège de Schweidnitz, et qu'il fallait se préparer à se voir dans le cas de faire de fréquens détachemens, qui n'auraient pu se tirer qu'avec risque de l'armée, si sa position n'avait pas été rendue inattaquable. Ce qu'il y eut de singulier pendant cette opération,

fut que le même jour que le maréchal Daun quitta son camp de Dittmannsdorf , pour se poster sur la Eule et à Wusten-Walterdorf , les Russes quittèrent les Prussiens et partirent pour la Pologne , sans que les Impériaux eussent la moindre nouvelle de leur séparation.

Cependant les 24 bataillons et les 30 escadrons destinés pour le siège de Schweidnitz s'assemblaient au pied des hauteurs de Kunzendorf. On envoya au prince de Wirtemberg , qui était encore à Kletschberg , la plus grande partie de la cavalerie , dont on ne pouvait tirer parti ni dans les montagnes , ni pour le siège , et l'on fit des préparatifs sérieux pour attaquer une place défendue par une garnison de onze mille hommes , et un des premiers ingénieurs de l'Europe. On ne pouvait plus espérer la diversion dont on s'était flatté de la part du Tartare. Le chan de la Crimée se promenait à la vérité avec 5 ou 6,000 hommes sur les frontières de la Pologne ; mais tous les changemens subits arrivés en Russie avaient tellement désoienté et Turcs et Tartares , qu'ils ne pouvaient se décider sur le parti qu'ils avaient à prendre. Ces raisons achevèrent de déterminer le roi à rappeler le prince de Bévérn de la Moravie , où il était encore. Pour être en quelque manière sûr de prendre Schweidnitz , il fallait que tout concourût à ce dessein. Le roi n'avait pas un homme de trop pour cette entreprise , et dès qu'elle se trouverait terminée , il était maître d'employer ses troupes ailleurs. Pour se persuader de la nécessité de cette réunion de l'armée , il n'y a qu'à compter le nombre des différens corps auxquels l'armée prussienne devait

s'opposer. Nous trouvons l'armée du maréchal Daun, et les corps de Laudon, de Haddick, de Brentano, de Beck, d'Ellerichhausen, outre les détachemens de Silberberg et de Wartha. Tout cela faisait ensemble 70,000 combattans. Quoique l'armée du roi ne fût guères plus faible, il fallait toutefois en décompter les troupes destinées au siège de Schweidnitz, et sur-tout réfléchir à l'étendue de terrain infiniment plus grande que celle de l'ennemi, que les Prussiens occupaient. Le roi devait d'ailleurs s'attendre à des efforts de la part des Impériaux pour délivrer Schweidnitz, et il fallait être en état de s'y opposer avec promptitude. Ainsi nonobstant que M. de Werner eût remporté nombre d'avantages sur M. de Beck en Moravie, il fut obligé de se retirer, et joignit  
Août. le prince de Wirtemberg le 1 d'août dans le camp de Péterswalde. Le prince de Bévère, qui le suivait, arriva en même temps à Neisse, d'où il couvrit le convoi des munitions de guerre qu'on rassemblait pour le siège de Schweidnitz.

M. de Tauenzien, à qui la direction de ce siège fut confiée, partit alors avec un convoi pareil de Breslau, pour se rendre aux environs de cette place; il investit la ville le 4 d'août; la tranchée s'ouvrit le 7; elle prenait de la briqueterie, et tournait vers Wurben, pour embrasser le polygone de Jauernick, sur lequel se dirigeait l'attaque. Le même jour le commandant fit une sortie, mais qui ne répondit pas à son attente. M. de Reitzenstein donna avec ses dragons sur cette infanterie et la reconduisit jusqu'aux barrières de la place. Le roi fut dès lors de l'opinion que, si le maréchal Daun tentait de secourir cette  
forteresse,

forteresse , il déboucherait sans doute par Silberberg , Wartha et Langen-Bielau. C'était la voie la plus commode ; il aurait essuyé toutes sortes d'inconvéniens en prenant le chemin de Landshut. Il avait retiré son magasin de Braunau ; ce qui rendait les transports de ses vivres difficiles dans cette partie. Cette route est d'ailleurs la plus détournée , et il était plus aisé de le prévenir. Enfin , en débouchant par Silberberg , il couvrait en même temps Glatz , pouvait faire usage des détachemens qui occupaient les gorges et était toujours sûr de sa retraite , parce qu'il avait deux postes bien fortifiés à dos. Convaincu par l'évidence de ce raisonnement , le roi transporta son quartier général à Péterswalde ; il y fut joint par la brigade de Mœllendorf. Le camp que le roi prit , touchait pour ainsi dire à la gauche de M. de Wied. La brigade de Nimschewsky fut placée sur une montagne des gorges de Steinfeiffersdorf , par où elle couvrait la brigade de Knobloch , qui faisait l'extrémité du camp de Taschendorf. L'infanterie du roi s'étendait derrière le ravin de Péterswalde , et la cavalerie occupait le terrain qui , devant Peiskersdorf , va vers Faulbruck. Le prince de Bévern arriva le lendemain de Neisse par une marche forcée , et son camp lui fut assigné au-delà de Reichenbach sur les hauteurs de Mittelpeile vers Gnadenfrey. La position de cette petite armée faisait comme un angle , dont une ligne , descendant de Steinfeiffersdorf , se prolongeait sur la direction de Reichenbach , d'où l'autre , reprenant par les collines de Peila , allait aboutir à un escarpement assez considérable ; la ville de Reichenbach , située entre ces deux camps , en

faisait précisément la pointe de l'angle. Cette position avait tous les avantages qu'on pouvait désirer ; elle couvrait M. de Wied par le camp de Péterswalde , que , sans cette précaution , l'ennemi aurait pu tourner , et le corps du prince de Bévern empêchait les Autrichiens , en débouchant des montagnes , de se porter à la montagne de Zobten , d'où ils pouvaient soutenir Schweidnitz , et par conséquent faire lever le siège de la ville ; de sorte que l'ennemi de ce côté-là était réduit , ou à faire un détour par Nimptsch , ce qui donnait aux Prussiens le temps de le prévenir à Pfaffendorf , ou à attaquer le poste de Peila , qui était bon , et où le prince de Bévern pouvait se soutenir avec honneur. D'ailleurs , en supposant que les Impériaux eussent pris la route de Landshut pour secourir Schweidnitz , ils ne pouvaient descendre dans la plaine qu'après deux grandes marches , au lieu que les troupes du roi pouvaient se transporter en six heures de Péterswalde à Freybourg , où l'on avait préparé un camp , pour couvrir en cas de besoin le siège de Schweidnitz de ce côté. Si le roi n'occupait point les hauteurs du Hutberg et du Kletschberg , c'est que ces terrains ne répondaient pas à ses deux objets principaux , savoir de couvrir le flanc de M. de Wied , et le siège. Le Hutberg et le Kletschberg sont devant la gorge de Biela , où l'ennemi avait un poste fortifié , et qui tenant à la Eule lui donnait la facilité d'en déboucher avec toute l'armée derrière la position qu'on aurait prise ; ce qui pouvait amener les suites les plus fâcheuses. Comme d'ailleurs ces collines se trouvaient trop éloignées de la position des troupes prussiennes pour leur nuire , il était bien



certain que les Autrichiens, en les occupant, n'y pouvaient trouver aucune forte d'avantage.

A peine le prince de Bévern eut-il joint le corps du roi, que M. de Beck, qui le suivait en l'observant, parut sur le Kletschberg; il ne trouva pas cependant à propos d'y séjourner long-temps, et il se retira à Silberberg. Les hofards de Mœring donnèrent sur son arrière-garde, et lui enlevèrent un lieutenant-colonel, quelque monde et du bagage. Nous avons déjà dit que les Autrichiens avaient un poste retranché dans la gorge des montagnes qui s'ouvre au village de Langen-Bielau. Ce village, dont les Prussiens occupaient les deux tiers, était garni par les volontaires de Hordt, et servait de poste d'avertissement; on avait poussé au-delà des détachemens de hofards sur le Hutberg et le Spitzberg; on prévoyait cependant que l'ennemi, en débouchant des montagnes, choisirait cet emplacement pour son camp, et comme on avait résolu de le lui abandonner, on n'y avait placé que de légers détachemens, prêts à se retirer au premier signal. Tout ce qu'on avait prévu, arriva pour cette fois. Le 16 d'août le maréchal Daun déboucha dans ces vallées sur différentes colonnes. Son avant-garde escarmoucha avec le détachement de Langen-Bielau, qui se retira en bon ordre sur l'armée du roi. Le maréchal Daun, à la tête de 40 bataillons et d'autant d'escadrons, prit son camp qu'il étendit depuis le Hutberg jusques vers Heidersdorf. M. Beck occupa en même temps le Kletschberg avec 12 bataillons et 20 escadrons. Comme les Impériaux avaient considérablement dégarni leurs postes des montagnes

pour assembler cette armée , on ne courait aucun risque d'en faire autant , de sorte que le roi attira à lui les brigades de Ramin et de Saldern , avec lesquelles son corps , y compris celui du prince de Bévern , faisait 28 bataillons et 80 escadrons ; cependant la vérité du fait exige que nous ajoutions que ces deux brigades n'arrivèrent le soir qu'après la fin de l'action.

Le roi avait fait d'avance ses dispositions pour la défense réciproque de ces deux camps ; il était convenu avec le prince de Bévern qu'ils se porteraient mutuellement du secours. On avait élargi les chemins et préparé les communications ; la disposition portait que celui des deux corps , qui serait assailli par l'ennemi , se bornerait à la simple défense de son camp , tandis que l'autre volerait à son secours et agirait offensivement. Le terrain se prêtait à merveille à cette manœuvre ; car en supposant que le corps de Péterswalde fût attaqué , le prince de Bévern se portait naturellement sur le flanc droit et à dos de l'ennemi ; et au cas que le corps de Peila fût assailli , le roi faisait une manœuvre pareille avec ses troupes sur la gauche des Impériaux. Vers le midi on s'aperçut que le dessein du maréchal Daun était d'attaquer le prince de Bévern. Toutes ses forces se portaient sur la droite vis-à-vis du camp de Peila ; au lieu que s'il eût voulu s'engager avec le corps de Péterswalde , il devait renforcer sa gauche , et s'étendre aux gorges des montagnes. Il n'y avait point d'infanterie dans cette partie-là. Tout ce qui se présentait vers la droite du roi , ne consistait qu'en quelques escadrons de houfards , qui ne pouvaient

attirer aucune attention sur eux. Le roi, qui était certain qu'on aurait, ce jour même ou la nuit suivante, une affaire avec l'ennemi, tenait son infanterie sous les armes, les chevaux de sa cavalerie sellés et bridés, et son artillerie légère près de cette cavalerie. Il alla reconnaître aux postes avancés; à peine y fut-il qu'on vit détendre les tentes du prince de Bévern, et qu'on entendit son canon. Le major Ostin, qui se trouvait sous la main avec un détachement de 500 houfards, fut envoyé incessamment pour joindre le corps de Peila, et le prince de Wirtemberg se mit à la tête de cinq régimens de cavalerie avec la brigade d'artillerie légère. M. de Mœlendorf eut ordre d'y marcher avec sa brigade. Le roi prit le régiment de Werner avec lui, pour arriver plus promptement sur le champ de bataille. M. de Ziethen prit en attendant le commandement du corps de Péterswalde, pour empêcher que malheur n'arrivât de ce côté. Lorsque le roi eut passé Reichenbach, il découvrit toute la disposition dans laquelle les ennemis attaquaient le prince de Bévern. M. de Lascy avait dépassé le village de Peila avec 6 bataillons, qu'il tenait couverts derrière une colline sur laquelle il avait établi une batterie de 20 pièces de canon. Dix autres bataillons se présentaient du côté de Gnadenfrey; ils avaient pareillement formé une grande batterie devant eux. Leur dessein était d'attirer sur eux l'attention du prince de Bévern, pour qu'il ne s'aperçût pas de la manœuvre de M. de Beck, qui se glissait par le bois pour lui tomber à dos. M. d'Odonel avait débouché en même temps avec 40 escadrons du village de Peila, pour couvrir le flanc

gauche de M. de Laschy. La cavalerie de Lentulus, qui était du corps du prince de Bévern, et les houlards d'Ostiu, avaient déjà rejeté à trois reprises les cuirassiers impériaux dans ce village. Sur ces entrefaites arriva le prince de Wirtemberg; il se forma incontinent sur le flanc de l'ennemi. M. d'Odonel n'avait aucune bonne position à prendre. S'il se faisait front au prince de Bévern, il prêtait le flanc au prince de Wirtemberg; et s'il se faisait face au corps de ce prince, il donnait à M. Lentulus prise sur sa droite, et de plus il avait à dos le feu du canon du prince de Bévern. Dans cet embarras, qui agita M. d'Odonel et que ses cuirassiers ressentaient, il reçut une volée de 15 pièces de 6 livres de l'artillerie légère, dont on avait formé une batterie à la hâte. Cela acheva de répandre la confusion parmi son monde. Le régiment de Werner, soutenu de celui de Czetteritz, chargea en même temps cette cavalerie impériale, et après un choc vigoureux, il la rejeta au-delà du village de Peila. La fuite de cette cavalerie dégarnissait le flanc de M. de Laschy, qui craignit pour son infanterie, et se hâta de faire retraite. M. de Beck, qui s'était engagé avec le prince de Bévern, lâcha prise. La brigade de M. de Mœllendorf arriva, mais trop tard; car l'ennemi se retirait déjà de tous côtés. Cette affaire coûta 1500 cavaliers aux Autrichiens; les Prussiens n'y perdirent que 400 hommes du régiment du margrave Henri, qui se signala dans cette action, ayant lui seul fait tête à tout le corps de M. de Beck. Le maréchal Daun, mécontent d'avoir manqué son coup, ne jugea pas à propos de demeurer plus long-temps sur le

Hutberg , craignant peut-être pour les postes des montagnes qu'il avait dégarnis ; il se retira le lendemain au soir par Wartha et Glatz à Scharfeneck , 17. où il demeura jusqu'à la fin de la campagne , sans donner aucun signe de vie.

Le roi suivit les Autrichiens ; mais comme ce pays montueux , et rempli de défilés et de ruisseaux , n'est guère propre pour les poursuites , on ne leur fit aucun mal ; on se contenta de pousser M. de Werner à Habensdorf , pour observer de-là les postes de Silberberg et de Wartha. Tous ces mouvemens des troupes avaient nui au siège de Schweidnitz , qui n'était pas aussi avancé qu'il aurait dû l'être. M. de Guaſco , qui en était gouverneur , commençait néanmoins à mal augurer de sa défense depuis l'échec que le maréchal Daun venait de recevoir ; il fit donc une tentative pour obtenir une capitulation avantageuse , et la sortie libre de sa garnison. Pendant cette négociation , M. Laudon faisait adroitement tomber entre les mains des Prussiens des émissaires , chargés de lettres pour le gouverneur , qui contenaient toutes de grands projets que l'armée impériale voulait exécuter pour sa délivrance. Mais , quelque envie que le roi eût de prendre cette ville promptement , deux raisons l'empêchaient de consentir à la capitulation que M. de Guaſco lui offrait. La première se fondait sur ce que M. Laudon avait écrit l'année précédente en termes positifs au margrave Charles , chargé de la correspondance de l'armée , touchant l'exécution du cartel , que la cour se croyait dispensée de tenir sa parole et de remplir ses engagements vis-à-vis du

roi de Prusse , tant pour l'échange des prisonniers que pour quelque objet que ce fût. On fit valoir cette réponse à M. de Guaſco, et on lui répondit que la parole qu'il offrait pour lui et pour ſa garniſon, de ne point ſervir d'une année contre les troupes du roi, ne pouvait point être acceptée après la déclaration formelle de la cour de Vienne contenue dans la lettre de M. Laudon. La raiſon la plus ſolide, et qu'on diſſimulait, était que ç'aurait été commettre une faute capitale que de laiſſer fortir 10,000 hommes d'une place qu'on allait prendre en ſe donnant un peu de patience, parce que ſi l'on rendait cette garniſon aux Impériaux, leur armée ſe trouverait de 10,000 hommes plus forte, et celle du roi affaiblié au moins par 4,000 qu'il fallait mettre en garniſon dans cette place; ce qui rendait en tout l'armée pruiſſienne de 14,000 hommes inférieure à celle de l'ennemi. On rompit cette négociation et le ſiége continua comme auparavant. Le roi ſ'y Sept. rendit en perſonne le 20 de ſeptembre, pour que les opérations ſe pouſſaſſent avec plus de vigueur. Le Fèvre faiſait de la part des Pruiſſiens les fonctions d'ingénieur en chef; il avait en tête un des premiers ingénieurs du temps, nommé Griboval, qui défendait la place. Le Fèvre voulut crever les mines des aſſiégés, en faiſant uſage de la nouvelle invention du globe de compreſſion. Griboval lui en éventa deux; cela lui fit perdre la tramontane, et le roi fut obligé de ſe mêler du détail du ſiége et de la direction des travaux; on prolongea aſſi-tôt la troiſième parallèle; on y plaça une batterie à brèche; on établit des ricochets à la briqueterie;

l'on fit encore une autre batterie sur le Kuhberg, qui battait les ouvrages attaqués à revers; on fit sauter quelques rameaux des mines des assiégés. La garnison fit deux sorties et délogea les Prussiens d'un entonnoir couronné, dont ils voulaient déboucher par de nouveaux rameaux. Ces chicanes prolongèrent la durée du siège, parce qu'il fallait faire une guerre souterraine. Toutefois la plupart des canons de la place étaient ou évadés ou démontés; les vivres commençaient à devenir rares, et l'ennemi se serait rendu par cette raison, si une bombe en tombant devant le magasin à poudre du fort de Jauernick, dont le hasard voulut que la porte fût ouverte, n'eût mis le feu aux poudres, bouleversé une partie du fort, et tué 300 grenadiers des ennemis. Cet accident, qui ouvrait la place, obligea le gouverneur à battre la chamade. La ville capitula le 9. M. de Guasco, avec sa garnison forte de 9,000 hommes, se rendit prisonnier de guerre; ils furent envoyés en Prusse. M. de Knobloch fut chargé du gouvernement de cette place, et M. de Wied partit pour la Saxe avec un gros détachement, pour y renforcer le prince Henri. Ainsi se termina la campagne de Silésie, moins bien qu'on ne put le présumer au commencement, mais mieux qu'on ne pouvait l'espérer après la dernière révolution de la Russie. Le roi donna le commandement des troupes en Silésie au prince de Bévern; il envoya Mrs. de Ramin, Mœllendorf et Lentulus avec leurs brigades en Lusace, pour occuper les environs de Gœrlitz, et pour donner aux Autrichiens de la jalousie sur Zittau et sur la Bohême, afin de

Octobre  
8.

faciliter les opérations du prince Henri. L'armée de Silésie entra en cantonnemens près du camp retranché qu'elle avait tenu toute la campagne, et que l'on se contenta pendant l'hiver de garder par des détachemens, qu'on relevait tous les huit jours; après quoi Sa Majesté se rendit elle-même en Saxe. Tandis que M. de Wied est occupé à traverser la Lusace, nous reprendrons le fil de la campagne de S. A. R., que nous suivrons jusqu'à l'arrivée de ce secours.

**Campa-** Nous avons laissé ce prince occupé à déranger les  
**gne du** projets de M. Serbelloni, et M. de Seidlitz aux mains  
**prince** avec les troupes des cercles, qu'il poussa du Vogtland  
**Henri.** jusqu'au margraviat de Bareuth. S. A. R. voulut  
**Juin.** tirer raison des insultes que les ennemis avaient  
 tenté de faire à ses postes. Comme toutefois elle ne  
 pouvait les brusquer dans les postes formidables  
 où ils étaient solidement établis, elle se proposa de  
 prendre sa revanche par des diversions en Bohême.  
 Dans cette vue M. de Kleist franchit le Basberg et  
 répandit la terreur dans le cercle de Satz. Le bruit  
 de cette alarme parvint bientôt à M. de Serbelloni,  
 qui envoya M. Blonquet à la tête de 4,000 hommes  
 au secours de la Bohême. Ce général fit retrancher  
 le chemin d'Einsiedel, où il plaça quelque monde,  
 et s'établit à Dux avec le gros de sa troupe. D'autre  
 part l'armée des cercles s'était rapprochée d'Oels-  
 nitz, d'où elle voulait prendre le chemin de Schnee-  
 berg, et longer les frontières de la Saxe, dans l'in-  
 tention de se joindre à M. Blonquet. M. de Kleist,  
 qui était à peine revenu de la Bohême, fut obligé  
 d'y retourner pour faire avorter ce dessein, il



rassembla près de Porfchenstein le détachement qui devait servir sous ses ordres, il força le retranche-<sup>Juillet.</sup> ment d'Einsiedel, et y prit 400 hommes et un canon. De-là il donna sur les dragons de Bathyani, qui venaient au secours des troupes qu'il avait battues, et les mit en déroute; ensuite il poursuivit M. Blonquet, qui, à son approche, se retira de Dux à Tœplitz. Il l'y laissa et vola vers le Basberg, où il se mit sur le flanc de l'armée des cercles, qui se replia tout de suite sur Annaberg, puis sur Hof, et enfin sur Bareuth.

Le prince Henri résolut sur cela d'envoyer en Bohême un corps plus considérable, et de profiter de l'absence des troupes des cercles pour frapper un coup d'éclat. Son dessein était de chasser l'ennemi de Tœplitz, et de se rendre maître d'Altenberg, pour tourner par ce moyen le poste de Dippoldiswalde; ce qui aurait forcé les Impériaux à l'abandonner. M. de Seidlitz, qui fut chargé de l'exécution de ce projet, se contenta de laisser, après son départ, M. de Schulenburg avec 500 chevaux vis-à-vis du prince de Stolberg et de l'armée de l'Empire pour les observer, et avec son détachement il entra en Bohême, où, ayant fait une marche forcée, il arriva le 31 à Commotau. M. de Kleist y <sup>Août.</sup> pénétra le 1 d'août par le village de Gorck. Tous les postes d'avertissement de l'ennemi furent mis en fuite. M. de Seidlitz reconnut le même jour le camp de Tœplitz, et fit ses préparatifs pour l'attaquer. Le lendemain il voulut occuper une hauteur que les Impériaux avaient négligé de garnir; il arriva, par une singularité à laquelle il ne pouvait pas

s'attendre , que les Prussiens gravirent contre cette colline de leur côté et les ennemis d'un autre. Les Autrichiens , qui l'occupèrent les premiers , gagnèrent par-là l'avantage du terrain. M. de Lœwenstein , qui les commandait , reçut des renforts durant l'action , et les Prussiens furent repoussés avec perte de 400 hommes et de deux canons. M. de Seidlitz n'avait employé que 4 bataillons à cette attaque ; les ennemis en avaient 12 , il fallut céder au nombre. Ce corps , qui ne put point remplir le but de sa destination , se retira en Saxe , et se retrancha à Porschenstein. Quoique l'attente de S. A. R. ne fût pas remplie , et que ce coup eût manqué , toutes ces entreprises successives empêchèrent , pendant tout le mois d'août , la jonction de l'armée de l'Empire et de celle des Impériaux.

Le prince de Stolberg , qui n'avait que 500 chevaux en tête , ne trouvant plus d'obstacle assez considérable pour l'empêcher d'agir , marcha avec son armée de Bareuth à Caden , où le colonel Tørreck le joignit. Du côté des Prussiens , M. de Belling venait de joindre l'armée de Saxe ; il fut aussi-tôt employé , et envoyé dans le Vogtland , d'où ce général , profitant de l'absence du prince de Stolberg , fit une incursion en Bohême , dans l'intention de l'y rappeler. Il arrive à l'improviste devant les portes d'Egra , fait tirer quelques coups de canon contre la ville , et il s'en faut peu que la faible garnison qui défend la place , ne se rende à ses houlards. Mais S. A. R. eut bientôt besoin de son corps ailleurs , et il fut obligé de passer en Lusace , pour s'opposer à M. Luzinsky , qui rôdait avec son corps du côté

d'Elsterwerda et de Senftenberg , et auquel on prêtait de plus grands desseins. Quelque peu de progrès que les Prussiens eussent faits jusqu'alors , ils n'en avaient pas moins irrité la cour de Vienne , qui , mécontente au suprême degré des incursions qui s'étaient faites en Bohème , en rejetait toute la faute sur ses généraux. L'impératrice était sur-tout indignée de ce que M. de Serbelloni ne faisait rien avec la nombreuse armée dont il avait le commandement. On s'en prenait à lui de ce qu'il n'avait eu ni assez d'habileté , ni assez de vigilance pour couvrir le royaume de Bohème. Ce mécontentement donna lieu à son rappel , et la cour le remplaça par M. de Haddick , que le maréchal Daun avait mis en crédit. Le prince de Stolberg qui , durant ce temps-là , continuait toujours sa marche , passa par Tœplitz , par Gieshubel et joignit l'armée impériale auprès de Dresde , à peu-près dans le même temps où M. de Haddick en prit le commandement. Ce nouveau général voulut signaler son arrivée par un coup d'éclat ; il ordonna qu'on fit , le 27 de septembre , une attaque générale sur tous les postes détachés du camp de Pretschendorf. M. de Buttler en effet força quelques postes retranchés dans le bois du Tharand , défendus par des bataillons francs , tandis que le prince de Lœwenstein , dont le corps venait de la Bohème , contraignit M. de Kleist à se replier sur Seyda. Le lendemain S. A. R. fit chasser M. de Buttler des postes dont il s'était emparé , et M. de Seidlitz obligea 3,000 Autrichiens à quitter le fond de Frauenstein , où ils s'étaient logés la veille. Les avantages qu'on gagnait de ce côté-là , n'empêchèrent

Sept.

pas que M. de Lœwenstein ne pousât encore les troupes de M. de Kleist, et qu'il ne s'établît avec ses Autrichiens à Seyda. Cette position qu'il venait de prendre, exposait la boulangerie prussienne de Freyberg à être enlevée, et le prince Henri se trouvait avoir en même temps un corps d'ennemis à dos. D'ailleurs le terrain que ce prince avait à défendre était si étendu que, de quelque côté que l'ennemi se fût porté en force, il aurait eu le dessus. Ces motifs portèrent S. A. R. à quitter les environs de Pretschendorf, et à prendre son camp à Freyberg derrière la Mulde; ce qui s'exécuta le 31 septembre. Le même jour Mrs. de Forcade et de Hulsen reprirent le camp de Meissen et des Katzenhæufer. M. de Belling, qu'on avait fait revenir de la Lusace, fut détaché avec M. de Kleist au village de Hartmannsdorf, d'où ils pousèrent à Groß-Schirna, pour en défendre le gué contre M. de Lœwenstein qui s'était posté derrière le ruisseau et le village de Chemnitz.

Le camp de Freyberg que S. A. R. avait pris, avait encore le défaut d'être trop étendu, ou pour mieux dire, l'armée avait celui de n'être pas assez nombreuse. Enfin on avait à défendre tous les gués de la Mulde, et sur-tout le flanc droit, qui fait front au village de Brand et vers la Rathsheide. Outre ce grand emplacement à défendre, il fallait assurer la communication avec le corps des Katzenhæufer et de Meissen, en occupant le poste de Nossen. Mrs. de Hulsen et de Forcade n'avaient à eux deux que 14 bataillons pour soutenir les bords de la Tripsche, de sorte qu'on ne pouvait plus détacher,

pour ainsi dire un homme, sans se dégarnir entièrement. Le prince résolut de retrancher son camp; mais il ne put rassembler assez de travailleurs, ni ramasser des instrumens en aussi grand nombre qu'un travail aussi étendu semblait le demander, de sorte que les ouvrages qu'on avait projetés, ne furent qu'à peine ébauchés.

Telle était la situation des affaires, lorsque, le 14 au matin, M. de Ried parut avec 15 bataillons vis-à-vis de M. de Hulfen sur les hauteurs de Seligenstedt. Le centre de l'armée de M. de Haddick se porta en même temps sur Niederschœne; les troupes des cercles se campèrent au village de Chemnitz; M. de Campitelli se forma au village de Weissenborn à l'extrémité de la droite de S. A. R.; et outre les corps dont nous venons de parler, M. de Klefeld se porta avec 5,000 chevaux contre M. de Belling, pour le déloger de Hartmannsdorf. Belling fit mine de se retirer; mais faisant soudain volte face, il chargea l'ennemi avec tant de furie, qu'il le mit en fuite et reprit son poste. Les deux armées passèrent la nuit au bivouac. Le lendemain l'ennemi attaqua sérieusement tous les passages de la Mulde. Il fut repoussé par les Prussiens de tous les côtés. Immédiatement après que les assaillans se furent retirés, S. A. R. se rendit à sa droite. C'était sur le soir, il faisait déjà obscur; mais avec quelle surprise n'aperçut-elle pas la confusion qui y régnait! M. de Belling avait été chassé de son poste. Le prince de Stolberg avait profité de ce moment pour occuper le Rathswald, par où il se trouvait sur le flanc et à dos des Prussiens. Ce dérangement considérable obligea S. A. R. d'abandonner sa position, qui, dans ces

16

circonstances , n'était plus tenable. Elle partit à minuit , fit marcher son armée sur trois colonnes et gagna le Cellische-Wald , sans que l'ennemi s'en doutât , ou fit mine de l'inquiéter. Les troupes se baraquèrent dans la forêt pour se garantir contre le froid. Le lendemain on prit une position plus avantageuse entre Reichberg et Voigtsberg. M. de Haddick demeura avec le gros de son armée sur le Landsberg , et les troupes des cercles , renforcées par M. Campitelli , se retranchèrent à l'entour de Freyberg , où M. de Maquire devait les joindre dans peu.

D'un autre côté M. de Wied était en pleine marche ; il s'approchait de Bautzen et devait occuper les hauteurs de Weißig , pour s'avancer sur le Cerf blanc , par où il se trouvait à dos du poste de Bocksberg , et pouvait bombarder la nouvelle ville de Dresde. Cette diversion lui avait été prescrite , pour obliger M. de Haddick à faire un gros détachement au-delà de l'Elbe , afin de donner au prince Henri le temps de respirer , et de pouvoir rétablir ses affaires. Mais le maréchal Daun , qui avait très-bien pénétré l'intention du roi , pour que M. de Haddick conservât la même supériorité en Saxe , avait fait côtoyer M. de Wied par le prince Albert de Saxe , avec un détachement de 12 bataillons et de 15 escadrons. Ce prince traversa Zittau , et gagna les hauteurs de Weißig avant les Prussiens. M. de Wied ayant ainsi manqué son coup , se replia sur Radeberg , il tourna de-là sur Groß-Dobritz , pour s'approcher de l'Elbe et se joindre à l'armée de S. A. R. après avoir passé ce fleuve.

Pendant que ceci se passait en Lusace , le prince méditait

méditait un coup par lequel il se promettait de prendre sa revanche sur les ennemis. Il était obligé de rechasser les Impériaux et les troupes des cercles des montagnes de la Saxe, tant parce qu'il en avait besoin pour faire subsister ses troupes pendant l'hiver, que parce qu'il était important de ne pas perdre de terrain à l'approche de la paix; ne devait-il pas d'ailleurs venger l'honneur des armes prussiennes, et ne pouvait-il pas appréhender avec fondement, que, s'il laissait le temps au prince de Stolberg de recevoir ses secours, ce prince n'entreprît lui-même une expédition contre les Prussiens? La prudence, l'honneur, l'intérêt, la politique, tout se réunissait pour l'engager à prévenir les ennemis. S. A. R. ne retarda pas l'exécution de son projet. Elle se mit en marche le 28 d'octobre. Sa droite passa par les villages de Braunsdorf et de Hennersdorf; sa gauche, après avoir passé le défilé de Grune, se sépara en deux corps, dont l'un s'arrêta à Hennersdorf et l'autre à Gros-Schirna. Ces troupes se mirent en mouvement le 29. L'extrémité de la gauche, qui devait attirer sur elle l'attention de l'ennemi, fut rangée par M. de Forcade sur la hauteur de Gros-Schirna. M. de Belling chassa les Impériaux du bois de la Struht et s'y établit avec 2 bataillons et 10 escadrons. Cette position fournit à M. de Stutterheim l'ainé la facilité d'établir des batteries contre les redoutes que l'armée des cercles avait près de Waltersdorf. La droite du prince continua sa marche, et laissa cette batterie et le bois de la Struht à gauche. M. de Kleist, avec son avant-garde, fut obligé de débarrasser deux abatis soutenus de croates, et d'en

déloger les troupes , pour en ouvrir le chemin à la colonne de S. A. R. Cependant le prince de Stolberg et M. de Campitelli s'étaient mis en bataille autour de Freyberg. Leur droite s'appuyait à Tutendorf, leur gauche, qui s'étendait derrière le défilé de Waltersdorf, allait aboutir au Spittelwald; outre cela ils avaient fait construire des redoutes sur les hauteurs de Curbitz, qu'ils avaient entourées d'abatis. La marche de S. A. R. la conduisit directement derrière cette position. Aussi-tôt que le prince de Stolberg s'en aperçut, il fit usage de la seconde ligne pour en remplir le vide qui restait entre sa gauche et la hauteur des Drey-Creutzer. A trois mille pas de cette armée, entre le Brand et Erbisdorf, on aperçut encore un corps d'à peu-près 6,000 hommes, qui se présentait sur ces hauteurs, commandé par un général Mayer.

Les Prussiens étaient déjà arrivés au Spittelwald; ils l'attaquèrent vigoureusement et y prirent tout un bataillon impérial de Wied. Mrs. de Duringshofen et de Mannstein furent postés à ce bois, entre le village de St. Michel et le Spittelwald, avec 4 bataillons et 6 escadrons, pour tenir en échec le corps de ce général Mayer. Ces précautions prises, les grenadiers prussiens passèrent la partie de ce bois la plus voisine du village de St. Michel, et se mirent en bataille vis-à-vis de la hauteur des Drey-Creutzer. Ces grenadiers, soutenus de cuirassiers et de dragons, attaquèrent l'ennemi, et après un feu qui dura à peu-près une heure et demie, ils remportèrent la victoire. M. de Seidlitz alors, avec sa cavalerie, donna sur les fuyards et fit des prisonniers



jusqu'aux portes de Freyberg. Les troupes des cercles abandonnèrent sur cela les redoutes du côté de Waltersdorf. M. de Stutterheim saisit ce moment pour passer ce défilé et lâcher sa cavalerie sur les fuyards, ce qui augmenta la confusion et la déroute des vaincus. M. de Buttler, qui n'avait point passé la Mulde, n'ayant été jusqu'alors que spectateur de l'action, voulut y être pour quelque chose ; il envoya (mais trop tard) le régiment de Joseph Esterhazy au secours des troupes des cercles, et tout ce régiment fut fait prisonnier ; enfin le prince de Stolberg, Campitelli, Mayer et Buttler même, tous s'enfuirent jusqu'à Frauenstein, où à peine ils se crurent en sûreté. Ils perdirent dans cette bataille 30 pièces de canon, 66 officiers et près de 8,000 hommes, dont 4,000 furent faits prisonniers par S. A. R. La perte des Prussiens ne monta pas à mille hommes, parce qu'ils n'éprouvèrent pas une résistance bien opiniâtre, ils n'étaient forts que de 29 bataillons et de 60 escadrons. L'ennemi qu'ils eurent à combattre, outre l'avantage que lui donnait le terrain, s'il avait su s'y défendre, avait 49 bataillons et 78 escadrons. Mais les succès des armées dépendent plus de l'habileté du général qui commande, que du nombre des troupes qui les composent. Il serait superflu de faire ici le panégyrique de S. A. R. ; le plus bel éloge qu'on puisse en faire est de rapporter ses actions. Les connaisseurs y remarqueront aisément ce mélange heureux de prudence et de hardiesse si rare et si désiré, qui unit et rassemble le plus de perfections que la nature puisse accorder pour former un grand homme de guerre.

Après cette victoire, le prince fit nettoyer les bords de la Wilde-Weisritz du peu d'ennemis qu'il y avait encore ; ce qui causa une si vive alarme à M. de Haddick, qu'il fit passer l'Elbe sur le champ aux troupes du prince Albert, et qu'il envoya un renfort considérable au prince de Stolberg, pour le mettre en état de soutenir sa position de Frauenstein.

Novemb. M. de Wied arriva le 1 de novembre au camp de Schlettau, pour relever M. de Hulsen, dont le corps se joignit à l'armée de S. A. R. M. de Platen fut poussé en avant et passa la Mulde avec un corps de 9,000 hommes. M. de Belling s'avança entre Saffelbach et Burkersdorf, où il alluma la nuit des feux comme ceux d'une grande armée. En même temps M. de Wied fit un détachement à Naukirch, pour alarmer le camp de Plauen. Ces mesures prises avec tant de justesse produisirent l'effet qu'on devait en attendre ; car le prince de Stolberg se replia la nuit même sur Altenberg vers les frontières de la Bohême. Sur quoi M. de Belling occupa les environs de Frauenstein, et M. de Platen se campa à Porschenstein, pour couvrir le corps de M. de Kleist, qui entra en Bohême par le chemin d'Einsiedel ; il ruina le magasin considérable que les Impériaux avaient à Satz, fit des incursions jusqu'à Leutmeritz, et rentra en Saxe par le Basberg.

6. Le roi arriva vers ce temps à Meissen ; il fit avancer M. de Wied vers Keffelsdorf. Ce général rencontra un poste d'avertissement de M. de Ried au Landsberg. Mrs. d'Anhalt et de Prittwitz l'attaquèrent, et y prirent 4 canons et 500 hommes. Ce M. d'Anhalt est le même qui avait le plus contribué à l'affaire

de Langensfalza et à celle de Leutmannsdorf. Cette belle action fit la clôture de la campagne. La saison, qui devenait fort rude, obligea d'assigner des quartiers de cantonnement aux troupes.

Les préliminaires de la paix furent signés vers ce temps-là entre les Français et les Anglais. Les Anglais, dont la conduite avait été si odieuse depuis que M. Bute avait eu l'administration des affaires, abandonnèrent entièrement les intérêts du roi dans le cours de cette négociation ; ils consentirent même à ce que les Français demeurassent en possession du duché de Clèves et de la principauté de Gueldre. Cet abandon obligea le roi à chercher des moyens de réduire la cour de Vienne à faire une paix équitable. Les princes de l'Empire étaient las de la guerre ; ils voyaient l'armée française prête à repasser le Rhin. Il parut que ce serait le temps de les réduire à la neutralité, et par conséquent d'isoler tout à fait l'impératrice-reine. Dans cette vue M. de Kleist fut envoyé dans l'Empire avec son corps. Il s'empara de Bamberg et inquiéta Nuremberg. Ses houfards parurent aux portes de Ratisbonne ; la diète en fut troublée dans ses délibérations. Plusieurs députés remplis d'épouvante prirent la fuite. Le duc de Wirtemberg fut sur le point de se sauver en Alsace. Enfin les effets de cette incursion furent tels, que les électeurs de Bavière et de Maïence, et les Evêques de Bamberg et de Wurzbourg demandèrent la paix, promettant de retirer d'abord le contingent qu'ils avaient à l'armée des cercles. Le seul moyen d'éteindre l'embrasement de l'Allemagne, était d'écarter les matières combustibles qui

pouvaient nourrir cet incendie. M. de Kleift, après cette belle expédition, ramena au commencement de janvier ses troupes en Saxe; on tira un cordon le long de la Tripsche et de la Mulde, qui s'étendait de Seyda à Meissen. D'autres corps furent répandus à Chemnitz, Zwickau et Géra le long des frontières de la Bohême, et le gros de l'armée fut distribué depuis Sorau jusqu'aux extrémités de la Thuringe.

## CHAPITRE XVII.

### *De la Paix.*

**L**ES troupes commençaient à peine à cantonner, que M. de Fritsch, conseiller du roi de Pologne, se rendit à Meissen, où était le quartier général. Il avait des terres dans le voisinage, de sorte que son arrivée ne parut point extraordinaire. Il demanda audience au roi, et débuta par quelques lieux communs sur les malheurs de la guerre et sur les avantages de la paix; à la suite de quoi il s'ouvrit davantage, en ajoutant que la paix était peut-être moins éloignée qu'on ne le pensait, qu'il était même chargé de certaines commissions, dont il ne tardait à s'ouvrir que pour savoir préalablement si elles ne seraient pas mal reçues. Le roi lui répondit que ses ennemis l'avaient forcé à faire la guerre, que c'étaient eux qui jusqu'à présent s'étaient opposés à la paix, ou l'avaient éludée sous différens prétextes; que ce n'était pas à lui qu'il fallait

demander s'il désirait la fin des troubles de l'Allemagne , mais bien à ceux qui les avaient fomentés et entretenus jusqu'alors, dont l'animosité et l'acharnement avaient augmenté à raison de l'opposition et de la résistance qu'ils avaient rencontrée dans l'exécution de leurs pernicieux desseins. Alors M. Fritsch présenta au roi une lettre du prince électoral , qui portait que ce prince ayant à cœur la tranquillité de l'Europe, avait employé tous ses soins pour la rétablir , et que pour cet effet il avait fait fonder les intentions de l'impératrice-reine, et l'y avait trouvée toute disposée ; que ne s'agissant que du concours de S. M. prussienne pour terminer les différens des puissances belligérantes, il priaient S. M. de vouloir s'expliquer avec lui sur ce sujet. Après cette lecture, le roi retraça toute la conduite que la cour de Vienne avait tenue pendant cette guerre, et dit que ses anciens usages étant de faire toujours la paix après ses alliés, comme l'histoire en fournissait tant d'exemples, il n'était point apparent qu'elle en eût à présent l'intention sincère ; que cependant, pour ne point avoir à se reprocher d'avoir rejeté des ouvertures qui pourraient mener à terminer cette funeste guerre, par cette considération seule, le roi lui déclarait que, quelques raisons qu'il eût de demander des indemnifications pour les cruautés et les ravages qu'on avait commis dans les provinces de sa domination, il s'en défistait par amour pour la paix, à condition toutefois qu'aucun de ses ennemis n'insisterait de son côté sur de pareilles indemnifications, parce qu'il était très-résolu de ne point perdre par un trait de plume ce qu'il avait défendu jusqu'alors,

et ce qu'il était encore fort en état de défendre par l'épée; et il ajouta; " Si donc la maison d'Autriche  
„ a réellement dessein de négocier avec moi, il  
„ faut, pour prévenir toute équivoque et toute in-  
„ terprétation ambiguë, que nous convenions préa-  
„ lablement des principes que nous admettrons  
„ de part et d'autre, et je n'en vois que trois  
„ qui puissent conduire cet ouvrage à une fin dé-  
„ sirable, savoir: qu'on fasse une paix équitable,  
„ où aucune des parties contractantes ne soit lésée;  
„ que les conditions en soient honorables pour ceux  
„ qui y concourent; et qu'elle soit cimentée par  
„ des mesures assez solides pour qu'elle puisse être  
„ durable." M. Fritsch comprit, par la réponse du  
roi, qu'il devait sur-tout guérir l'esprit de ce prince  
de la méfiance qu'il avait au sujet de la sincérité des  
intentions de la cour de Vienne. Pour achever de  
le convaincre des bonnes dispositions où l'impératrice  
se trouvait à l'égard de la paix, il lui communiqua  
une relation que le Sr. Saul, émissaire à la cour de  
Vienne, venait d'envoyer au prince électoral. Cette  
relation contenait des assurances que le comte Kau-  
nitz avait données au Sr. Saul du désir de l'impé-  
ratrice de terminer promptement cette guerre, et  
portait aussi que le comte Kaunitz avait assuré l'émissaire qu'à deux reprises l'impératrice-reine avait of-  
fert la paix au roi de Prusse, la première fois par  
le canal de la France et la seconde par celui de l'An-  
gleterre, et que les refus du roi justifiaient les me-  
sures que la reine se trouvait obligée de prendre  
pour la continuation de la guerre. C'étaient là des  
faits notoirement faux; car jamais il ne s'était fait

d'ouverture au roi de la part de la cour de Vienne, ni par la France, ni encore moins par l'Angleterre. Ce début paraissait de mauvais augure ; quelle espérance pouvait-on fonder sur une négociation qui s'entamait par des faussetés ? Toutefois , comme les bagatelles nuisent souvent aux grandes choses, sans s'arrêter aux propos que le comte Kaunitz avait tenus à un émissaire saxon , il ne fallait qu'entrer dans l'examen des raisons que l'impératrice pouvait avoir de faire la paix, pour se convaincre que leur solidité et leur poids devaient faire impression sur son esprit.

Cent mille Turcs sur les frontières de la Hongrie étaient un argument très-capable d'inspirer des sentimens pacifiques au conseil d'Etat le plus acharné à la guerre. Ajoutez à cette considération la défection des Russes et des Suédois , dont les premiers avaient même fait une partie de la dernière campagne avec les Prussiens ; et quand on n'aurait pas eu de nouveaux ennemis à craindre en eux , c'étaient toujours d'anciens amis qu'on avait perdus , et par conséquent autant de diversions de moins contre la Prusse. Ne devait-on pas faire attention à Vienne à la paix séparée que les plus grands souverains d'Allemagne venaient de conclure avec la Prusse ? Car de quoi était composée l'armée de l'Empire ? n'était-ce pas de leurs troupes ? D'un autre côté les préliminaires entre les Français et les Anglais étaient signés, et les Français s'étaient engagés à retirer incessamment leurs troupes d'Allemagne ; il ne restait donc , de toutes les parties belligérantes, que l'impératrice et le roi de Prusse sur le champ de

bataille , comme à peu-près deux champions abandonnés de leurs seconds dans un combat à outrance. Voilà pour les raisons politiques. Celles que l'intérieur de l'Etat fournissait , n'étaient pas moins fortes : c'étaient le découragement produit par les mauvais succès de la dernière campagne , les difficultés infinies qu'on rencontrait pour ramasser les fonds nécessaires aux frais de la guerre , la mésintelligence des généraux , les brouilleries des ministres , les dissensions dans la famille impériale , la santé chancelante de l'empereur , et peut-être encore ce problème , si l'impératrice n'ayant pu réussir avec tant d'alliés à rabaisser et à détruire la Prusse , il n'y avait pas moins d'apparence que jamais d'en venir à bout lorsqu'elle était seule et privée de tant de secours. Les raisons de guerre étaient tout aussi puissantes que celles que nous venons d'alléguer. La ville de Dresde était mal approvisionnée , les magasins de la Bohême se trouvaient en partie vides , ou ruinés par l'incursion de M. de Kleist. Cela devait faire craindre naturellement , à Varsovie aussi bien qu'à Vienne , que la ville de Dresde ne fût reprise par le roi dès le commencement de la campagne prochaine , et par conséquent que la Bohême ne devînt , sinon le théâtre de la guerre , au moins celui des incursions des troupes prussiennes. Toutes ces raisons persuadèrent le roi que la cour de Vienne désirait sincèrement que la paix fût rétablie. Après y avoir mûrement réfléchi , il donna au Sr. Fritsch une réponse favorable , et le chargea d'une lettre pour le prince électoral , dans laquelle il le remerciait des soins qu'il s'était donnés pour concilier les esprits , en l'assurant que de son



côté il contribuera avec plaisir , autant que le permettrait sa gloire , au rétablissement de la paix.

Peu de jours après le roi partit de Meissen ; il fit la tournée de son cordon sur les frontières de la Bohême et de l'Empire , d'où il se rendit à Leipzig , pour y établir son quartier durant l'hiver. M. Fritsch s'y représenta peu de jours après l'arrivée du roi ; il y vint muni de la réponse que la cour de Vienne avait donnée sur les principes que l'on voulait établir pour base de la négociation. Ce mémoire était chargé de plusieurs expressions emphatiques , énigmatiques , obscures et inintelligibles pour tout autre que pour le comte Kaunitz. Heureusement le comte Fleming , ministre de Saxe à Vienne , avait commenté ce texte par une longue lettre , où il expliquait le style ténébreux de la chancellerie autrichienne ; il donnait de fortes assurances de la droiture des sentimens de l'impératrice , et du consentement qu'elle accordait à toutes les restitutions qu'on pouvait exiger d'elle , en considération de l'état déplorable où l'électorat de Saxe se trouvait réduit : il avertissait cependant , par précaution , qu'on devait s'attendre de la part des Autrichiens à quelques chicanes , et à quelques circonlocutions pour la forme. Les parties étaient d'accord pour le fond , et la paix pouvait se conclure de la manière dont le roi le désirait.

De son côté bien des motifs concouraient à lui faire préférer des conditions de paix modestes et modérées à d'autres plus avantageuses. Il était d'autant moins à propos de rehausser ces conditions dans l'état où se trouvaient les choses , qu'on n'aurait obtenu des dédommagemens que par des victoires ,

et que l'armée se trouvait trop ruinée et trop dégénérée pour qu'on pût s'en promettre des exploits éclatans. Le nombre des bons généraux avait diminué, et l'on en manquait pour conduire les détachemens. Les vieux officiers avaient péri dans un grand nombre d'occasions meurtrières où ils avaient combattu pour la patrie. Les jeunes officiers étaient d'un âge à ne point promettre de grands services. Ces vieux soldats respectables, ces chefs de bandes n'existaient plus, et les nouveaux dont l'armée était composée, consistaient pour la plus grande partie en déserteurs, ou en de jeunes gens faibles, au-dessous de dix-huit ans, incapables de soutenir les fatigues d'une rude campagne; d'ailleurs bien des régimens, ruinés à différentes reprises, avaient été jusqu'à trois fois rétablis pendant la guerre; de sorte que les troupes, dans l'état où elles étaient, ne pouvaient s'attirer la confiance de ceux qui devaient les commander. A quels secours enfin le roi pouvait-il s'attendre en continuant la guerre? Il se trouvait entièrement isolé et sans alliés. Les sentimens de l'impératrice de Russie à son égard étaient équivoques; les Anglais agissaient envers lui moins en amis qu'en ennemis déclarés; les Turcs, étourdis de tant de révolutions arrivées en Russie, incertains du parti qu'ils devaient prendre, déclinaient l'alliance défensive qu'on leur proposait depuis si long-temps; le même des Tartares venait d'obliger le résident prussien à quitter sa cour. Indépendamment de toutes ces circonstances, il était fort à craindre que la prolongation de la guerre n'occasionnât la peste en Saxe, en Silésie et dans le Brandebourg, parce que la plupart des champs

demeurant en friche , les vivres étaient rares et à un prix excessif , et les campagnes dépeuplées d'hommes et de bestiaux , de sorte qu'on ne voyait , dans toutes ces provinces , que des traces affreuses de la guerre , et des précurseurs de plus grandes calamités pour l'avenir. Dans des conjonctures aussi cruelles , on n'avait rien à espérer en continuant la guerre. Quand on aurait commencé la campagne qui était près de s'ouvrir , on n'aurait pas obtenu pour cela de meilleures conditions ; par un cercle vicieux et après une défense inutile , on aurait été forcé d'en revenir à celles dont on convenait dès lors. Les Autrichiens proposèrent la tenue d'un congrès ; le roi l'accepta d'abord. Ils nommèrent de leur part le Sr. Collenbach ministre plénipotentiaire , et le roi nomma du sien M. de Hertzberg , son conseiller du cabinet : on convint de plus , que les conférences se tiendraient à Hubertsbourg , et par un acte public , ce lieu , ainsi que son territoire , fut déclaré neutre. Les conférences commencèrent le 31 de décembre selon les formalités usitées.

Ainsi , dans ces temps heureux , les esprits échauffés et irrités par la guerre se calmèrent tout d'un coup du Nord au Sud de l'Europe. Nous avons vu les préliminaires signés entre la France et l'Angleterre. Le mauvais succès de ses armées , tant aux Indes qu'en Europe , y avait déterminé le ministère de Versailles ; car dès le printemps de cette année , les Anglais avaient conquis la Martinique , et durant l'été ils avaient enlevé la Havane aux Espagnols , dont ils avaient entièrement abymé la flotte. Ces malheurs , joints aux dépenses excessives de la France et à l'im-

possibilité de trouver de nouvelles ressources , avaient enfin déterminé le conseil à la paix. Les Anglais de leur côté , au lieu de faire une paix glorieuse , dont ils pouvaient dicter les conditions à leurs ennemis , gouvernés par le Sr. Bute , sacrifièrent les intérêts de leurs alliés ; ils avaient consenti que les Français restassent après la paix en possession des places de Wéfel , de Gueldre , et de leur territoire. Non content de fouler aux pieds les engagements et la bonne foi des traités , le Sr. Bute intriguait encore à la cour de Pétersbourg , et y semait des germes de méfiance et de soupçons contre le roi , de sorte que celui-ci ne pouvant compter sur aucune des puissances de l'Europe , avait tout lieu d'appréhender de nouvelles brouilleries avec les Russes.

Au milieu de cette agitation générale , où souvent on prenait des résolutions peu réfléchies , il arriva , sans doute contre l'intention du ministère britannique , qu'il rendit un service important à la Prusse , et voici comment. A peine les préliminaires furent-ils signés , que , par un esprit d'épargne , ce ministère cassa toutes les troupes légères qui avaient servi dans l'armée du prince Ferdinand. De ce nombre fut la légion britannique , et ce corps de 3,000 hommes passa au service du roi ; il fut joint par 800 dragons prussiens de Bauer et par autant de volontaires de Brunswic que le roi avait engagés. Ce détachement , qui formait entre 5 et 6,000 hommes , eut ordre de se porter incessamment sur les frontières du duché de Clèves , ce qui donna une étrange appréhension aux Français. Ils s'imaginèrent que le roi projetait de faire une diversion ou en Flandre , ou

dans le Brabant. Ils communiquèrent leurs soupçons aux Autrichiens, qui firent sur le champ partir 10,000 hommes, pour gagner les bords du Rhin. Le ministère de Hanovre à son tour se figura, que le cœur ulcéré de la conduite des Anglais, le roi s'en vengerait sur l'électorat de Hanovre. En Angleterre on crut que le roi en voulait à l'évêché de Munster, pour s'assurer par-là la restitution des duchés de Clèves et de Gueldre; et comme le Sr. Bute était en train de donner en toute occasion des marques de sa mauvaise volonté aux Prussiens, il fit doubler la garnison de Munster, avec défense de laisser entrer aucun Prussien. Ainsi un événement simple et naturel échauffa tout d'un coup l'imagination des ministres, et fit extravaguer la moitié de l'Europe. Cette démençe tourna cependant à l'avantage du roi; ce prince n'avait pensé ni à ces diversions, ni à la ville de Munster; l'unique dessein qu'il avait, était de surprendre la garnison de Wéfel, pour s'en remettre en possession. Cependant les Français, fortement frappés de l'idée qu'une nouvelle guerre pouvait se rallumer en Flandre, et craignant d'y être enveloppés, proposèrent par le duc de Nivernois, au ministre du roi à Londres, un traité de neutralité pour la Flandre, moyennant lequel ils le remettraient en possession des provinces qu'ils avaient envahies. Cette proposition fut aussi-tôt acceptée que faite; mais l'éloignement des lieux, et la difficulté du trajet d'Angleterre dans cette saison rude, furent cause que la paix de Hubertsbourg fut signée avant que l'autre traité parvînt à maturité. Nous allons donc reprendre le fil des négocia-

tions en Saxe , où se réglèrent effectivement tous les intérêts de la Prusse qui restaient à discuter.

Dès que les plénipotentiaires se furent rassemblés à Hubertsbourg , le Sr. de Collenbach dicta un mémoire dont la substance était à peu-près telle : “ Le Sr. de Collenbach , autorisé par ses pleins-pouvoirs , déclare que S. M. l’impératrice-reine , pour convaincre tout le monde qu’elle désire sincèrement de voir la paix rétablie , ne balance point à faire les premières propositions ; et comme de part et d’autre l’on est convenu de rétablir la paix sur des principes justes , honorables et durables , pour qu’aucune des parties contractantes ne fasse des pertes réelles , ces trois qualités exigent les conditions-suivantes : 1. que la cour de Saxe soit comprise dans cette paix sur un pied convenable et réciproque ; 2. qu’on ait de justes égards pour les États de l’Empire , nommément ceux de Franconie , ainsi que pour le duc de Mecklenbourg et le prince de Zerbst ; 3. qu’on se prête à ce que la paix puisse être rétablie dans l’Empire d’une manière honorable à l’empereur ; 4. qu’il y ait une amnistie générale , dans laquelle l’Empire romain soit compris ; 5. qu’en conséquence de la convention passée entre le roi et l’électeur palatin au sujet de la succession de Juliers et de Bergue , ce traité reprenne sa force après la paix et soit renouvelé sur l’ancien pied ; 6. que pour rendre cette paix durable , le comté de Glatz , dont la situation couvre la Bohême , reste à l’impératrice-reine ; 7. qu’afin d’écarter toute tentation d’agrandissement et tout ce qui pourrait exciter de nouvelles idées d’ambition , l’impératrice dispose l’empereur à détacher la Toscane de la

succession

succession primogéniale de sa maison , à condition toutefois que le roi prenne les mêmes engagements pour la succession des margraviats de Bareuth et d'Anspach , possédés jusqu'en ces temps en seconde génération ; 8. qu'en faveur des provinces que l'impératrice restitue au roi , ce prince veuille accorder sa voix pour l'élection de l'archiduc Joseph en qualité de roi des Romains ; 9. et pour l'expectative à la succession féodale du duché de Modène en faveur de l'archiduc puîné , qui épousera l'héritière de ce duché ; 10. et qu'enfin on renouvelle les paix de Breslau et de Dresde au sujet du maintien de la religion romaine , à l'égard des dettes de la Silésie , et des garanties mutuelles , que le roi voudra bien étendre au-delà des bornes de ce traité ; qu'on se rende des deux parts tous les prisonniers de guerre , et qu'on renonce à toutes les contributions arriérées. ”

Ces propositions , dont plusieurs étaient captieuses , furent examinées avec toute l'attention que méritait l'importance de la matière ; on éplucha les articles contraires par le sens et par les termes aux principes fondamentaux dont on était convenu pour rétablir la paix ; il fut sur-tout facile de prouver que la cession d'une province , quelques couleurs qu'on lui donnât , était toutefois une perte très-réelle , qu'un sens forcé , ou un terme interprété d'une manière équivoque ne pouvait en aucune façon faire changer de nature ; on y substitua l'article suivant : que la restitution entière des États appartenans aux puissances belligérantes servirait de base au traité qu'on voulait faire ; par conséquent qu'on promettait de rendre au roi de Pologne son électorat de Saxe et les

provinces qui y appartenaient , dès qu'on restituerait aux Prussiens les provinces qu'on leur avait enlevées. On demanda ensuite l'explication de certains termes vagues contenus dans le mémoire autrichien , parce qu'il fallait des définitions pour les comprendre. Que pouvaient signifier les justes égards qu'on demandait au roi pour les princes de l'Empire ? On fit observer en même temps aux Autrichiens , que les différens que le roi avait eus avec les princes de l'Empire venant à cesser par cette paix , il était superflu de stipuler quelque condition particulière à leur égard , à moins que , par le même article et par une réciprocité parfaite , il ne plût à l'impératrice-reine de contracter les mêmes obligations envers les alliés du roi, lesquels on nomma, savoir l'impératrice de Russie , le roi d'Angleterre , électeur de Hanovre , le landgrave de Hesse et le duc de Brunswic. On proposa , au lieu du troisième article , l'amnistie pour le passé et le renouvellement de la paix de Westphalie. L'article 6 , contenant la cession du comté de Glatz , fut nettement rejeté comme contraire aux principes fondamentaux dont on était convenu. On déclina l'article 7 en exposant l'indécence qu'il y a qu'une puissance étrangère se mêle des lois et des arrangemens domestiques qu'une autre puissance abroge ou établit dans sa famille ; et pour donner un tour plus honnête à ce refus , on y ajouta que le roi ne prétendant avoir aucune influence dans les arrangemens que l'empereur trouverait à propos de faire dans la succession de sa famille , le roi se flattait de même que ni l'empereur ni l'impératrice ne voudraient penser à disposer des héritages qui revenaient légitimement et de droit



à la branche aînée de la maison de Brandebourg. A l'égard de l'élection de l'archiduc Joseph en qualité de roi des Romains , et de la succession féodale du duché de Modène , le roi , qui ne pouvait empêcher ni l'un ni l'autre , prit le parti d'accorder sa voix de bonne grâce , pour s'en faire un mérite ; cet article ne fut point chicané du tout.

Ce contreprojet fut envoyé à Vienne par le sieur Collenbach ; la réponse revint assez promptement , et les Autrichiens se relâchèrent sur la plupart des articles ; ils n'insistèrent proprement que sur deux points , la cession du comté de Glatz , et le traité provisionnel à conclure , qui réglerait la succession des margraviats de Franconie. On eut donc à combattre des argumens déjà à demi réfutés. Les Autrichiens soutenaient que la forteresse de Glatz n'était qu'une place défensive entre leurs mains , et qu'elle était offensive entre celles des Prussiens ; ils offraient de dédommager le roi par la partie de la principauté de Neisse dont ils étaient en possession , et de payer l'excédent en argent comptant , pour amortir les dettes hypothéquées sur la Silésie. On se contenta de rétorquer contr'eux les mêmes raisons ; on leur prouva , par la situation des lieux , qu'il y a sur cette frontière de la Bohême plusieurs postes qui en défendent l'entrée au prince qui possède Glatz , comme sont ceux de Bergicht , Politz , Opatfchna , Nachod , Wiffoka et Neustadt , sans compter Kœnigsgrätz ; le moindre desquels , bien défendu , arrêterait une armée comme celle de Xerxès , parce qu'ils valent bien les Thermopyles ; au lieu qu'en Silésie et en-deçà de Glatz , dans les plaines de Franckenstein et

de Reichenbach , il n'est aucun poste où une armée puisse disputer l'entrée à l'ennemi ; d'où il résulte évidemment que Glatz entre les mains des Autrichiens devient une place offensive , qu'il leur fournit les trois débouchés de Johannisberg , de Wartha et de Silberberg , pour descendre librement dans la basse Silésie , par où ils peuvent , dès le commencement d'une rupture , établir la guerre au cœur de cette province ; au lieu que Glatz , entre les mains du roi de Prusse , ne peut être qu'une place défensive , ne donnant point de libre entrée dans le royaume de Bohême ; et comme cette discussion devenait toute militaire , le roi en appela aux lumières du maréchal Daun , qui ne pourrait disconvenir de la réalité de ce qu'il avançait. Cependant pour adoucir la chose par un compliment obligeant , le roi ajouta que s'il ne s'agissait que de la cession d'une province pour gagner l'amitié d'une princesse d'un aussi rare mérite que l'impératrice , il ne croirait point la payer trop cher par un tel sacrifice ; mais qu'une ville aussi importante que Glatz ne pouvait se céder que par un entier oubli de ce qu'un souverain doit à sa postérité ; sur-tout la situation du roi ne le mettant pas dans le cas de recevoir la loi de ses ennemis , puisqu'il pouvait rendre le double de ce qu'on avait à lui restituer. L'autre article concernant la convention proposée par les Autrichiens pour régler la succession des margraviats de Franconie , était trop contraire aux intérêts de la maison royale pour être accepté ; on s'en défendit en alléguant premièrement les mêmes argumens qu'on avait déjà employés ; secondement , en les fortifiant de considérations tirées

des exemples qui prouvent par leur inexécution l'inutilité des traités qu'on fait d'avance : il fut facile de prouver cette proposition aux Autrichiens , parce qu'ils avaient encore le souvenir récent du peu de validité de cette fameuse Pragmatique par laquelle l'empereur Charles VI avait réglé la succession de ses États. La cour de Vienne répliqua encore à ces deux articles ; et après avoir fait quelques tentatives pour le comté de Glatz , elle abandonna ses prétentions , en déclarant qu'elle rendrait la place et l'artillerie dans l'état où l'une et l'autre se trouvaient actuellement ; elle se relâcha également sur le traité provisionnel au sujet des successions de la Franconie.

La négociation avec les Saxons marchait de front avec celle des Autrichiens ; elle ne rencontra pas de grandes difficultés , parce que le roi de Pologne se trouvait trop heureux de ce que le roi voulait bien lui rendre son électorat. Les Saxons se bornèrent à demander qu'on s'employât à procurer des établissemens aux enfans du roi de Pologne , et principalement au prince Charles , à qui l'impératrice de Russie venait d'ôter son duché de Courlande.

Ainsi finit cette guerre cruelle , qui pensa bouleverser l'Europe , sans qu'aucune puissance , à l'exception de la Grande-Bretagne , étendit le moins du monde les limites de sa domination. La paix entre la France et l'Angleterre ne fut signée que quelques jours plutôt que celle de Hubertsbourg. La France , par ce traité , fut dépouillée de ses principales possessions en Amérique. Les Anglais lui rendirent la Martinique , la Guadeloupe , le fort de Belle-île et

Pondichéri ; et la France restitua l'île de Minorque aux Anglais.

Nous ne saurions nous empêcher d'ajouter quelques réflexions sur tant de faits que nous venons de narrer. Ne paraît-il pas étonnant que ce qu'il y a de plus raffiné dans la prudence humaine jointe à la force , soit si souvent le jouet d'événemens inattendus ou des coups de la fortune ? et ne semble-t-il pas qu'il y a un certain je ne fais quoi qui se joue avec mépris des projets des hommes ? N'est-il pas clair , qu'au commencement de ces troubles , tout homme sensé devait se tromper dans le jugement qu'il portait sur le dénouement de cette guerre ? qui pouvait prévoir , ou se figurer , que la Prusse , attaquée par les forces de l'Autriche , de la Russie , de la France , de la Suède et de tout le St. Empire romain , résisterait à cette ligue formidable , et sortirait sans perdre aucune de ses possessions d'une guerre où tout annonçait sa ruine ? Qui pouvait se douter que la France , avec ses forces intrinsèques , avec ses grandes alliances , avec tant de ressources , perdrait ses principales possessions des Indes orientales , et deviendrait la victime de cette guerre ? Tous ces faits devaient paraître incroyables en l'année 1757. Cependant si nous examinons après coup les causes qui ont tourné les événemens d'une manière si inattendue , nous trouverons que les raisons suivantes empêchèrent la perte des Prussiens : 1. le défaut d'accord et le manque d'harmonie entre les puissances de la grande alliance ; leurs intérêts différens , qui les empêchaient de convenir de certaines opérations ; le peu d'union entre les généraux russes et autri-

chiens, qui les rendait circonspects, lorsque l'occasion exigeait qu'ils agissent avec vigueur pour écraser la Prusse, comme ils l'auraient pu faire effectivement : 2. la politique trop raffinée et quintessenciée de la cour de Vienne, dont les principes la conduisaient à charger ses alliés des entreprises les plus difficiles et les plus hasardeuses, pour conserver, à la fin de la guerre, son armée en meilleur état et plus complète que celle des autres puissances ; d'où, à différentes reprises, il résulta que les généraux autrichiens, par une circonspection outrée, négligèrent de donner le coup de grâce aux Prussiens, lorsque leurs affaires étaient dans un état désespéré : 3. la mort de l'impératrice de Russie, avec laquelle l'alliance de l'Autriche fut ensevelie dans un même tombeau ; la défection des Russes et l'alliance de Pierre III avec le roi de Prusse, et enfin les secours que cet empereur envoya en Silésie.

Si nous examinons d'un autre côté les causes des pertes que les Français firent dans cette guerre, nous observerons la faute qu'ils commirent de se mêler des troubles de l'Allemagne. L'espèce de guerre qu'ils faisaient aux Anglais était maritime ; ils prirent le change, et négligèrent cet objet principal, pour courir après un objet étranger, qui proprement ne les regardait point. Ils avaient eu jusqu'alors des avantages sur mer contre les Anglais ; mais dès que leur attention fut distraite par la guerre de terre ferme, dès que les armées d'Allemagne absorbèrent tous les fonds qu'ils auraient dû employer à augmenter leurs flottes, leur marine vint à manquer des choses nécessaires, et les Anglais gagnèrent

un ascendant qui les rendit vainqueurs dans les quatre parties du monde. D'ailleurs les sommes excessives que Louis XV payait en subside, et celles que coûtait l'entretien des armées d'Allemagne, sortaient du royaume, ce qui diminua de la moitié la quantité des espèces qui étaient en circulation tant à Paris que dans les provinces ; et pour comble d'humiliation, les généraux dont la cour fit choix pour commander ses armées, et qui se croyaient des Turenne, firent des fautes très-grossières.

Que ces exemples instruisent au moins les politiques à vastes desseins, que quelque étendu que soit l'esprit humain, il ne l'est jamais assez pour pénétrer les fines combinaisons qu'il faudrait pouvoir développer pour prévoir ou arranger les événemens qui dépendent des futurs contingens. Nous expliquons clairement les événemens passés, parce que les causes s'en découvrent ; mais nous nous trompons toujours sur ceux qui sont à naître, parce que les causes secondes se dérobent à nos téméraires regards. Ce n'est point une singularité affectée à notre siècle, qu'il y ait des politiques abusés ; il en a été de même dans tous les âges où l'ambition humaine enfanta de grands projets. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à se rappeler l'histoire de la fameuse ligue de Cambrai, l'armement de la flotte invincible, la guerre de Philippe II contre les Hollandais, les vastes desseins de Ferdinand II à l'ouverture de la guerre de 30 ans ; les différens projets de partage qui précédèrent la guerre de Succession, et cette guerre même. Toutes ces grandes entreprises eurent une fin presque opposée à l'intention de ceux qui en étaient les promoteurs.

C'est que les choses humaines manquent de solidité, et que les hommes, leurs projets, et les événemens sont assujettis à une vicissitude perpétuelle.

Les puissances belligérantes, au sortir de l'arène où elles avaient combattu avec tant de haine et d'acharnement, commencèrent à sentir leurs plaies et le besoin qu'elles avaient de s'en guérir; elles souffraient toutes, mais de maux différens. Nous les passerons ici comme en revue, pour avoir un tableau précis de leurs pertes, et de leur situation actuelle.

La Prusse comptait que la guerre lui avait consumé 180,000 hommes; ses armées avaient combattu en seize batailles rangées; les ennemis lui avaient détruit outre cela trois corps d'armée presque en entier, celui du convoi d'Olmütz, celui de Maxen, et celui de M. de Fouqué à Landshut; de plus une garnison de Breslau, deux garnisons de Schweidnitz, une de Torgau, et une de Wittemberg furent perdues par la prise de ces villes; on comptait d'ailleurs qu'il était péri 20,000 ames dans le royaume de Prusse par les ravages des Russes, 6,000 en Poméranie, 4,000 dans la nouvelle Marche, et 3,000 dans l'électorat de Brandebourg. Les troupes Russes s'étaient trouvées à quatre grandes batailles; et l'on comptait que cette guerre leur avait emporté 120,000 hommes, y compris ses recrues qui périrent en venant en partie des frontières de la Perse et de la Chine. pour joindre leurs corps en Allemagne. Les Autrichiens avaient livré dix batailles rangées; ils avaient perdu deux garnisons à Schweidnitz et une à Breslau, et ils évaluaient leur perte à 140,000 hommes. Les Français

fesaient monter la leur à 200,000 combattans, les Anglais avec leurs alliés à 160,000, les Suédois à 25,000, et les troupes des cercles à 28,000.

La maison d'Autriche se trouvait, au sortir de cette guerre, avec 100 millions d'écus de dettes; les frontières de la Bohême et de la Moravie avaient été endommagées, sans cependant qu'il se fût conservé des traces de ruine ou de dévastations. En France le gouvernement se trouvait sans crédit par le brigandage des financiers et les malversations de ceux qui étaient préposés à l'administration des dépenses; on en était venu à suspendre les intérêts des capitaux empruntés; le peu qu'on en acquittait, se payait irrégulièrement; le peuple gémissait sous le poids des impôts qui l'accablaient, et quoiqu'aucune incursion ennemie n'eût ravagé les provinces, l'Etat n'en souffrait pas moins, parce que le commerce des deux Indes étant détruit, les sources de l'abondance publique tarissaient. D'ailleurs les dettes nationales s'étaient accumulées, et montaient à des sommes si énormes, qu'après la paix les impôts extraordinaires furent prolongés pour dix ans, afin de servir à payer les intérêts et de créer un fonds d'amortissement qui pût les acquitter. Les Anglais, victorieux sur terre et sur mer, avaient pour ainsi dire achetés leurs conquêtes par les sommes immenses qu'ils avaient empruntées pour la guerre, et qui les rendaient presque insolvables. L'opulence des particuliers passait toute imagination. Cette richesse et ce luxe du peuple provenaient des prises considérables que tant de particuliers avaient faites tant sur la France que sur l'Espagne, et du prodigieux accroissement



du commerce , dont , pendant la guerre , ils avaient été presque seuls en possession. La Russie avait à la vérité dépensé des sommes considérables ; mais elle avait plus fait la guerre sur le compte des Prussiens et des Polonais que sur le sien propre. La Suède se trouvait sur le point de faire banqueroute. Elle avait non-seulement entamé les fonds de la banque, mais par une opération maladroite de ses financiers, elle avait encore trop multiplié les billets ; ce qui détruisit l'équilibre que tout Etat bien policé doit tenir entre le papier et l'argent monnoyé. La Prusse avait le plus souffert ; Autrichiens, Français, Russes, Suédois, troupes des cercles, jusqu'au duc de Wirtemberg, tous y avaient fait des ravages ; aussi l'Etat avait-il dépensé 125 millions d'écus pour l'entretien des armées, et autres dépenses militaires. La Poméranie, la Silésie et la nouvelle Marche demandaient de grandes sommes pour se rétablir. D'autres provinces, comme le duché de Crossen, la principauté de Halberstadt et celle de Hohenstein, exigeaient également de grands secours, et il fallait des efforts, soutenus de beaucoup d'industrie, pour les remettre dans l'état où elles étaient avant les troubles, parce que la plupart des champs n'étaient pas cultivés, faute de semences et de bestiaux ; et tout ce qui sert à la subsistance d'un peuple y manquait également.

Pour subvenir à tant de besoins, il fut distribué dans ces provinces, selon une juste répartition, 25,000 mesures de blé et de farine, et 17,000 d'avoine ; 35,000 chevaux tant des régimens que de l'artillerie ; et des vivres furent donnés aux gentils-

hommes et aux payfans. Outre ces secours, le roi donna à la Silésie trois millions pour son rétablissement, 1,400,000 écus à la Poméranie et à la nouvelle Marche, 700,000 à l'électorat, et 100,000 au duché de Clèves, outre 800,000 que reçut le royaume de Prusse; l'on réduisit à la moitié les contributions du duché de Crossen, des pays de Hohenstein et de Halberstadt; enfin le peuple reprit assez de courage pour ne pas désespérer de sa situation, pour travailler et pour réparer par son activité et son industrie les maux que l'Etat avait soufferts.

Il résulte de ce tableau général que nous venons de crayonner, qu'en Autriche, en France, et même en Angleterre, les gouvernemens accablés de dettes étaient presque sans crédit, mais que les peuples n'ayant pas directement souffert par la guerre, ne s'en étaient ressentis que par les impôts prodigieux que leurs souverains avaient exigés d'eux, au lieu qu'en Prusse le gouvernement se trouvait en fonds, et que les provinces étaient détériorées et abymées par la rapacité et la barbarie des ennemis. Après la Prusse, l'électorat de Saxe était, des provinces de l'Allemagne, celle qui avait le plus souffert; mais elle trouve, dans la bonté de son sol et dans l'industrie de ses habitans, des ressources que la Prusse, à l'exception de la Silésie, ne trouve point dans le reste de ses provinces. Le temps, qui guérit et qui efface tous les maux, rendra dans peu sans doute aux Etats prussiens leur abondance, leur prospérité et leur première splendeur; les autres puissances se rétabliront de même; ensuite d'autres

ambitieux exciteront de nouvelles guerres et causeront de nouveaux désastres ; car c'est-là le propre de l'esprit humain , que les exemples ne corrigent personne ; les sottises des pères sont perdues pour leurs enfans ; il faut que chaque génération fasse les siennes.

Nous n'ajouterons qu'un mot à cet ouvrage , ( peut-être déjà trop long et trop diffus ) pour satisfaire la postérité , qui sans doute désirera de savoir comment un prince aussi peu puissant que le roi de Prusse a pu soutenir une guerre ruineuse pendant sept campagnes contre les plus grands monarques de l'Europe. Si la perte de tant de provinces le mettait dans de grands embarras , s'il fallait fournir sans cesse à des dépenses énormes , il restait cependant quelques ressources qui rendirent la chose possible. Le roi retirait 4 millions des provinces qui lui restaient. Les contributions de la Saxe montaient entre 6 et 7 millions ; les subsides de l'Angleterre , qui en faisaient 4 , étaient convertis en 8 millions ; la monnaie , qu'on avait donnée à ferme , en diminuant les espèces de la moitié , rendait 7 millions ; et outre cela on avait suspendu le paiement des pensions civiles , pour appliquer tous les fonds aux dépenses de la guerre. Ces fonds différens que nous venons d'indiquer , faisaient par an , somme totale , 25 millions d'écus en mauvaises espèces ; ce qui suffisait , à l'aide d'une bonne économie , pour le paiement et l'entretien de l'armée , et pour les dépenses extraordinaires qu'il fallait renouveler à chaque campagne.

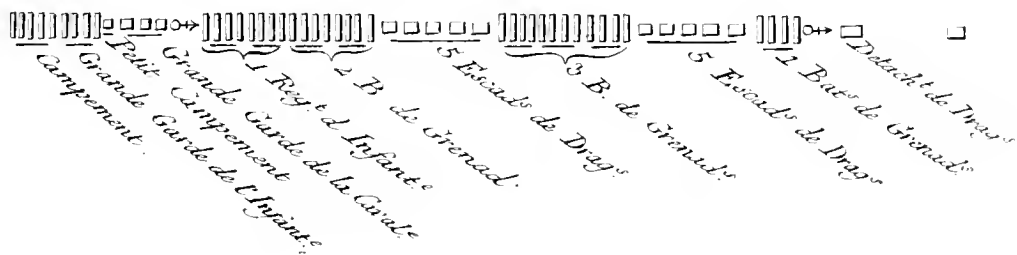
Veuille le ciel ( si la Providence abaisse ses regards

sur les misères humaines) que le destin inaltérable et florissant de cet Etat mette les souverains qui le gouverneront à l'abri des fléaux et des calamités dont la Prusse a souffert dans ces temps de subversion et de troubles , pour qu'ils ne soient jamais forcés de recourir aux remèdes violens et funestes dont on a été obligé de se servir , pour soutenir l'Etat contre la haine ambitieuse des souverains de l'Europe , qui voulaient anéantir la maison de Brandebourg , et exterminer à jamais tout ce qui portait le nom prussien !

A Berlin, ce 17 de décembre 1763.

*FIN.*

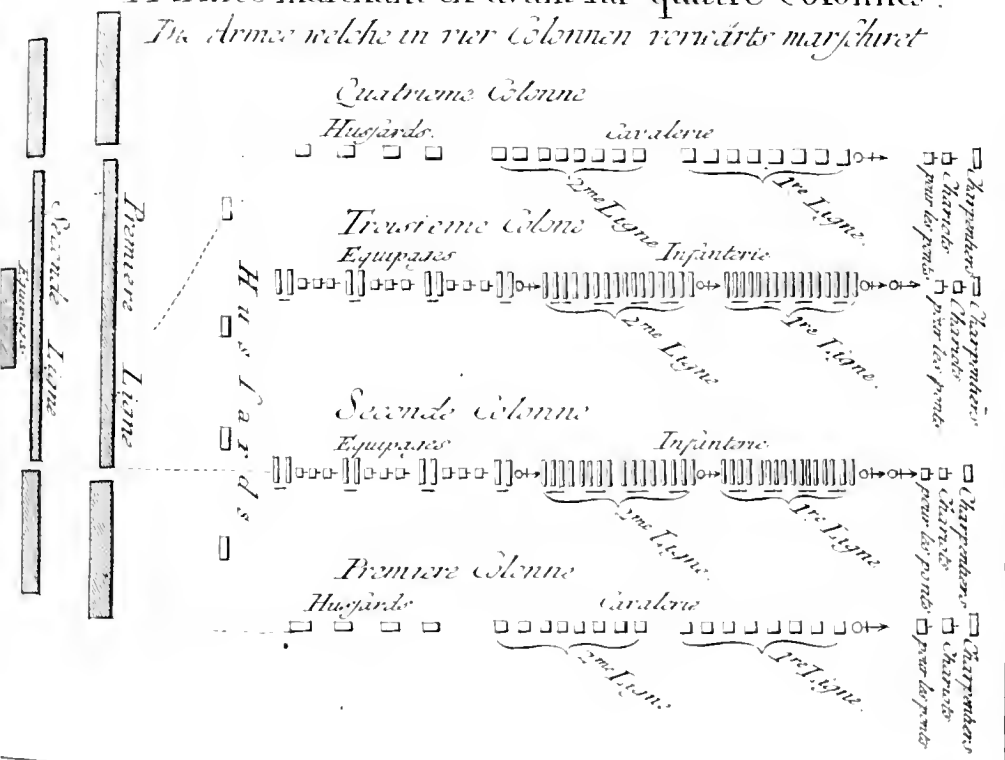
# Avantgarde



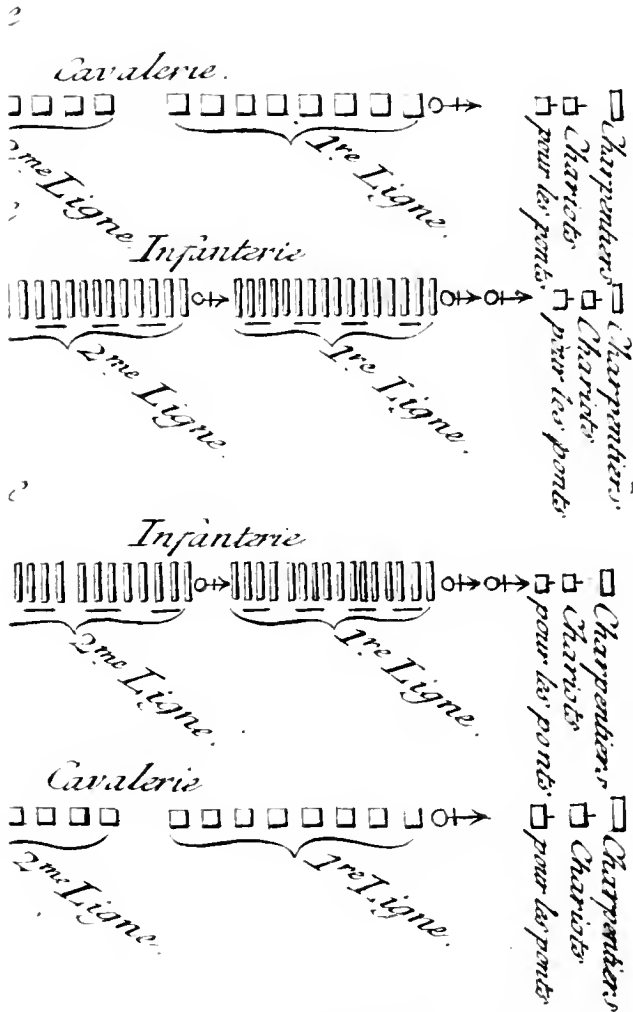


L'Armée marchant en avant sur quatre Colonnes.

*Die Armee welche in vier Colonnen vorwärts marschiret*



sur quatre Colonnes.  
*men vorwärts marschiret.*

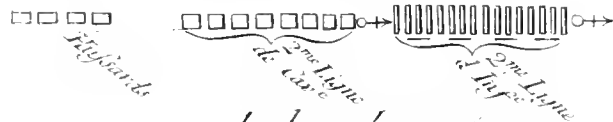




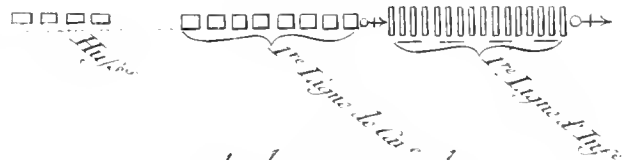
# Retraite de l'Armee sur quatre Colonnes

*Rückzug der Armee in vier Colonnen*

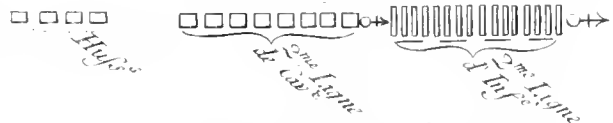
*Aile droite*



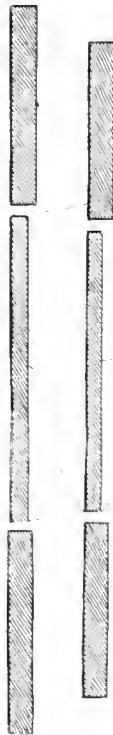
*Aile droite*

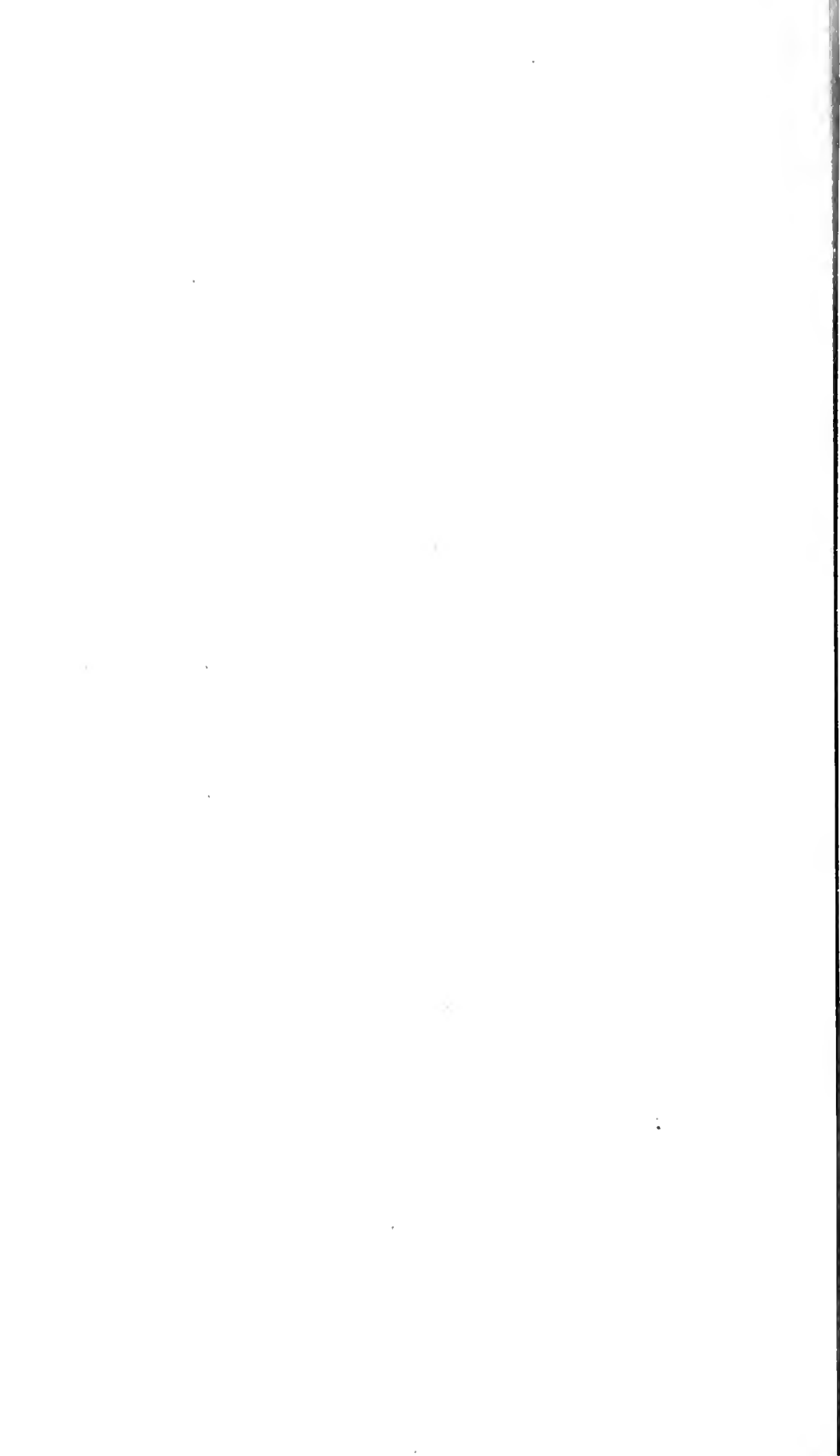


*Aile gauche*



*Aile gauche*

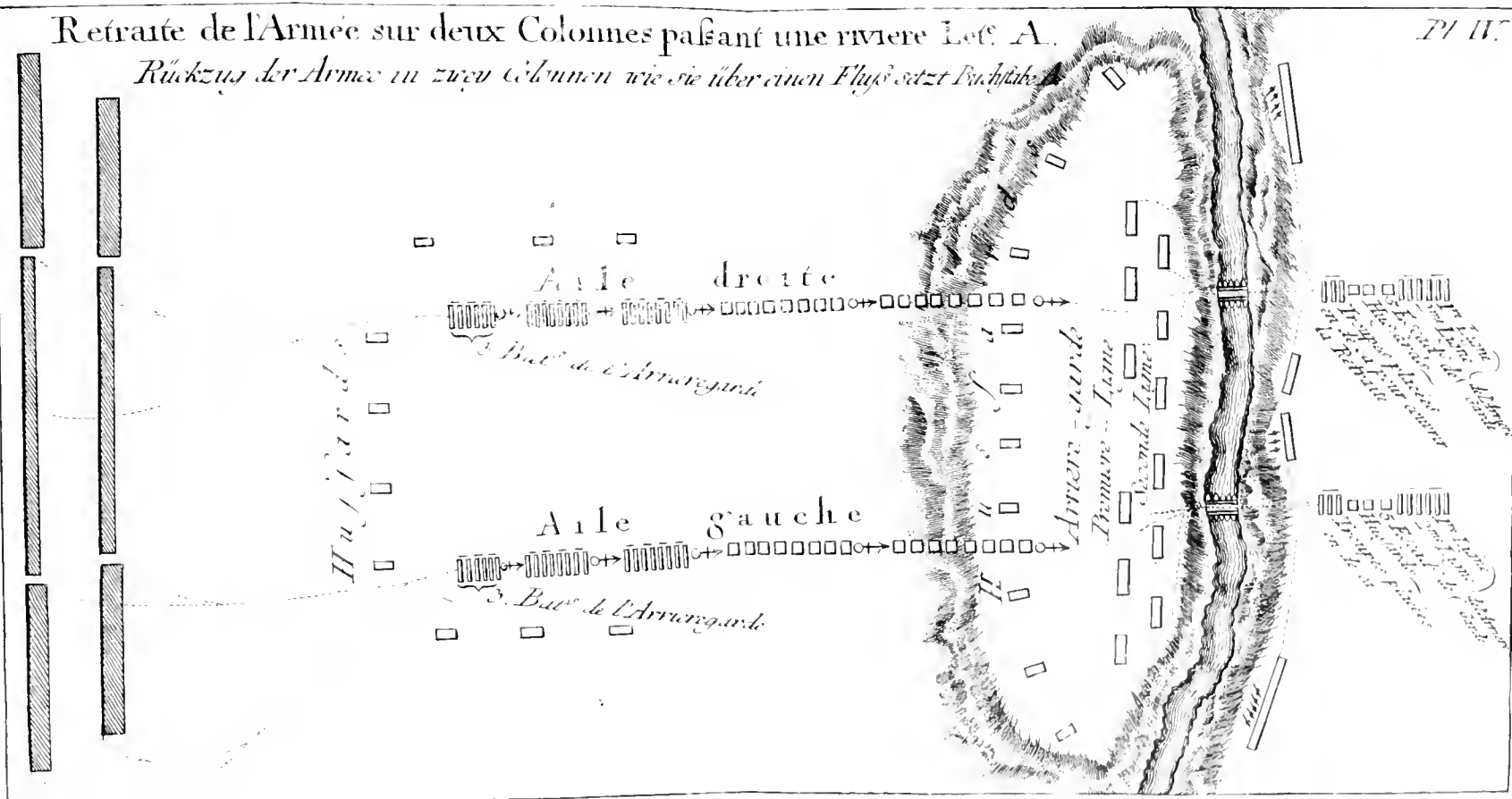


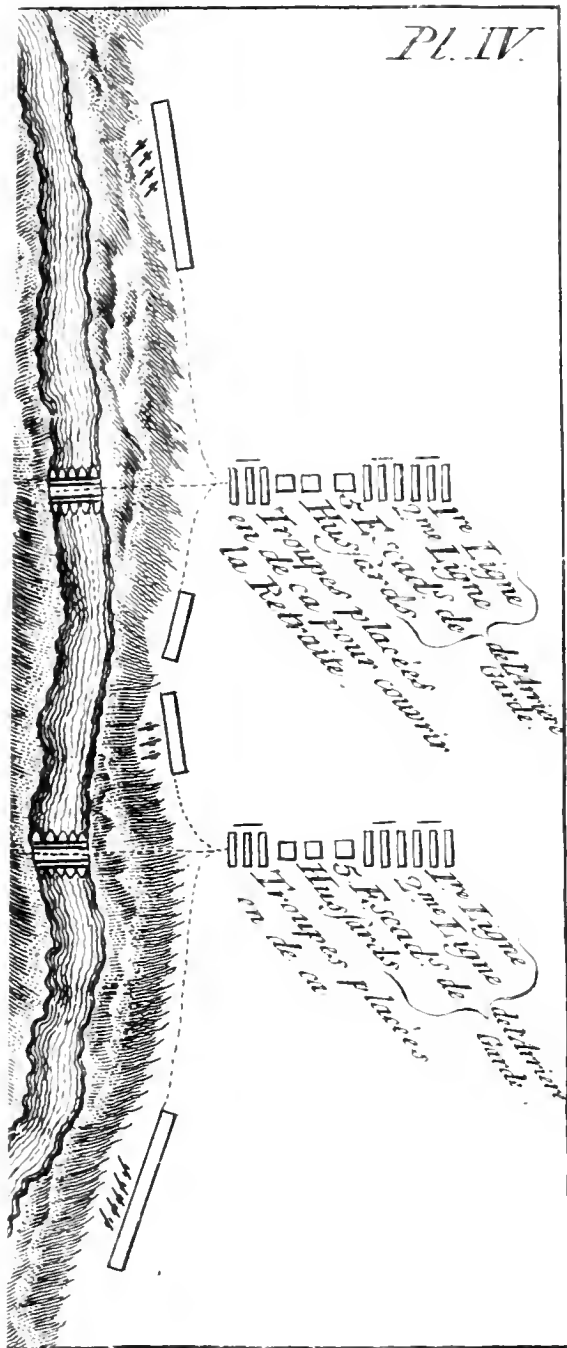


# Retraite de l'Armée sur deux Colonnes passant une rivière Let. A.

*Rückzug der Armee in zwei Columnen wie sie über einen Fluß setzt Buchstabe A.*

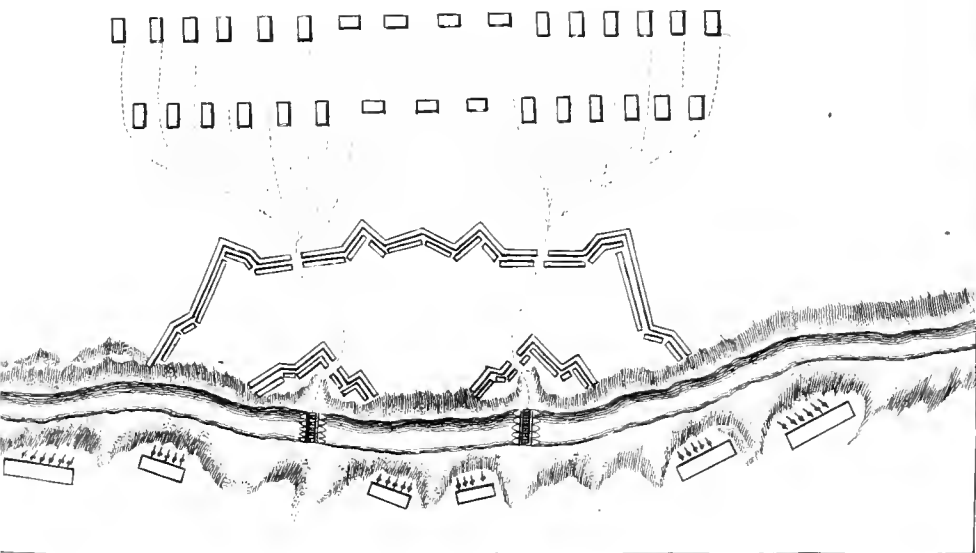
P/ II.





Retraite de l'Armée sur deux Colonnes  
passant une rivière Let B

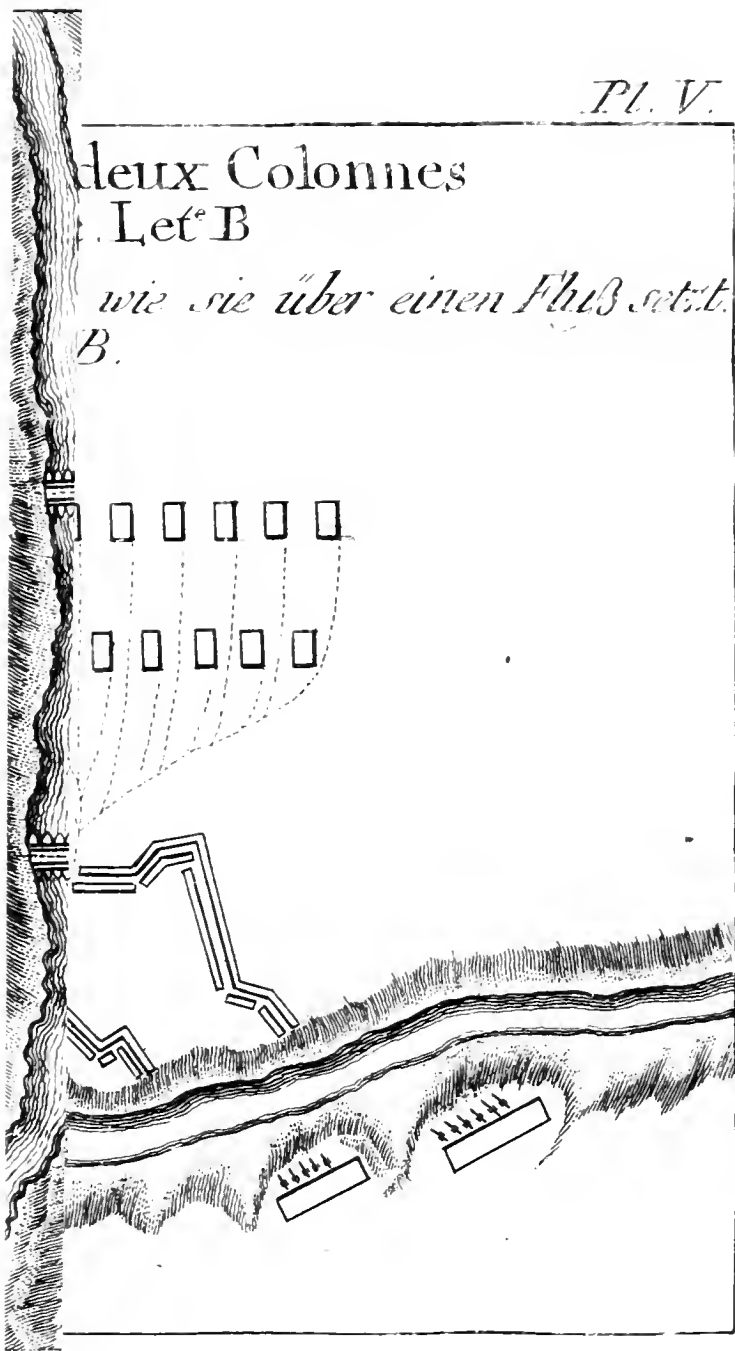
*Abzug der Armee in zwei Colonnen wie sie über einen Fluß setzt.  
Buchstabe B.*



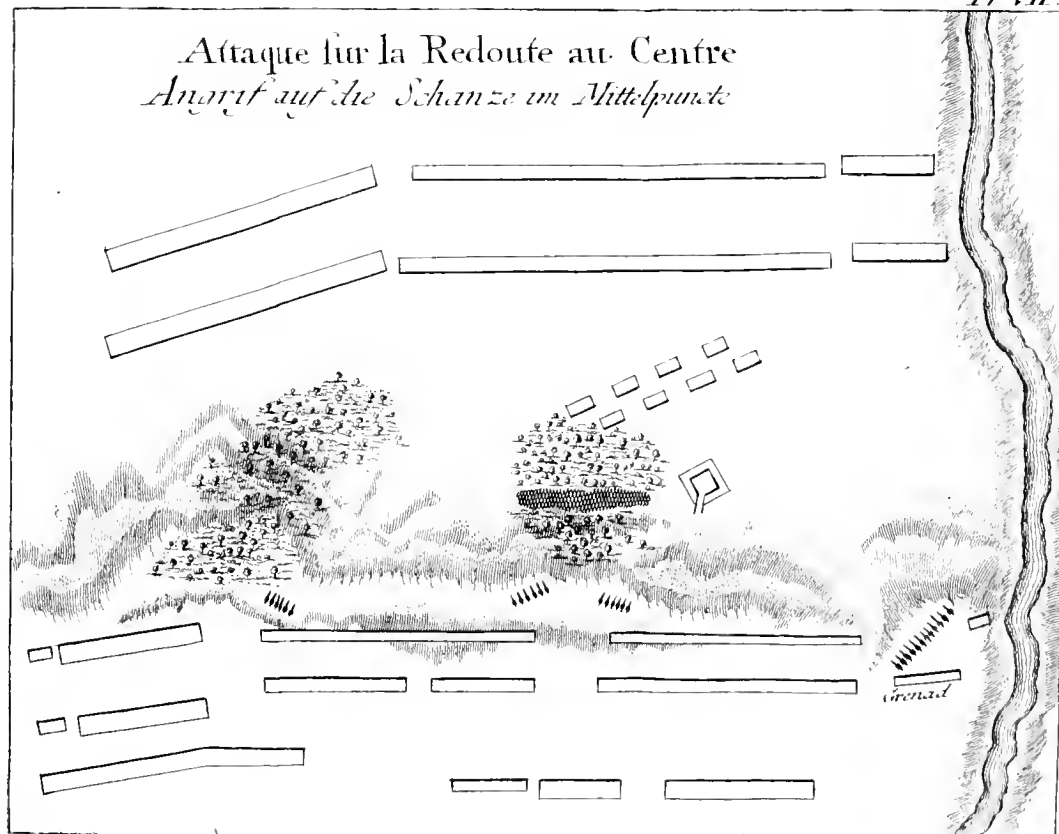
deux Colonnes

. Let<sup>e</sup> B

*wie sie über einen Fluß setzt.*  
B.



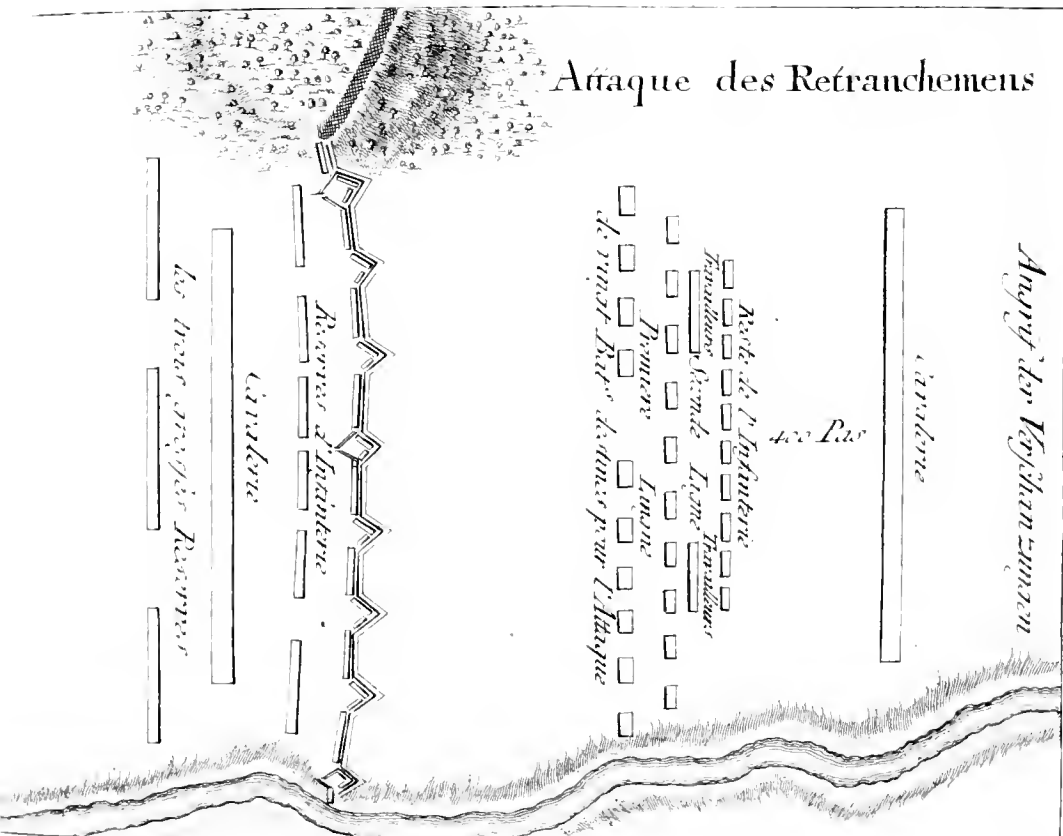
Attaque sur la Redoute au Centre  
*Angrif auf die Schanze im Mittelpunkte*



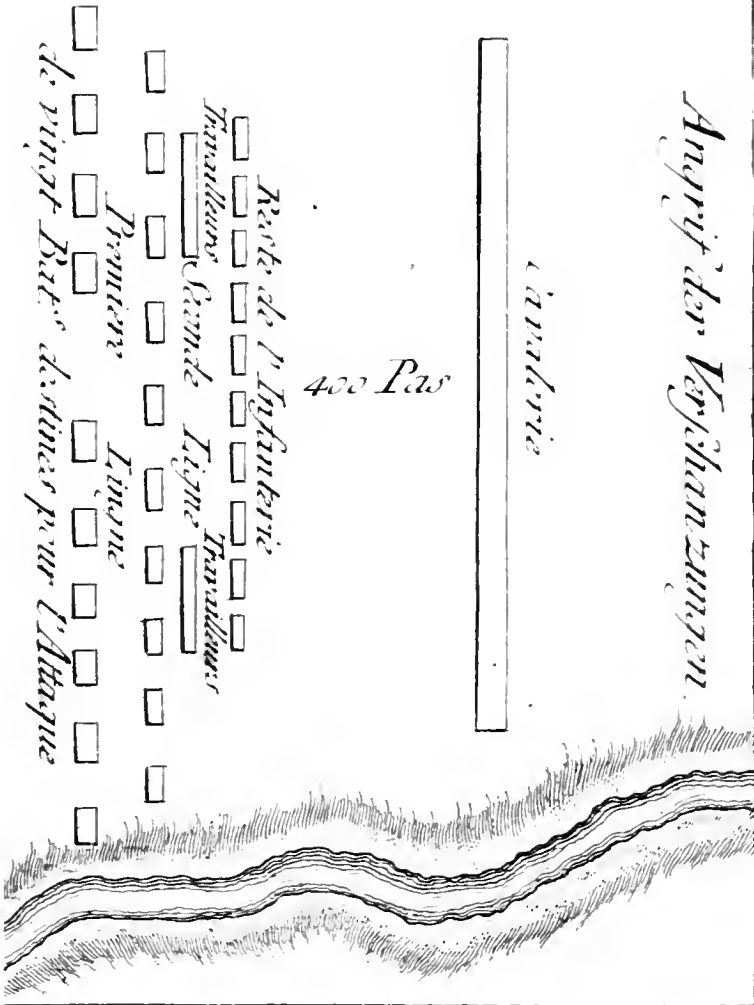




## Attaque des Retranchemens



# Attaque des Retranchemens



# M É M O I R E S

depuis la paix de Hubertsbourg 1763,  
jusqu'à la fin du partage de la  
Pologne 1775.

AVANT-PROPOS.

## AVANT-PROPOS.

J'AVAIS eu lieu de croire que les derniers ouvrages politiques et militaires , que je donnerais à la postérité , seraient ceux qui contiennent ce qui s'est passé en Europe depuis l'année 1756 jusqu'à l'année 1763 , où la paix de Hubertsbourg fut conclue. Après tant de campagnes laborieuses qui avaient usé mon tempérament , mon âge avancé commençait à me faire ressentir les infirmités qui en étaient les suites nécessaires , me laissait entrevoir comme prochaine la fin de ma carrière , et me faisait augurer que les seuls services que je pourrais encore rendre à l'Etat , seraient d'effacer par une administration sage et active les maux infinis que la guerre avait causés dans toutes les provinces de la domination prussienne. On devait se flatter , après les violentes secousses que l'Europe avait éprouvées durant la dernière guerre , qu'à tant d'orages succéderait un temps calme et serein. Les puissances prépondérantes étaient fatiguées des efforts prodigieux qu'elles avaient été obligées de faire. L'épuisement de leurs finances leur inspira des sentimens de modération qui bannirent ceux de l'animosité auxquels elles ne s'étaient que trop abandonnées. Lassées enfin de tant de travaux inutiles , elles ne désirèrent que l'affermissement de la tranquillité

publique. Cette tranquillité était plus nécessaire encore à la Prusse qu'au reste de l'Europe, parce qu'elle avait porté presque seule tout le fardeau de la guerre. On ne peut se représenter cet Etat que sous l'image d'un homme criblé de blessures, affaibli par la perte de son sang, et près de succomber sous le poids de ses souffrances ; il lui fallait du régime pour se remettre, des topiques pour lui rendre sa vigueur, et des baumes pour consolider ses plaies. Dans ces conjonctures, le gouvernement n'avait d'autre exemple à suivre que celui d'un sage médecin, qui, à l'aide du temps et par des remèdes doux, rétablit les forces d'un corps exténué. Ces considérations étaient si puissantes, que le gouvernement intérieur de l'Etat absorba toute mon attention. La noblesse était dans un état d'épuisement, le petit peuple ruiné, nombre de villages avaient été brûlés, beaucoup de villes détruites, soit par des sièges, soit par des incendiaires apostés par l'ennemi ; une anarchie complète avait bouleversé tout l'ordre de la police et du gouvernement ; les finances étaient dans la plus grande confusion, en un mot, la désolation était générale. Ajoutez à tant d'embarras, que les vieux conseillers et ministres des finances étaient morts durant le cours de cette guerre, et qu'isolé, pour ainsi dire, et manquant d'aides, je fus obligé de choisir de

nouveaux sujets , et de les former en même temps aux emplois auxquels je les destinais. L'armée ne se trouvait pas dans une meilleure situation que le reste du pays ; dix-sept batailles avaient fait périr la fleur des officiers et des soldats ; les régimens étaient délabrés , et composés en partie de déferteurs , ou de prisonniers de l'ennemi. L'ordre avait presque disparu , et la discipline était relâchée au point , que nos vieux corps d'infanterie ne valaient pas mieux qu'une nouvelle milice. Il fallut donc penser à recruter les régimens , à y rétablir l'ordre et la discipline , sur-tout à ranimer les jeunes officiers par l'aiguillon de la gloire , pour rendre à cette masse dégradée son ancienne énergie. Le tableau que présentait la politique n'était pas plus flatteur que ceux que nous venons d'exposer. La conduite de l'Angleterre , sur la fin de la dernière guerre , avait rompu notre alliance avec elle ; la paix séparée qu'elle fit avec la France , les négociations qu'elle entama en Russie pour me brouiller avec l'empereur Pierre III , les avances qu'elle avait faites à la cour de Vienne pour lui sacrifier mes intérêts , toutes ces infidélités ayant dissous les liens qui m'avaient uni à la Grande-Bretagne , me laissaient , après la paix générale , isolé et sans alliés en Europe. Cette situation critique ne fut pourtant pas de durée , et sur la fin de l'année

1763, les affaires prirent une face plus favorable. La cour de Russie avait été comme étourdie par la révolution subite qui s'y était faite; il lui fallait du temps pour reprendre ses esprits. A peine la nouvelle impératrice eut-elle assuré l'intérieur de son gouvernement, qu'elle porta ses vues plus loin; elle se rapprocha de la Prusse: d'abord ce ne furent que des explications; bientôt le besoin mutuel de s'unir ne parut plus problématique. Dans le temps que cette négociation commençait à s'échauffer, mourut Auguste III, roi de Pologne, et cet événement inattendu fut suffisant pour accélérer la conclusion d'une alliance défensive entre la Russie et la Prusse. L'impératrice voulut disposer à son choix de ce trône vacant; la Prusse était l'alliée qui, pour cette fin, lui convenait le mieux; aussi bientôt après Stanislas Poniatowsky fut-il élu roi de Pologne. Cette élection n'aurait point eu de suites fâcheuses, si l'impératrice s'en était tenue là; mais elle exigea de plus que la république accordât des privilèges considérables aux dissidens. Ces prétentions nouvelles soulevèrent toute la Pologne; les grands du royaume implorèrent le secours des Turcs; bientôt la guerre s'alluma, et les armées russes n'eurent qu'à se montrer pour vaincre les musulmans dans toutes les rencontres. Cette guerre changea tout le système politique de



l'Europe; une nouvelle carrière venant à s'ouvrir, il fallait être sans adresse, ou enseveli dans un engourdissement stupide, pour ne point profiter d'une occasion aussi avantageuse. J'avais lu la belle allégorie du Boyardo; je saisis donc aux cheveux l'occasion qui se présentait, et à force de négocier, je parvins à indemniser notre monarchie de ses pertes passées, en incorporant la Prusse polonaise dans mes anciennes provinces. Cette acquisition était une des plus importantes que nous pussions faire, parce qu'elle joignait la Poméranie à la Prusse orientale, et qu'en nous rendant maîtres de la Vistule, nous gagnions le double avantage de pouvoir défendre ce royaume, et de tirer des péages considérables de la Vistule, tout le commerce de la Pologne se faisant par cette rivière. Cette acquisition de la Poméranie, qui fait époque dans les annales de la Prusse, m'a paru assez remarquable pour qu'on dût en transmettre les détails à la postérité, d'autant plus que j'ai été témoin et acteur dans cet événement. Les négociations dont je fais l'exposé dans cet ouvrage, se trouvent toutes en original dans le dépôt des archives des affaires étrangères. J'ai divisé ces mémoires en trois chapitres; le premier traite des négociations et des affaires de la politique depuis la paix de Hubertsbourg jusqu'à la pacification de la

Pologne; le second embrasse les affaires de finances, les nouvelles branches de commerce qui ont été établies, les défrichemens faits dans différentes provinces, les produits de la Prusse occidentale, et les améliorations dont elle est susceptible; le troisième contient tous les objets qui ont rapport à l'armée, son rétablissement, son augmentation, le nombre des nouveaux corps levés depuis l'acquisition de la Pomeranie, l'état des troupes fixé en temps de paix à 186,000 hommes, l'artillerie, tous les arrangemens nécessaires pour mouvoir cette masse. Je dois en même temps avertir le lecteur, qu'ayant senti quelque répugnance à parler toujours de moi-même durant une longue narration, j'ai préféré à cet égoïsme révoltant le parti de parler des faits en tierce personne. Je me borne donc simplement à l'office d'un historien qui veut décrire avec vérité et avec clarté les choses qui se sont passées de son temps, sans exagérer ni falsifier les moindres circonstances. Je n'ai jamais trompé personne durant ma vie, encore moins tromperai-je la postérité.

# M E M O I R E S

depuis la paix de Hubertsbourg 1763, jusqu'à  
la fin du partage de la Pologne 1775.

## C H A P I T R E I.

*De la Politique depuis 1773 jusqu'à 1775.*

P OUR nous faire une juste idée de la situation politique de l'Europe après la paix de Hubertsbourg, il faut se rappeler que toutes les puissances étaient presque également épuisées. La France avait fait la paix avec l'Angleterre, faute de fonds suffisans pour la campagne de l'année 1763. L'impératrice-reine n'aurait pas fait non plus la paix de Hubertsbourg, si les ressources pécuniaires ne lui eussent totalement manqué. Le roi de Prusse était le seul qui eût encore de l'argent comptant, parce qu'il avait eu la prudence d'avoir toujours une année d'avance dans ses coffres. Cependant ce manque de numéraire influait dans les vues politiques, et chaque puissance désirait le maintien de la tranquillité publique, pour avoir le temps de regagner des forces. C'est probablement une des causes qui contribuèrent le plus à maintenir le traité que l'empereur, la France et l'Espagne avaient conclu à Versailles; la maison d'Autriche en retirait sans doute le plus grand avantage, parce qu'étant assurée de la France, elle n'avait rien à craindre ni pour la Flandre ni pour l'Italie, et qu'ainsi elle était maîtresse d'employer toutes ses forces contre la

Prusse, si le besoin le requérait. D'autre part la France n'ayant rien à redouter de la maison d'Autriche, voyait ses frontières à l'abri de toute insulte ; et comme on n'entrevoyait point la possibilité d'une guerre de terre-ferme, elle pouvait donner toute son attention à rendre formidable sa flotte, qui, jointe un jour à celle de l'Espagne, devait en imposer à la marine anglaise. Ces vues de prévoyance étaient fondées sur de bonnes raisons ; on avait précipité la conclusion de la paix d'Aix-la-Chapelle ; bien des points, qui devaient être clairement énoncés, n'étaient qu'effleurés, comme celui de la pêche accordée aux Français sur les bancs de Terre-neuve, la rançon de la Manille que l'Angleterre demandait à l'Espagne, et autres choses, à la vérité de peu d'importance, mais qui suffisaient et fournissaient des prétextes à des têtes inquiètes qui veulent embrouiller les affaires. Ces raisons de convenance réciproque n'étaient pas les seules qui unissaient les deux maisons de Bourbon à la maison de Habsbourg renouvelée ; le caractère et la façon de penser des ministres qui gouvernaient à Vienne et à Versailles n'y contribuait pas moins : le prince Kaunitz, d'un caractère haut et impérieux, envisageait le traité de Versailles comme le chef-d'œuvre de sa politique, il s'applaudissait d'avoir défarmé les anciens ennemis de la maison d'Autriche, et de les avoir engagés assez avant pour servir l'empereur contre le roi de Prusse : le duc de Choiseul était né lorrain ; son père, le comte de Stainville, avait été ambassadeur de la cour de Vienne à Paris, de sorte que M. de Choiseul, se croyant encore vassal de l'empereur, était

intérieurement plus attaché à l'Autriche qu'à la France. Il n'est donc pas étonnant que la prévention de ces deux premiers ministres pour cette alliance la maintint, et qu'elle continue à durer tant que ses promoteurs conserveront leur crédit sur l'esprit de leurs maîtres. Si d'un autre côté nous tournons nos regards vers la Prusse, nous la trouvons comme isolée et sans aucune alliance : en voici la raison. Lorsque le Sr. Pitt quitta le ministère, sa place fut donnée à l'écoffais Bute; ce ministre anglais rompit toutes les liaisons qui subsistaient entre nos deux cours, l'Angleterre comme nous l'avons rapporté, ayant fait sa paix avec la France, lui avait sacrifié les intérêts de la Prusse, et avait offert la conquête de la Silésie à la maison d'Autriche, pour renouveler, à la faveur de ce service, les anciennes liaisons de la cour impériale avec celle d'Angleterre; et comme si ce n'en était pas assez de tous ces procédés, le Sr. Bute avait mis tout en œuvre à Pétersbourg, pour brouiller le roi avec l'empereur Pierre III; en quoi cependant il ne put réussir. Tant de mauvaise foi avait rompu tous les liens formés entre la Prusse et l'Angleterre; à cette alliance que l'intérêt réciproque avait produite succéda l'inimitié la plus vive et la haine la plus violente, de sorte que le roi demeura seul sur le champ de bataille, sans à la vérité que personne l'attaquât, mais aussi sans que personne se présentât pour le défendre. Cette situation soutenable, tant qu'elle était passagère, ne devait pas durer; aussi changea-t-elle bientôt. Vers la fin de 1763 l'on commença de négocier en Russie, pour conclure avec cette puissance une alliance défensive; il n'y avait

alors à Pétersbourg que le comte Panin qui fût favorable à la Prusse; l'ancien ennemi du roi, le chancelier Bestuchew, ce promoteur de toutes les brouilleries qu'il y eut entre les deux cours, s'opposait fourdement à la négociation, et il était soutenu auprès de l'impératrice par le comte Orlov. Les cours de Vienne et de Dresde intrigèrent sous main autant qu'elles purent pour traverser le comte de Solms. Les Autrichiens représentaient à l'impératrice de Russie que leur puissance était la seule dont l'alliance pût être avantageuse aux Russes, parce que la cour de Vienne était l'unique qui pût les assister contre les Turcs, leur commun ennemi. Les Saxons avaient d'autres raisons pour faire manquer les négociations du comte de Solms; ils sollicitaient l'appui et la protection de l'impératrice, afin de se frayer le chemin à la succession du trône de Pologne, au cas qu'Auguste III vînt à décéder. Les Saxons, gouvernés par le comte de Bruhl, de tout temps ennemi des Prussiens, étaient d'ailleurs disposés à joindre leurs intrigues à celles de toute autre puissance, pour contrecarrer ou diminuer toutes les choses qui pouvaient donner au roi de l'influence dans les affaires de l'Europe. Il fallait un événement inattendu pour terminer cette crise; il arriva à point nommé; Auguste III, roi de Pologne, mourut à Dresde le 4 octobre de la même année. Son fils, l'électeur de Saxe, suivit de près son père au tombeau; le petit-fils d'Auguste, qui devint alors électeur, n'avait pas encore atteint l'âge de majorité. Ces deux morts si promptes, et ce jeune prince en tutelle, changèrent subitement la face des affaires;

depuis, les intrigues et les cabales des Français, des Saxons et des Autrichiens ne purent rien effectuer à Pétersbourg. Le comte Panin gagna le dessus et devint premier ministre; et par une suite de l'ascendant qu'il avait sur l'esprit de l'impératrice, il lui persuada de placer un Piaste sur le trône de Pologne; pour aller au plus sûr, Catherine communiqua ses projets au roi de Prusse. Ce prince promit de les appuyer, et sans attendre la signature du traité qu'il négociait à Pétersbourg, son ministre à Varsovie fut chargé d'assister celui de la Russie qui se trouvait dans cette capitale, et de faire, au sujet de l'élection future, les insinuations les plus fortes et les plus nerveuses, tant au primat qu'aux plus grands seigneurs de la Pologne. Cette démarche bien calculée décida enfin l'irrésolution de la cour de Pétersbourg; les ministres de Russie marquèrent à leur souveraine combien l'assistance du roi de Prusse avait facilité leurs négociations; ce qui acheva de déterminer cette princesse à conclure l'alliance que le roi lui avait proposée. Au mois de janvier 1764 le contreprojet fut envoyé de Berlin au comte de Solms, et après que quelques difficultés eurent été levées touchant le concours et l'assistance que l'impératrice exigeait du roi, ce traité important fut signé dans le courant du mois de mars.

Pour ne pas être trop long, je me contenterai d'en rapporter en peu de mots la substance. Le traité était limité, et ne devait durer que huit années; on y stipulait la garantie mutuelle pour les possessions des deux puissances contractantes; on ne devait faire ni trêve ni paix sans un consentement mutuel;

on se promettait réciproquement l'assistance d'un corps de 10,000 hommes d'infanterie et de 2,000 chevaux ; par un article secret, on avait stipulé qu'on évaluerait ce secours, au cas que le roi fût attaqué vers le Rhin, ou l'impératrice vers la Crimée, à une somme annuelle de 400,000 roubles, ou 480,000 écus de notre monnaie. Quant à la Pologne, on s'engageait à s'opposer à ce que ce royaume devînt héréditaire, et à ne pas souffrir les entreprises de ceux qui tenteraient, en changeant la forme du gouvernement, d'y introduire le pouvoir monarchique. On promettait de plus de protéger les dissidens contre l'oppression de l'église dominante. Enfin, par une convention secrète, signée le même jour, on s'engagea de faire en sorte que l'élection tombât sur un Piaſte, et ce Piaſte fut Stanislas Poniatowsky, Stolnic de Lithuanie, dès long-temps connu de l'impératrice de Russie, et dont la personne lui était agréable. Bientôt dix mille Russes s'approchèrent de Varſovie, tandis que, sur les frontières de la Pologne, les troupes prussiennes faisaient des démonſtrations qui pouvaient convaincre ces républicains, ainsi que les puissances étrangères, que ceux qui voudraient s'ingérer dans cette élection contre la volonté de la Russie et de la Prusse, trouveraient à qui parler, et feraient bien d'y penser plus d'une fois. Le temps approchait où devait s'assembler la diète d'élection ; il était de la dignité des deux cours d'y envoyer un ministre titré et du premier ordre ; le roi destina cette ambassade au prince de Carolath Schœnaich, qui se rendit aussi-tôt à Varſovie.



L'on changea la forme de la diète ; elle fut assem-  
blée sous le nom de confédération , afin d'annuller  
le *Liberum veto* , ou le *Nie Pos vallum* du parti con-  
traire , et afin que la pluralité des voix fût suffisante  
pour donner la sanction aux résolutions qu'on ferait  
prendre aux députés des palatinats. A cette diète  
en succéda une autre au mois d'août , qui prit égale-  
ment la forme d'une confédération ; ce fut celle qui,  
par les fortes recommandations et l'appui des am-  
bassadeurs russe et prussien , élut unanimement , le 7  
septembre , Stanislas Poniatowsky roi de Pologne ;  
et ce prince fut reconnu pour tel par toutes les  
puissances de l'Europe.

Il fallut encore une troisième diète pour le cou-  
ronnement. Les Czartorinsky , oncles du nouveau  
roi , se prévalurent de la confédération qui subsistait  
encore , pour abolir entièrement le *Liberum veto* ;  
ce qui les aurait rendus les maîtres absolus des déli-  
bérations de cette république. Le roi de Prusse  
craignit que ces mouvemens ne tirassent à consé-  
quence , en introduisant un changement considérable  
dans le gouvernement d'une république aussi voisine  
de ses Etats que la Pologne ; il en avertit la cour  
de Pétersbourg , qui entra dans ses vues ; toutefois  
on laissa subsister la forme de la confédération jusqu'à  
la prochaine diète.

Ce ne furent ensuite que négociations infructueu-  
ses pour l'abolition d'une douane générale que la  
diète de convocation avait substituée à la douane  
de la noblesse ; ce nouvel établissement étant con-  
traire au traité antécédent de Wélau , autorisait le  
roi à user de représailles envers la république. Le

Sr. de Goltz fut envoyé à Varsovie , pour concilier ce différent ; on s'en remit à l'arbitrage de l'impératrice de Russie , et les nouvelles douanes furent abolies de part et d'autre.

La cour de Pétersbourg, mécontente de la conduite du roi de Pologne, et encore plus de la conduite des Czartorinsky ses oncles , qui le gouvernaient, envoya à Varsovie le Sr. de Saldern , pour les observer , et pour leur faire les remontrances convenables, afin qu'ils missent plus de modération et de sagesse dans leurs procédés. De Varsovie, ce négociateur passa par Berlin, chargé de vastes projets; le comte Panin les avait formés , et son goût le portait à l'ostentation et à l'éclat. Le Sr. de Saldern, qui n'avait ni manières , ni souplesse dans l'esprit, prit le ton d'un dictateur romain, pour obliger le roi à consentir à l'accession de l'Angleterre , de la Suède, du Danemarck et de la Saxe au traité de Pétersbourg. Ce projet étant entièrement contraire aux intérêts de la Prusse, le roi n'y pouvait donner les mains. Comment en effet prétendre que le roi prit des arrangemens avec l'Angleterre, après tout ce qu'il avait éprouvé de sa part ? L'assistance de la Suède, du Danemarck et de la Saxe était nulle, parce qu'on ne pouvait les faire agir qu'en leur payant de gros subsides ; et de plus, étant unies avec la Russie, elles pouvaient trop partager l'influence que le roi espérait de gagner dans ce pays-là. Il valait donc mieux les en éloigner à temps, d'autant plus qu'il ne faut pas multiplier les êtres sans nécessité. Toutes ces raisons portèrent le roi à décliner les propositions du Sr. de Saldern. Ce ministre prit feu, se croyant le prêteur Popilius, et prenant S. M.

pour Antiochus , roi de Syrie , il voulut prescrire des lois à un souverain ; le roi , qui ne se croyait pas du tout Antiochus , congédia le ministre avec tout le sang-froid possible , en l'assurant qu'il serait toujours l'ami des Russes , mais qu'il ne serait jamais leur esclave. M. de Saldern , mécontent d'avoir trouvé un prince si peu soumis à ses commandemens , se rendit de Berlin à Coppenhague , où étalant tout à son aise son despotisme et ses prétentions illimitées , il subjuga tellement l'esprit du roi de Danemarck , qu'il chassa les ministres et les généraux qui lui déplaisaient , et les remplaça par ses créatures ; après quoi il conclut un traité éventuel d'échange du duché de Holstein-Gottorp , qui revenait au Danemarck pour les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst , que les princes de Holstein recevaient à la place de ce qu'ils perdaient.

Sur la fin de cette année on assembla encore une diète en Pologne. L'impératrice de Russie s'était déclarée la protectrice des dissidens , dont un certain nombre était grec ; elle demanda qu'on leur accordât le libre exercice de leur religion , et qu'ils pussent posséder des charges tout comme leurs compatriotes. Cette proposition fut la semence de tous les troubles et des guerres qui s'ensuivirent. L'envoyé de Prusse présenta un mémoire à la diète , pour lui insinuer que son maître ne pouvait voir d'un œil indifférent l'abolition du *Liberum veto* , l'établissement des nouveaux impôts , et l'augmentation des troupes de la couronne ; et la république eut égard à cette représentation. Elle n'eut pas la même complaisance pour les privilèges qu'on avait demandés en faveur des

diffidens ; bien loin d'y déférer , la diète confirma , par une espèce d'enthousiasme fanatique , les constitutions dont les diffidens avaient le plus à se plaindre. Tout ce que la cour de Russie put obtenir de plus favorable , fut de dissoudre cette diète et la

1766. confédération qui l'avait formée. L'impératrice , piquée au vif de la grossièreté insolente dont les Polonais usaient envers elle , prit la résolution de soutenir la cause des diffidens à force ouverte ; tout de suite elle invita le roi à coopérer pour sa part aux mesures qu'elle voulait prendre ; à quoi ce prince était déjà engagé en vertu de son traité d'alliance.

Pendant toutes ces agitations de la Pologne , se conclut le mariage du prince de Prusse avec la princesse Elisabeth , quatrième fille du duc de Brunswic. La succession ne roulait que sur quatre têtes . le prince de Prusse , le prince Henri , qui fut enlevé par la petite vérole peu de temps après , le prince Henri , frère du roi , et le prince Ferdinand , qui n'avait alors aucun successeur mâle.

1767. Mais revenons à la Pologne dont nous nous sommes écartés. Le despotisme avec lequel la cour de Pétersbourg agissait dans cette république , révoltait les Sarmates ainsi qu'une partie de l'Europe contre la Russie. La cour de Vienne avait peine à cacher sa jalousie et son mécontentement. La France , qui conservait encore des restes de cet esprit de grandeur qui s'était tant manifesté du temps de Louis XIV , ne pouvait digérer qu'il arrivât un grand événement en Europe sans qu'elle y eût aucune part. Le duc de Choiseul , qui jouissait de la puissance royale sans en avoir le titre , était l'homme le plus inquiet et le

moins

moins endurant qui fût jamais né en France ; il envisageait l'élection d'un roi de Pologne sans le concours de son maître comme une avanie faite au royaume ; pour venger cet affront idéal , il aurait incessamment engagé la France dans une nouvelle guerre, s'il n'avait été retenu par l'épuisement des finances et par l'éloignement de Louis XV pour de pareilles entreprises. Il se dédommageait de l'impuissance d'agir, dans laquelle il était, en chicanant les Russes dans toutes les occasions ; ainsi , pour refuser à l'impératrice le titre de Majesté impériale, il eut recours à l'académie française, qui fut obligée de décider que cette expression n'était pas française ; ce sont-là de petites vengeance, indignes de grands cœurs ; aussi ne rapporterais-je point ces misères , si elles ne peignaient le caractère des hommes.

Dès l'année 1765, l'empereur François I était décédé à Inspruck. Son fils Joseph , qui avait été couronné roi des Romains, lui succéda sans obstacle. Ce jeune prince fit une tournée en Bohême et en Saxe, pour examiner les terrains qui avaient servi de théâtre à la dernière guerre. Comme il devait passer par Torgau, le roi lui fit proposer une entrevue, à laquelle l'impératrice sa mère et le prince Kaunitz s'opposèrent. L'empereur ressentit quelque chagrin de ce refus, et fit insinuer au roi de Prusse qu'il trouverait bien moyen de réparer la grossièreté que ses pédagogues lui faisaient commettre.

Cependant le mécontentement des Polonais devenait presque général ; toute la nation jetait les hauts cris ; à les en croire, c'était la religion catholique que les Russes voulaient détruire, et tout prince né dans

23 avril.

le sein de l'église apostolique et romaine était obligé en conscience de les assister. Ces clameurs, souvent répétées, commençaient à faire impression sur la cour de Vienne. L'humeur qu'avait prise l'impératrice occasionna quelque mouvement des troupes dans les provinces autrichiennes ; on commençait à travailler à des arrangemens militaires, non pas tels qu'ils sont nécessaires pour entrer incessamment en campagne ; mais de la nature de ceux qui servent à l'acheminement d'un grand dessein qu'on médite ; le bruit de cet armement, qui se répandit promptement par-tout, causa quelques alarmes à la cour de Pétersbourg ; et les inquiétudes où se trouvait l'impératrice de Russie, donnèrent lieu à une convention secrète entre cette puissance et la Prusse, qui fut promptement conclue. Elle portait en substance, que l'impératrice ferait entrer un corps de troupes en Pologne, pour soutenir le parti des dissidens, et que pour éviter de donner de nouveaux ombrages à la cour de Vienne, le roi se bornerait à appuyer les entreprises des Russes par des déclarations vigoureuses et capables d'intimider les mécontents ; on stipula toutefois que si la cour de Vienne faisait entrer des troupes en Pologne pour agir hostilement contre les Russes, en ce cas S. M. se déclarerait et agirait ouvertement contre les Autrichiens, en faisant même une puissante diversion dans leurs États ; et de plus, qu'en considération de cette guerre que le roi aurait à soutenir uniquement pour les intérêts de la Russie, l'impératrice assisterait ce prince par un corps de ses troupes, et lui procurerait un dédommagement convenable après la

conclusion de la paix. Les liaisons qui de jour en jour, devenaient plus intimes entre le roi et la Russie, en imposèrent à la cour de Vienne; et parce que les hasards auxquels elle s'exposerait, étaient plus considérables que les avantages qu'elle pouvait se procurer, elle prit le parti de demeurer tranquille spectatrice des événemens.

Cette même année le mariage de la princesse Wilhelmine, nièce du roi, fut conclu avec le prince d'Orange; cela ne pouvait influencer en rien dans la politique, et ce mariage se bornait à procurer un établissement honnête à une princesse de la maison.

Mais retournons aux affaires de la Pologne. En suivant les instigations de la Russie, les dissidens formèrent une confédération, protégée par les troupes russes qui venaient d'entrer dans ce royaume. En même temps le ministre prussien, résidant à Varsovie, y déclara que le roi regardait le rétablissement des dissidens comme une clause du traité d'Oliva et de son alliance avec l'impératrice de Russie, et qu'il priait la république d'avoir égard à leurs griefs. Le roi de Pologne donna audience aux députés de ces dissidens; ce qui produisit un *senatus* 5 octob.  
*consilium*, lequel convoqua une diète extraordinaire. Cette diète s'assembla sous les auspices des troupes russes qui entouraient Varsovie. Le prince Repnin, ambassadeur de Catherine, n'employa que des moyens violens pour subjuguier la diète; il fit enlever l'évêque de Cracovie, celui de Kiovie, et le petit général de la couronne Rezewusky, tous ennemis déclarés des dissidens, lesquels furent envoyés en exil au-delà de Moscou vers la Sibérie; les autres nonces

furent obligés de limiter la durée de la diète au 1<sup>er</sup> de février 1767, et l'on nomma des commissaires de pouvoirs pour conclure les affaires définitivement 1768. au nom de la république. Le ministre de Russie, celui de Prusse et ceux des cours protestantes, ainsi que les maréchaux des dissidens assistèrent aux séances de cette commission; là se signa un acte en vertu duquel les dissidens furent rétablis dans tous leurs droits. Peu de temps après on procéda à la signature de lois cardinales du royaume, par lesquelles le pouvoir des premières charges de la république fut limité, nommément de celle du grand général; la diète fut obligée de confirmer ces lois nouvelles, après quoi elle se sépara.

Tant d'actes de souveraineté qu'une puissance étrangère exerçait dans cette république, soulevèrent à la fin tous les esprits; la fierté du prince Repnin ne les radoucissait pas; ceux qui occupaient les premières charges, le cœur ulcéré de la diminution de leur pouvoir, ne pouvaient digérer des changemens aussi préjudiciables à leur autorité qu'avilissans. Les évêques dont la moitié du diocèse était composée de dissidens, et qui se flattaient d'augmenter leurs dîmes par leur conversion, voyaient par ces nouvelles lois leurs espérances anéanties; ils se lièrent d'intérêt, et prévoyant que le peuple ne s'enflammerait pas pour quelques torts dont ils se plaignaient, ils résolurent d'employer le fanatisme pour exciter ces ames stupides à la défense de leurs pontifes. Les évêques et les magnats, qu'un mécontentement égal réunissait, répandirent dans le public que la Russie d'accord avec



le roi de Pologne voulait abolir la religion catholique apostolique et romaine ; que tout était perdu si l'on ne prenait les armes, et que s'il se trouvait encore des catholiques zélés et fervens, ils devaient tous accourir pour défendre et pour sauver leurs autels. Le peuple, vexé dans différentes contrées où les troupes russes étaient distribuées, avait déjà commencé à s'impatienter, et à diverses reprises il avait manifesté son mécontentement. Cette masse imbécille, et faite pour être menée par ceux qui se donnent la peine de la tromper, se laissa facilement séduire par les prêtres ; la cause de la religion fut le signal, et le mot de ralliement ; le fanatisme s'empara de tous les esprits, et les grands profitèrent de l'enthousiasme de leurs serfs, pour secouer un joug qui commençait à leur devenir insupportable. Déjà s'échappaient des étincelles de ce feu qui couvait encore sous la cendre ; peut-être que la prépondérance des cours alliées l'aurait étouffé, si la France, qui par jalousie voulait diviser et troubler le Nord à force d'exciter ce feu, n'eût causé l'embrasement général qui s'ensuivit. Le duc de Choiseul était dévoré d'ambition, et voulait donner de l'éclat à son ministère ; trop prévenu d'un soi-disant testament du cardinal de Richelieu, il avait toujours présente à l'esprit la promesse du cardinal à Louis XIII, qu'il ferait respecter sa monarchie à l'Europe entière ; et lui se proposait de faire respecter Louis XV. Mais les temps et la situation des affaires étaient en tout dissemblables. Premièrement la France n'était point du temps du cardinal accablée de dettes : en second lieu depuis le 17<sup>me</sup> siècle l'Europe

avait tout à fait changé; la Russie, à laquelle nous voyons jouer un si grand rôle maintenant, était inconnue; la Prusse et le Brandebourg étaient sans énergie; la Suède brillait, et à présent elle est éclipsée: et d'ailleurs quels projets peut former un ministre, quand les moyens de les exécuter lui manquent, et que la crainte d'une banqueroute générale l'oblige à se borner aux intrigues, et à écarter toutes les entreprises hardies qui pourraient le tirer de son inaction? Ces obstacles qu'on ne pouvait lever sans calmer l'inquiétude de M. de Choiseul, resserraient son génie, et ne pouvant mettre en action les grands ressorts de la politique, il se contentait de tracasser. Contre la jalousie que donnait à la France l'élection d'un roi de Pologne à laquelle elle n'avait aucune part, à Versailles on ne pouvait pardonner à l'impératrice de Russie d'avoir abandonné la grande alliance, et d'avoir fait une paix séparée avec le roi de Prusse. M. de Choiseul, pour s'en venger, excita contre Catherine les Polonais et les Turcs; il voulait qu'en même temps les Suédois fissent une diversion en Finlande et dans l'Estonie, et il espérait, par ces différens moyens, allumer une guerre contre la Russie, dont il lui serait difficile de sortir avec avantage. Dès-lors les émissaires français se répandirent par-tout, les uns encourageaient les Polonais à défendre leur liberté; les autres couraient à Constantinople exciter la Porte à ne pas voir avec des yeux indifférens le despotisme qu'une puissance voisine exerçait en Pologne; d'autres se rendaient à Stockholm, pour cabaler à la diète, pour changer la forme du gouvernement, et rendre le roi souverain,

afin qu'en faveur des Turcs et des Polonais il fit une diversion contre les Russes. M. de Choiseul non content de tant d'intrigues, voulait encore détacher le roi de Prusse d'une puissance qu'il espérait d'écraser d'autant plus facilement, mais il n'y réussit pas; et il échoua également en Suède, où à la diète le parti russe l'emporta sur celui de la France. Mais il en fut autrement en Pologne, ainsi qu'en Turquie, Dès le mois de mars il se forma dans la ville de Bar en Pologne une confédération contre la Russie; le comte Krafzinsky en fut élu maréchal. Cette confédération en produisit plusieurs autres; les confédérés signalèrent le premier acte de leur soulèvement, en annulant toutes les nouvelles lois; mais loin de se borner à ce premier essai de leur force, enivrés d'espérances et dans le délire des passions, ils n'aspiraient pas à moins qu'à détrôner le roi, et n'attendaient que l'occasion pour exécuter leur dessein. Le roi de Pologne en fut instruit; alarmé du danger qui le menaçait, il assembla un *senatus-consultum*, où l'on convint qu'on réclamerait l'assistance de la Russie, pour protéger Poniatowsky qu'elle avait placé sur le trône, ce fut le signal des hostilités; les Russes, qui n'avaient pas 10 mille hommes dans ce royaume, battirent cependant tous les confédérés qui leur résistaient; mais comme ils n'étaient pas assez nombreux pour les détruire, cet essaim de guêpes, dispersé d'un côté, reparaisait aussitôt d'un autre. Dans une de ces rencontres qu'il y eut en Podolie, les Russes, sans le savoir, poursuivirent les confédérés jusques sur le territoire des Turcs; la petite ville de Balta, où les Polonais s'étaient

Octobre. sauvés, fut brûlée. Cette violation de territoire fut le prétexte dont les Turcs se servirent pour déclarer la guerre à la Russie.

4769. Aussitôt les Turcs firent prendre et transporter aux Sept tours le Sr. Obreskow, ministre de l'impératrice de Russie à Constantinople. Ces gens ne savaient faire ni la paix ni la guerre; ils précipitèrent maladroitement cette déclaration; c'était plutôt un avertissement qu'ils donnaient aux Russes de se préparer pendant l'hiver à résister aux forces ottomanes qui les attaqueraient le printemps d'après. Si cette déclaration avait été remise à l'année suivante, la foudre serait tombée au même instant où l'on aurait entendu gronder le tonnerre, et les Russes auraient été pris au dépourvu, puisqu'il leur fallait six grands mois pour se préparer à la guerre, et rassembler une armée assez formidable, pourvue de tout ce qui lui était nécessaire pour s'opposer avec vigueur aux entreprises des ennemis.

Les troubles qui se manifestaient alors, causèrent de grands embarras à la cour de Berlin. Le roi était à peine sorti d'une guerre aussi longue que ruineuse; ses provinces pouvaient se rétablir à l'ombre d'une paix durable; mais il fallait du temps pour consolider les anciennes plaies; l'armée était recrutée, on commençait à la discipliner; mais elle n'était pas encore parvenue à un état de maturité qui pût inspirer une entière confiance dans ses opérations. D'autre part la guerre déclarée entre la Porte et la Russie mettait le roi dans l'obligation de remplir ses engagements envers l'impératrice: il fallait payer les subsides stipulés par l'alliance, qui montaient, comme nous l'avons dit, annuellement à 480,000 écus.

Pendant qu'on négociait à Berlin , les Russes et les Turcs en étaient déjà aux mains. Les armées russes, sous le commandement du prince Gallitzin , avaient battu les Ottomans auprès de Choczim , et la prise de cette ville fut suivie de la conquête de la Moldavie. Les généraux de Catherine ignoraient la castrométrie et la tactique , ceux du sultan avaient encore moins de connaissances ; de sorte que pour se faire une juste idée de cette guerre , il faut se représenter des borgnes , qui après avoir bien battu des aveugles , gagnent sur eux un ascendant complet. Des progrès aussi rapides alarmaient également les alliés des Russes , et les autres puissances de l'Europe. La Prusse avait à craindre que son alliée , devenue trop puissante , ne voulût avec le temps lui imposer des lois comme à la Pologne. Cette perspective était aussi dangereuse qu'effrayante. La cour de Vienne était trop éclairée sur ses intérêts pour ne pas avoir des appréhensions à peu - près semblables. Ce danger commun fit oublier pour un temps les animosités passées. Quoique les succès étonnans des Russes donnassent de l'ombre à toute l'Europe , les impressions en étaient bien plus fortes sur les puissances qui se trouvaient dans le voisinage. Le péril rapprocha donc la cour de Vienne et celle de Berlin ; un pas en amena successivement un autre. L'empereur fâché , comme nous l'avons dit , que l'entrevue proposée en 1766 n'eût pas eu lieu , proposa au roi de lui rendre visite en Silésie ; le prince Kaunitz ne s'opposa point à ses volontés ; l'impératrice-reine y consentit également ; cette affaire fut mise tout de suite en négociation , et il fut convenu que l'entrevue serait à Neisse. 25 août.

L'empereur voulut garder un incognito parfait; il prit le nom de comte de Falkenstein, et l'on crut ne pouvoir lui rendre plus d'honneur qu'en déférant en tout à ses volontés. Ce jeune prince affectait une franchise qui lui semblait naturelle; son caractère aimable marquait de la gaieté jointe à beaucoup de vivacité; mais avec le désir d'apprendre il n'avait pas la patience de s'instruire; ce qui n'empêcha pas que des liaisons d'amitié et d'estime ne se formassent entre les deux monarques. Le roi dit à l'empereur qu'il regardait ce jour comme le plus beau de sa vie, parce qu'il servirait d'époque à l'union de deux maisons trop long-temps ennemies, et dont l'intérêt mutuel était de s'entresecourir plutôt que de se détruire; l'empereur répondit qu'il n'y avait plus de Silésie pour l'Autriche; après quoi il laissa entrevoir assez adroitement, que tant que sa mère vivrait, il n'osait se flatter d'avoir assez d'ascendant sur son esprit pour pouvoir exécuter ce qu'il désirait; toutefois il ne dissimula point que vu la situation actuelle des choses en Europe, ni lui ni sa mère ne souffriraient jamais que les Russes demeurassent en possession de la Moldavie et de la Valachie. Il proposa ensuite qu'on prît des mesures pour maintenir une exacte neutralité en Allemagne, au cas qu'il s'allumât une guerre entre l'Angleterre et la France. Ce cas paraissait alors vraisemblable et possible, parce qu'un vaisseau français, enlevé par les Anglais auprès de Terre-Neuve, avait donné lieu à d'assez vives altercations entre ces deux cours. Le roi, pour marquer le désir qu'il avait d'entretenir la bonne intelligence entre la Prusse et l'Autriche,

accepta les offres de l'empereur, et ces deux princes s'engagèrent réciproquement par écrit de maintenir cette neutralité; ce qui devenait un acte aussi inviolable qu'un traité dressé dans les formes et parafé de la signature des ministres: l'empereur promettait au nom de l'impératrice et au sien, et le roi engageait sa parole d'honneur, que si la guerre éclatait entre la France et l'Angleterre, ils maintiendraient avec fidélité la paix heureusement rétablie entre la Prusse et l'Autriche, et que s'il survenait d'autres troubles, dont il était impossible de prévoir les causes, ils observeraient la plus exacte neutralité de part et d'autre à l'égard de leurs possessions respectives: cet engagement, dont le secret fut scrupuleusement observé, fut signé à Neisse à la com- 23 août.  
mune satisfaction des deux souverains.

Il faut convenir qu'en politique ç'aurait été une faute impardonnable que de se fier aveuglément à la bonne foi des Autrichiens; mais dans les conjonctures alors présentes, où la prépondérance de la Russie devenait trop considérable, et lorsqu'il était impossible de prévoir quelles bornes elle mettrait à ses conquêtes, il était très-convenable de se rapprocher de la cour de Vienne. La Prusse se ressentait encore des coups que la Russie lui avait portés dans la dernière guerre; il n'était point de l'intérêt du roi de travailler lui-même à l'accroissement d'une puissance aussi redoutable que dangereuse. Il y avait deux partis à prendre, ou celui de l'arrêter dans le cours de ses immenses conquêtes, ou, ce qui était le plus sage, d'essayer par adresse d'en tirer parti. Le roi n'avait rien négligé à cet égard; il avait

envoyé à Pétersbourg un projet politique , qu'il attribua à un comte de Lynar , connu dans la dernière guerre pour avoir négocié la convention de Closter-Seven entre les Hanovriens commandés par le duc de Cumberland et campés à Stade , et les Français sous les ordres du duc de Richelieu. Mais les grands succès des Russes tant dans la Moldavie qu'en Valachie , et les victoires que leurs flottes remportèrent dans l'Archipel , avaient tellement enivré la cour de ses prospérités , qu'elle ne fit aucune attention au soi-disant mémoire du comte de Lynar. On crut donc , après ces essais manqués , devoir recourir à d'autres mesures. Il n'était pas de l'intérêt de la Prusse de voir la puissance ottomane entièrement écrasée , parce qu'en cas de besoin elle pourrait être utilement employée à faire des diversions , soit dans la Hongrie , soit en Russie , selon les puissances avec lesquelles on serait en guerre. Le roi jugea donc qu'en faisant intervenir la cour de Vienne et en y joignant sa médiation , on pourrait rétablir la paix entre les puissances belligérantes à des conditions acceptables des deux parts. On commença

1770. par faire des ouvertures à la cour de Pétersbourg de même qu'à Constantinople , en représentant que les deux partis devaient désirer également la fin de la guerre , et d'autant plus qu'il était à craindre qu'avec le temps cet embrasement ne devînt général ; on souhaitait de pouvoir leur proposer quelque tempérament qui leur convînt à tous les deux , pour terminer leurs différens à l'amiable. Le comte Panin , après avoir fait l'éloge de la modération et du désintéressement de l'impératrice , répondit que cette princesse était toute disposée à écouter les propositions qu'on



lui ferait. Cette réserve cachait, sous les dehors de la douceur, des prétentions très-fortes. Avant d'entendre les demandes des Turcs, il voulait préalablement que le Sr. Obreskow fût mis en liberté; il ajouta qu'au reste l'impératrice verrait avec plaisir que le roi employât ses bons offices auprès de la Porte, pour lui inspirer des sentimens pacifiques, et que lorsque les choses en seraient là, cette princesse ne demanderait pas mieux que de parvenir, par la médiation de sa Majesté prussienne, au rétablissement de la tranquillité publique: d'autre part les Turcs commençaient à désirer la fin d'une guerre dont les succès n'avaient pas répondu à leur attente; le roi, qui leur avait fortement déconseillé cette levée de bouclier, avait par cela même acquis leur confiance. Les Turcs acceptèrent donc la médiation prussienne; mais ils avaient quelque répugnance pour celle de la cour de Vienne; on trouva pourtant moyen de la vaincre, à force de réitérer les mêmes représentations fondées sur le poids décisif qu'une aussi grande puissance que celle de la maison d'Autriche pouvait donner à la négociation, pour la faire réussir. Les Russes, sur l'esprit desquels les insinuations pacifiques n'avaient guères fait d'impression, continuaient en attendant de remporter les plus grands avantages sur les armées ottomanes; leur flotte, après avoir battu celle des Turcs, la détruisit presque totale-<sup>10 juil-  
let.</sup> ment, si bien que la plupart des vaisseaux ennemis furent brûlés ou coulés à fond. Un coup aussi imprévu obligea la Porte à partager son attention; elle ne savait si elle devait employer ses forces à défendre les passages de Sesto et d'Abydo, ou s'il

fallait penfer préférablement à la Moldavie. Cet état d'incertitude mêlée de terreur favorifa les opérations du maréchal Romanzow , et contribua certainement à lui faire remporter la victoire à Kiab fur l'armée du grand vifir. Il ajouta ainfi dans une campagne la conquête de la Valachie à celle de la Moldavie. En ce même temps le comte Panin ( frère du miniftre ) qui fe fait le fiége de Bender , emporta cette place après une vigoureuse défenfe de la part de l'ennemi. Des succès auffi rapides et souvent multipliés, éblouiffaient la cour de Pétersbourg et la rendaient très-altière; mais fi l'on penfait à Pétersbourg à écraser la puiffance ottomane , à Vienne les ombrages et les jalousies augmentaient à proportion des avantages des Rufies; les Autrichiens comparant la dernière guerre malheureufe qu'ils avaient faite contre les Turcs aux succès brillans des Rufies , ne pouvaient pas diffimuler à quel point leur amour-propre en était humilié; outre cela ils craignaient qu'une auffi grande puiffance ne devînt leur voisine , fi elle confervait la conquête de la Moldavie et de la Valachie. Pour obvier à ces appréhenfions , ou plutôt pour s'opposer ouvertement à la Rufsie , les Autrichiens venaient de renforcer les troupes qu'ils avaient en Hongrie; ils y formèrent des magafins, et préparèrent tout pour fe mettre en état d'agir, fi les circonftances l'exigeaient. Ils ne s'en cachaient point et difaient à qui voulait l'entendre , que fi la guerre ne finiffait pas promptement , l'impératrice-reine ferait obligée d'y prendre part.

5 fept. La feconde entrevue du roi et de l'empereur fut au camp de Neufadt en Moravie. On ne rencontrait

aucun autrichien qui ne laissât échapper quelque trait d'animosité contre la nation russe. L'empereur parut au roi tel qu'il l'avait jugé la première fois qu'il le vit à Neisse. Le prince Kaunitz, qui se trouvait aussi à Neustadt, eut de longues conférences avec sa Majesté prussienne, dans lesquelles étalant avec emphase le système de sa cour, il le présenta comme un chef-d'œuvre de politique dont il était l'auteur; il insista ensuite sur la nécessité de s'opposer aux vues ambitieuses de la Russie, et déclara que jamais l'impératrice-reine ne souffrirait que les armées russes passassent le Danube, ni que la cour de Pétersbourg fit des acquisitions qui la rendissent voisine de la Hongrie. Il ajouta que l'union de la Prusse et de l'Autriche était l'unique barrière que l'on pût opposer à ce torrent débordé qui menaçait d'inonder toute l'Europe. Quand il eut achevé de parler, le roi répondit qu'il tâcherait toujours de cultiver l'amitié de leurs Majestés impériales, dont il faisait un cas infini, mais que d'autre part il priait le prince Kaunitz de considérer les devoirs qu'imposait au roi l'alliance qu'il avait contractée avec la Russie, à laquelle il ne pouvait en aucune façon déroger, et que ces engagements étaient comme autant d'entraves qui l'empêchaient d'entrer dans les mesures que le prince Kaunitz venait de lui proposer: le roi ajouta que son unique désir était d'empêcher que la guerre entre les Russes et les Turcs ne devînt générale; que pour cet effet il s'offrait de bon cœur à réconcilier les deux cours impériales; qu'il était même temps d'y penser, pour empêcher que des mécontentemens réciproques ne dégénéraissent enfin

en brouilleries ouvertes. Cependant, pour maintenir la cour de Vienne dans ses dispositions favorables, le roi jugea à propos de réitérer les mêmes assurances qu'il avait données à l'empereur, lorsque ce prince vint à Neisse; de plus on promit de terminer à l'amiable les petites chicanes qui ont souvent lieu entre les employés des finances le long des frontières; de même le roi voulut bien consentir à ce que l'empereur lui demandait, savoir, de communiquer avec franchise à la cour de Vienne toutes les ouvertures que la France pourrait faire à celle de Berlin. Comme cependant tout ceci s'était passé entre le roi et le prince Kaunitz seul, le roi trouva qu'il était décent de mettre l'empereur au fait de ce qui s'était dit et fait, et il sembla que ce monarque, peu accoutumé à de tels égards, tint compte au roi de l'attention qu'il avait eue pour lui.

Le lendemain de cette conférence arriva à Neustadt un courrier de Constantinople, avec des lettres du caïmacan, datées du 12 août, par lesquelles le grand seigneur invitait les cours de Vienne et de Berlin à se charger de la médiation, pour accommoder les différens qui subsistaient encore entre la Porte et la Russie: il était expressément marqué dans cette dépêche que les Turcs ne voulaient consentir à aucune paix que par l'entremise des deux cours.

L'empereur convint qu'il était uniquement redevable de cette médiation aux soins que le roi de Prusse s'était donnés à Constantinople, et il lui en témoigna sa reconnaissance. Ce même jour le roi eut un entretien avec le prince Kaunitz; il ne manqua pas de le féliciter de cet heureux événement,

qui

qui pouvait le tranquilliser en quelque sorte , et même diminuer la jalousie que les succès des Russes avaient fait naître dans son esprit ; il lui disait que cette démarche de la Porte rendait la cour de Vienne l'arbitre des conditions de paix qu'elle voudrait stipuler entre ces deux puissances. Le ministre reçut ce compliment avec une indifférence affectée , disant qu'il approuvait la démarche que les Turcs venaient de faire ; mais dans le fond jamais médiation ne fut acceptée avec un plus vif empressement.

Pendant qu'on s'occupait à pacifier le Nord , d'autres querelles et de nouveaux différens présageaient de prochaines ruptures vers le Sud de l'Europe ; M. de Choiseul , dont l'esprit inquiet se plaisait à répandre le trouble dans toutes les cours , était l'unique auteur de ces dissensions ; il voulait à toute force humilier les Anglais , et n'osant agir ouvertement , de crainte de choquer Louis XV , il mit les Espagnols en avant , qui s'emparèrent de l'île de Falkland , où les Anglais avaient commencé à former quelques établissemens ; des vaisseaux de la flotte marchande des Anglais furent pris par ceux des Espagnols , en même temps que le chantier que les Anglais ont à Portsmouth fut consumé par un incendie. Tant d'événemens fâcheux arrivés coup sur coup firent une impression d'autant plus vive sur la cour de Londres , que le ministre préposé à la flotte avait eu si peu de soin de son administration , qu'alors à peine l'Angleterre pouvait-elle mettre 20 vaisseaux de guerre en mer. Cependant les Anglais prirent feu , et la guerre s'en ferait ensuivre , si le duc de Choiseul fût resté à la tête des affaires ; mais ses

ennemis le culbutèrent. M. de Meaupeou, qui était grand chancelier de France, se flatta qu'en déplaçant ce ministre, il pourrait réunir tous les emplois que M. de Choiseul avait possédés, et qu'en les joignant aux sceaux qu'il avait actuellement, il ferait réellement premier ministre, ainsi qu'autrefois l'avaient été Richelieu et Mazarin; pour former un parti il s'associa les ducs d'Aiguillon et de Richelieu. Ceux-ci captivèrent leur maître en lui procurant la connaissance d'une demoiselle dont la réputation était plus qu'équivoque; elle réussit par ses charmes à devenir bientôt toute puissante; le vieux Louis XV l'idolâtrait; M. de Choiseul, trop fier pour s'abaisser vis-à-vis d'une personne pour laquelle il avait un souverain mépris, lui refusa les distinctions que les hommes en place accordent ordinairement aux favorites de leurs maîtres; le mécontentement qu'en ressentit la nouvelle maîtresse se communiqua promptement à son amant: les cabaleurs en profitèrent sur le champ: ils aigrirent l'esprit du roi déjà mal disposé à l'égard de M. de Choiseul, en lui dépeignant ce ministre comme un prodigue, qui avait dissipé mal à propos et en folles dépenses les revenus du royaume, et qui, pour se rendre nécessaire, avait si bien embrouillé les affaires de la France et de l'Angleterre, que les querelles qui en naîtraient ne pouvaient qu'entraîner la France dans une guerre pour le moins aussi ruineuse que la précédente. Ce dernier argument fut celui qui fit la plus forte impression. Louis XV disgracia tout de suite son ministre, et avec lui tombèrent tous les vastes projets qu'il avait formés. Le roi de France

négozia lui-même avec l'Angleterre et l'Espagne, pour pacifier leurs différens. L'île de Falkland fut restituée aux Anglais ; mais le roi d'Espagne ayant le cœur ulcéré de ce que la France n'avait pas dans cette occasion soutenu ses intérêts, en conserva un ressentiment secret. Aucune cour ne regretta plus la perte de M. de Choiseul que celle de Vienne : elle avait 1771. placé toute sa confiance dans ce ministre, dont le dévouement lui était connu, pendant que M. d'Aiguillon, auquel le roi avait donné le département des affaires étrangères, passait pour n'être point aussi attaché à la maison impériale. Le chancelier fut également trompé dans ses projets et dans ses espérances. Il faut donc dater de la disgrâce du duc de Choiseul, les changemens qui depuis arrivèrent en France, tant la chaîne des événemens est liée, et tant il est difficile de prévoir les suites importantes qu'amènent souvent des bagatelles.

Mais tout ce qui se passait alors dans cette partie de l'Europe nous intéresse moins que ce qui se traitait en Orient et vers le Septentrion. Les propositions que la Porte avait faites aux cours de Berlin et de Vienne furent communiquées à celle de Pétersbourg. Sa Majesté fit en même temps insinuer en Russie que si l'impératrice refusait la médiation de l'Autriche et des Prussiens, il serait à craindre que le grand seigneur ne s'adressât à la France, pour implorer son secours. Cette réflexion pouvait seule déterminer la cour de Pétersbourg à ne pas refuser la médiation autrichienne, parce que l'éloignement qu'elle avait pour la cour de Vienne n'approchait pas de l'aversion qu'elle avait pour celle de Versailles. D'abord les

Russes répondirent qu'ils ne pouvaient accepter la médiation que leur offraient ces deux puissances, sous prétexte qu'ils avaient refusé celle des Anglais. Cependant par politesse, et par les bons offices des deux cours, ce qui, au nom près, revenait à la même chose, les Russes, qui craignaient d'être gênés par l'intervention d'autres puissances dans les projets qu'ils avaient arrangés pour la paix, tâchèrent d'entamer avec les Turcs une négociation directe par le canal du maréchal Romanzow, qui pouvait traiter immédiatement avec le grand visir. Cette tentative ne leur ayant pas réussi, ils consentirent aux propositions que leur avaient faites précédemment les cours de Berlin et de Vienne.

Le hasard fit que dans ce temps-là le prince Henri, frère du roi, rendit visite à Stockholm à la reine de Suède sa sœur; l'impératrice de Russie, qui dans sa jeunesse avait connu ce prince à Berlin, demanda qu'il eût la permission de se rendre à Pétersbourg; c'était une chose qu'on ne pouvait refuser honnêtement. Le prince passa donc en Russie; et avec l'esprit qu'il a, il gagna bientôt de l'ascendant sur celui de l'impératrice, et lui persuada de s'ouvrir au roi son frère. La lettre de l'impératrice était accompagnée d'un long mémoire, lequel contenait les conditions de paix qui devaient servir de base à la négociation qu'on voulait entamer. Après un préambule qui annonçait la plus grande modération, l'impératrice demandait aux Turcs la cession des deux Cabardies, Afos et son territoire, l'indépendance du chan de la Crimée, le séquestre pour 25 années de la Valachie et de la Moldavie, pour l'indemniser

9 déc.

1770.



des frais de la guerre, la libre navigation sur la mer Noire, une île dans l'Archipel, pour servir d'entrepôt au commerce des deux nations, une amnistie générale pour les Grecs qui avaient embrassé le parti des Russes, et avant toutes choses l'élargissement du Sr. Obreskow, qui était aux Sept tours. Des conditions aussi énormes auraient achevé de cabrer la cour de Vienne; peut-être même l'auraient-elles portée aux résolutions les plus violentes, si on les lui avait communiquées. Cette raison empêcha le roi de lui en donner la moindre connaissance. Ce prince préféra les voies de la douceur, les plus sûres pour ne choquer personne. Il s'expliqua amicalement avec l'impératrice de Russie, sans la contredire; mais pour qu'elle sentît elle-même la difficulté qu'il y aurait à faire consentir le grand seigneur à l'indépendance des Tartares, il lui représenta les obstacles presque invincibles que la cour de Vienne mettrait à ce que la Russie, en possédant la Valachie et la Moldavie, devînt sa voisine, et que l'île dans l'Archipel donnerait de la jalousie et de l'envie à toutes les puissances maritimes; et il conseilla à l'impératrice de limiter ses prétentions aux deux Cabardies, à la ville d'Asof avec son territoire, et à la libre navigation dans la mer Noire; il ajouta que ce n'était par aucun sentiment de jalousie de l'agrandissement de l'impératrice qu'il s'expliquait ainsi, mais dans l'unique vue qu'au moyen de ces adoucissements l'on pût parvenir à éviter que d'autres puissances, en prenant part à cette guerre, ne la rendissent générale; que d'ailleurs les Turcs étaient déjà convenus de deux points,

celui d'accorder l'amnistie aux Grecs et celui de relâcher le Sr. Obreskow. Ces représentations, quoique fort modérées, parurent faire quelque peine à l'impératrice; elle donna à connaître qu'elle ne s'était pas attendue à rencontrer des oppositions de la part de son meilleur allié; et comme elle continuait d'insister sur son projet, à quelques petites restrictions près, le roi se vit dans la nécessité de le communiquer à la cour de Vienne; S. M. accompagna cette pièce de tous les adoucissmens dont elle était susceptible, et pour ne point effaroucher le prince Kaunitz, il lui fit insinuer que ce n'était pas le dernier mot de la cour de Russie, qui sans doute était  
1771. disposée à se relâcher sur les articles qui rencontreraient le plus de difficulté.

Les précautions que le roi prenait, étaient d'autant plus nécessaires, que la cour impériale ne cachait plus les projets, et que tous les mouvemens qu'on voyait en Hongrie annonçaient une prochaine rupture avec la Russie. La cour de Vienne était décidée à ne pas souffrir que le théâtre de la guerre s'établît au-delà du Danube; elle espérait même qu'à la faveur d'une médiation armée, elle pourrait forcer les Russes à restituer aux Turcs la Moldavie et la Valachie, et de plus à les faire désister de l'indépendance des Tartares qu'ils demandaient. Dans cette vue des troupes d'Italie, de la Flandre, et de l'Autriche avaient marché en Hongrie; l'envoyé de l'empereur s'était même expliqué sur ce chapitre assez positivement avec le roi; il était allé jusqu'à demander qu'au cas que les Russes fussent attaqués toute autre part qu'en Pologne, la Prusse demeurât

neutre ; ce qui lui fut nettement refusé. Le prince Kaunitz se flattait , à la faveur de ce plan , d'agrandir la maison d'Autriche , sans qu'elle eût la peine de faire des conquêtes ; il comptait bien que la Porte payerait cette assistance , en cédant à l'impératrice-reine les provinces qu'elle avait perdues par la paix de Belgrade. En même temps que Vienne était remplie de projets et la Hongrie de troupes , un corps autrichien entra en Pologne et s'empara de la seigneurie de Zips , sur laquelle la cour avait des prétentions. Une démarche aussi hardie étonna la cour de Pétersbourg , et ce fut ce qui achemina le plus le traité de partage qui se fit dans la suite entre les trois puissances. La principale raison était celle d'éviter une guerre générale qui était près d'éclorre ; il fallait outre cela entretenir la balance des pouvoirs entre de si proches voisins ; et comme la cour de Vienne donnait suffisamment à connaître qu'elle voulait profiter des troubles présens pour s'agrandir , le roi ne pouvait se dispenser de suivre son exemple. L'impératrice de Russie , irritée de ce que d'autres troupes que les siennes osaient faire la loi en Pologne , dit au prince Henri , que si la cour de Vienne voulait démembrer la Pologne , les autres voisins de ce royaume étaient en droit d'en faire autant. Cette ouverture se fit à propos ; car après avoir tout examiné , c'était l'unique voie qui restât d'éviter de nouveaux troubles et de contenter tout le monde. La Russie pouvait s'indemnifier de ce que lui avait coûté la guerre avec les Turcs , et au lieu de la Valachie et de la Moldavie qu'elle ne pouvait posséder qu'après avoir remporté autant de victoires

sur les Autrichiens que sur les Musulmans, elle n'avait qu'à choisir une province de la Pologne à sa bienfiance, sans avoir de nouveaux risques à courir ; on pouvait assigner à l'impératrice-reine une province limitrophe de la Hongrie, et au roi ce morceau de la Prusse polonaise qui sépare les États de la Prusse royale : et par ce nivellement politique, la balance des pouvoirs entre ces trois puissances demeurerait à peu-près la même. Néanmoins, pour s'assurer davantage de l'intention de la Russie, le comte de Solms fut chargé d'examiner si ces paroles échappées à l'impératrice avaient quelque solidité, ou si elles avaient été proférées dans un moment d'humeur, et d'emportement passager. Le comte de Solms trouva les sentimens partagés sur ce sujet. Le comte Panin, qui avait fait déclarer, au commencement des troubles de la Pologne, que la Russie maintiendrait l'indivisibilité de ce royaume, sentait de la répugnance pour ce démembrement ; il promit néanmoins de ne s'y point opposer, si l'affaire passait au conseil ; mais l'impératrice était flattée de l'idée qu'elle pourrait sans danger étendre les limites de son empire ; ses favoris et quelques ministres qui s'en aperçurent, se rangèrent de son sentiment, de sorte que le projet de partage passa à la pluralité des voix. On annonça au roi de Prusse la résolution qui venait d'être prise, comme un expédient qu'on avait imaginé pour le dédommager des subsides qu'il avait payés à la Russie.

Le comte Panin, en communiquant au comte de Solms les choses que nous venons de rapporter, exigea comme un préalable que le roi fondât les

sentimens de la cour de Vienne au sujet de ce partage. Sur cela le roi en fit l'ouverture au baron de Swieten, en l'assurant que la Russie ne témoignait aucun mécontentement de ce que les Autrichiens avaient pris possession de Zips, et que sa Majesté, pour donner des preuves de son amitié à L. M. impériales, leur conseillait de s'étendre dans cette partie de la Pologne selon leur bienfiance, ce qu'elles pourraient faire avec d'autant moins de risque, que leur exemple serait imité par les autres puissances voisines de ce royaume. Cette ouverture, toute cordiale qu'elle était, ne fut point accueillie par la cour de Vienne comme on s'en était flatté. Le prince Kaunitz était trop préoccupé du projet qu'il se préparait à mettre en exécution; il trouvait plus d'avantage dans l'alliance des Turcs, qu'il ne croyait en pouvoir espérer d'une alliance avec la Russie; il répondit donc sèchement, que si la cour avait fait occuper quelques parcelles de la Pologne sur les confins de la Hongrie, ce n'était pas à dessein de les garder, mais uniquement pour obtenir justice sur quelques sommes que la maison d'Autriche réclamait de la république, et qu'il n'avait pas imaginé qu'un objet d'aussi peu de valeur put faire naître l'idée d'un plan de partage dont l'exécution serait hérissée de difficultés insurmontables, à cause qu'il était autant qu'impossible d'établir une égalité parfaite entre les différentes portions des trois puissances; qu'enfin un tel projet ne pouvant servir qu'à rendre la situation de l'Europe plus critique encore qu'elle ne l'était, il déconseillait à S. M. prussienne d'entrer dans de telles mesures; il ajouta

d'un air d'indifférence, que la cour était prête à évacuer les districts que ses troupes avaient occupés, si les autres puissances en voulaient faire autant. Ces dernières paroles étaient comme un reproche tacite aux Russes qui avaient des armées en Pologne; elles regardaient également le roi, qui avait tiré un cordon de troupes depuis le pays de Crossen jusqu'au-delà de la Vistule, pour garantir ses Etats de la peste qui faisait alors en Pologne de grands ravages.

Dans une affaire de cette nature il ne fallait pas se laisser décourager par des bagatelles. On pouvait prévoir que la cour de Vienne changerait de sentimens, sitôt que la Russie et la Prusse seraient bien d'accord, parce que les Autrichiens préféreraient d'avoir part à ce partage à tenter les hasards de la guerre contre aussi forte partie. Ajoutez à cela que l'impératrice-reine n'ayant d'allié que la France, ne pouvait nullement alors compter sur des secours. Pour profiter de combinaisons aussi favorables, le roi résolut de pousser l'affaire du partage; il observa le silence envers la cour de Vienne, pour lui laisser le temps de réfléchir. En même temps le comte de Solms fut chargé d'avertir la cour de Russie que les ouvertures du traité de partage avaient été faites à Vienne, et que quoique le prince Kaunitz eût évité jusqu'alors de s'expliquer sur ce sujet, on pouvait néanmoins prévoir qu'il y donnerait volontiers les mains, aussitôt que les deux autres puissances seraient convenues de leurs intérêts réciproques; il se servit de ce motif pour accélérer la conclusion de cette affaire, parce

qu'il n'y avait pas un moment à perdre. Peut-être que la lenteur et la paresse habituelle des Russes aurait encore trainé la chose en longueur, si la cour de Vienne n'eût servi le roi sans le vouloir; tous les jours elle faisait naître par sa médiation de nouvelles difficultés pour la paix; souvent elle chicanait avec aigreur les Russes sur leurs énormes prétentions, et s'expliquait d'un ton despotique sur les articles de la paix qu'elle rejetait, favorisant les Turcs en tout ce qui dépendait d'elle. Mais les mouvemens qui se faisaient dans l'armée de Hongrie achevèrent de rendre les Autrichiens suspects à la cour de Pétersbourg. Dans ce même temps le bruit courut que les Impériaux négociaient un traité de subsides à Constantinople; cette dernière nouvelle donna l'alarme au conseil de Pétersbourg, et le roi, qui communiquait aux Russes tous les avis propres à découvrir les intrigues des Autrichiens, parvint enfin à tirer la cour de Pétersbourg de la léthargie dans laquelle elle était plongée. L'impératrice de Russie sentit le besoin qu'elle avait d'être assistée par sa Majesté: elle jugea que pour s'assurer de ce prince, il fallait lui procurer des avantages, de sorte que le comte de Panin déclara au comte de Solms qu'il n'attendait que le projet de partage, pour entrer avec lui en conférence sur ce sujet.

Ce projet s'expédia bien vite à Pétersbourg; il <sup>14 juin,</sup> donnait carte blanche à la Russie, qui pouvait choisir en Pologne, selon sa convenance, telle province dont elle jugerait à propos de prendre possession. Le roi demanda pour sa part la Pomerelie, le district de la grande Pologne en-deçà de la Netze,

l'évêché de Varmie, les palatinats de Marienbourg et de Culm, et laissa les Autrichiens maîtres d'accéder à ce traité s'ils le jugeaient à propos. Tous les arrangemens qui se prenaient à Berlin comme à Pétersbourg n'empêchaient point le prince Kaunitz d'aller son train; il accrochait, par mille difficultés que la médiation lui fournissait, la négociation de la paix avec les Turcs; il rejetait sur-tout l'article des cessions de la Valachie et de la Moldavie, que les Russes exigeaient de la Porte; fier des offres que lui faisait le sultan, et croyant que le nombre des troupes assemblées en Hongrie pouvait en imposer autant aux Prussiens qu'aux Russes, il fit déclarer au roi que les conditions de paix, proposées par la Russie, étaient diamétralement opposées aux intérêts de la monarchie autrichienne, qu'elles tendaient à renverser l'équilibre de l'Orient, et que si la cour de Pétersbourg ne voulait pas les modérer, leurs Majestés impériales seraient forcées de prendre part à cette guerre; qu'elles se flattaient que dans ce cas le roi observerait une parfaite neutralité, d'autant plus que ses engagemens avec la Russie se bornaient à la Pologne, dont les Autrichiens respecteraient le territoire.

On voyait bien que la cour de Vienne ne voulait absolument pas que les Russes devinssent ses voisins; d'une part elle craignait que nombre de Grecs répandus en Hongrie ne s'attachassent à cette puissance par motif de religion; d'autre part elle aimait mieux être voisine de l'empire affaibli des Turcs, que de l'empire formidable de la Russie. La situation où le roi se trouvait entre ces deux cours impériales



était embarrassante ; s'il consultait ses intérêts, il ne devait ni souhaiter d'accroître la puissance des Russes, qui n'était que trop formidable, ni employer à cela ses forces. Ces raisons étaient contrebalancées par des engagemens solennels, qui obligeaient ce prince d'assister l'impératrice son alliée dans toutes les occasions où elle serait attaquée par l'impératrice-reine ; il fallait, ou remplir ces engagemens, ou renoncer aux fruits qu'on espérait d'en recueillir. De plus, le parti de la neutralité était plus dangereux pour la Prusse que celui de soutenir son alliée ; les Autrichiens et les Russes se feraient battus, puis en s'accommodant ils auraient pu faire la paix aux dépens du roi ; ce prince aurait perdu toute considération ; personne ne se ferait fié à sa bonne foi ; et après la paix il serait demeuré isolé ; ce qui serait indubitablement arrivé, si le roi avait suivi un plan aussi défectueux.

Sa Majesté ne balança point ; elle se déterminà à remplir fidèlement ses engagemens avec la Russie, et pour adoucir en même temps la cour de Vienne, elle la flatta de l'espérance qu'il ne serait pas impossible de fléchir l'impératrice de Russie, et de faire changer les vues qu'elle avait sur la Valachie et sur la Moldavie ; mais en ajoutant que si l'on en venait à une rupture entre les deux impératrices, sa Majesté ne pouvait se dispenser d'assister celle de Russie, avec laquelle elle était en alliance. Pour donner plus de poids à cette déclaration, l'on augmenta et remonta toute la cavalerie ; les ordres donnés pour cet effet s'ébruitèrent promptement et par-tout. Ces mesures vigoureuses, prises si à propos, firent

impression sur la cour de Pétersbourg ; on profita de son contentement , pour l'engager à sacrifier une partie de ses prétentions sur la Valachie au bien commun de la paix.

Il était difficile de traiter avec les Russes. Le contreprojet du traité de partage de la cour de Pétersbourg arriva alors à Berlin ; il était singulièrement conçu ; tout l'avantage en était pour la Russie, tous les risques pour la Prusse : on accordait à la vérité la plus grande partie du terrain de la Pologne que le roi avait demandé ; mais l'acquisition des Russes était au moins du double plus étendue : on avait inféré sur-tout dans ce traité un article très-onéreux pour sa Majesté ; on demandait que la Prusse assistât de toutes ses forces la Russie, au cas qu'elle fût attaquée par les Autrichiens ; mais supposé que l'impératrice-reine déclarât la guerre au roi de Prusse, ce prince n'avait aucun secours à attendre de la Russie avant que la paix avec les Turcs fût conclue. Des conditions aussi peu proportionnées n'étant pas acceptables , elles donnèrent lieu à quelques explications ; on fit un résumé de tous les engagements de la Prusse avec la Russie ; il résultait de cet examen que tout était en faveur de l'impératrice, et qu'il n'y avait rien en faveur du roi ; toutefois on ajouta que comme sa Majesté avait résolu de satisfaire à tout ce qu'on pouvait prétendre d'elle raisonnablement , elle se reposait aussi sur l'équité comme sur la modération de l'impératrice de Russie, qui voudrait bien sacrifier quelques parties de ses conquêtes, pour prévenir une guerre qui menaçait dans peu de devenir générale, d'autant plus que la Moldavie et la Valachie servaient

de prétexte aux Autrichiens pour embrouiller de plus en plus les affaires , et que dans des circonstances aussi critiques que les présentes , il était de la dignité d'une aussi vaste monarchie que celle de la Russie , d'avoir moins d'égard à ses intérêts qu'au bien public. On proposa en même temps que pour indemniser la Prusse de tous les dangers qu'elle pouvait s'attirer par une nouvelle guerre , dont on ne pouvait prévoir quelles seraient les suites , la Russie voulût bien ajouter la ville de Dantzic , située au milieu de la Pomeranie , au partage de la Pologne dont le roi devait se mettre en possession.

Ces représentations , comme il arrive d'ordinaire , ne firent pas tout l'effet qu'on en devait attendre : cependant à force de réfléchir sur les raisons qu'on lui avait exposées si clairement , l'impératrice de Russie voulut bien restreindre les propositions de paix qui ne pouvaient compatir avec les intérêts d'autres puissances : elle s'engagea donc en conséquence à restituer aux Turcs , après la paix , les conquêtes qu'elle venait de faire entre le Dniester et le Danube. La cour de Berlin communiqua promptement cette heureuse nouvelle à celle de Vienne ; on vit pour la première fois paraître le prince Kaunitz avec un visage serein ; les esprits se calmèrent , et l'inquiétude et la jalousie que les grands succès des Russes avaient données à la cour impériale , disparurent du moment qu'elle n'eut plus à craindre d'avoir cette puissance pour voisine de ses États.

La Porte fut aussitôt informée des bonnes dispositions où se trouvait la cour de Pétersbourg. Les Turcs , que leurs malheurs avaient dégoûtés de la

guerre, inclinaient fortement à la paix. La dernière campagne des Russes n'était qu'une suite de triomphes ; ils avaient conquis la Crimée , et une bataille décisive qu'avait gagnée le maréchal de Romanzow , sur la fin de l'année , avait mis le comble à la prospérité de leurs armes. Dans des circonstances aussi désespérées , la nouvelle arriva à Constantinople que les plus grands obstacles à la paix étaient levés ; les Turcs résolurent alors de leur côté , pour faciliter la pacification générale , de rendre la liberté au Sr. Obreskow , détenu jusqu'alors aux Sept tours ; c'était un préalable que l'impératrice avait exigé , sans lequel elle ne voulait entendre à aucune négociation.

1772. Quoique toutes les cours fussent en action , la lenteur et l'irrésolution des Russes traînaient en longueur la conclusion du traité de partage ; la négociation s'accrochait principalement à la possession de la ville de Dantzic : les Russes prétendaient qu'ils avaient garanti la liberté de cette petite république ; mais ce n'étaient proprement que les Anglais , jaloux des Prussiens , qui protégeaient la liberté de cette ville maritime , et qui encourageaient l'impératrice de Russie à ne pas consentir aux demandes de sa Majesté prussienne. Il fallait néanmoins que le roi se déterminât ; et comme il était évident que le possesseur de la Vistule et du port de Dantzic assujettirait cette ville avec le temps , on jugea qu'il ne fallait pas arrêter une négociation aussi importante pour un avantage qui proprement n'était que différé ; ce qui fit que sa Majesté se relâcha de cette prétension. L'on reçut après bien des longueurs l'*ultimatum* de la cour de Pétersbourg. Les Russes insistaient

toujours

toujours sur les secours considérables qu'ils demandaient aux Prussiens, en cas que les Autrichiens leur déclarassent la guerre; quelques choquantes que fussent ces inégalités, quelques disproportionnés que fussent des secours que deux alliés se doivent au fond réciproquement, comme on savait que l'impératrice-reine se trouvait dans des dispositions plus favorables et plus pacifiques que par le passé, on négligea des considérations qui cessaient d'être importantes, pour conclure un traité avantageux, et l'on promit aux Russes les secours dont dès lors il ne pouvait plus être question.

Après que tant d'obstacles eurent été levés, cette convention secrète fut enfin signée à Pétersbourg : les acquisitions prussiennes furent telles que nous les avons rapportées, à l'exception des villes de Dantzic, de Thorn, et de leur territoire : par ce partage la cour de Pétersbourg acquit en Pologne une lisière considérable le long de ses anciennes frontières, depuis la Dwina jusqu'au Dniester : on fixa le temps de la prise de possession au mois de juin : on convint d'inviter l'impératrice-reine à se joindre aux deux puissances contractantes, afin de participer à ce partage : la Russie et la Prusse se garantirent leurs acquisitions, et promirent d'agir de concert à la diète de Varsovie, pour obtenir pour tant de cessions le consentement de la république : le roi promit encore par un article secret d'envoyer 20,000 hommes de son armée en Pologne, pour se joindre aux Russes au cas que la guerre devînt générale : de plus sa Majesté s'engageait à se déclarer ouvertement contre la maison d'Autriche, supposé que

17 fév.

ce secours ne fût pas fuffifant : on convint auffi que les fubfides pruffiens cefseraient d'être payés aufli-tôt que leur corps auxiliaire aurait joint l'armée ruffe ; on ajoutait par un autre article , que fa Majesté ferait autorifée à retirer les troupes auxiliaires , fi , au fujet de ces secours , elle était attaquée par les Autrichiens dans fes propres Etats ; et dans ce cas la Ruffie promettait de lui envoyer 6,000 hommes d'infanterie et 4,000 cofaques , et même de doubler ce nombre aufli-tôt que les circonftances le permettraient ; aufli bien que d'entretenir une armée de 50,000 hommes en Pologne , afin de pouvoir affifter le roi de toutes fes forces , après que la guerre avec les Turcs ferait terminée ; et enfin de continuer cette affiftance jufqu'au moment où elle pourrait par une pacification générale procurer aux Pruffiens un dédommagement convenable : on joignit à tous ces articles une convention feparée , pour régler l'entretien réciproque des corps auxiliaires. Cet ouvrage , qui fervait de bafe aux projets qui devaient s'enfuir , étant terminé , il reftait à perfuader la cour de Vienne de fe joindre aux deux puiffances contractantes. Trois partis fe formaient dans cette cour , dont chacun pensait différemment : l'empereur aurait voulu regagner en Hongrie les provinces que fa maifon avait perdues par la paix de Belgrade : l'impératrice fa mère , qui n'avait plus cette énergie et cette fermeté dont elle avait tant donné de marques dans fa jeunefſe , et qui commençait à s'adonner à une dévotion myftique , fe reprochait le fang que fes guerres paffées avaient fait répandre ; elle déteftait la guerre et voulait con-

server la paix à quelque prix que ce fût : le prince Kaunitz, doué d'un jugement droit, qui voulait accorder les intérêts de la monarchie avec les penchans de sa souveraine, se trouvait par conséquent dans l'embarras d'opter entre la guerre, ou le partage de la Pologne, et craignait de plus que s'il prenait ce dernier parti, l'union de la maison de Bourbon avec celle d'Autriche, qu'il regardait comme son chef-d'œuvre, n'en fût rompue; d'un côté la cavalerie prussienne remontée si promptement lui donnait à connaître que le roi avait pris un parti décisif; d'un autre il voyait que ce prince désirait une pacification générale, et qu'il y travaillait avec ardeur. Enfin le roi dit à l'envoyé d'Autriche, dans une conférence qu'il eut avec lui que sa Majesté félicitait l'impératrice-reine d'avoir en ce moment le sort de l'Europe en ses mains, parce que réellement la paix ou la guerre dépendait, dans ces circonstances du parti qu'elle allait prendre : le roi ajouta qu'il avait une si grande confiance dans la sagesse reconnue de cette grande princesse, qu'il ne doutait point qu'elle ne préférât la tranquillité générale de l'Europe aux troubles qui pouvaient survenir, et dont il était impossible de prévoir les suites. Cet entretien, dont van Swieten rendit compte à sa cour, produisit tout l'effet qu'on en pouvait espérer; le prince Kaunitz fut convaincu qu'il fallait renoncer à l'alliance des Turcs, comme à tous les projets qui étaient fondés sur ce préalable : il comprit également qu'il ne pouvait plus empêcher le partage de la Pologne, à moins d'attaquer sans l'assistance d'aucun allié, la Prusse et la Russie en même temps. Cette chance

était trop défavantageuse pour qu'un homme, pour peu qu'il fût prudent, voulut en courir les risques : il ne lui restait donc d'autre parti raisonnable que celui de se jondre aux deux cours alliées, afin de participer au partage de la Pologne, et de maintenir par ce moyen l'équilibre entre ces trois puissances. Par une suite de cette résolution, le baron de Swieten fut chargé de proposer au nom de sa cour la signature d'un acte par lequel les trois cours promettaient d'observer une égalité parfaite dans le partage qui se ferait de la Pologne. Cette proposition, qui était juste, fut reçue sans empêchement, parce qu'elle devait aplanir toutes les difficultés qui avaient jusqu'alors causé tant d'embarras, et que c'était l'unique moyen d'éviter la guerre générale, qu'on avait eu

4 mars.

de si fortes raisons d'appréhender. Cet acte fut signé sans délai ; et l'échange s'en fit tout de suite. Ce traité entre les cours de Berlin et de Vienne fut incessamment communiqué à celle de Pétersbourg ; l'impératrice reçut avec plaisir cette nouvelle importante ; elle se voyait, par cette accession de l'Autriche, dégagée du fardeau d'une nouvelle guerre qu'elle aurait peut-être eu de la peine à soutenir : elle suivit les conseils du roi qui l'exhortait à diminuer autant qu'il se pourrait le nombre de ses ennemis : aussi, peu après, la même convention fut signée à Pétersbourg par les deux cours impériales. On se pressa ensuite d'égaliser le partage des trois cours ; ce qui avait été réglé entre la Prusse et la Russie fut aussitôt communiqué à l'impératrice-reine ; la cour de Vienne ne s'oublia pas dans son contre-projet : son avidité étendit ses vues sur quantité de



palatinats qui remplissaient l'espace depuis la principauté de Teschen jusqu'aux confins de la Valachie, et qui poussaient une pointe par Belcz à une petite distance de Varsovie. Les pays enclavés dans cette démarcation, et qui faisaient à peu-près le tiers de la Pologne, étaient évidemment opposés à la convention que cette cour venait à peine de signer avec les autres puissances. On trouva cette portion que les Autrichiens voulaient s'approprier aussi énorme à Pétersbourg qu'on l'avait trouvée exorbitante à Berlin. Choqué de procédés aussi indécens, le comte Panin remit un mémoire raisonné au prince Lobkowitz, qui résidait à Pétersbourg en qualité de ministre d'Autriche, dans lequel il évaluait avec précision les partages des trois cours, et concluait que pour établir une égalité parfaite, il convenait que la cour de Vienne voulût bien renoncer à la possession de Léopol et des salines importantes de Willisca, afin que personne ne pût se plaindre d'être lésé.

La cour de Vienne continua d'insister sur la ville de Léopol et sur les salines de Willisca, qu'elle voulait posséder à toute force, en même temps que, pour faciliter cette convention, elle se désista des palatinats de Lublin, de Chelm, et de Belcz. Les choses étant dans ces termes, il fallait se hâter de conclure, si l'on ne voulait pas renoncer à tout partage; dans cette occasion trop d'exactitude à évaluer les différentes portions aurait fait naître des disputes interminables : d'autres puissances auraient immanquablement profité de cette mésintelligence, et toutes les peines qu'on s'était données jusqu'alors auraient été perdues. Dans cette persuasion le roi

conseilla à l'impératrice de Russie d'accepter les conditions que la cour de Vienne annonçait être son *ultimatum* ; elle comprit combien les momens étaient précieux, et rien n'y mettant plus d'empêchement, la triple convention des cours contractantes fut signée par leurs ministres à Pétersbourg.

5 août. Les acquisitions prussiennes et celles des Russes furent articulées dans ce traité telles que nous les avons annoncées ; ce qui devait tomber en partage aux Autrichiens fut marqué depuis la principauté de Teschen jusqu'au-delà de Sendomir et du confluent du San, en tirant une ligne droite au Bug, et de cette rivière à celle du Dniester aux frontières de la Podolie et de la Moldavie. Les trois cours se garantirent leurs possessions respectives : elles promirent d'agir de concert pour engager la république de Pologne à donner son consentement aux cessions qu'on lui demandait. La cour de Vienne, radoucie par tant d'acquisitions, promit d'employer ses bons offices conjointement avec le roi de Prusse, afin de disposer la Porte à recevoir les conditions de paix que la Russie lui avait proposées. Les trois cours fixèrent la prise de possession au premier jour du mois de septembre. On convint de remettre vers ce temps au roi de Pologne une déclaration concertée entre les trois cours, pour instruire la république des arrangemens qu'on venait de prendre, et pour l'exhorter à la convocation d'une diète extraordinaire, afin qu'elle travaillât à l'entière pacification du royaume ; c'était à cette diète que la Russie, l'Autriche et la Prusse se proposaient de présenter une déduction qui devait contenir les prétentions de chaque puissance,

avec les droits qu'elles croyaient avoir sur ce dont elles avaient pris possession.

Le roi fondait ses prétentions sur la Pomerelie, et sur une partie de la grande Pologne située en-deçà de la Netze, sur ce que ces provinces, autrefois annexées à la Poméranie et au Brandebourg, en avaient été démembrées par les Polonais; il revendiquait la ville d'Elbing en vertu d'une prétention liquide, et de l'argent que ses ancêtres avaient avancé sur cette ville à la république; on faisait des évêchés de Varmie et des palatinats de Marienbourg et de Culm un équivalent de la ville de Dantzic, capitale de la Pomerelie, laquelle demeurerait libre. Nous ne voulons pas détailler ici les droits de ces trois puissances; il fallait des conjonctures singulières pour amener les esprits à ce point et les réunir pour ce partage, par lequel seulement on pouvait éviter une guerre générale.

Telle fut la fin de tant de négociations qui demandaient de la patience, de la fermeté et de l'adresse. L'on parvint cette fois à préserver l'Europe d'une guerre générale qui était près d'éclater. Des intérêts aussi contraires que ceux des Russes et des Autrichiens étaient difficiles à concilier. Pour dédommager les Russes des conquêtes que les Autrichiens voulaient qu'ils restituassent à la Porte, il n'y avait d'autre moyen que de leur assigner des possessions en Pologne. L'impératrice-reine en avait donné l'exemple, en faisant occuper par ses troupes la seigneurie de Zips; et pour que la balance se soutînt en quelque manière entre les puissances du Nord, il fallait de nécessité que le roi eût part à ce partage. C'est-là le premier

exemple que l'histoire fournisse d'un partage réglé et terminé paisiblement entre trois puissances, sans les conjonctures où l'Europe se trouvait alors, les plus habiles politiques y auraient échoué; tout dépend des occasions et du moment où les choses se font.

Le soin d'accorder ces divers intérêts n'absorbait pas toute l'attention des trois puissances; on n'en pressait pas moins les Turcs de consentir à la tenue d'un congrès; l'internonce d'Autriche, qui résidait à Constantinople, ne parlait plus des subsides qu'il avait si vivement sollicités, ni des diversiones que sa cour allait faire en faveur de la Porte; et loin d'encourager les Turcs à la continuation de la guerre, il s'était joint au ministre prussien, pour engager le divan à choisir ceux que le grand seigneur enverrait au congrès de la pacification. Les plénipotentiaires furent nommés de la part des deux puissances belligérantes; les ministres prussien et autrichien les joignirent à Foxfiani, lieu où se tinrent les conférences. Le comte Orlow, favori de l'impératrice, y présidait de la part de la Russie, et Osman-Effendi de la part des Turcs. Ces deux ministres paraissaient d'accord sur les articles essentiels du traité, et même sur l'indépendance des Tartares; mais lorsqu'on en vint au projet article par article, Osman-Effendi en présenta un autre, par lequel le droit de confirmer le chan des Tartares élu, et le droit d'administrer la justice en Crimée, était réservés au grand seigneur. Cette proposition fut rejetée; Osman en présenta une plus modérée, mais qui fut aussi peu admise que la première, sur quoi il déclara qu'après avoir épuisé tous les moyens qui lui étaient

Premiers  
jours  
d'août.

permis par ses instructions, qu'après avoir modifié par des adoucissens les articles qui fesaient le plus de peine aux Russes, voyant néanmoins que, sans égard pour la modération du grand seigneur, on rejetait toutes ses propositions, il ne lui restait qu'à demander des chevaux pour s'en retourner à Constantinople. M. Orlow le prit au mot; ses intérêts personnels le rappelaient à Pétersbourg, où ses ennemis, profitant de son absence, étaient parvenus à le supplanter; ainsi ce congrès qu'on avait eu tant de peine à faire assembler, n'atteignit pas la fin du même mois.

Plus les affaires prenaient vers le Nord et l'Orient une tournure avantageuse à la Russie, plus la France, mécontente du peu de considération dont elle jouissait, essayait de se dédommager par ses intrigues de l'ascendant qu'elle avait perdu; elle se flattait de pouvoir le regagner en mettant la Suède en jeu. Le prince royal de Suède qui voyageait alors en France, se trouva précisément à Paris lorsqu'il apprit la mort du roi son père. Les ministres de Louis XV, pour profiter de la conjoncture, prirent des engagemens secrets avec ce jeune prince; ils lui promirent d'acquitter les arrérages de la dernière guerre, que la France devait à la Suède : la somme en montait à 1,300,000 écus; une partie lui en fut remise à Paris, et on lui fit espérer le reste, au cas qu'il voulût l'employer à changer la forme du gouvernement en Suède, en s'y rendant souverain. Dès lors ce jeune prince vif, ambitieux, mais léger, se livra sans réserve à l'exécution de ce projet, à laquelle la diète qui allait s'assembler pour son couronnement,

lui fournissait une occasion favorable. De retour à Stockholm, on envoya des émissaires munis d'argent dans toutes les provinces du royaume, pour corrompre les députés, et une partie des troupes; son frère, le prince Charles, se mit à la tête d'un de ces corps, pour le conduire à la capitale au secours du roi. Mais le jeune monarque n'attendit pas son arrivée; il avait gagné le régiment des gardes et celui de l'artillerie; il s'empara par leur moyen de l'arsenal, fit braquer les canons sur les places et dans les rues, rassembla le sénat intimidé par un appareil qui lui était si nouveau, et se fit déclarer  
18 août. souverain par ce corps, qui représentait toute la nation.

Cet événement inattendu causa quelques inquiétudes à la cour de Berlin; le roi s'était engagé, par son traité avec la Russie, à soutenir la forme de gouvernement établie en Suède l'année 1720. Ce prince n'ignorait pas la vive impression qu'une révolution aussi subite ferait sur l'impératrice de Russie. Le congrès de Foxsiani venait à la vérité d'être rompu; mais les Russes et les Turcs étaient de nouveau en pourparlers pour en assembler un autre à Bucharest: si la paix venait à se conclure entre ces deux puissances, il fallait s'attendre qu'incessamment la Russie travaillerait à remettre le gouvernement suédois sur l'ancien pied; le jeune roi de Suède, qui comptait sur l'appui de la France, ne se ferait jamais désisté de bon gré de la souveraineté à laquelle il venait de parvenir; c'étaient-là des matériaux pour une nouvelle guerre, dans laquelle le roi aurait été obligé de combattre contre son

propre neveu; et la nature qui parle aux cœurs des rois tout comme à ceux des particuliers, se révoltait contre ce parti. D'autre part la politique et la foi des traités exigeaient qu'on le prit : dans cet embarras le roi se servit de la cour de Vienne, afin que, par les représentations à celle de Pétersbourg on pût parvenir à calmer la première effervescence de la Russie. Les mouvemens de colère et de vengeance l'auraient cependant emporté dans l'esprit de l'impératrice de Russie, si les Turcs n'avaient pas résisté avec beaucoup de fermeté aux conditions dures et facheuses qu'on voulait leur faire accepter ; en même temps que du côté de la Suède, le roi concevant le danger dont il était menacé de la part de la Russie, se proposait de mettre d'avance le Danemarck hors de jeu, pour n'avoir qu'un ennemi à combattre à la fois.

Ceci nous engage à reprendre les choses de plus haut, pour exposer avec précision les raisons qu'avait le roi de Suède d'agir ainsi. Le roi de Danemarck était monté trop jeune sur le trône pour que son expérience pût être formée : il était entouré d'anciens ministres rompus dans les intrigues de cour, qui plus intéressés que citoyens, n'ambitionnaient que de gouverner leur maître; et comme ces rivaux luttaient pour se supplanter mutuellement, cela donnait lieu à de fréquentes disgrâces; chaque jour produisait de nouveaux ministres et de nouveaux projets de gouvernement. Le Sr. de Saldern, qui se trouvait alors à cette cour en qualité de ministre de Russie, avait, comme nous l'avons dit, moyenné l'échange du duché de Gottorp contre ceux d'Olden-

bourg et de Delmenhorst; ce ministre d'une cour étrangère, mais trop puissant à Copenhague, persuada au roi de faire un tour dans les pays étrangers, voulant le détourner de visiter, comme il en avait l'intention, le royaume de Norvège. où l'on craignait qu'il n'introduisît des nouveautés préjudiciables à ses intérêts. Peu après son mariage avec la princesse Mathilde, sœur du roi d'Angleterre, il partit de Copenhague, se rendit à Londres, et de-là à Paris: ses courtisans et ceux qui l'environnaient, fortifiaient son penchant à la volupté et à la débauche; de retour de ses voyages, il en rapporta une maladie dont il n'avait pris aucun soin; la reine son épouse, sous prétexte du rétablissement de sa santé, s'empara de son esprit, et lui proposa un médecin nommé Struensée, comme l'homme le plus capable de le guérir. L'accès que ce médecin eut à la cour, lui fit gagner imperceptiblement plus d'ascendant sur l'esprit de la reine qu'il n'était convenable à un homme de cette extraction. Cette liaison, qui de jour en jour devenait plus intime, obligeait la reine à prendre les plus grandes précautions pour que le roi ne pût pas s'apercevoir de ce qui se passait; on prétendait que, pour en être sûrs, la reine et le médecin avaient imaginé, sous prétexte de donner des remèdes au roi, de lui faire prendre de l'opium. L'usage trop fréquent de ces soporifiques altéra considérablement l'esprit de ce jeune prince: il eut des absences si fortes et si longues, que la reine et le médecin s'emparèrent des rênes du gouvernement: Struensée fut créé premier ministre, et fut réellement roi de Dane-



marck durant quelques mois. La nation danoise fut indignée. On découvrit enfin que le projet du ministre était de faire déclarer le roi incapable de régner , et sous ce prétexte apparent de s'emparer de la tutelle du royaume ; ce qui acheva de révolter les esprits. On aurait cru se couvrir d'opprobre , en exposant le royaume à tomber sous une semblable domination. Des gardes de la marine qu'on avait voulu casser , parce que la cabale se défiait de leur fidélité , donnèrent le premier braule à la révolution. Les deux généraux d'Eickstädt et de Cøller , tous deux Poméraniens de naissance , et le ministre d'Etat d'Osten se rendirent en secret chez la reine Julie , belle-mère du roi ; ils lui peignirent des couleurs les plus vives les périls auxquels sa personne , celle de son beau-fils , et tout le royaume étaient exposés , et la conjurèrent de prendre , dans un moment aussi critique , un parti décisif ; ils la déterminèrent à se rendre , après un bal qui devait durer avant dans la nuit , par un escalier dérobé dans la chambre du roi , pour l'avertir du péril imminent qui le menaçait , et l'obliger à signer incessamment un ordre par lequel les généraux étaient autorisés , l'un à arrêter la reine Mathilde , et l'autre à s'assurer du médecin premier ministre. Ce projet s'exécuta comme il avait été médité : on enferma la reine dans une forteresse , et le médecin , ainsi que ses adhérens , furent traduits devant les juges : la crainte des supplices leur fit avouer tous les attentats dont on les accusait ; le mariage de la reine Mathilde fut cassé ; le roi d'Angleterre obtint qu'on permit à cette princesse de sortir du Danemarck , pour se retirer dans

l'électorat de Hanovre : elle s'établit à Zell , où elle fut traitée par son frère avec distinction. Le médecin , et le baron de Brand , après qu'on leur eut fait le procès , furent décapités : la reine Julie , belle-mère du roi , prit le maniement des affaires. Tout fut faible dans les commencemens d'une telle administration , qui en effet n'était qu'une tutelle. L'aliénation d'esprit du roi équivalait à une minorité. Les Norvégiens , qu'on avait accablés d'impôts pour soutenir la banque qui était sur le point de faire faillite , les Norvégiens , dis-je , commencèrent à différentes reprises à manifester leur mécontentement. Les révolutions que subit presque en même temps le gouvernement suédois donnèrent de vives alarmes à la cour de Copenhague , qui craignait les entreprises d'un jeune prince voisin , ennemi né des Danois ; la reine Julie envoya le général Huth avec quelques troupes en Norvège , afin de garantir ce royaume contre toute invasion étrangère.

Ce mécontentement des Norvégiens , leurs dispositions peu favorables à la cour , voilà sur quoi le roi de Suède fondait ses espérances. Quelques députés des payfans de ce royaume , qui se rendirent auprès de lui dans le bourg d'Eckholmsfund , l'assurèrent qu'il n'avait qu'à se montrer avec quelques troupes sur leurs frontières , pour animer les payfans norvégiens , et pour leur faire à tous embrasser son parti. Sans examiner si c'était la nation qui s'expliquait par la bouche de ces députés , ou s'ils n'étaient que les organes de quelques mécontents obscurs , le roi partit brusquement , sous prétexte de faire ce qu'on appelle en Suède l'Éric Gatta : il fit la tournée de ses

provinces méridionales en Scanie et vers les frontières de la Norvège ; de-là il envoya un mémoire à la cour de Danemarck , conçu en termes menaçans , par lequel il demandait raison des armemens extraordinaires que cette cour fe fait en Norvège ; en même temps il préparait tout de son côté pour entreprendre la guerre ; des troupes suédoises , munies d'artillerie , s'approchaient de la Norvège : ses émissaires en foule rôdaient dans ce royaume , pour exciter le peuple à la sédition ; il fit des tentatives infructueuses pour brûler le chantier de Copenhague ; enfin tout se préparait à une rupture entre ces deux royaumes , et peut-être s'en ferait-elle ensuivie , si la cour de Berlin , par les représentations les plus fortes , n'avait engagé ces deux puissances à s'éclaircir mutuellement sur leurs soupçons , et à se réconcilier ; sur ces représentations le roi de Suède s'en retourna dans sa capitale , et les Danois se rassurèrent.

Si le changement du gouvernement en Suède avait déplu à l'impératrice de Russie , ces mouvemens du roi sur les frontières de la Norvège la choquèrent encore davantage ; elle craignait qu'un jeune prince aussi remuant , aussi inquiet que le roi de Suède , n'entreprît avec la même légèreté de l'attaquer sur les frontières de l'Estonie et de la Finlande. Ces deux provinces étaient alors dégarnies de troupes : les armées russes étaient dans la Bessarabie , dans la Crimée , et plus de 50,000 hommes inondaient la Pologne ; l'impératrice jugea que dans ces circonstances , en faisant des conquêtes en Orient et en subjuguant les Sarmates , elle ne devait pas négliger d'assurer ses anciennes possessions. Elle rappela dans

cette intention 20,000 hommes des troupes qui étaient en Pologne , pour les employer à garnir et à défendre la Livonie et les provinces qu'elle croyait exposées aux insultes des Suédois ; d'autre part elle se montra plus disposée à un nouveau congrès pour la paix avec les Turcs.

26 oct

Ce congrès s'ouvrit à Bucharest ; le reis-effendi était le plénipotentiaire de la Porte , et le Sr. Obreskow celui des Russes : les deux ministres plénipotentiaires de la Prusse et de l'Autriche ne s'y trouvèrent point , parce que les Russes avaient été mécontents du Sr. Thugut , qui avait assisté au premier congrès comme ministre de l'impératrice-reine. Les Russes commencèrent par renouveler leurs prétentions exorbitantes ; ensuite ils se relâchèrent sur plusieurs articles ; mais la cession des places de la Crimée-Kersch et Jenikala , situées sur le détroit de Zabache , dont la possession ouvrait aux Russes le passage de la mer Noire , fut un obstacle invincible de la conclusion de la paix ; le corps des Ulemas , ou gens de la loi , déclara au grand seigneur qu'il ne consentirait jamais que , par cette cession , on mit la Russie en état d'équiper une flotte qui menacerait Constantinople même du plus imminent danger ; la Russie déclara de son côté que la possession de ces deux places était une condition dont elle ne se départirait jamais. Sur cela chacune des deux cours envoya son *ultimatum* à ses plénipotentiaires : les Russes offrirent de se relâcher sur ce qu'ils avaient demandé en argent , à condition que les Turcs consentissent au reste , et les Turcs offrirent 21 millions de roubles aux Russes , s'ils voulaient remettre les choses sur le pied

où

où elles étaient avant le commencement de cette guerre. Après que les conditions eurent été refusées de part et d'autre vers la fin du mois de mars, ce second congrès fut rompu comme le premier.

1773.  
Mars.

Deux raisons contribuèrent à rendre ce congrès infructueux : la première , les conditions onéreuses , humiliantes et dures auxquelles Catherine voulait soumettre Mustapha ; l'autre , les intrigues de la France , qui non contente d'employer les corruptions pour gagner les principaux visirs et seigneurs de la Porte , relevait leur courage par l'espérance que le roi de Suède porterait la guerre en Finlande , pour faire une diversion en leur faveur , et ils ajoutaient que la France armait actuellement à Toulon une nombreuse escadre , qu'on enverrait aux échelles du Levant , pour s'établir en croisière dans l'Archipel. La cour de Versailles ne se borna point à ces petites intrigues : elle désapprouvait la conduite de l'impératrice-reine qui étant son alliée , s'était unie avec la Russie et la Prusse , et avait pris le parti des puissances que la France regardait comme ses ennemies. Pour se venger des Autrichiens , on projeta à Versailles une quadruple alliance entre les cours de Versailles , de Madrid , de Turin et de Londres. On commença par mettre en jeu toutes sortes d'intrigues , afin d'indisposer l'Angleterre contre la Prusse et contre la Russie. Les émissaires français répandaient nombre de pamphlets ; dans les uns ils démontraient aux Anglais le tort considérable que souffrait leur commerce , depuis que le roi de Prusse était en possession du port de Dantzic ; dans d'autres ils exagéraient les pertes que le commerce d'Angleterre

ferait , si les Russes obtenaient la libre navigation sur la mer Noire. Ces écrits firent enfin quelque impression : la fougue anglaise fut promptement excitée ; et sans savoir pourquoi , la nation jeta les hauts cris , en disant que le port de Dantzic allait ruiner le commerce de la Grande-Bretagne. Il n'est pas nécessaire de rapporter ici tous les désagrémens auxquels ces clameurs donnèrent lieu , mais il est indispensable de rapporter que les Anglais s'adressèrent aux Russes , et qu'ils exigèrent de l'impératrice que son ministre , conjointement avec celui d'Angleterre , donnaissent la loi au roi de Prusse dans ses propres Etats , qui lui appartenaient à aussi bon droit que les provinces que les deux autres puissances venaient d'envahir , pour qu'il sacrifiât son intérêt à leurs caprices. Les Russes n'entrèrent pas entièrement dans ces idées extravagantes des Anglais ; la guerre avec les Turcs durait encore ; le roi payait des subsides ; ils devaient donc le ménager. Il y eut quelques négociations vagues avec la cour de Pétersbourg touchant les douanes et les péages de la Vistule , et touchant le port de Dantzic ; après quelques explications de part et d'autre , après qu'on eut remontré à cette cour que , chacun étant maître chez soi , on ne devait point être inquiété dans l'administration de ses finances , les Russes trouvèrent ces raisons valables , et les choses restèrent sur le pied où elles étaient.

Le projet des Français et des Anglais était plus artificieux que nous ne l'avons représenté ; leur vue était de brouiller la Prusse et la Russie au sujet du port de Dantzic ; et quoique l'événement n'eût pas répondu à leur attente , les Anglais ne laissèrent pas

de témoigner à la cour de Pétersbourg à quel point ils étaient jaloux et envieux du commerce de la mer Noire que les Russes avaient intention d'exercer ; mais la rupture du congrès de Bucharest les délivra pour lors de leurs appréhensions.

Les troubles intestins de la cour de Pétersbourg , et les différens partis qui travaillaient à perdre leurs antagonistes , influèrent dans les affaires , et occasionnaient de nouvelles contestations , tantôt pour le port de Dantzic , tantôt sur les péages , enfin sur les limites des nouvelles acquisitions : on poussa la mauvaise humeur jusqu'à chicaner le roi sur une banlieue située au-delà de la Netze , qu'il avait insérée dans sa démarcation : on lui fit d'autres difficultés sur le territoire de Thorn , qu'on prétendait qu'il avait trop rétréci , quoiqu'on l'eût réglé sur les cartes géographiques les plus exactes qu'on avait pu se procurer. Les Russes firent des querelles semblables aux Autrichiens sur un terrain qu'ils s'étaient approprié au-delà du San , et qui était assez considérable. Le roi promit d'avoir la complaisance pour l'impératrice de Russie de s'accommoder à quelques égards à ses desirs , à condition toutefois que les Autrichiens fissent de même ; mais la cour de Vienne affichant la hauteur , et étalant toute sa dignité , déclara qu'elle ne céderait pas un pouce de ses possessions ; cette déclaration fière et déterminée des Autrichiens fit que les Russes gardèrent le silence , et qu'alors les choses restèrent sur le pied où elles étaient. Toutes ces petites tracasseries tiraient leur origine de la haine que le comte Orlov , devenu prince , avait contre le comte Panin : il l'accusait d'avoir

Juillet.

réglé trop avantageusement les partages des alliés de la Russie, et le ministre, qui voyait son crédit chanceler, n'avait pas le courage de soutenir avec fermeté les points dont on était tombé d'accord dans la convention signée par l'impératrice de Russie et le roi de Prusse. Dans ces temps-là les nôces du grand-duc se célébrèrent à Pétersbourg; le comte Panin, qui avait été son gouverneur, le quitta alors, et non-seulement l'impératrice le récompensa généreusement, mais détrompée des calomnies par lesquelles on avait voulu le noircir dans son esprit, elle lui rendit sa confiance.

Ce fut le roi qui parvint à fixer sur la princesse de Darmstadt, propre sœur de la princesse de Prusse, le choix que l'impératrice fit d'une belle-fille; pour avoir du crédit en Russie, il fallait y placer des personnes qui tinssent à la Prusse. On devait espérer que le prince de Prusse, lorsqu'il parviendrait au trône, en pourrait tirer de grands avantages. M. d'Assembourg, sujet du roi, et qui avait passé au service de l'impératrice, fut chargé de parcourir toutes les cours d'Allemagne où il y avait des princesses nubiles, et d'en faire son rapport. Il choisit la princesse de Darmstadt, qui fut désignée pour épouser le grand-duc.

Tandis que la ville de Pétersbourg célébrait par des fêtes ce mariage, la diète de Pologne s'assemblait à Varsovie; les trois cours y publièrent un manifeste avec une déduction de leurs droits; on demanda au roi et à la république de signer, 1. le traité de cession pour les trois cours, 2. la pacification de Pologne, 3. une somme fixe pour l'entretien du roi, 4. l'établissement du conseil permanent,



5. un fonds assuré pour que la république pût entretenir 30,000 hommes. En même temps chaque puissance fit entrer en Pologne un corps de 10,000 hommes. Toutes envoyèrent également un général à Varsovie; les Autrichiens, Richecourt; les Russes, Bibikow; les Prussiens, Lentulus. Ils avaient ordre d'agir de concert et de sévir contre les seigneurs qui voudraient cabaler ou mettre des obstacles aux nouveautés qu'on voulait introduire dans leur patrie.

Au commencement, les Polonais firent les revêches; ils répugnaient à tout ce qu'on leur proposait; les nonces des palatinats n'arrivaient point à Varsovie. Fatiguée de ces longueurs et de cette obstination, la cour de Vienne proposa de fixer un jour pour l'assemblée de la diète, avec menace que si les nonces manquaient de s'y trouver, les trois cours, sans différer, partageraient entr'elles tout le royaume; mais on ajoutait aussi, que par égard pour eux, et s'ils donnaient des marques de leur docilité, aussitôt après que l'acte de cession aurait été signé, les trois puissances retireraient leurs troupes du territoire de la république. A peine cette déclaration fut-elle publiée, que tout s'arrangea comme de soi-même. La diète s'assembla le 19 avril: le traité de cession fut approuvé, et signé premièrement avec les Autrichiens, ensuite avec les Russes, et celui des Prussiens le 18 septembre. On convint que des commissaires feraient envoyés pour régler les frontières. La république renonça, en faveur de sa Majesté, à la réversibilité du royaume de Prusse et des fiefs de Lauenbourg, de Butow et de Draheim: on abolit plusieurs articles du traité de Wélau: on garantit

à la Pologne toutes les provinces qui lui restaient. Le roi promit de plus de conserver dans sa portion la religion catholique sur le pied où il l'avait trouvée, et l'on renvoya à des actes séparés les articles dont on conviendrait pour le commerce. Ce traité, ainsi que ceux des autres cours, ne fut signé d'abord que par les deux maréchaux de la confédération et par le président de la délégation, ainsi que par les ministres des trois cours. Ces ministres commencèrent ensuite à traiter avec les membres de la délégation. On convint de la création d'un conseil permanent, et l'on en renvoya la discussion, qui devait être longue et détaillée, aux assemblées suivantes.

Les Polonais, qu'il faut considérer comme la nation la plus légère et la plus frivole de l'Europe, se flattaient, sans le moindre fondement, d'anéantir dans peu l'ouvrage des trois puissances voisines ; voici comme raisonnaient ces têtes sans dialectique. La campagne des Russes n'a pas été heureuse cette année-ci ; ils feront donc accablés l'année prochaine : les zélateurs de l'ancien gouvernement anarchique ajoutaient, en exagérant les choses, que le grand seigneur, à la tête de ses braves janissaires, pénétrerait bientôt en Russie, brûlerait Moscou et Pétersbourg, détrônerait l'impératrice, et partagerait entre lui et les Polonais les débris de ce vaste empire.

Pour juger combien leur mauvaise volonté outrait les mauvais succès des Russes, il sera nécessaire de rapporter ce qui se passa entre les armées dans cette campagne, et même de remonter un peu plus haut. Depuis la rupture du congrès de Bucharest, l'impératrice de Russie, accoutumée aux exploits inconce-

vables de ses troupes , crut qu'au moyen d'une nouvelle victoire , elle pourrait fléchir l'obstination du sultan , et le faire consentir aux conditions de paix dont elle ne voulait pas se désister. Elle manda donc au maréchal de passer le Danube avec son armée , et d'attaquer l'ennemi par-tout où il le trouverait : le maréchal avait quelque répugnance à commettre sa réputation dans une entreprise aussi hasardeuse ; il en représenta les difficultés , le Danube large d'un mille dans ces contrées , l'impossibilité d'y faire des ponts , le danger de débarquer à l'autre bord sous le feu de l'ennemi , il ajouta qu'on ne trouverait aucun établissement dans la Romélie , et qu'on devait craindre d'exposer l'armée dans des circonstances pareilles à celles où Pierre I s'était trouvé au bord du Pruth. Ces représentations furent vaines : les raisons de guerre cédèrent à l'impatience de l'impératrice ; M. de Romanzow fut contraint de passer le Danube avec son armée forte de 35,000 hommes : il repoussa et défit un corps d'observation que les Turcs avaient avancé vers les bords du fleuve : il marcha ensuite sur Silistria , qu'il avait intention de prendre ; cette ville est située dans une gorge , elle n'a point d'ouvrages qui la défendent , mais les montagnes qui l'environnent de deux côtés étaient bien fortifiées ; trente mille Turcs y campaient , et l'armée du grand visir postée sur le mont Hémus , était à portée de la secourir. Le maréchal Romanzow approchant de Silistria , résolut de prendre cette ville d'emblée : il partagea son armée en différens corps , les uns pour soutenir les batteries qui tiraient sur le camp des ennemis , d'autres pour attaquer la ville par l'endroit

13 juin

où la gorge des montagnes s'ouvrait le plus, et le reste demeura comme en réserve, soit pour soutenir les attaques, soit pour protéger la retraite. Les Turcs attaquèrent avec leurs spahis cette réserve et les corps qui couvraient les batteries, en même temps qu'ils prirent à dos les détachemens qui étaient à la vérité entrés dans Silistria, mais qui furent obligés ensuite de s'en retirer avec une perte assez considérable. Le grand visir, informé de ce qui se passait, détacha promptement un gros corps de troupes à dos de l'armée russe, pour garnir un défilé par lequel il fallait qu'elle repassât pour pouvoir regagner les bords du Danube. Si le grand visir avait su profiter de l'occasion, il aurait engagé sans perdre de temps une affaire d'arrière-garde avec l'armée de M. de Romanzow qui se retirait, et il y a toute apparence qu'il aurait détruit cette armée russe qui avait passé le Danube. Mais les destinées n'avaient pas résolu que les choses tournassent ainsi, le grand visir demeura tranquillement dans son camp, et le maréchal Romanzow ayant été averti qu'un corps de Turcs s'était posté sur ses derrières, envoya le général Weissmann à la tête d'un détachement, pour déloger les troupes ennemies de leur embuscade : ce brave général, après des efforts de valeur incroyables, réussit, mais en y perdant la vie. Cet important avantage donna à l'armée russe la facilité de regagner le Danube : il n'y avait pas assez de barques pour transporter ces troupes tout à la fois ; il fallut y employer trois jours, sans qu'il vînt en pensée aux Turcs d'attaquer les portions de l'armée qui attendaient le retour de leurs bateaux, ou d'apporter le moindre obstacle à leur passage.

L'impératrice de Russie fut très-mécontente de cette expédition ; il fallut tirer des troupes de l'Ingrie, de l'Estonie et de la Pologne, pour renforcer l'armée de la Valachie ; cependant on ne se découragea point. On forma de nouveaux projets, et l'on résolut à Pétersbourg de les exécuter sur la fin de l'automne de la même année. Il faut savoir que, chez les Turcs, c'est l'usage que les troupes asiatiques retournent chez elles au commencement de l'arrière-saison. Les Russes, qui en étaient instruits, voulurent profiter de l'affaiblissement de l'armée du grand visir après le départ d'une aussi grande multitude de combattans ; par ordre de l'impératrice, M. de Romanzow envoya différens détachemens de ses troupes au-delà du Danube, et le maréchal avec le gros de l'armée, consistant en 20,000 hommes à peu près, couvrit derrière les fleuves les provinces conquises de la Valachie et de la Moldavie. Il détacha le général Ungern, le prince Dolgorouki et le général Soltikow, chacun à la tête de 3,000 hommes. Ungern et Dolgorouki donnèrent sur une troupe de Turcs qu'ils mirent en fuite : ils prirent le féraquier qui les commandait et quelques canons ; leur ordre portait de marcher de-là sur Warna, pour s'emparer de ce poste important et du port, par lequel les troupes du visir tiraient leurs magasins sur la mer Noire. Le malheur voulut que ces deux généraux se brouillèrent. Ungern s'avança seul vers Warna ; il trouva la ville bien fortifiée, entourée d'un fossé profond rempli d'eau ; une forte garnison la défendait, et le port était rempli de frégates turques, dont l'artillerie fouettait tout le rivage,

incommodaient beaucoup les troupes russes. M. d'Ungern comprit qu'il lui était impossible de forcer cette place ; ayant abandonné ce dessein , il fut dans sa retraite vivement harcelé par les Turcs ; il y perdit son canon , sans compter une partie assez considérable de son monde. Il regagna cependant le Danube , tandis que de leur côté les Turcs s'emparèrent du magasin que les Russes avaient rassemblé pour cette expédition ; ce qui les obligea tous à repasser le Danube , et ils rejoignirent leur armée , harassés , affamés , et considérablement fondus.

Il semblait alors que la fortune , par un effet de ses caprices , lassé d'avoir si constamment favorisé les Russes , allait passer dans le parti contraire ; déjà deux expéditions consécutives en Romélie avaient manqué ; et comme si ce n'était pas assez , les cosaques du Don et ceux qui sont sur le Jayck , dans le voisinage d'Orenbourg , se révoltèrent : ils se plaignaient principalement de ce que la cour avait violé leurs privilèges en les enrégimentant comme des troupes régulières ; de ce qu'on avait tiré 20,000 hommes d'entre leurs compatriotes pour les envoyer contre les Turcs , et de ce qu'on épuisait leur province , en lui faisant livrer plus d'hommes et de chevaux qu'elle n'en pouvait fournir. Un vagabond se mit à leur tête : il leur persuada qu'il menait avec lui l'empereur Pierre III , qui voulait détrôner sa femme l'impératrice , pour placer sur le trône son fils le grand-duc. Quelques provinces voisines se joignirent à ces rebelles : leur nombre , qui augmentait chaque jour , contraignit l'impératrice à retirer ce qu'elle put de troupes de l'Estonie , de l'Ingrie

et de la Pologne , pour les opposer aux mutins ; le général Bibikow fut mis à la tête de ce corps qu'on avait ainsi assemblé à la hâte ; mais quelque diligent qu'il fût, il ne put arriver au royaume de Casan qu'au mois de mars de l'année 1774.

Tous ces contretemps, qui étonnaient une cour accoutumée à des prospérités continuelles, inspirèrent à l'impératrice des sentimens plus pacifiques ; elle craignit avec raison que le grand nombre des recrues qu'on exigeait des provinces, et qui occasionnait déjà des murmures, ne fit passer les Russes de la mauvaise volonté à une révolte ouverte. Ajoutez à ces considérations que les succès qui avaient, pour ainsi dire, ébloui les yeux de l'Europe au commencement de cette guerre, avaient beaucoup perdu de leur éclat dans le cours de cette dernière campagne. Comme la cour avait une envie sincère de rétablir la paix, le comte Panin requit le comte de Solms de mander au Sr. de Zegelin, ministre du roi à la Porte, qu'on le priait de faire en son propre nom les propositions suivantes au Cadilesker qui gérait les emplois du grand visir pendant son absence : 1. que la Porte se désistât de la possession de Kersch et de Jenikala : 2. que la Crimée fût gouvernée par son chan, sans que la Russie ni les Turcs s'en mêlassent : 3. que la libre navigation de la mer Noire se bornât aux vaisseaux marchands, dont aucun ne pourrait avoir plus de 4 à 5 canons, et qu'on interdît aux vaisseaux russes armés en guerre l'entrée de tous les ports qui sont sous la domination du grand seigneur : 4. qu'Oczakow, au lieu de Kinburn, demeurât aux Russes, pour qu'ils eussent au moins

une place forte avec un port sur la mer Noire; et qu'en considération de cet accord, les Russes rendissent aux Turcs Bender et toutes les autres conquêtes qu'ils avaient faites sur eux.

Pour ménager la délicatesse de l'impératrice Catherine, qui répugnait à faire la première des propositions de paix à ses ennemis, le roi se chargea d'autant plus volontiers de les faire passer à Constantinople, qu'il était intéressé lui-même à mettre fin à cette guerre, qui pouvait produire, par sa continuation, des événemens désagréables et fâcheux. Cette nouvelle tentative de pacification ne réussit pas mieux que les précédentes. Ces deux puissances étaient trop hautes et trop fières pour qu'on pût les accommoder. Sur ces entrefaites mourut à Constantinople Mustapha, qui avait régné durant le cours de cette guerre. Son frère Achmet occupa le trône après lui. Ce prince ne connaissait que la prison du sérail, dans laquelle il avait été élevé; ignorant, d'un esprit aussi borné que faible, il remit les soins du gouvernement entre les mains de sa sœur et de son grand visir, et l'on ne s'aperçut pas d'un changement de règne. Cependant, malgré la fierté qu'affectaient ces deux cours, sentant également le besoin de rétablir la paix, et dégoûtées de tant de congrès inutilement assemblés, elles tentèrent un nouveau moyen de conciliation; elles renouèrent une négociation directe entre le grand visir et le maréchal Romanzow. Mais elle fut accrochée de même, et par l'indépendance de la Crimée et par la cession des places que la Russie demandait: cette affaire languit ainsi jusqu'au mois de juin, où la campagne s'ouvrit.

1774.  
Février.



Pour éviter un engagement général , le grand visir avait choisi son camp sur les montagnes de la Bulgarie , et il n'opposait à M. de Romanzow que de gros détachemens. Celui-ci désirant de rétablir sa réputation , qui avait souffert par les opérations malheureuses de sa dernière campagne , après avoir passé le Danube avec son armée , trouva le moyen de tourner celle du grand visir avec des corps détachés qui battirent toutes les troupes qu'ils rencontrèrent ; alors M. de Romanzow fortifia ces corps , dont l'un fut assez heureux pour défaire et pour enlever un convoi considérable , destiné pour la grande armée turque : bientôt le visir se vit comme affamé dans son propre camp. Le général Kamenski lui coupa la communication avec Adrianople. Si ce Turc avait eu de la hardiesse , il se serait rouvert cette communication l'épée à la main , d'autant plus que la plus grande partie de ses troupes manquant de nourriture , l'abandonna après avoir pillé son propre camp. Cela fit tourner la tête à ce malheureux grand visir , et il se crut obligé de signer toutes les propositions de paix que le maréchal Romanzow voulut lui prescrire.

Cette paix produisit l'indépendance de la Crimée ; elle valut aux Russes la cession des places d'Asof , de Kinburn et de Jenikala ; les Turcs leur accordèrent encore la libre navigation dans l'Helléspont , dans la Propontide , et dans l'Archipel , et une somme de 4 millions et demi de roubles en forme d'indemnification pour les frais de la guerre. Ces préliminaires si glorieux pour l'impératrice Catherine furent signés le 10 juillet 1774 , dans le camp du maréchal Romanzow. Le grand visir ramena sans différer le peu de troupes

qui lui restaient à Adrianople , où il mourut de douleur. La prospérité dont jouissait l'empire de Russie par les avantages qu'il acquérait sur les Turcs , était contrebalancée par l'inquiétude que la révolte des Cosaques lui causait. Ce Pugatschef , qui était à la tête des rebelles , eut l'adresse d'attirer dans son parti les peuples qui habitent les bords du Jayck jusqu'à ceux qui habitent les environs de Moscou ; la noblesse même commençait à se laisser séduire , et il ne manquait à ce chef de parti que l'assistance de la fortune pour consommer la révolution qu'il se proposait de faire dans cet empire. Mais la paix qui venait d'être conclue avec les Turcs fit avorter toutes ses entreprises ; les troupes que l'impératrice retirait de la Romélie , furent employées contre le rebelle ; elles l'entourèrent de tous côtés , dissipèrent son parti , et lui coupèrent la retraite ; enfin trahi par un de ses adhérens , il fut livré aux Russes , et condamné au supplice qu'il avait mérité.

Pendant tout ce temps-là , la diète de Pologne et la délégation travaillaient à ce qu'on nommait la réforme du gouvernement. Tout ce qui concernait le conseil permanent fut réglé : on assigna des fonds pour l'entretien du roi , que l'on fixa à la somme de 1,200,000 écus. On destina d'autres fonds pour l'entretien de l'armée. L'article qui regardait les dissidens étant regardé comme le plus délicat à cause de la fermentation qu'il pouvait causer dans les esprits , fut réservé pour la fin de la diète. Une nouvelle rumeur se répandit alors en Pologne : la nation se plaignait hautement sur ce qu'on disait que les Autrichiens et les Prussiens ne mettaient point de bornes à l'extension

de leurs limites. Ces plaintes n'étaient pas tout à fait dépourvues de fondement ; car les Autrichiens , en abusant d'une carte peu exâcte de la Pologne , comme elles l'étaient toutes , ayant confondu le nom de deux rivières , la Sbruze et la Podhorze ; avaient , sous ce prétexte , étendu leurs limites bien au-delà de ce qui leur était assigné par le traité de partage. Or on était convenu que les différens partages se feraient avec une si parfaite égalité , que les portions échues aux trois puissances ne seraient pas plus considérables les unes que les autres. Comme donc les Autrichiens avaient enfreint cette condition , le roi se crut autorisé à faire de même : il étendit en conséquence ses limites et enferma la vieille et la nouvelle Netze dans la partie de la Pomerelie qu'il possédait déjà. La cour de Pétersbourg intervint dans cette affaire , et le roi s'engagea de resserrer les limites de son cordon , à condition que la cour de Vienne en ferait autant. Les Polonais , informés de ces altercations entré les trois cours , crurent que c'était le moment , par le moyen de leurs intrigues , de parvenir à semer la division , l'aigreur et l'envie entre ces puissances. Dans cette intention le comte Branicky , grand général de la Pologne , fut envoyé à Pétersbourg , sous prétexte de plaider la cause de la république , mais plus encore pour aigrir l'esprit de l'impératrice contre la Prusse et l'Autriche. Avant que d'être grand général , il avait accompagné à Pétersbourg Poniatowsky , qui n'était pas roi encore. Quoique cet envoyé ne remplît pas le grand but de la république , qui était d'annuller tout ce qui s'était fait , il parvint pourtant à irriter la vanité russe , en représentant à l'impératrice que son

honneur était engagé à ne pas souffrir que les Prussiens et les Autrichiens étalassent leur despotisme en Pologne; on expédia d'abord des lettres déhortatoires au roi, ainsi qu'à l'impératrice-reine, pour les engager à ne point abuser des complaisances que l'impératrice avait eues à l'égard de leurs intérêts. Le roi répondit avec politesse à cette exhortation, en priant l'impératrice Catherine de se rappeler l'article fondamental du traité de partage, qui portait sur l'égalité des portions, et il ajouta que pourvu que les Autrichiens voulussent prescrire de justes bornes à leurs acquisitions, il se désisterait volontiers de l'étendue des limites qu'on trouvait équivoque, n'ayant point d'intérêt qu'il ne sacrifiât à l'avantage de conserver l'amitié de l'impératrice. La réponse de l'impératrice-reine était toute différente de celle-là : elle se ressentait du style de celui qui l'avait dictée; sèche et fière, elle annonçait la ferme résolution des Autrichiens de conserver ce dont ils étaient en possession.

Mai. Tous ces détails dans lesquels nous sommes entrés ne doivent pas nous occuper assez pour que nous ne jetions pas les yeux sur le reste de l'Europe : toutes les puissances tiennent à la chaîne générale qui lie les intérêts politiques, et l'on ne doit omettre aucun des événemens qui peuvent influer plus ou moins sur ce qui arrive dans le monde. Louis XV venait de terminer sa carrière au commencement de cette année : il mourut de la petite vérole. Les évêques qui l'assistèrent dans ses derniers momens agirent avec une cagoterie révoltante ; ils l'obligèrent de demander publiquement pardon au public de ses faiblesses. Ce prince était bon, mais sans fermeté :

fermeté: il n'avait de défaut que celui d'être roi. La nation française, infatiable de nouveautés, ennuyée de son long règne, déchira impitoyablement sa mémoire. Enfin ce successeur impatientement attendu prit la place de son grand-père. Louis XVI, parce qu'il ne faisait que de devenir roi, fut d'abord applaudi: son règne était l'âge d'or, personne ne serait mécontent sous son gouvernement, il ramenait les temps de Saturne et de Rhéa. C'était-là le langage de l'enthousiasme; la vérité se borne à dire que ce jeune prince choisit pour son Mentor M. de Maurepas, ancien ministre disgracié sous le règne de Louis XV. L'âge avancé de ce premier ministre ne permettait pas d'espérer que, sous son administration, la France pût regagner la considération qu'elle avait perdue; sa politique devait se borner à maintenir les choses dans l'état où il les trouvait; comment se ferait-il engagé dans de grandes entreprises? Un octogénaire n'en pouvait voir la fin. Il devait sans doute travailler au rétablissement des finances, mais par quels moyens? en modérant les dépenses? il s'attirait la haine de tous les grands du royaume; en trouvant de nouveaux fonds? tous les moyens étaient épuisés: il ne restait d'expédient sage que celui de faire une banqueroute raisonnée, pour prévenir une banqueroute totale, et il craignait que si cela arrivait de son temps, ce ne fût une tache pour son administration. La seule chose qui signala sa rentrée dans le ministère, fut qu'il rétablit l'ancien parlement, et qu'il contribua à l'exil de M. de Meaupeou, de quoi il fut loué par les gens de robe, et désapprouvé par les politiques. La France

craignait alors que les brouilleries entre l'Espagne et le Portugal , au sujet du fort St. Sacrement en Amérique , n'occasionnassent une rupture entre ces deux puissances : l'Angleterre ne le craignait pas moins , parce qu'elle-même avait envoyé des troupes en Amérique à Boston et dans d'autres colonies , pour appaiser le mécontentement que ces provinces effuyaient de la part du gouvernement de la mère patrie. Si la guerre s'allumait entre le Portugal et l'Espagne , le roi d'Angleterre était obligé de secourir celui de Portugal ; ce qui ne pouvait manquer de le commettre avec les Espagnols , qui , pour se venger , auraient assisté les colonies anglaises , et auraient par conséquent mis la nation en danger de perdre les possessions importantes de l'Amérique. Afin de se tirer de ce pas embarrassant , la cour de Londres gagna l'empereur de Maroc , et le disposa tout de suite à déclarer la guerre à l'Espagne ; en fournissant une occupation aussi sérieuse à la cour de Madrid , les Anglais se flattèrent de différer les hostilités entre l'Espagne et le Portugal , et de gagner également le temps de soumettre leurs propres colonies. Tant d'intérêts importans firent alors perdre l'Europe de vue aux Anglais.

Ces conjonctures favorisaient les intérêts du roi ; pendant que les Anglais et les autres puissances se trouvaient dans une situation embarrassante , et que , songeant à leurs propres intérêts , ils donnaient moins d'attention à ce qui se passait dans le reste de l'Europe , le roi avait moins à craindre de la jalousie importune des Anglais , qui se feraient à coup sûr mêlés de ce qui regardait le traité de

partage. On essaya donc, à l'aide de la cour de Russie, de terminer les différens qu'on avait avec les Dantzicois : les ministres de Prusse et de Russie négocièrent avec les maires et les syndics de cette ville, mais infructueusement; ceux-ci étaient si entêtés d'une espèce de despotisme en fait de commerce, qu'ils s'étaient arrogé sur les autres villes situées le long de la Vistule, qu'ils auraient cru flétrir leur dignité en cédant sur la moindre bagatelle. Le ministre de Russie s'aperçut que, par les voies de la douceur, il ne ferait pas avancer sa négociation : il leur déclara donc que, puisqu'ils n'avaient aucun égard aux remontrances de l'impératrice, il les abandonnait à leur sort; sur quoi il s'en retourna tout de suite à Pétersbourg rendre compte de sa mission. Le ministre de Prusse partit également pour Berlin. Si la déclaration des Russes avait été plus vigoureuse, les Dantzicois se seraient sans doute accommodés; mais Catherine aimait mieux laisser cette épine au pied de son allié, que de l'arracher, parce que les différens de la Prusse avec cette ville fournissaient un sujet de chicane tout préparé, dont la Russie pouvait se servir au moment où la bonne intelligence entre ces deux puissances s'altérerait. L'harmonie entre les deux impératrices était bien plus dérangée encore qu'entre la Prusse et la Russie. Les difficultés de la cour de Russie, au sujet des lisières des acquisitions autrichiennes, commençaient à choquer la hauteur de l'impératrice-reine, et dans le temps que les esprits s'aigrijaient, on reçut la copie d'un traité signé de la cour de Vienne et de celle de Constantinople;

la date en était de l'année 1771. Quoique la pièce ait été imprimée , nous croyons pourtant devoir en rapporter le sommaire. L'impératrice-reine s'engage ( voici les termes ) d'obliger la Russie, soit par la négociation , soit par les armes , à restituer toutes les conquêtes qu'elle a faites sur la Porte , à raison de quoi le grand seigneur lui payera un subside de 10 millions de piastrès , pour l'indemniser des frais de la guerre ; de plus il lui cédera une partie de la Valachie et quelques districts du territoire de la Moldavie. Quoique ce traité n'eût pas été ratifié , le prince Kaunitz fut assez habile pour faire payer d'avance à sa cour une somme considérable et bien que depuis il signa le traité de partage des trois couronnes , il n'en suivit pas moins son plan : il ne voyait que l'intérêt de sa cour , peu délicat sur les moyens qu'il employait : aussi s'aperçut-on que le ministre impérial , le Sr. de Thugut , qui assista aux différens congrès qui se tinrent entre les puissances belligérantes , traversait autant qu'il le pouvait les intérêts de la Russie , mais non assez adroitement pour que les cours de Pétersbourg et de Berlin ne s'en aperçussent point et ne découvrirent pas ses manœuvres. Cette conduite de la cour de Vienne lui fit perdre le peu de confiance qu'on avait encore en elle. L'impératrice Catherine et le roi de Prusse y furent sensibles ; l'on s'apercevait à Pétersbourg que les Russes n'avaient gagné tant de batailles , n'avaient fait tant de conquêtes que pour l'avantage de la cour de Vienne qui n'avait obligé les Russes à rendre aux Turcs la Moldavie et la Valachie , que pour en saisir ensuite elle-même une partie ; on sentait que-



ees usurpations, qui touchaient presque à Choczim, rendraient la cour impériale, à la première guerre que les Russes auraient avec les Turcs, arbitre des événemens, parce que ses possessions nouvelles lui donnaient le moyen de couper par le Dniester les Russes de la Pologne, d'où ils doivent tirer leurs magasins. Le roi avait aussi des sujets de plainte contre la cour de Vienne, parce qu'elle était cause qu'il avait fait désister les Russes de leurs conquêtes. Ces menées découvraient l'avidité de s'agrandir des Autrichiens, leur ambition démesurée, et devaient avertir les autres puissances d'être en garde contre ce qu'ils pourraient vouloir entreprendre à l'avenir. L'on savait que le jeune empereur désirait la conquête du Frioul vénitien, qu'il avait formé des projets sur la Bavière, qu'il méditait de s'emparer de la Bosnie, sans compter la Silésie, l'Alsace et la Lorraine, dont il n'avait pas oublié la perte. Ce prince étant ainsi disposé, il fallait par principe s'opposer à son agrandissement. Les Russes auraient voulu que le roi se chargeât de tout, et que, comme un vaillant champion, il provoquât l'Autriche au combat. Mais les Turcs, qui étaient lésés, gardaient un morne silence; comment assister qui ne se plaint pas? Les Russes étaient épuisés par la guerre dont ils portaient, sans avoir les moyens ni la volonté de se joindre au roi. La France ne s'était point expliquée sur le sujet de ces événemens, et l'Angleterre était engagée dans une guerre civile avec ses colonies, entreprise par esprit de despotisme, conduite avec maladresse; et l'on pouvait s'attendre qu'elle ne se terminerait pas dans les premières années.

Ces considérations réunies firent que la cour de Berlin demeura dans l'inaction , et le roi écrivit à Pétersbourg qu'il ne lui convenait pas de faire le Don Quichotte des Turcs.

1775. Dans le temps que l'animosité était la plus vive entre ces trois cours , la délégation devait envoyer des députés pour régler avec ceux des trois puissances les limites de leurs possessions. Ceux des Autrichiens et des Prussiens ne purent convenir de rien , pas même des lieux qui devaient fixer les limites des frontières. Le prince Kaunitz demanda la médiation de la Russie et de la Prusse ; mais les esprits dans ces cours étaient trop aigris pour qu'elle pût lui être accordée , et quoique l'impératrice Thérèse et le roi gardassent leurs extensions , ils n'en purent obtenir de la république la cession légale.

Il résulte donc de tout ce que nous venons d'exposer , que l'Europe n'était pas dans une situation stable et ne jouissait pas d'une paix assurée ; par-tout le feu couvait sous la cendre. Au Sud de l'Europe , on pouvait prévoir que la guerre civile des Anglais avec leurs colonies deviendrait générale , pour peu que la France et l'Espagne y prissent part. Il en était de même du traité de partage , qui pouvait occasionner de nouveaux troubles , si la sanction de la république de Pologne ne le confirmait. A l'égard de la paix entre les Russes et les Turcs , les conditions en avaient paru si révoltantes à Constantinople , que l'intérêt du bien public semblait devoir rompre ce que la nécessité avait fait conclure. La révolution en Suède laissait également des germes

de mécontentement dans le Nord. Mais sur-tout que ne devait-on pas attendre de l'ambition d'un jeune empereur, secondée par les artifices d'un ministre habile et adroit ? Toutes ces considérations obligeaient les souverains prudents à demeurer sur leurs gardes, à rester bien armés, et à ne pas détourner les yeux d'affaires qui pouvaient s'embrouiller au moment où l'on s'y attendrait le moins. Il semble, en parcourant l'histoire, que les vicissitudes et les révolutions soient une des lois permanentes de la nature: tout dans ce monde est sujet au changement, et cependant des fous s'attachent aux objets de leur ambition et les idolâtrèrent, et ils ne se détrompent point des illusions de cette lanterne magique, qui sans cesse se reproduit à leurs yeux. Mais il est des hochets pour tout âge ; l'amour pour les adolescents, l'ambition pour l'âge mûr, les calculs de la politique pour les vieillards.

## CHAPITRE I.

### *Des Finances.*

**L**ES princes doivent être comme la lance d'Achille, qui faisait le mal et qui le guérissait ; s'ils causent des maux aux peuples, leur devoir est de les réparer. Sept années de guerre contre presque toutes les puissances de l'Europe avaient à peu-près épuisé les finances de l'Etat ; la Prusse, les provinces du Rhin, et celles de la Westphalie, de même que l'Ost-Frise n'ayant pu être défendues, étaient tombées au

pouvoir des ennemis. Leur perte caufait un déficit de trois millions 400 mille écus dans les caiffes royales, tandis que la Poméranie, l'électorat, et les confins de la Siléfie étaient occupés pendant une partie de la campagne par les Rufles, les Autrichiens et les Suédois ; ce qui les mettait hors d'état d'acquitter leurs contributions. Cette fituation embarraffante obligea le roi d'avoir recours pendant cette guerre à l'économie la plus exacte, et à ce que la valeur la plus déterminée peut fuggérer pour parvenir à une fin heureufe. Les reffources dont on avait un befoin urgent, fe trouvaient dans les contributions de la Saxe, dans les fubfides de l'Angleterre, et dans l'altération des monnaies, remède auffi violent que préjudiciable, mais unique dans ces conjonctures, pour foutenir l'Etat. Ces moyens bien ménagés fournirent tous les ans aux caiffes royales les avances des frais de la campagne et de la paye de l'armée. Tel était l'état des finances, 1763. lorsque la paix de Hubertsbourg fut conclue ; les caiffes étaient en fonds, les magazins formés pour la campagne étaient remplis, et les chevaux pour l'armée, l'artillerie et le train des vivres, tout était complet et en bon état. Ces reffources deftinées pour la continuation de la guerre, devinrent encore plus utiles pour le rétabliffement des provinces.

Afin de fe faire une idée de la fubverfion générale du pays, et de fe repréfenter la défolation et le découragement des fujets, il faut fe figurer des contrées entièrement ravagées, où l'on découvrirait à peine les traces des anciennes habitations,

des villes ruinées de fond en comble, d'autres à demi consumées par les flammes, treize mille maisons dont il ne paraissait plus de vestiges, les terres non ensemencées, les habitans dépourvus de grains pour leur nourriture, les cultivateurs manquant de 60 mille chevaux pour le labourage, et dans les provinces une diminution de 500,000 ames en comparaison de l'année 1756; ce qui est considérable sur une population de 4,500,000 ames. La noblesse et le payfan avaient été pillés, rançonnés, fourragés par tant de différentes armées, qu'il ne leur restait que la vie et de misérables haillons pour couvrir leur nudité; point de crédit pour satisfaire seulement aux besoins journaliers que la nature exige; plus de police dans les villes; à l'esprit d'équité et d'ordre avait succédé un vil intérêt et un désordre anarchique; les collèges de justice et de finances avaient été réduits à l'inactivité par les fréquentes invasions de tant d'ennemis; le silence des lois produisit dans le public le goût du libertinage, et de-là naquit une avidité du gain déordonnée; le noble, le marchand, le fermier, le laboureur, le manufacturier, tous rehaussaient à l'envi le prix de leurs denrées et marchandises, et ne semblaient travailler que pour leur ruine mutuelle. Tel était le spectacle funeste que tant de provinces naguères florissantes présentaient après la guerre; quelque pathétique qu'en pût être la description, elle n'approcherait jamais de l'impression touchante et douloureuse qu'en produisait la vue même.

Dans une situation aussi déplorable, il fallait opposer le courage à l'adversité, ne point défes-

pérer de l'Etat , mais se proposer de l'améliorer plus que de le rétablir ; c'était une création nouvelle qu'il fallait entreprendre. On trouva dans les caisses les fonds pour rebâtir les villes et les villages : on tira des magasins d'abondance les grains qu'il fallait pour la nourriture du peuple et pour l'ensemencement des terres : les chevaux destinés pour l'artillerie, le bagage et les vivres, furent employés au labourage. La Silésie fut déchargée de contributions pour six mois, la Poméranie et la nouvelle Marche pour deux ans. Une somme de 2 millions 339,000 écus soulagea les provinces, et acquitta les contributions qu'elles avaient empruntées, pour satisfaire aux impositions que les ennemis en avaient exigées. Quelque grande que fût cette dépense, elle était nécessaire, ou plutôt indispensable. La situation de ces provinces, après la paix de Hubertsbourg, rappelait celle où se trouva le Brandebourg après la fameuse guerre de trente ans. L'Etat alors manqua de secours par l'impuissance où était le grand électeur d'assister ses peuples ; et qu'en arriva-t-il ? qu'un siècle entier s'écoula avant que ses successeurs parvinssent à rétablir les villes et les campagnes dévastées. Un exemple aussi frappant déterminait le roi à ne pas perdre un moment dans des conjonctures aussi fâcheuses, et à réparer par des secours prompts et suffisans les calamités publiques. Des largesses multipliées rendirent le courage aux pauvres habitans, qui commençaient à désespérer de leur sort ; avec les moyens qu'on leur fournit l'espérance se réveilla ; les citoyens reprirent une nouvelle vie ; le travail encouragé produisit l'activité ;

l'amour de la patrie se réchauffa ; et dès lors toutes les terres furent de nouveau cultivées , les manufactures se ranimèrent , et la police rétablie corrigea successivement les vices qui s'étaient enracinés durant l'anarchie.

Pendant cette guerre , les conseillers les plus âgés et tous les ministres du grand directoire étaient morts successivement ; et dans ce temps de troubles il avait été impossible de les remplacer. L'embarras était de trouver des sujets capables de gérer ces différens emplois : on chercha dans les provinces , où les bons sujets étaient aussi rares que dans la capitale ; enfin M. de Blumenthal , M. de Massow , M. de Hagen et le général de Wédel furent choisis pour remplir ces postes importans ; quelque temps après M. de Horst eut le cinquième département.

Les premiers temps de l'administration furent durs et fâcheux ; toutes les recettes avaient des non-valeurs , et néanmoins il fallait acquitter exactement les charges de l'Etat. Quoiqu'après la réduction l'armée eût été fixée pendant la paix à 150,000 hommes , on était embarrassé à fournir l'argent nécessaire pour les payer. Pendant la guerre on avait payé en billets tout ce qui n'était pas militaire ; c'était encore une dette qu'il fallait acquitter , et qui , outre les autres payemens nécessaires , incommodait beaucoup. Cependant , le roi parvint , dès la première année après la paix , à contenter tous les créanciers de l'Etat , et à ne pas devoir un sou de ce que lui avait coûté la guerre. On aurait dit que les dévastations causées par la guerre n'étaient pas suffisantes pour ruiner et abîmer l'Etat ; elle

De 1765  
jusqu'à  
1769.

fut à peine terminée , que de fréquens incendies firent presque autant de mal que ceux que les ennemis avaient causés. La ville de Königsberg fut deux fois réduite en cendres : en Silésie un même sort détruisit les villes de Freystædtel , Ober-Glogau , Parchwitz , Haynau , Naumbourg-am-Quais et Goldberg ; dans l'électorat , Nauen ; dans la nouvelle Marche , Calies et une partie de Landsberg ; en Poméranie , Belgard et Tempelbourg. Ces malheurs exigeaient sans cesse de nouvelles dépenses pour les réparer. Afin de suffire à tant de besoins extraordinaires , il fallut imaginer de nouvelles ressources ; car outre ce qu'exigeait le rétablissement des provinces , les fortifications nouvelles et la refonte des canons emportaient des sommes considérables ; ce dont nous parlerons en son temps. On usa d'industrie. Les revenus des péages et des accises n'étaient pas exactement administrés , à cause que les commis manquaient de surveillans ; afin d'établir sur un pied solide cette partie importante des revenus de la couronne , et ceux qui avaient été à la tête de cette branche d'administration étant morts pendant la guerre , le roi se trouva obligé d'avoir recours à des étrangers , et prit à son service quelques français routinés de longue main à cette partie. On n'établit point des baux à forfait , mais une régie , comme le parti le plus convenable , moyennant lequel on pouvait empêcher les commis de fouler les peuples , ainsi qu'on ne voit que trop de pareils abus en France. Les impôts sur les grains furent rabaisés , et le prix de la bière tant soit peu rehaussé , pour qu'il y eût une com-



penfation. Par ce nouvel arrangement les produits augmentèrent , fur-tout ceux des péages , qui fe faient entrer dans le royaume de l'argent étranger ; mais le plus grand bien qui en réfulta , fut celui de diminuer la contrebande , fi préjudiciable aux pays où il y a des manufactures. Lorsqu'un pays a peu de productions à exporter , et qu'il eft dans la néceffité d'avoir recours à l'induftrie de fes voifins , la balance du commerce lui doit être défavorable ; il paye plus d'argent à l'étranger qu'il n'en reçoit ; et fi cela continue , après un certain nombre d'années , il doit fe trouver dépourvu d'efpèces : ôtez tous les jours de l'argent d'une bourse , et n'en remettez point , elle fera bientôt vide. Voilà de quoi la Suède peut fervir d'exemple. Pour obvier à cet inconvénient , il n'y a d'autre moyen que celui d'augmenter les manufactures ; on gagne tout fur fes propres productions , et on gagne au moins la main-d'œuvre fur les étrangères. Ces assertions auffi vraies que palpables fervirent de principes au gouvernement ; ce fut d'après elles qu'il dirigea toutes fes opérations de commerce. Auffi , dès l'année 1773 , il y eut 264 fabriques nouvelles dans les provinces. Entr'autres on établit une fabrique de porcelaine à Berlin , qui fe fait fubfifter 500 perfonnes , furpaffa bientôt celle de Saxe. On établit une fabrication de tabac , dont une compagnie fe chargea : elle avoit des établiflemens dans toutes les provinces , qui fourniffoient à la confommation de ces provinces , et gagnait , par ce qu'elle vendait à l'étranger , l'achat des feuilles de la Virginie. Les revenus de la couronne en furent

augmentés, et les actionnaires retirèrent 10 pour cent de leurs capitaux. La guerre avait rendu le change défavorable au commerce des Prussiens, quoique d'abord après la paix la mauvaise monnaie eût été refondue et remise sur l'ancien pied: il n'y avait que l'établissement d'une banque qui pût obvier à cet inconvénient. Des personnes remplies de préjugés, pour n'avoir pas assez approfondi cette matière, soutenaient qu'une banque ne pouvait se soutenir que dans un Etat républicain, mais que jamais personne n'aurait de confiance en une banque établie dans une monarchie. Cela était faux; car il y a une banque à Copenhague; il y en a une à Rome, et une autre à Vienne. On laissa donc au public la liberté de raisonner à sa guise, et l'on procéda à l'exécution. Des différens genres de ces comptoirs, après les avoir bien comparés, pour juger de celui qui s'adopterait le mieux à la nature du pays, on trouva que la banque de giro, en y ajoutant un lombard, ferait la plus convenable. Pour l'établir, la cour déboursa 800,000 écus, comme devant servir de fonds à ses opérations. Au commencement la banque fit quelques pertes, et souffrit, soit par l'ignorance, soit par la friponnerie de ceux qui en avaient l'administration. Mais depuis que M. de Hagen la dirigea, l'exactitude et l'ordre s'y établirent. On ne créa de billets qu'autant qu'il y avait de fonds pour les réaliser. Outre l'avantage que cet établissement procurait pour la facilité du commerce, il en résulta encore un autre bien pour le public. Dans les temps précédens, c'était l'usage que l'argent des pupilles fût déposé à la justice, et ces pupilles, qui

ne tiraient pendant la durée des procès aucun revenu de leurs capitaux, devaient encore en payer un pour cent par année; depuis, ces sommes furent déposées à la banque, qui en donna trois pour cent aux pupilles, de sorte qu'effectivement, en comptant ce qu'ils payaient autrefois à la justice, ils en gagnaient quatre. Ensuite la banqueroute de Neuville et d'autres marchands étrangers occasionna la faillite de quelques marchands prussiens; le crédit aurait souffert, si par l'intervention de la banque, il n'avait été soutenu et relevé. Bientôt le change se mit au pair, les marchands furent alors convaincus, par les effets, que cet établissement était utile, et nécessaire à leur commerce. Déjà la banque avait des comptoirs dans toutes les grandes villes du royaume; mais elle avait de plus des maisons dans toutes les places commerçantes de l'Europe; cela facilitait la circulation des espèces, les payemens des provinces, en même temps que le lombard empêchait les usuriers de ruiner les manufacturiers pauvres, qui ne pouvaient pas assez promptement débiter leur ouvrage. Outre le bien qui en revenait au public, la cour se préparait, par le crédit de la banque, des ressources pour les grands besoins de l'Etat.

Les princes font, comme les particuliers, dans le cas d'amasser d'un côté s'ils ont d'un autre des dépenses à faire. Les bons agriculteurs conduisent des ruisseaux, et s'en servent pour arroser les terroirs arides, qui faute d'humidité ne feraient d'aucun rapport; par le même principe, le gouvernement augmentait ses revenus, pour les employer aux dépenses nécessaires au bien public. Il ne se borna

point à rétablir ce que la guerre avait détruit ; il voulut perfectionner tout ce qui était susceptible de perfection. Il se proposa donc de tirer parti de toute sorte de terrain en défrichant les marais, en améliorant les terres par l'augmentation des bestiaux, et même en rendant le fable utile par les bois qu'on y pouvait planter. Quoique nous entrions dans de petits détails, nous nous flattons néanmoins qu'ils pourront intéresser la postérité. La première entreprise de cette espèce regarde la Netze et la Warthe, dont on défricha les bords, après avoir saigné les eaux croupissantes par différens canaux qui menaient diversement ces eaux vers l'Oder ; il en coûta 750,000 écus, et 3,500 familles furent établies dans ces contrées. La noblesse et les villes, dans le voisinage de ces rivières, augmentèrent considérablement leurs revenus. L'ouvrage fut achevé en 1773, et dès lors la population y montait à 15,000 âmes. On saigna ensuite les marais qui vont à Friedberg, où l'on établit 400 familles étrangères. En Poméranie, on saigna les lacs de la Madue et de Leba, au moyen de quoi la noblesse gagna trente mille arpens en prairies. De pareils établissemens eurent également lieu aux environs de Stargard, de Cammin, de Treptow, de Rugenwalde et de Colberg. Dans la Marche, on saigna les marais de la Havel, ceux du Rhin vers Fehrbellin, ceux du Finow entre Ratenow et Ziefar, sans compter l'argent employé à l'amélioration des terres de la noblesse, qui montait à des sommes considérables. En même temps on élevait en Frise, dans le Dollart, des digues

par

par le moyen desquelles on regagnait pied à pied le terrain que la mer avait submergé en 1724. On établit dans le pays de Magdebourg 2,000 familles nouvelles ; leurs bras y étaient d'autant plus nécessaires, qu'auparavant les payfans de la Thuringe y venaient aider à faire la récolte ; depuis on se passa d'eux. La couronne possédait trop de métairies ; plus de 150 furent changées en villages , et ce qu'elle y perdit de revenus, se trouva richement compensé par l'augmentation de la population. Une métairie ne contient guères plus de 6 personnes, et dès qu'elles furent converties en villages , elles eurent 30 habitans chacune pour le moins. Quelque soin que se fût donné le feu roi pour repeupler la Prusse , qui, en l'année 1709 , avait été désolée par la peste , il n'était point parvenu à la remettre dans l'état florissant où elle était avant que ce fléau l'eût abymée , mais le roi ne voulut pas que cette province le cédât à d'autres , et depuis la mort de son père il y avait placé 13,000 familles nouvelles ; et si dans la suite on ne la néglige point , sa population pourra s'accroître de plus de 100,000 âmes. La Silésie ne méritait pas moins d'attention et de soins pour son rétablissement que les autres provinces : on ne se contenta pas de remettre les choses sur l'ancien pied , on voulut les perfectionner ; on rendit les prêtres utiles, en obligeant tous les riches abbés d'établir des manufactures : ici c'étaient des ouvriers qui faisaient du linge de table , là des moulins à huile , en d'autres lieux des tanneurs , ou des ouvriers en cuivre ou en fer d'archal , selon que cela convenait aux lieux , ainsi qu'aux productions du pays. De plus on augmenta le nom-

bre des cultivateurs de la basse Silésie de 4,000 familles. On sera surpris sans doute qu'on ait pu multiplier à ce point ceux qui vivaient de l'agriculture, dans un pays où aucun champ ne demeure inculte. La raison en est que bien des seigneurs, pour augmenter leurs domaines, s'étaient imperceptiblement approprié les terres de leurs sujets; si l'on avait toléré cet abus, avec le temps plusieurs censés seraient demeurées vacantes, et la terre manquant de bras pour la travailler, aurait diminué de rapport; à la fin chaque village aurait eu son seigneur, sans avoir de censiers: or les possessions font des citoyens attachés à leur patrie, ceux qui n'ont aucune propriété ne pouvant s'attacher à un pays où ils n'ont rien à perdre. Toutes ces choses ayant été représentées aux seigneurs, leur propre avantage les fit consentir à remettre leurs paysans sur l'ancien pied. En revanche le roi secourut la noblesse par des sommes considérables, pour rétablir son crédit entièrement tombé; bien des familles endettées avant ou par la guerre étaient sur le point de faire faillite; la justice leur accorda des lettres de répit pour deux ans, afin qu'ayant le temps de remettre leurs terres en valeur, ils se trouvassent en situation de payer au moins les intérêts. Ces lettres de répit achevèrent de perdre le crédit de la noblesse. Le roi, qui se faisait un plaisir et un devoir d'assister le premier et le plus brillant ordre de l'Etat, paya 300,000 écus de dettes de la noblesse; mais la somme dont les terres étaient chargées montait à 25 millions d'écus, et il fallut recourir à des remèdes plus efficaces. On assembla la noblesse, qui, sous la forme d'Etats, s'engagea solidairement

pour les dettes contractées. On créa pour 20 millions de billets , qui mis en circulation , avec 200 000 écus que le roi y ajouta pour réaliser les payemens les plus pressés , rétablirent dans peu le crédit , et 400 des familles les plus distinguées durent leur conservation à ces mesures salutaires. En Poméranie et dans la nouvelle Marche , la noblesse était aussi ruinée qu'en Silésie. Le gouvernement paya pour elle 500,000 écus de dettes , en ajoutant autres 500,000 écus pour remettre leurs terres en valeur. Les villes qui avaient le plus souffert de la guerre furent également soulagées : Landshut reçut 200,000 écus , Striegau 40 000 , Halle 40,000 , Crossen 24,000 , Reppen 6,000 , Halberstadt 40,000 , Minden 20,000 , Bielefeld 15,000 , et celles du comté de Hohenstein 13,000 écus. Toutes ces dépenses étaient nécessaires ; il fallait se hâter de répandre de l'argent dans les provinces , pour les rétablir d'autant plus vite. Si , dans ces conjonctures , on avait usé d'une économie rigide , il se serait peut-être écoulé cent années avant que le pays fût redevenu florissant ; mais par la célérité dont on usa , plus de cent mille personnes revinrent dans leur patrie. Aussi , dès l'année 1773 , la population , comparée à ce qu'elle était en 1756 , avait augmenté de plus de 200,000 mille ames. On ne s'en tint pas là ; considérant que le nombre des habitans fait la richesse des souverains , on trouva moyen d'établir dans la haute Silésie 213 nouveaux villages , dont les habitans montaient à 23.000 , et l'on forma le plan d'augmenter le nombre des cultivateurs en Poméranie de 50,000 , et de 12,000 dans la Marche électorale ; ce qui fut exécuté vers l'année

1780. Pour connaître le résultat de ces opérations, il n'y a qu'à comparer la population de l'année 1740 avec celle de 1779 ; en voici l'exposé :

			Habitans.	Augment.
Prusse	- - - -	1740	- -	370,000
		en 1779	- -	780,000 410,000
Electorat	- - - -	1740	- -	480,000
		en 1779	- -	710,000 230,000
Magdebourg et Halberstadt	- - - -	1740	- -	220,000
		en 1779	- -	280,000 60,000
Silésie	- - - -	1740	- -	1,100,000
		en 1779	- -	1,520,000 400,000
Total d'Augmentation			- - - -	1,120,000

On croirait que d'aussi énormes largeesses devaient épuiser les fonds et les revenus de la couronne ; cependant il faut ajouter encore les dépenses qu'occasionnèrent les fortereffes, tant celles qu'on perfectionnait que les nouvelles que l'on construisit, et l'argent qu'il fallait pour rétablir l'artillerie ; le total de cette somme montoit à 5 millions 900,000 écus. Toutefois le gouvernement fit face à tout. Le roi ne faisoit point de ces dépenses d'ostentation si communes dans les grandes cours : il vivoit comme un particulier, pour ne pas manquer à ses principaux devoirs. Au moyen d'une économie rigide, le grand et le petit trésor furent remplis ; le premier, pour fournir aux dépenses de la guerre, le second, pour acheter les chevaux et tout ce qu'il faut pour mettre l'armée en mouvement. De plus, 900,000 écus furent déposés à Magdebourg et 4,200,000 écus à Breslau pour l'achat des fourrages. Cet argent était



en caisse lorsque la guerre s'alluma entre l'impératrice Catherine et Mustapha. Selon les traités, il fallut tous les ans fournir 500,000 écus de subides aux Russes, tant que durèrent les troubles de la Pologne et ceux de la Turquie. Le bien de l'État et la foi des traités exigeaient cette dépense, qui d'ailleurs venait mal à propos, sur-tout à cause des grandes entreprises de finance dont on était occupé, et qui absorbaient seules des sommes considérables. Il convenait donc à la politique d'indemniser l'État de ces sommes qu'on envoyait en Russie, et qui, sans les circonstances où l'on se trouvait, auraient pu s'employer d'une manière plus utile pour les provinces de la domination prussienne. Il survint l'année suivante une stérilité générale dans tout le Nord de l'Europe, causée par des gelées tardives qui firent périr toutes les productions de la terre; nouvelle misère à craindre pour le peuple, nouvelle nécessité de lui donner des secours. On donna aux pauvres du blé gratis; mais comme la consommation des denrées diminuait, il y eut dans les produits des accises une non-valeur de 500,000 écus. Le roi avait formé de grands magasins d'abondance, tant en Silésie que dans ses pays héréditaires; 76,000 winfpels pour nourrir l'armée pendant douze mois, 9,000 winfpels destinés uniquement aux besoins de la capitale. D'aussi sages arrangemens préservèrent le peuple de la disette dont il était menacé : l'armée fut nourrie des magasins; outre les grains donnés au peuple, on en fournit pour les semailles. La récolte manqua encore l'année d'après, mais si le boisseau de seigle se vendait dans les États du roi deux écus

1769.

1770.

1771.

1772.

et quelques gros, chez les voisins la misère était encore plus grande. En Saxe et en Bohême le boiffeau se vendait cinq écus. La Saxe perdit plus de 100.000 habitans que la famine emporta, ou qui s'expatrièrent. La Bohême perdit 180,000 ames au moins ; plus de 20,000 payfans de Bohême, et autant de Saxe cherchèrent un asyle contre la misère dans les Etats du roi ; ils furent reçus à bras ouverts, et furent employés à peupler les nouveaux établissemens qu'on avait formés.

Les malheurs que ressentaient les sujets des autres puissances, venaient de ce que, dans aucun pays, excepté ceux de la Prusse, il n'y avait des magasins d'établis. Cependant ces calamités, auxquelles on avait pourvu et que l'on pouvait détourner par les précautions que la prudence avait suggérées, n'empêchèrent pas le gouvernement de continuer avec la même activité les améliorations du pays, dont il avait arrêté le projet. L'expérience démontrait que la mortalité des bestiaux était plus fréquente dans le Brandebourg que dans la Silésie ; on en trouva deux raisons, savoir, que dans les Marches et les autres provinces on ne se servait pas comme en Silésie de ce sel pétrifié qu'on tire des salines de Willisca ; et que les habitans des Marches et de la Poméranie ne nourrissaient pas leurs bestiaux dans les étables, mais les menaient paître dans des temps où quelquefois la nielle avait envenimé les herbes. Depuis qu'on eut introduit cette nouvelle façon de nourrir les bestiaux, la mortalité devint visiblement moins fréquente, et les possesseurs des terres eurent moins de malheurs à réparer qu'autrefois. Par l'attention

qu'on mettait à favoir tous les produits étrangers qui entraient dans le pays , on trouva , en dépouillant les régîtres de la douane , qu'il entraît pour 280,000 écus de beurre étranger ; afin de fournir soi-même une denrée aussi nécessaire , on calcula tout ce que les nouvelles améliorations pourraient produire ; une vache , en convertissant son lait en beurre , rapporte communément 5 écus , et par les défrichemens nouveaux auxquels on travaillait , on calcula que l'entretien allait à 48,000 vaches , ce qui répond à un produit de 240,000 écus. Mais il faut décompter la consommation des propriétaires , et en ajoutant ce qu'il fallait , le nombre des vaches devait monter à 62,000. Il restait encore cette difficulté à lever ; toutefois il était possible d'y parvenir , parce qu'il restait , après tout ce qui s'était entrepris , des terrains moins étendus à défricher , ce qui pouvait suppléer au reste.

Le gouvernement , qui se proposait de perfectionner tout ce qu'il y avait de défectueux dans les anciens usages , examinant avec attention les différentes parties de l'économie rurale , trouva qu'en général tout ce qu'on appelle communes portait préjudice au bien public ; ce ne fut qu'après la séparation des communes que l'agriculture des Anglais commença à prospérer. Tout gouvernement monarchique qui imite les usages introduits dans les républiques , ne mérite pas d'être accusé de despotisme. On imita donc un aussi louable exemple ; on envoya des commissaires de justice et d'économie pour séparer les pâturages et les arpens qui étaient ou mêlés ou en commun. Dans les commencemens cela rencontra de grandes difficultés , parce que la coutume,

reine de ce monde , règne impérieusement sur des esprits bornés ; mais quelques exemples de pareils partages , exécutés à la satisfaction des propriétaires , firent impression sur le public , et bientôt cela fut introduit généralement dans toutes les provinces. Dans une partie du Brandebourg et de la Poméranie se trouvent des terrains élevés , éloignés des rivières et des ruisseaux , qui par conséquent manquent des pâturages et des engrais nécessaires pour la culture des champs : ce défaut tenait plus au local qu'au manque d'industrie des propriétaires , et quoiqu'il ne soit pas donné aux hommes de changer la nature des choses , on voulut hasarder quelques essais , pour apprendre par l'expérience ce qui serait possible , ou ce qui ne pourrait pas réussir ; pour cet effet on eut recours à un fermier anglais , par le moyen duquel on fit un essai dans un des bailliages de la couronne. Sa méthode était de planter dans des champs sablonneux des navets qu'on nomme *turnips* en anglais ; il les laissait pourrir ; après quoi il semait ces champs de trèfle et d'autres herbages , qui les transformaient en prés artificiels , par le moyen de quoi l'on augmentait la quantité du bétail d'un tiers sur chaque terre. Cette épreuve ayant si bien réussi , on eut soin de généraliser dans les provinces une économie aussi avantageuse.

Nous avons déjà dit que la guerre et les fréquentes invasions des ennemis avaient introduit une pernicieuse anarchie dans les provinces héréditaires , elle s'étendait non-seulement sur l'économie rurale et sur les finances , mais encore sur les bois , que les grands maîtres des forêts avaient ruinés selon leur fantaisie ,

faute d'être surveillés. Une guerre opiniâtre, dont les succès ne pouvaient pas tous être heureux, fit juger à ces forêtiars et à quelques sous-conseillers des finances qui participèrent aux déprédations, que l'État était perdu sans ressources, qu'il allait devenir dans peu la proie des ennemis, et que ce qu'ils pouvaient faire de mieux, dans une situation aussi désespérée, était de vendre à leur profit tout le bois qu'ils pourraient abattre, parce que personne ne leur demanderait compte de leurs malversations. En conséquence de cette fausse idée, ils avaient si bien dévasté les forêts, qu'on n'y voyait qu'à peine quelques arbres isolés au lieu des bois touffus qui s'y trouvaient auparavant. L'on fut obligé de publier de nouvelles ordonnances, tant pour planter des bois que pour fixer une coupe proportionnelle selon les différentes espèces des arbres, afin d'y mettre une règle que personne ne pût enfreindre, et sur-tout pour en avoir suffisamment, soit pour bâtir, soit pour chauffer, article qui ne doit point être négligé dans les pays du Nord. Avant la guerre on avait retiré des Marches et de la Poméranie un revenu annuel en bois, qui souvent passait 150,000 écus; il fallut recourir aux expédiens pour réparer ce produit. Dans cette intention, on établit un droit de transit sur les bois des pays étrangers qu'on faisait flotter sur l'Elbe et sur l'Oder, et par ce moyen on pouvait acheter à bon marché le bois de la Saxe, de la Bohême et de la Pologne, et le revendre avec avantage aux nations qui avaient des flottes marchandes ou des vaisseaux de guerre à construire; on se mit ainsi en état de

ménager les forêts, auxquelles il fallait donner le temps de recroître, et l'on remplaça la perte des revenus d'une manière durable.

Le gouvernement ne doit pas se borner à un seul objet ; l'intérêt ne doit pas être l'unique mobile de ses actions, le bien public qui a tant de branches diverses, lui offre une foule de matières dont il peut s'occuper, et l'éducation de la jeunesse doit être considérée comme une des principales : elle influe sur tout ; elle ne crée rien à la vérité, mais elle peut corriger des défauts. Cette partie si intéressante avait peut-être été trop négligée auparavant, en particulier dans le plat pays et dans les provinces. Voici en quoi consistaient les vices qu'il y avait à réformer. Dans les villages, des gentilshommes, des tailleurs faisaient le métier de maîtres d'école, et dans les terres de la couronne, les baillis les choisissaient sans discernement. Pour retrancher un abus aussi pernicieux, le roi fit venir de la Saxe de bons maîtres d'école ; il augmenta leurs gages, et l'on tint la main à ce que les paysans leur envoyassent leurs enfans pour les faire instruire. En même temps l'on publia une ordonnance qui enjoignait aux ecclésiastiques de ne point admettre les jeunes gens à la communion, à moins que, dans les écoles, ils n'eussent été instruits dans leur religion ; on ne jouit pas d'abord de semblables arrangemens, et le temps seul peut en faire recueillir les fruits.

On donna les mêmes soins à la réforme de tous les collèges fondés pour l'instruction de la jeunesse ; les pédagogues ne s'appliquaient qu'à remplir la mémoire de leurs élèves, et ne travaillaient point à former et

à perfectionner leur jugement. Cet usage, qui était une continuation de l'ancienne pédanterie tudesque, fut corrigé, et sans négliger ce qui est du département de la mémoire, les instituteurs furent chargés de familiariser dès la jeunesse leurs élèves avec la dialectique, afin qu'ils apprissent à raisonner, en tirant des conséquences justes des principes qu'ils avaient établis et prouvés.

Pendant que tout était en action dans l'Etat, que chacun y travaillait pour perfectionner ce qui était de son ressort, le traité de partage entre les trois couronnes fut signé. La Prusse acquit, comme nous l'avons rapporté, la Pomerelie, les palatinats de Culm et de Marienbourg, l'évêché de Varmie, la ville d'Elbing, une partie de la Cujavie, et une partie de la Posnanie. Cette nouvelle province avait environ 500,000 habitans. Les bonnes terres sont du côté de Marienbourg, le long de la Vistule, aux deux bords de la Netze, en y ajoutant l'évêché de Varmie. Mais dans la Pomerelie et le palatinat de Culm, en revanche, il y a bien des contrées couvertes d'un fable aride. L'avantage de cette acquisition consistait principalement en ce que, joignant la Poméranie à la Prusse royale, elle rendait le gouvernement maître de la Vistule, par conséquent du commerce de la Pologne; et en ce que, vu la quantité de blé que ce royaume exporte, les Etats prussiens n'avaient plus à craindre désormais ni la disette ni la famine.

Cette acquisition était donc utile, et pouvait devenir importante au moyen de sages arrangemens; mais lorsque cette province tomba sous la domination

prussienne, tout s'y ressentait de l'anarchie, de la confusion et du désordre qui doivent régner chez un peuple barbare, croupissant dans l'ignorance et dans la stupidité. On commença par le cadastre des terres, pour proportionner les charges : la contribution fut réglée sur le même pied que dans la Prusse royale : les ecclésiastiques payèrent à l'instar des évêques et des abbés de la Silésie : les starosties devinrent les biens de la couronne ; elles avaient été des fiefs donnés à vie comme ceux des Timariots chez les Turcs ; le roi dédommagea les propriétaires par une somme de 500,000 écus, qui leur fut payée une fois pour toutes. On introduisit des postes dans ce pays agreste et barbare, sur-tout des collèges de justice, dont le nom avait à peine été connu dans ces contrées. On réforma quantité de lois aussi bizarres qu'extravagantes ; on en appelait, en dernier ressort, de la sentence de ces collèges au tribunal supérieur de Berlin. Le roi fit creuser un canal qui coûta 700,000 écus, pour joindre de Nakel à Bromberg la Netze avec la Vistule, au moyen duquel ce grand fleuve avait une communication directe avec l'Oder, la Havel et l'Elbe. Ce canal avait un double usage ; il faisait écouler les eaux croupissantes d'une grande étendue de terrain, où l'on pouvait établir des colons étrangers. Tous les bâtimens économiques tombaient en ruine ; il en coûta plus de 300,000 écus pour les rétablir. Les villes étaient dans l'état le plus pitoyable. Culm avait de bonnes murailles, de grandes églises, mais au lieu de rues, on ne voyait que les caves des maisons qui avaient existé autrefois ; de 40 maisons qui formaient la grande place ;



28 sans portes , sans toit ni fenêtres , manquaient de propriétaires. Bromberg était dans le même état. Leur ruine datait de l'année 1709, où la peste avait ravagé cette province ; mais les Polonais n'imaginaient pas qu'il fallût réparer les malheurs. On aura peine à croire qu'un tailleur était un homme rare dans ces malheureuses contrées ; il fallut établir des tailleurs dans toutes les villes , de même que des apothicaires , des charrons , des menuisiers et des maçons. Ces villes furent rebâties et peuplées. Culm eut une maison où 50 jeunes personnes de la noblesse furent élevées par des maîtres consacrés à leur instruction : 150 maîtres d'école , tant protestans que catholiques , furent placés dans différens endroits et payés par le gouvernement. On ne savait ce que c'était que l'éducation dans ce malheureux pays ; aussi était-il sans mœurs comme sans connaissances. Enfin l'on renvoya en Pologne plus de 4,000 juifs , qui mendiaient , ou volaient les payfans. Comme le commerce se fait la branche principale des produits de la Prusse occidentale , on rechercha soigneusement tout ce qui pouvait l'étendre ; la ville d'Elbing y gagna le plus en attirant à elle le commerce qui précédemment s'était fait par Dantzic ; on forma pour le débit du sel une compagnie , qui au moyen d'une rétribution annuelle de 70,000 écus qu'elle payait au roi de Pologne , eut le monopole de cette denrée dans tout le royaume , ce qui , en obligeant les Autrichiens à lui vendre leur sel de Willisca , rendit cette compagnie florissante. Les revenus de la Prusse occidentale furent portés en tout à deux millions d'écus , qui joints à ce que la banque , l'accise , et le tabac rapportaient , produisirent à

l'Etat une augmentation de revenus de plus de cinq millions.

C'est ainsi qu'un système de finance toujours perfectionné, et suivi de père en fils, peut changer un gouvernement, et le rendre, de pauvre qu'il était, assez riche pour ajouter son grain dans la balance des pouvoirs qu'ont les premiers monarques de l'Europe.

### C H A P I T R E    I I I .

#### *Du Militaire.*

**S**EPT campagnes, qui avaient produit dix-sept batailles rangées et presque autant de combats non moins sanglans, trois sièges entrepris par l'armée et cinq à soutenir, sans compter des entreprises sur les quartiers d'hiver des ennemis, ou autres expéditions militaires à peu-près semblables, avaient tellement ruiné l'armée, qu'une grande partie des meilleurs officiers et des vieux soldats avaient péri en combattant. Pour en juger, on n'a qu'à se rappeler que le gain de la bataille de Prague coûta seul 20,000 hommes; qu'on ajoute à ce calcul que nous avions 40,000 prisonniers des Autrichiens, qu'ils en avaient presque autant des nôtres, au nombre desquels il fallait compter au-delà de 300 officiers; que les hôpitaux étaient tous remplis de blessés, et que, dans les régimens d'infanterie, on ne trouvait guères au-delà de cent hommes qui eussent servi au commencement de cette guerre.

Plus de 1500 officiers périés dans différentes actions

avaient extrêmement diminué la noblesse , et ce qui en restait dans le pays étaient ou des vieillards ou des enfans , qui ne pouvaient servir. Le manque de gentilshommes et le nombre de places d'officiers vacantes dans les régimens , firent qu'on eut recours à la roture pour les remplir. Il y avait des bataillons auxquels il ne restait que huit officiers pour le service ; les autres étaient ou morts , ou prisonniers , ou blessés. Il est facile de conclure de ces circonstances fâcheuses que les anciens corps même étaient sans ordre , sans discipline , sans exactitude , et par conséquent manquaient d'énergie.

Voilà quel était l'état de l'armée , lorsqu'après la paix de Hubertsbourg elle rentra dans ses anciens quartiers. Les régimens se trouvaient alors plus composés de naturels du pays que d'étrangers : les compagnies étaient fortes de 162 hommes ; on en renvoya 40 , qui devinrent utiles en remettant les terres en culture. Les bataillons francs servirent à compléter les régimens de garnison , qui congédièrent également ce qu'ils avaient de soldats nationaux de trop. La cavalerie réforma 150 hommes par régiment ; les hussards chacun 400 ; ainsi les provinces gagnèrent par cette réforme 30.780 cultivateurs qui leur manquaient. On ne s'en tint point là ; autrefois le nombre des nationaux avait été arbitraire ; on le fixa à 720 hommes pour chaque régiment , et ce qui manquait pour compléter la compagnie fut levé chez l'étranger. Les soldats des cantons eurent la permission de se marier sans le consentement de leur capitaine ; peu se vouèrent au célibat , et le grand

nombre aima mieux contribuer à l'accroissement de la population. Les effets de ces bons arrangemens répondirent à l'attente du gouvernement , et déjà en 1773 le nombre des enrôlés surpassait considérablement celui de l'année 1756.

Précédemment les capitaines recrutaient eux-mêmes leurs compagnies de l'argent qu'ils retiraient de la paye des semestres. Cette méthode avait donné lieu à trop d'abus ; les officiers , pour épargner l'argent , enrôlaient par force ; tout le monde criait ; aucun prince ne voulait permettre de telles violences sur son territoire. On changea donc cette économie de façon que le général Wartenberg tira seul la paye des semestres , dont les capitaines recevaient , outre leur paye , 30 écus par mois ; on se servait du surplus pour les enrôlemens , qui produisaient par an 7 ou 8 mille soldats levés dans les pays étrangers , lesquels , avec les femmes et les enfans qu'ils menaient avec eux , formaient une colonie militaire d'environ 10,000 personnes. Quoiqu'un fils unique de payfan ne devînt pas soldat , d'année en année l'armée gagnait pour la taille , et en 1773 il n'y avait plus de compagnie dans les régimens d'infanterie , dont les soldats eussent au-dessous de 5 pieds 5 pouces.

Les régimens , tant d'infanterie que de cavalerie , furent partagés en différentes inspections , afin d'y faire renaître l'ordre , l'exactitude , la sévérité de la discipline ; pour qu'il y eût une égalité parfaite dans l'armée , et que tant les officiers que les soldats eussent les mêmes directions dans un régiment comme dans l'autre. Les régimens du Rhin et du Wéser

eurent

eurent pour inspecteur le général Duringhofen ; ceux du duché de Magdebourg le général Saldern ; ceux de l'électorat furent partagés entre M. de Ramin, M. de Steinkeller, et le colonel Buttlar ; ceux de la Poméranie échurent au général Mœllendorf ; ceux de la Prusse au général Stutterheim , et ceux de Silésie au général d'infanterie Tauenzien ; le lieutenant-général de Bulow eut l'inspection de la cavalerie de la Prusse ; le général Seidlitz de celle de Silésie ; le général Lœllhœffel de celle de Poméranie et de la nouvelle Marche , et celle de l'électorat et du pays de Magdebourg fut mise sous la direction du général Krusemark.

Rien ne coûta plus de peines que de rétablir l'ordre et la discipline dans cette infanterie si fort déchue de ce qu'elle avait été autrefois. Il fallut de la sévérité pour rendre le soldat obéissant , de l'exercice pour le rendre adroit, et une longue habitude pour lui apprendre à charger son fusil 4 fois en une minute , à marcher en ligne sans flottement , et enfin à savoir se prêter à toutes les manœuvres que des occasions différentes dans la guerre pouvaient exiger de lui. Mais lorsqu'on eut fait avec les soldats , il fut plus difficile encore de former les jeunes officiers , et de leur donner l'intelligence nécessaire dans leur métier. Pour leur faire acquérir la routine de ces manœuvres , on les exerça dans le voisinage de leurs garnisons aux différens déploiemens , aux attaques de plaine , aux attaques des postes fortifiés , ainsi qu'à celles des villages , aux manœuvres d'une avant-garde , à celles d'une retraite , aux quarrés , pour savoir comment ils devaient attaquer , et comment ils devaient se défendre. Cela se

pratiquait pendant tout l'été , et chaque jour ils répétaient une partie de leur leçon. Pour rendre ces pratiques générales, les troupes s'assembaient deux fois, l'une au printemps et l'autre en automne; il ne se faisait alors que de grandes manœuvres de guerre , des défenses ou des attaques de postes , des fourrages , des marches dans tous les genres , et des simulacres de bataille , où les troupes , en agissant , désignaient les dispositions qui en avaient été faites. Ainsi, suivant l'expression de Végèce , la paix devint pour les armées prussiennes une école et la guerre une pratique. On ne doit pas croire cependant que d'abord après la paix les premières manœuvres fussent des plus brillantes : il faut du temps pour que la tactique mise en pratique devienne une chose habituelle , que les troupes exécutent sans difficulté. La précision qu'on désirait d'établir , ne commença à devenir sensible que depuis l'année 1770. Dès lors l'armée prenant une autre face , on aurait pu , sans craindre de se tromper , la mener à la guerre avec beaucoup de confiance.

Pour parvenir à ce degré de perfection si intéressant pour le bien de l'Etat , on avait dégagé le corps des officiers de tout ce qui tenait à la roture ; ces sortes de sujets furent placés dans des régimens de garnison , où ils valaient au moins ceux auxquels ils succédaient , qui , étant trop infirmes pour servir , furent pensionnés ; et comme le pays même ne fournissait pas le nombre de gentilshommes que demandait l'armée , on engagea des étrangers , de la Saxe , du Mecklenbourg , ou de l'Empire , parmi lesquels il se rencontrait quelques bons sujets. Il est plus

nécessaire que l'on ne croit de porter cette attention au choix des officiers , parce que d'ordinaire la noblesse a de l'honneur. Il ne faut pas disconvenir cependant que quelquefois on rencontre du mérite et du talent chez des personnes sans naissance ; mais cela est rare , et dans ce cas on fait bien de les conserver. Mais en général il ne reste de ressource à la noblesse que de se distinguer par l'épée ; si elle perd son honneur , elle ne trouve pas même un refuge dans la maison paternelle ; au lieu qu'un roturier , après avoir commis des bassesses , reprend sans rougir le métier de son père , et ne s'en croit pas plus déshonoré.

Un officier a besoin de diverses connaissances ; mais une des principales est celle de la fortification. Y a-t-il des sièges ? il trouve occasion de se distinguer ; est-il dans une ville assiégée ? il peut rendre de bons services ; faut-il fortifier un camp ? on profite de son intelligence ; y a-t-il quelque village à fortifier dans les postes avancés de la chaîne des quartiers d'hiver ? on l'emploie , et pour peu qu'il ait de génie , il trouve cent occasions de se faire connaître. Afin que les officiers ne manquaient point d'instruction dans une partie du génie aussi utile , le roi avait adjoint à chaque inspection un officier du génie , pour donner aux jeunes officiers les connaissances qui leur manquaient à cet égard. Après qu'ils avaient appris les élémens de cet art , on leur faisait tracer des ouvrages adaptés aux différens terrains ; ils prenaient des camps , ils disposaient la marche des colonnes , et sur leurs plans ils n'osaient pas même omettre les postes avancés de la cavalerie.

Cette étude étendit la sphère de leurs idées , et leur apprit à penser en grand ; ils se firent des règles de castronomie , et acquirent dès leur jeunesse les lumières que doivent avoir les généraux.

L'attention qu'on apportait à perfectionner l'infanterie de campagne , n'empêcha pas d'avoir l'œil sur les régimens destinés à servir en garnison. Ceux qui défendent les places peuvent rendre d'aussi grands services que ceux qui gagnent des batailles. On purifia ces régimens de tout ce qui était suspect , tant parmi les officiers que parmi les soldats ; on les disciplina comme les régimens de campagne , et toutes les fois que le roi faisait la revue des troupes dans les provinces , ces régimens de garnison y figuraient également. Ces corps étaient moins grands que les autres pour la taille ; il ne s'y trouvait cependant aucun soldat qui eût moins de 5 pieds 3 pouces , et quoiqu'ils ne chargeassent pas aussi vite que l'infanterie de campagne , aucun général dès l'année 1773 n'aurait été fâché de les avoir dans sa brigade.

Quant à la cavalerie , il s'en fallait beaucoup qu'elle eût fait des pertes proportionnées à celles de l'infanterie ; comme elle avait été victorieuse dans toutes les occasions , les vieux soldats et les vieux officiers s'étaient , à peu de chose près , conservés. Il arrive toujours que plus la guerre dure et plus l'infanterie souffre ; et par un effet contraire , plus la guerre dure et plus la cavalerie se perfectionne. On eut un soin particulier de fournir à ce corps respectable les meilleurs chevaux qu'on put trouver. Il y avait pourtant quelques reproches à faire à



quelques-uns de nos généraux de cavalerie , qui , ayant eu des détachemens à conduire , avaient maladroitement fait manœuvrer l'infanterie ; le même reproche pouvait se faire aussi à quelques officiers d'infanterie qui employèrent leur cavalerie avec peu de discernement. Afin d'empêcher que ces fautes grossières n'eussent lieu à l'avenir , le roi composa un ouvrage de tactique et de castronomie , qui contenait des règles générales , tant pour la guerre défensive que pour la guerre offensive ; des ordonnances différentes pour les attaques et les défenses s'y trouvaient désignées avec toutes les dispositions adaptées à des terrains connus de toute l'armée. Ce livre méthodique et plein de préceptes évidens , confirmés par toutes les expériences des guerres passées , fut déposé entre les mains des inspecteurs. Ils le donnaient à lire aux généraux comme aux commandeurs des bataillons , ou des régimens de cavalerie ; mais d'ailleurs on eut la plus grande attention à empêcher que le public en eût aucune connaissance. Cet ouvrage produisit plus d'effet qu'on ne l'espérait : il ouvrit l'esprit des officiers sur des manœuvres dont ils n'avaient pas compris le sens : leur intelligence fit des progrès visibles ; et comme les succès de la guerre roulent principalement sur l'exécution de la disposition , et que plus on a de généraux habiles , plus on peut s'assurer de réussir , on avait lieu de croire qu'après tant de peines pour instruire les officiers , les ordres feraient exactement suivis , et que les généraux ne feraient pas des fautes assez considérables pour causer la perte d'une bataille.

Selon les usages qui s'étaient établis pendant la dernière guerre , l'artillerie était devenue une partie principale des armées : on avait si prodigieusement augmenté le nombre des canons , que cela dégénéra en abus. Mais pour ne point perdre son avantage , il en fallait avoir tout autant que l'ennemi ; pour cet effet on commença par rétablir l'artillerie de campagne , et l'on eut 868 canons à refondre. On procéda ensuite aux canons des forteresses , qui en partie étaient évasés. On inventa des espèces de tombereaux , afin que chaque bataillon d'infanterie eût toujours avec soi des charges de réserve , qui étaient enfermées pour chaque peloton dans des sacs séparés , ce qui en facilitait la distribution. On doubla les moulins à poudre , qui en fabriquèrent six mille quintaux par année ; en même temps les forges travaillaient à fonder des bombes , des boulets et des grenades royales.

Les forteresses furent pourvues de bois de charpente et de soliveaux pour l'usage des batteries , et comme on voulait avoir toute une artillerie de réserve pour l'armée , on fonda en fus 868 canons de campagne. Tous ces différens ouvrages , en y ajoutant 60,000 quintaux de poudre , furent fournis aux arsenaux vers la fin de 1777. Il en coûta pour l'artillerie , pour la réparation de ses chariots et de son train , 1,960,000 écus ; c'était beaucoup , mais la dépense était nécessaire.

En commençant la guerre de 1756 , la Prusse n'avait que deux bataillons d'artillerie. Ce nombre étant trop inférieur à celui de l'ennemi , on le porta à six bataillons , chacun de 900 hommes , outre les com-

pagnies détachées , et distribuées dans les différentes forteresses. Ce corps , après la paix , resta sur pied tel qu'il était , et l'on construisit de grandes casernes à Berlin , pour qu'étant toujours assemblé , il fût mieux et plus également dressé à l'usage auquel il était destiné. On fit instruire les officiers dans la fortification , afin qu'ils se perfectionnassent en l'art des sièges. Les canonniers et les bombardiers s'exerçaient tous les ans. Il fallait que dans une nuit ils eussent construit une batterie ; ils apprenaient à démonter le canon de l'ennemi , à tirer à ricochet , et à bien jeter les bombes , malgré les différentes directions des vents qui les chassant de côté ou d'autre les détournent de leur direction ; d'autre part on faisait avancer en ligne les canons de campagne , comme s'ils eussent été distribués entre les bataillons ; ils étaient obligés de profiter de la moindre butte de terre , pour ne négliger aucun de leurs avantages , et de viser toutes les fois avant de tirer leur coup. Comme on raffinaît sur tout , on avait inventé une espèce nouvelle d'obusiers , dont la grenade portait à 4,000 pas ; les bombardiers furent dressés à savoir s'en servir à diverses distances , et l'on s'aperçut que , pour donner aux canons de campagne le dernier degré d'agilité dont ils sont susceptibles , il faudrait encore augmenter l'artillerie d'un certain nombre de manœuvres , afin qu'à force de bras les canons demeurassent invariablement auprès des bataillons en avançant.

L'armée avait fait bien des campagnes , mais souvent le quartier général avait manqué de bons maréchaux de logis ; le roi voulut former ce corps , et

choisit douze officiers qui avaient déjà quelque teinture de génie , pour les dresser lui-même ; dans cette vue on leur fit lever des terrains , marquer des camps , fortifier des villages , retrancher des hauteurs , élever ce qu'on appelle des palanques , marquer les colonnes des marches , et sur-tout on les ftyla à fonder eux-mêmes tous les marais et tous les ruisseaux , pour ne pas se méprendre par négligence , et donner a une armée pour appui une rivière guéable , ou bien un marais par lequel l'infanterie pût marcher fans se mouiller la cheville du pied ; ces fautes font de très-grande conséquence , puisque les Français n'auraient pas été battus à Malplaquet , ni les Autrichiens à Leuthen , s'ils n'en avaient commis de semblables.

L'éducation des jeunes gens de qualité qui se vouent aux armes est une chose qui mérite les plus grands soins : on peut les former dès leur jeunesse au métier auquel ils se destinent , et les avancer par de bonnes études de manière que leur capacité soit comme un fruit qui n'en vaut que mieux pour être précoce. Durant la dernière guerre , l'éducation des cadets avait dégénéré au point , qu'à peine les jeunes gens qui sortaient de ce corps savaient lire et écrire ; afin de couper le mal par la racine , le roi mit à la tête de cette institution le général Buddenbrock , l'homme du pays sans contredit le plus capable de vaquer à cet emploi. En même temps on choisit de bons instituteurs , et on augmenta leur nombre à proportion des élèves qu'ils devaient instruire. Pour subvenir aussi au manque d'éducation de la jeune noblesse poméranienne , dont les parens étaient trop pauvres pour y pourvoir eux-mêmes , le roi institua une école

dans la ville de Stolpe, où 56 enfans de condition étaient nourris, vêtus et élevés à ses dépens. Après qu'ils avaient passé les premiers élémens des connaissances et terminé leurs humanités, ils entraient dans l'institut des cadets, où leur éducation était perfectionnée. Les instructions roulaient principalement sur l'histoire, la géographie, la logique, la géométrie, et l'art de la fortification, connaissances dont un officier peut difficilement se passer. Une académie fut fondée en même temps, dans laquelle entraient ceux des cadets qui annonçaient le plus de génie; le roi en régla lui-même la forme et fournit une instruction qui contenait l'objet des études de ceux qu'on y placerait et de l'éducation qu'ils y recevraient: on choisit pour professeurs les personnes les plus habiles qu'on put trouver en Europe: 15 jeunes gentilshommes y étaient élevés sous les yeux de cinq gouverneurs. Toute leur éducation tendait à leur former le jugement. L'académie prospéra, et fournit depuis des sujets utiles, qui furent placés dans l'armée.

Après la conquête de la Silésie on y avait construit différentes places; la plupart avaient besoin d'être perfectionnées; il fallut encore en bâtir une nouvelle à Silberberg, afin d'être maître des débouchés qui mènent vers Glatz à gauche, et vers Braunau à droite. Ces ouvrages différens avaient coûté en 1777 la somme de 4,146,000 écus, tandis qu'en Poméranie on fortifiait la ville de Colberg, qui coûta 800,000 écus. Lors de l'invasion des Russes, on s'était aperçu qu'en des cas pareils cette place pouvait devenir de la dernière importance. Quoiqu'on

travaillât dans toutes les forteresses avec vigueur, il restait encore, en 1778, quelques dépenses à faire, pour finir tout ce qui était près d'être achevé : le tout pouvait monter à la somme de 200,000 écus.

Le général de Wartenberg, qui dirigeait l'économie militaire, était aussi occupé dans son département que les autres officiers dans leurs parties différentes. On profitait de la paix pour se préparer à la guerre. En 1777 on avait fabriqué à Spandau 140,000 nouveaux fusils ; on avait fait des épées de rechange pour toute la cavalerie, des bandoulières, des selles, des brides, des ceinturons, des marmites, des pioches, des haches, et une fourniture complète de tentes pour toute l'armée. Ces immenses apprêts étaient déposés, les fusils dans l'arsenal, et le reste dans deux grands bâtimens qu'on appelait les garde-robes de l'armée. Outre tout cet appareil, on avait mis à part la somme de 3 millions, pour fournir en temps de guerre à la remonte de la cavalerie, ainsi que pour remplacer les uniformes qui se perdaient dans les batailles ; une autre somme était destinée pour les frais de l'augmentation de 22 bataillons francs. Toutes ces choses ainsi préparées d'avance allégeaient au moins pour quelques campagnes le poids de la guerre, si accablant pour les finances quand elle est de durée.

L'article des magasins militaires ne fut point oublié ; on en forma deux, l'un à Magdebourg, l'autre dans les places de la Silésie, chacun de 35,000 winspels de seigle, pour entretenir, durant une année, deux armées de 70,000 hommes. Le premier était destiné aux troupes qui devaient agir vers la Bohême ou la

Moravie , et le second pour celles dont les opérations feroient dirigées vers la Saxe ou vers la Bohème. Le prix de ces magasins étoit évalué à 1,700,000 écus. On les entama durant les trois années de difette dont nous avons parlé précédemment ; mais dès l'année 1775 , ils furent rétablis tels qu'ils avoient été précédemment.

Nous avons parlé des magasins du général Wartenberg et des grands magasins d'abondance que l'on avoit amassés ; mais cela n'étoit pas encore fuffifant pour que l'armée pût entrer en campagne auffi-tôt que le befoin le demanderait. Un des articles les plus difficiles étoit de trouver et de rassembler tous les chevaux néceffaires au mouvement d'une auffi grande machine. Cette multitude de canons , introduite par l'ufage , demandoit un nombre immense de chevaux pour les transporter ; il en fallait outre cela pour les tentes , pour les officiers et pour les vivres. On compta qu'en tout la fomme en montoit à 60 mille.

Après la paix l'armée avoit été mife fur le pied de 151,000 hommes ; les troubles qui s'élevèrent en Pologne feroient appréhender qu'une nouvelle guerre ne s'allumât , le roi jugea à propos , en 1768 , d'augmenter de 40 hommes les compagnies de douze régimens d'infanterie ; pour les loger , il fallut bâtir des cafernes , qui coûtèrent 360,000 écus. Les houlards et les bofniaques , qui ne fe faient que 1100 têtes , furent portés à 1400. Un bataillon de 1000 hommes fut levé aux ordres de M. de Roffières , pour la défenfe de Silberberg. Ces différentes augmentations mirent l'armée , en temps de paix , fur le pied de 161,000 hommes , dont elle étoit compofée.

Ces efforts étaient nécessaires : les conjonctures où l'on se trouvait , obligeaient de se préparer à tout événement. Sur-tout durant le cours de l'année 1771 , pendant que les négociations étaient les plus vives , il était impossible de deviner quel parti prendrait la cour de Vienne , si ce serait celui de la Porte ou celui de la Russie ; mais comme les apparences étaient que la maison d'Autriche penchait plus du côté des Turcs que de celui des alliés du roi , il fut résolu de remonter toute la cavalerie , en y joignant l'augmentation. Ce furent 8,000 chevaux qu'on acheta tout à la fois ; bientôt le bruit s'en répandit dans toute l'Europe ; la cour de Vienne comprit que le roi de Prusse s'était déterminé à soutenir de toutes ses forces son alliée l'impératrice de Russie.

Le concert de ces trois cours occasionna le partage de la Pologne , comme nous l'avons déjà dit dans le chapitre qui traite de la politique ; ce chapitre-ci n'étant destiné qu'à ce qui regarde le militaire , nous n'envifagerons cette acquisition que sous ce point de vue-là. Elle était d'une très-grande importance en ce qu'elle joignait la Poméranie à la Prusse royale. On aura remarqué , en lisant l'histoire de la dernière guerre , que le roi avait été obligé d'abandonner toutes les provinces qui étaient séparées ou trop éloignées du corps de l'Etat. Ces provinces étaient celles du bas Rhin et de la Westphalie , sur-tout la Prusse royale. Cette dernière se trouvait non-seulement séparée mais coupée de la Poméranie et de la nouvelle Marche par un fleuve d'une profondeur et d'une largeur considérables : il fallait



être le maître de la Vistule pour pouvoir soutenir la Prusse royale; mais depuis le partage, le roi pouvait élever des places sur les bords de ce fleuve, et s'assurer les passages selon qu'il le jugeait convenable; et pouvait non-seulement défendre le royaume contre les ennemis, mais se servir en cas de malheur de la Vistule et de la Netze, comme de bonnes barrières, pour empêcher l'ennemi de pénétrer soit en Silésie, soit dans la Poméranie et la nouvelle Marche.

D'autre part, cette nouvelle acquisition fournissait les moyens d'augmenter considérablement l'armée. Elle fut mise en temps de paix sur le pied de 186,000 hommes, et l'on résolut de la porter en temps de guerre, avec les bataillons francs et autres corps pareils, au nombre de 218,000 combattans.

Voici en quoi consista l'augmentation :

Quatre bataillons de garnison et des compagnies de grenadiers, faisant	-	-	3,150 hommes
Deux nouveaux bataillons d'artillerie	-	-	2,510 - -
Six régimens d'infanterie sur le pied de paix	-	-	8,500 - -
Un régiment de hofards	-	-	1,400 - -
Trente-fix régimens d'infanterie, la compagnie augmentée de 20 hommes	-	-	8,640 - -
Les chasseurs augmentés de	-	-	300 - -
Une nouvelle compagnie de mineurs	-	-	150 - -

Vingt-cinq nouveaux majors avec autant d'aides de camp furent créés pour commander les bataillons de grenadiers; autrefois on les prenait des régimens en temps de guerre; maintenant cette charge

est devenue permanente. Outre cela, les artilleurs qui servaient l'artillerie volante furent remontés, afin qu'exercés en temps de paix, ils devinssent plus utiles en temps de guerre. Le total de cette nouvelle augmentation consistait en 25,220 hommes; et 1,250 000 écus, assignés sur la Prusse occidentale, furent destinés à l'entretien de ces nouvelles troupes.

Quelque changement qu'on fasse dans l'Etat, il s'ensuit toujours des conséquences auxquelles le gouvernement doit penser à temps. Les forces de l'Etat s'étant accrues, il fallait faire un calcul nouveau de ce que coûterait à l'avenir une campagne. En l'année 1773, l'armée consistait en 141 bataillons de campagne, 63 escadrons de cuirassiers, 70 de dragons, 100 de houfards, outre une artillerie de campagne composée de 9.600 canonniers et bombardiers, sans compter 1200 artilleurs distribués pour le service des forteresses, et 36 bataillons de garnison. Sur ce tableau de l'armée tel qu'on vient de le représenter, en y ajoutant l'augmentation de 22 bataillons francs, on fit le devis de ce que coûteraient les premiers frais pour mettre cette machine en branle.

En suivant le même principe, on calcula la dépense extraordinaire de cette armée pendant la durée d'une campagne, et pour ne s'y point tromper, on se régla sur la campagne la plus coûteuse de la dernière guerre, où s'étaient données les batailles les plus sanglantes, c'est-à-dire, sur l'année 1757. Il vaut mieux, dans ces sortes d'évaluations, mettre les sommes plus considérables que trop faibles, parce qu'on ne perd rien au superflu, et qu'on risque beaucoup s'il n'y a pas assez d'argent.

## CHAPITRE IV.

*De ce qui s'est passé de plus important depuis 1775  
jusqu'à 1778.*

ON se persuadera bien que la jalousie, la haine 1775.  
et l'envie qu'avait excitées parmi les puissances de  
l'Europe le partage de la Pologne, ne se dissipèrent  
pas tout d'un coup. La chose était récente, et la  
sensation en avait été trop forte, pour que les sou-  
verains regardassent avec les yeux de l'habitude un  
événement dont leur amour-propre était choqué. La  
France se rappelait avec un chagrin secret ses efforts  
inutiles pour soutenir la confédération de Bar; elle  
ne pouvait se dissimuler le mauvais succès de la  
guerre qu'elle avait conseillé aux Turcs d'entreprendre  
contre la Russie, elle était en quelque façon  
humiliée de voir qu'une monarchie comme la sienne  
eût eu si peu d'influence dans les troubles qui avaient  
déchiré la Pologne; elle ne craignait pas moins cette  
liaison qui commençait à se former entre l'impéra-  
trice-reine, l'impératrice de Russie et le roi de Prusse.  
Une semblable union donnait à ces puissances une  
prépondérance trop décidée en Europe, pour qu'à  
Versailles on pût l'envisager avec des yeux indifférens;  
mais ces apparences étaient trompeuses, et il s'en  
fallait de beaucoup que l'amitié de ces trois puis-  
sances fût aussi étroite que le public pouvait se le  
figurer. Louis XVI venait de monter sur le trône;  
un évêque lui remit le testament politique que le  
dauphin, père du roi, lui avait confié, pour le

donner à son fils lorsqu'il parviendrait à la régence. Le roi se fit une loi de suivre en tout les volontés de son père, et ce fut en conséquence de ce testament que M. de Maurepas, disgracié par Louis XV, devint premier ministre de Louis XVI, que M. d'Aiguillon fut exilé, et que M. de Choiseul perdit à jamais l'espoir de rentrer en faveur. M. de Maurepas touchait à son seizième lustre; il avait été longtemps ministre sous le règne précédent; il possédait la routine des affaires; il avait l'esprit orné, et une tête capable de vastes desseins; mais il n'était plus dans l'âge, comme nous l'avons remarqué, où l'ame remplie d'ardeur entreprend hardiment de grandes choses. La mauvaise administration des finances sous le règne précédent pouvait conduire à une banqueroute générale. Il était d'autant plus atterré de cette idée, que cette banqueroute aurait au moins écrasé 40,000 familles, qui avaient placé tout leur bien dans les fonds publics; et quoique les ministres ne soient guères sensibles aux malheurs des peuples, ils le sont pourtant au blâme qui en retombe nécessairement sur eux. Le traité de Versailles, quoique peu avantageux à la France, subsistait toujours. M. de Maurepas avait de plus à ménager la jeune reine, sœur de l'empereur Joseph, et fille de Marie-Thérèse, qui, avec un peu de complaisance, pouvait d'un jour à l'autre gagner assez d'ascendant sur l'esprit du roi son époux pour le gouverner entièrement; de sorte que ce vieux Mentor d'un pupille qui n'avait aucun caractère fixe, employait tour à tour la prudence et la fermeté pour empêcher que le royaume ne tombât en quenouille. La France, d'un autre côté

côté, toujours rivale de l'Angleterre, voyait avec plaisir les troubles qui s'élevaient en Amérique entre les colonies et la mère-patrie. Elle encourageait sous main l'esprit de révolte qui s'y manifestait, et animait les Américains à soutenir leurs droits contre le despotisme que le roi George III voulait y établir, en leur présentant en perspective les secours qu'ils pouvaient attendre de l'amitié du roi très-chrétien.

La cour de Londres nous présente un tableau tout différent de celui que nous venons de crayonner. C'est l'écoffais Bute qui gouverne le roi et le royaume; semblable à ces esprits malfesans dont on parle toujours et qu'on ne voit jamais, il s'enveloppe ainsi que ses opérations des plus profondes ténèbres; ses émissaires, ses créatures sont les ressorts avec lesquels il meut cette machine politique selon sa volonté. Son système politique est celui des anciens Torys, qui soutiennent que le bonheur de l'Angleterre demande que le roi jouisse d'un pouvoir despotique, et que bien loin de contracter des alliances avec les puissances du continent, la Grande-Bretagne doit se borner uniquement à étendre les avantages de son commerce. Paris est à ses yeux ce qu'était Carthage à ceux de Caton le censeur. Bute détruirait en un jour tous les vaisseaux français, s'il en était le maître et s'il pouvait les rassembler. Impérieux et dur dans le gouvernement, peu soucieux sur le choix des moyens qu'il emploie, sa mal-adresse dans le maniement des affaires l'emporte encore sur son obstination. Ce ministre, pour remplir ses grandes vues, commença par introduire la corruption dans la chambre basse. Un million de livres

sterlings que la nation paye annuellement au roi pour l'entretien de sa liste civile , ne suffisait qu'à peine pour contenter la vénalité des membres du parlement. Cette somme destinée pour l'entretien de la famille royale , de la cour . et pour les ambassades , étant annuellement employée à dépouiller la nation de son énergie , il ne restait au roi George III , pour subsister et pour soutenir à Londres la dignité royale , que 500,000 écus qu'il tirait de son électorat de Hanovre. La nation anglaise , dégradée par son souverain même , n'eut depuis d'autre volonté que la sienne ; mais comme si ce n'en était pas assez de tant de prévarications , le lord Bute voulut frapper un coup plus hardi et plus décisif , pour établir plus promptement le despotisme auquel il visait ; il engagea le roi à taxer par des impôts arbitraires les colonies américaines , autant pour augmenter ses revenus , que pour donner un exemple qui , par la suite des temps , pût être imité dans la Grande-Bretagne ; mais nous verrons que les suites qu'eut cet acte de despotisme , ne répondirent point à son attente. Les Américains , qu'on n'avait pas daigné corrompre , s'opposèrent ouvertement à cet impôt si contraire à leurs droits , à leurs coutumes , et sur-tout aux libertés dont ils jouissaient depuis leur établissement. Un gouvernement sage se ferait hâter d'appaïser ces troubles naissans ; mais le ministère de Londres agit d'après d'autres principes ; il suscita de nouvelles brouilleries avec les colonies à l'occasion des marchands qui avaient le monopole de certaines marchandises des Indes orientales , qu'on voulut les

1775. forcer d'acheter. La dureté et la violence de ces pro-

cédés acheva de soulever les Américains; ils tinrent un congrès à Philadelphie, où renonçant au joug anglais, qui déformais leur devenait insupportable, ils se déclarèrent libres et indépendans. Dès lors voilà la Grande-Bretagne engagée dans une guerre ruineuse avec ses propres colonies: mais si le lord Bute se montra mal-adroît dans la conduite de cette affaire, il le parut encore davantage dans l'exécution et lorsque la guerre commença. Il crut bonnement que 7,000 hommes de troupes réglées était un nombre suffisant pour subjuguier l'Amérique; et comme il n'avait pas l'art de Newton dans les calculs, il s'y trompa toujours. Le général Washington, qu'à Londres on appelait le chef des rebelles, remporta, dès les premières hostilités, quelques avantages sur les royalistes assemblés près de Boston. Le roi, qui s'attendait à des victoires, fut surpris de la nouvelle de cet échec, et le gouvernement se vit obligé de changer de mesures. Il était évident que le nombre des troupes en Amérique était trop faible pour remplir le dessein qu'on voulait exécuter; il fallait donc avoir une armée, quoiqu'on sentît toutes les difficultés qu'il y avait à trouver ce monde, et à le rassembler. Les Anglais ont manqué de tout temps d'art et de souplesse dans leurs négociations; attachés avec acharnement à leurs intérêts, ils ne savent pas flatter ceux des autres; ils pensent qu'en offrant des guinées, ils peuvent tout obtenir. Ils s'adressèrent d'abord à l'impératrice de Russie, et la choquèrent d'autant plus par leurs demandes, que la fierté de cette princesse regardait comme bien au-dessous d'elle d'accepter des subsides d'une autre puissance. Enfin

1776

ils trouvèrent en Allemagne des princes avides ou obérés, qui prirent leur argent; ce qui leur valut 12,000 Hessois, 4,000 Brunswicois, 1200 hommes d'Anspach, autant de Hanau, sans compter quelques centaines d'hommes que leur fournit le prince de Waldeck. Outre cela la cour envoya 4,000 Hano-vriens à Gibraltar et à Port-Mahon, pour en relever les garnisons anglaises, lesquelles furent de-là conduites en Amérique. Toutes ces troupes servirent sous les auspices du lord Howe et de son frère l'amiral, comme nous le rapporterons en son temps. Chaque campagne coûta à l'Angleterre 6 millions de livers sterlings, ou 36 millions d'écus. On comptait alors que les dettes de la Grande-Bretagne montaient déjà à 900 millions d'écus. Une campagne ne suffisait pas pour soumettre les colonies; ainsi l'on prévoyait dès lors que dans peu la dette nationale passerait un milliard. La campagne suivante ne produisit aucun événement décisif, et les Américains se soutinrent contre le lord Howe et tous les renforts qui l'avaient joint; mais vers la fin de l'année 1777, la fortune commença à se déclarer en faveur des colonies. Sur les ordres de la cour, le général Bourgoyne partit du Canada avec 13,000 hommes, pour se rendre à Boston, selon le projet qu'on lui avait donné à exécuter; tandis que le lord Howe, qui n'était informé de rien, s'était emparé de Philadelphie. Ce défaut de concert acheva de gâter les affaires; Bourgoyne, qui manquait de chevaux pour le transport de ses vivres, et avait entrepris une expédition impraticable relativement aux subsistances, fut obligé de se rendre prisonnier avec toutes les



troupes aux Américains qu'il croyait subjuguier. Un événement de cette nature aurait autrefois soulevé toute la nation contre le gouvernement, et causé même une révolution; il ne produisit alors qu'un léger murmure, tant l'amour des richesses l'emportait sur l'amour de la patrie, et faisait préférer à ce peuple, autrefois si noble et si généreux, l'avantage personnel au bien général. Le roi d'Angleterre, qui soutenait le système de Bute par obstination, se roidissait contre les obstacles qu'il voyait naître sous ses pas. Peu sensible aux malheurs qui retombaient sur son peuple, il n'en devenait que plus ardent pour l'exécution de ses projets, et afin de gagner la supériorité sur les Américains, il faisait négocier dans toutes les cours de l'Allemagne, pour en tirer le peu de secours qu'elles pouvaient encore lui fournir. L'Allemagne se ressentait déjà de la quantité d'hommes qu'on en avait tirée, pour les envoyer dans ces climats lointains, et le roi de Prusse voyait avec peine l'Empire dépourvu de tous ses défenseurs, sur-tout dans le cas où il surviendrait une nouvelle guerre; car dans les troubles de 1756 la basse Saxe et la Westphalie seules avaient assemblé une armée, avec laquelle on avait arrêté et dérangé tous les progrès de l'armée française. Par cette raison, il chicana le passage des troupes des princes qui en donnaient à l'Angleterre, lorsqu'elles se trouvaient obligées de passer par le pays de Magdebourg, celui de Minden, ou par le bas Rhin. Ce n'était qu'une faible revanche du mauvais procédé de la cour de Londres au sujet de la ville et du port de Dantzic; toutefois le roi ne voulut pas pousser les choses trop

loin ; une longue expérience lui avait appris qu'on trouve une multitude d'ennemis dans le monde , et qu'il ne faut pas s'en fusciter soi-même de gaieté de cœur. Voilà en gros l'idée qu'on peut se faire de l'Angleterre pendant le peu d'années dont nous nous sommes proposé de décrire les événemens. Nous la quitterons maintenant , pour présenter le résumé de ce que , pendant la même époque , il se passa de mémorable en Russie.

1774. L'impératrice de Russie sortait de la guerre qu'elle avait faite aux Turcs , couverte de gloire par les succès que ses troupes avaient eus contre ses ennemis ; mais l'Etat était presque épuisé d'hommes et d'argent , et la paix si mal assurée , que le grand visir déclara lui-même au prince Repnin , ambassadeur à la Porte , qu'à moins que le chan de Crimée ne rentrât sous la domination de la Porte , et que l'impératrice de Russie ne restituât Kersch et Jenikala , la paix qu'on avait extorquée aux Turcs ne ferait point de durée. Sur cette déclaration les troupes russes occupèrent Perekop , et aussi-tôt les hostilités recommencèrent en Crimée. Ce n'était pas une guerre dans les formes , où deux grandes armées se trouvaient en présence l'une de l'autre , mais c'étaient des incursions où des troupes turques débarquaient en différens parages , ce qui occasionnait de petits combats , dont toutefois les Russes sortirent toujours victorieux. Cependant cet état d'incertitude inquiétait l'impératrice , parce qu'elle était obligée d'assembler son armée sur les frontières de la Tartarie , et de tenir un gros corps à Kiow , pour l'opposer en cas de nécessité à un corps de 40,000 Turcs cam-

pés près de Bender, qui de-là, en traversant la Pologne, pouvaient facilement se porter vers la partie des provinces russes située à l'autre bord du Niester; ainsi sans avoir ni la paix ni la guerre, les dépenses de l'impératrice étaient aussi grandes que si la guerre avait été déclarée entre les deux puissances. L'intérieur de la cour de Pétersbourg fournissait des événemens d'une autre nature, mais qui tiennent également à l'histoire de ce temps. L'impératrice 1773. voyant que son fils, le grand-duc, était en âge de se marier, délibérait sur le choix de l'épouse qu'elle voulait lui donner. Ce devait être une princesse d'Allemagne, dont l'âge et la personne convinssent à son fils. Ce choix n'était pas indifférent pour la cour de Berlin, cette nouvelle liaison pouvant devenir favorable ou contraire à ses intérêts. L'Allemagne était alors stérile en princesses; il n'y en avait que trois ou quatre, qui pussent être proposées, parce que les unes étaient trop âgées et les autres trop jeunes. Celles auxquelles on pouvait penser, étaient une sœur de l'électeur de Saxe, une princesse de Wirtemberg trop jeune, et trois princesses filles du landgrave de Darmstadt. La sœur aînée de ces princesses de Darmstadt était mariée au prince de Prusse; ainsi il y avait tout à gagner, si une de ces princesses devenait grande duchesse, parce que les nœuds de la parenté se joignant à ceux de l'alliance, ils semblaient annoncer que l'union de la Prusse et de la Russie serait par là plus cimentée que jamais. Le roi mit tout en œuvre pour arranger les choses de la sorte, et il fut assez heureux pour réussir entièrement. Les princesses de Darmstadt passèrent par

Berlin ; elles arrivèrent à Pétersbourg ; la seconde des filles du landgrave fut celle qui emporta la pomme , et le mariage fut solennellement célébré ; mais il ne réussit pas , et donna lieu à un grand nombre d'intrigues et de scènes fâcheuses.

Il s'était élevé en même temps de nouvelles chicanes à Varsovie sur les possessions que les puissances co-partageantes occupaient en Pologne. Les Sarmates, en se plaignant amèrement, accusaient les Autrichiens et les Prussiens d'en avoir étendu les limites beaucoup au-delà de ce qui leur avait été accordé par les traités. Ces plaintes avaient fait impression sur l'impératrice de Russie, dont l'ambition s'applaudissant d'avoir donné des provinces à de grands souverains, était encore plus flattée d'en fixer les limites. Pour prévenir les suites que pourrait avoir le mécontentement de l'impératrice, si on ne l'appaisait pas au plutôt, le roi résolut d'envoyer le prince Henri à Pétersbourg, sous prétexte de faire une visite à l'impératrice, laquelle l'avait invité à se rendre à sa cour. Il faut ajouter à ceci que le roi s'était concerté avec la cour de Vienne pour que les deux puissances conservassent leurs possessions intactes, en laissant crier les Polonais et en tâchant d'appaiser la cour de Russie ; mais le prince Kaunitz, attaché à sa politique, dans l'intention de brouiller les cours de Berlin et de Pétersbourg, fit déclarer à cette dernière que l'impératrice-reine, par la seule envie d'obliger l'impératrice de Russie, avait résolu de rendre à la république de Pologne une partie du palatinat de Lublin, toutes les terres qui se trouvent au-delà de la rive droite du Bug, la ville de Casi-

mir et quelques autres morceaux encore qu'elle possédait. Le prince Henri arriva donc à Pétersbourg dans des conjonctures aussi singulières que fâcheuses. Il avait à combattre les Français, les Espagnols et les Autrichiens. A peine eut-il vu l'impératrice que la grande-duchesse vint à mourir en mettant au monde un enfant mort. Le prince, qui se trouva présent à cette scène, assista l'impératrice dans ces tristes circonstances autant qu'il dépendait de lui ; il prit un soin particulier du grand-duc, atterré par un spectacle aussi nouveau pour lui que lugubre. Il ne l'abandonna point, et ayant non-seulement contribué à rétablir sa santé, son chef-d'œuvre fut en particulier de raccommoder entièrement la mère et le fils, dont la méfintelligence s'était beaucoup augmentée depuis le mariage de la grande-duchesse, et faisait appréhender qu'il n'en résultât des suites fâcheuses ou pour l'un ou pour l'autre. L'impératrice fut vivement touchée du service que le prince Henri lui avait rendu, et depuis ce temps son crédit s'accrut de jour en jour. Il en fit bientôt un très-bon usage. L'impératrice était dans l'intention de remarier promptement son fils : le prince lui proposa la princesse de Wirtemberg, petite-nièce du roi, qui fut aussi-tôt agréée. Il fut outre cela résolu que le prince Henri mènerait le grand-duc à Berlin, où il verrait cette princesse, et où les promesses se feraient ; après quoi il la ramènerait en Russie, pour que les nœces se fissent à Pétersbourg. Le prince trouva plus de difficultés pour éluder les restitutions que les Polonais exigeaient du roi. La cour de Vienne avait donné l'exemple de ces restitutions ; la Russie insistait

pour que le roi imitât sa conduite. Cette affaire fut donc remise à la médiation de M. de Stackelberg, ambassadeur de Russie en Pologne, et après s'être arrangé le mieux que l'on put, la cour de Berlin rendit à la république une partie du lac de Goplo, la rive gauche de la rivière de Drevenza et quelques villages aux environs de Thorn.

Nous ne rapporterons point ici en détail la réception du grand-duc. Ce fut une fête perpétuelle depuis les frontières jusqu'à Berlin, où le luxe et le goût se disputèrent les honneurs qu'on rendit à cet illustre étranger. On ne croyait point à Vienne que le grand-duc viendrait à Berlin. Le prince Kaunitz, comptant sur le succès de ses manigances, était persuadé que la cour ayant été la première à restituer quelques terrains aux Polonais, il avait, par cette complaisance, irrémédiablement brouillé les cours de Berlin et de Pétersbourg; et au moment qu'il pensait préparer son triomphe, il apprend que le grand-duc est à Berlin, qu'il épouse la princesse de Wirtemberg, et que l'intimité entre la Prusse et la Russie est plus grande que jamais. Mais si ce ministre avait manqué son coup en Russie, il s'en était dédommagé aux dépens des Turcs; car la cour de Vienne, sous prétexte de régler les limites qui séparent la Hongrie et la Valachie, s'était emparée du district de la Buckowina, qui s'étend jusqu'à un mille de Choczim. Les Turcs avaient été assez ignorans, ou pour mieux dire assez stupides pour consentir à ce démembrement de leurs Etats, sans qu'il y eût une raison valable pour l'autoriser et sans se plaindre. Les autres puissances ne

penaient pas ainsi. La Russie avait raison d'être jalouse de l'acquisition de la cour de Vienne vers le Dniester, parce que cette possession, en l'approchant si fort de Choczim, mettait les Autrichiens en état de disputer aux Russes le passage du Dniester toutes les fois qu'ils voudraient pousser leurs conquêtes soit en Moldavie, soit en Valachie; et même quand on aurait laissé passer leurs troupes, les Autrichiens, maîtres de la Buckowina, pouvaient les couper de leurs subsistances, ou du moins tenir la balance dans les guerres entre les Russes et les Turcs selon qu'ils le jugeraient convenable à leurs intérêts. D'autre part les Autrichiens intriguaient sans relâche 1774. à Constantinople, afin d'entretenir l'aigreur que la dernière paix avait laissé entre la Porte et la Russie, et d'occasionner de nouvelles brouilleries. Les Français soufflaient également le feu de leur côté. Ces manœuvres sourdes animèrent enfin le grand seigneur, et occasionnèrent les déclarations au prince Repnin, dont il a été fait mention, et cette espèce de guerre dans la Crimée, qui fut apaisée ensuite. Vienne était alors, dans l'Europe, le foyer des projets et des intrigues. Cette cour si altière, afin de parvenir à dominer sur les autres, portait ses vues de tous côtés; pour étendre ses limites et pour engloutir dans sa monarchie les Etats qui se trouvaient situés à sa bienfiance. Du côté de l'orient, elle méditait de joindre la Servie et la Bosnie à ses vastes possessions. Au midi, tentée de se saisir d'une partie des possessions de la république de Venise, elle n'attendait que l'occasion de joindre Trieste et le Milanais au Tyrol, par un démembrement qui

était à sa bienséance. Ce n'en était pas assez ; elle se promettait bien après la mort du duc de Modène , dont un archiduc avait épousé l'héritière , de revendiquer le Ferrarais , possédé par les papes , et de dépouiller le roi de Sardaigne du Tortonais et de l'Alexandrin , comme ayant toujours appartenu aux ducs de Milan. Vers l'occident , la Bavière lui présentait un morceau bien tentant. Voisine de l'Autriche , elle lui ouvrait un passage vers le Tyrol. En la possédant , la maison d'Autriche voyait le Danube couler presque toujours sous sa domination. On supposait outre cela qu'il était contraire à l'intérêt de l'empereur de laisser réunir la Bavière et le Palatinat sous un même souverain , et comme cet héritage eût rendu l'électeur palatin trop puissant , il valait mieux que l'empereur le prît pour lui-même. De-là en remontant le Danube , on rencontre le duché de Wirtemberg , auquel la cour de Vienne pensait avoir des prétentions bien légitimes. Toutes ces acquisitions auraient formé comme une galerie , qui , de Vienne , en se liant les unes aux autres , la conduisait jusqu'aux bords du Rhin , où l'Alsace , qui avait fait anciennement partie de l'Empire , pouvait être répétée , ce qui menait enfin à la Lorraine , qui naguères avait été le domaine des ancêtres de Joseph. En nous tournant vers le septentrion , nous rencontrons cette Silésie dont l'Autriche ne pouvait oublier la perte , et qu'elle se proposait bien de recouvrer aussi-tôt qu'elle en trouverait l'occasion. L'empereur ne savait pas cacher et voiler ses vastes desseins. Sa vivacité le trahissait souvent. Pour en rapporter un exemple ,



Il suffit de dire que , vers la fin de l'année 1775 , le roi de Prusse eut quelques forts accès de goutte consécutifs. Van Swieten , ministre de la cour impériale à Berlin , supposa que cette goutte était une hydropisie formée , et flatté de pouvoir annoncer à sa cour la mort d'un ennemi qui long-temps avait été redoutable pour elle , il manda hardiment à l'empereur que le roi tirait vers sa fin , et qu'il ne passerait pas l'année. Voilà toutes les troupes autrichiennes en marche ; leur rendez-vous est marqué en Bohême , et l'empereur attend , plein d'impatience , à Vienne la confirmation de cette nouvelle , pour pénétrer tout de suite en Saxe , et de-là sur les frontières du Brandebourg , afin de proposer au successeur du trône l'alternative , ou de rendre tout de suite la Silésie à la maison d'Autriche , ou de se voir écrasé avant de pouvoir se mettre en défense. Toutes ces choses , qui se firent ouvertement , s'ébruitèrent par-tout , et ne cimentèrent point l'amitié des deux cours , comme on peut bien se l'imaginer. Cette scène parut d'autant plus singulière , que le roi de Prusse n'ayant été atteint que d'une goutte ordinaire , en était déjà guéri avant que l'armée autrichienne fût rassemblée. L'empereur alors fit retourner toutes ses troupes dans leurs quartiers ordinaires. L'année d'après , savoir en 1777 , l'empereur fit un voyage incognito en France. Le séjour qu'il fit à Paris et à Versailles ne contribua pas à resserrer l'union des deux nations. Il avait beaucoup plus de monde et d'aménité que Louis XVI. Cela causa des jalousies au monarque français , qui s'en cachait à peine. Joseph

voulut ensuite parcourir les provinces de la France, et peut-être que, s'observant moins que dans la capitale du royaume, il laissa échapper des marques trop sensibles du chagrin qu'il éprouvait en voyant de bons établissemens de manufactures ou de commerce, ou d'autres choses pareilles qui étaient autant de preuves de l'industrie nationale. Ces choses, quelque petites qu'elles fussent, n'échappèrent pas à la sagacité française. L'empereur s'était distingué par sa politesse à la cour; mais se contraignant moins dans les provinces, il parut plutôt envieux qu'ami de la nation chez laquelle il se trouvait, et perdit tout le crédit que sa gentillesse lui avait acquis. D'autre part ce voyage fit un effet tout différent sur Joseph. Il avait parcouru la Normandie, la Bretagne, la Provence, le Languedoc, la Bourgogne et la Franche-comté; toutes provinces, qui autrefois gouvernées par des souverains, quoique vassaux, avaient été par la suite des temps insensiblement incorporées dans la monarchie française. Ces objets, qui le frappaient vivement, occasionnaient la comparaison humiliante selon lui, qu'il faisait de cette masse réunie sous un chef, et du gouvernement germanique, dont à la vérité il était l'empereur, mais dans lequel il se trouvait des rois et des souverains assez puissans pour lui résister, même pour lui faire la guerre. S'il en avait eu les moyens, il aurait voulu réunir incessamment toutes les provinces de l'Empire à ses domaines, pour se rendre souverain de ce vaste corps, et élever par ce moyen sa puissance au-dessus de celle de tous les monarques de l'Europe. Ce projet l'occupait sans cesse, et il pensait que la

maison d'Autriche ne devait jamais le perdre de vue. C'était de ces principes ambitieux que partait l'ardeur avec laquelle il convoitait la Bavière; et quoique la mort de l'électeur de Bavière ne parût point devoir être prochaine, l'empereur n'épargna rien pour mettre l'électeur palatin et ses ministres dans ses intérêts. Le roi de Prusse, toujours attentif aux démarches de la cour de Vienne, fut des premiers à découvrir ce mystère. Cette cour était trop dangereuse et trop puissante pour être négligée, et d'ailleurs il faut connaître les projets de son ennemi, si l'on veut s'y opposer. Il résulte des faits différens que nous venons d'exposer, que la paix de l'Europe était menacée de tous les côtés; le feu couvait sous la cendre, un rien pouvait en faire sortir des flammes. La Russie s'attendait d'un moment à l'autre à être attaquée par les Turcs; si la guerre n'était point déclarée, il se commettait des hostilités de part et d'autre. La dernière guerre avait occasionné des dépenses énormes à l'impératrice; la Russie en était presque épuisée, sur-tout à cause des ravages de Pugatschef dans la province de Casan, et de la destruction des mines qui, dans ces contrées, font d'un rapport très-considérable.

A Vienne, un jeune empereur, dévoré d'ambition, avide de gloire, n'attendait qu'une occasion pour troubler le repos de l'Europe. Il avait deux généraux, Lascey et Laudon, qui s'étaient acquis de la réputation dans la guerre précédente. Son armée était mieux entretenue et sur un meilleur pied qu'elle ne l'avait jamais été. Il avait augmenté le nombre des canons de campagne et l'avait porté jusqu'à deux

mille. Ses finances , qui se ressentaient encore des frais immenses de la dernière guerre, n'étaient pas sur un pied tout à fait solide. On évaluait les dettes de l'Etat à 100 millions d'écus , dont on avait réduit les intérêts à 4 pour cent ; mais le peuple était surchargé des plus durs impôts ; chaque jour on en ajoutait de nouveaux ; et malgré tout l'argent qu'à force de presser les provinces on rassemblait à Vienne , en déduisant la dépense fixe et couchée sur l'ordre du tableau , il ne restait à l'impératrice-reine que deux millions dont elle pût disposer ; ainsi il n'y avait d'autre fonds que celui de quatre millions d'écus que le maréchal de Lasoy avait épargnés sur l'entretien de l'armée ; mais par l'exactitude de la banque de Vienne à payer les intérêts des capitaux que la cour avait empruntés , elle avait assuré et consolidé son crédit , tant en Hollande qu'à Gènes , de sorte que si la cour jugeait à propos de recourir à de nouveaux emprunts , elle pouvait se flatter de trouver de nouvelles ressources. Ajoutez à ce crédit si bien établi une armée de 170,000 hommes toujours entretenus , et tout lecteur conviendra que l'Autriche était alors une puissance plus formidable que ne l'avait jamais été celle des empereurs précédens , sans en excepter Charles-Quint même.

La France , telle que nous l'avons dépeinte , était bien déchue , si nous comparons son état politique présent à ce qu'il était durant les belles années de Louis XIV. Il semblait que sa fécondité épuisée n'eût plus la force de produire d'aussi grands génies que ceux qu'elle formait alors. Ecrasée par le poids de dettes énormes , elle était sans cesse aux expédiens.

Un contrôleur général des finances était regardé comme un adepte ; on voulait qu'il fit de l'or , et quand il n'en fournissait point à proportion des besoins , on le chassait aussitôt. On fit enfin choix du Sr. Necker , tout calviniste qu'il était. On espérait peut-être qu'un hérétique , maudit pour maudit , en faisant un pacte avec le diable , fournirait les sommes nécessaires aux vues du gouvernement. L'Etat entretenait 100,000 hommes de troupes réglées et 60,000 de milices. Ses ports étaient dégarnis de vaisseaux. M. de Maurepas se servit du temps où l'Angleterre faisait si mal à propos la guerre à ses colonies , pour relever la marine française. On travailla dans tous les chantiers dès l'année 1776. Trente-six vaisseaux de ligne étaient déjà construits , et dès l'année 1778 , le nombre en était augmenté et montait à 66 , sans compter les frégates et les autres bâtimens. Les îles et les colonies d'Amérique étaient toutes bien fournies de troupes. Peut-être n'avait-on pas eu la même attention pour les possessions françaises des Indes orientales. Tant de mesures préalables auraient dû ouvrir les yeux aux Anglais ; elles leur pronostiquaient une prochaine rupture avec la France , s'ils avaient su prévoir. La situation de la France , quoique peu brillante , n'en méritait pas moins l'attention des autres puissances. Ses dettes la mettaient dans l'impuissance de soutenir une longue guerre , mais forte de l'alliance de l'Espagne et de l'assistance qu'elle en pouvait tirer , on la voyait épier le moment pour tomber comme un faucon sur sa proie , et se venger sur la Grande-Bretagne des maux qu'elle lui avait causés durant la guerre précédente ; et en

général, on ne pouvait rien traiter d'important en Allemagne, ni dans le Sud de l'Europe, sans se concerter ou s'entendre avec cette puissance.

L'Angleterre, comme nous l'avons dit, était sous le joug des Torys, accablée de dettes, engagée dans une guerre ruineuse, qui augmentait les dettes nationales de 36 millions d'écus par an ; pour frapper son bras droit de son bras gauche, elle épuisait toutes les ressources et s'acheminait à grands pas vers sa décadence. Ses ministres accumulaient les fautes ; la principale consistait à porter en Amérique une guerre dont il ne pouvait lui revenir aucun avantage. Elle se brouillait aussi sans raison avec tout le monde ; nous en exceptons les Français, perpétuels ennemis de l'Angleterre ; mais la cour de Londres était également mal avec l'Espagne au sujet des chicanes qui s'étaient élevées entre ces nations pour l'île de Falkland ; et depuis la mort du dernier roi de Portugal, l'Angleterre avait entièrement perdu l'influence qu'elle avait dans ce royaume. Ses procédés hauts, durs et despotiques à l'égard du gouverneur de St. Eustache, lui avaient fait perdre l'amitié et la confiance des Provinces-unies. Le roi d'Angleterre, en qualité d'électeur de Hanovre, avait mécontenté la cour de Vienne, en lui refusant des passeports pour des chevaux de remonte, que l'on accorda toujours en pareils cas. Il avait indisposé l'impératrice de Russie. Depuis l'aventure de sa sœur la reine Mathilde, l'inimitié du Danemarck était manifeste. Le roi de Prusse avait encore plus de griefs que les autres. Il pouvait reprocher au roi d'Angleterre la paix conclue avec la France, par laquelle l'Angle-

terre abandonna la Prusse, et toutes les manigances mises en jeu pour le dépouiller du port de Dantzic. L'Angleterre ne pouvait donc attribuer qu'à sa propre inconduite le délaissement et l'abandon général où elle se trouvait alors.

La Suède, quoiqu'elle eût changé sa forme de gouvernement, n'avait point gagné des forces nouvelles. La balance de son commerce lui était défavorable; elle ne recevait point de subside de la France; aussi avait-elle à peine les moyens de se défendre et se trouvait-elle hors d'état d'attaquer personne. Le Danemarck avait une bonne flotte et 30,000 soldats; mais sa faiblesse le mettait presque de niveau avec la Suède. Le roi de Sardaigne se trouvait comme garrotté par l'alliance de la France et de l'Autriche; il ne pouvait rien par lui-même; il ne pouvait figurer qu'avec le secours d'un allié puissant, de sorte que dans l'état actuel des choses, on ne devait pas le mettre au-dessus de la Suède et du Danemarck. La Pologne, pleine de têtes remuantes mais légères, n'entretenait que 14,000 hommes, et ses finances n'étaient pas même suffisantes pour mettre en action ce petit nombre de troupes. Le ministre de Russie gouvernait ce royaume au nom de l'impératrice, à peu-près comme autrefois les proconsuls romains gouvernaient les provinces de l'empire. Il ne s'agissait donc point réellement de ce qu'on pensait ou projetait à Varsovie; il suffisait de savoir ce qu'on avait résolu à Pétersbourg, pour porter son jugement sur la Pologne.

La Prusse avait joui de quelque tranquillité pendant cette paix; attentive aux projets que forgeaient

ses voisins, mais ne se mêlant directement d'aucune affaire, elle s'était appliquée principalement à rétablir ses provinces ruinées. La population avait pris des accroissemens considérables; les revenus de l'Etat se trouvaient augmentés de plus d'un quart de ce qu'ils étaient en 1756, l'armée était entièrement rétablie, et depuis l'année 1774 le roi entretenait 186,000 hommes, bien disciplinés et qu'il pouvait mettre en action d'un jour à l'autre. Ses forteresses étaient pour la plupart achevées et en bon état, ses magasins remplis pour une campagne, et il avait des sommes assez considérables en réserve pour soutenir seul la guerre pendant quelques années. La Russie était l'unique alliée de la Prusse. Cette liaison aurait été suffisante, si l'on n'avait pas eu lieu de craindre qu'une nouvelle guerre en Crimée n'empêchât l'impératrice de Russie de fournir au roi les secours qu'elle lui devait selon les traités. D'ailleurs la cour de Berlin ayant ménagé toutes les puissances, n'était brouillée avec aucune; mais les soupçons que donnaient les vues ambitieuses de l'empereur, faisaient pronostiquer avec certitude qu'au premier événement inattendu l'explosion de ce volcan aurait lieu. Il s'était déjà élevé des troubles dans l'Empire à l'occasion de la visitation de la chambre impériale à Wetzlar. Ce tribunal de justice ayant très-injustement rempli ses fonctions, occasionna les plaintes de nombre de princes qui souffraient de ses prévarications. La cour de Vienne, loin de punir ou de chasser les coupables, (qui étaient ses créatures) s'obstinait à les soutenir. Le roi de Prusse et le roi d'Angleterre, comme élec-



teurs , avec un parti considérable , contraignirent les Autrichiens à céder sur plusieurs points. Enfin de quelque côté qu'on jetât ses regards , on voyait la tranquillité de l'Europe sur le point d'être troublée. Pour ne point agir inconsidérément pendant ces conjonctures critiques , il était nécessaire que la Prusse s'entendît avec d'autres puissances , et qu'elle sût au vrai dans quelles dispositions se trouvait la France. Les anciennes liaisons de la cour de Berlin et de celle de Versailles étaient rompues depuis l'année 1756. La guerre qui se faisait alors , l'enthousiasme des Français pour l'Autriche , les efforts qu'ils firent pour écraser le roi de Prusse , (expression qu'ils avaient souvent employée , ) enfin l'animosité qui s'en était ensuivie , n'avaient pas rapproché les esprits. Ces fortes de plaies sont trop douloureuses pour pouvoir se consolider promptement. Après la paix de 1763 , l'animosité se tourna en froideur ; ensuite la cour de Berlin s'unit par des traités à celle de Pétersbourg , et comme l'impératrice de Russie n'aimait pas la France , le roi de Prusse ne pouvait alors , s'il voulait ménager son unique allié , se rapprocher trop des Français. Ce fut par cette raison que M. de Guines , créature de Choiseul et ministre de la cour de Versailles à Berlin , put d'autant moins pousser avec succès ses négociations , que dès l'année 1770 les affaires de Pologne commençaient à s'agiter , et que le roi ne pouvait en même temps être du parti des Russes , qui soutenaient le roi Poniatowsky , et de celui des Français , qui appuyaient la confédération de Bar. Bientôt après survinrent les incidens qui produisirent le partage de la Pologne dont nous avons parlé

précédemment, et dès lors plus que jamais toute intimité avec la cour de Versailles fut interdite. Outre ces obstacles que nous venons d'exposer, il y avait de plus l'alliance qui subsistait entre la France et l'Autriche, qui mettait des entraves encore plus considérables à toute liaison qu'on aurait pu contracter avec la France ; vu qu'aussi long-temps que ce traité subsistait, elle ne pouvait, sans l'enfreindre, entrer dans les vues de la cour de Berlin. Mais comme, vers l'année 1777, toutes les affaires de la Pologne furent terminées, et que le théâtre de la politique présentait des décorations nouvelles ; qu'outre cela un nouveau roi et d'autres ministres gouvernaient la France, il y eut dès lors moyen de rapprocher les cours de Pétersbourg et de Versailles, parce que les mêmes acteurs ne subsistaient plus. Le ressentiment de l'impératrice de Russie ne pouvait pas s'étendre sur leurs successeurs.

# MEMOIRES

DE LA

GUERRE DE 1778.



# M E M O I R E S

D E L A

G U E R R E D E 1778.

**A**PRÈS avoir exposé comment se fit le partage de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, nous crumes que ce serait le dernier événement remarquable du règne du roi ; cependant le destin, qui se joue de la prévoyance humaine, en ordonna autrement. La mort soudaine d'un prince, qui ne paraissait ni apparente, ni prochaine, troubla subitement la tranquillité dont jouissait l'Europe. L'électeur de Bavière prend la petite vérole, et la nouvelle de son décès arrive lors même que celle de sa guérison rendait l'espérance à tous ceux qui s'intéressaient à sa conservation. Dès lors la guerre devint presque inévitable ; car l'on fut instruit que la cour impériale et le jeune empereur Joseph avaient formé le projet d'envahir la Bavière à la mort de l'électeur. Ce dessein avait été conçu par l'empereur François, qui, pour y donner quelque apparence de justice, avait fait épouser à son fils la sœur de l'électeur de Bavière, pour acquérir le droit de revendiquer l'héritage allodial de cette succession ; mais cette princesse étant morte sans lignée, ce prétexte ne pouvait plus servir. La cour impériale n'ayant de prétention ni légitime, ni apparente sur cet électorat, se servit de certains anciens documens, et des droits de suzeraineté qu'elle croyait avoir comme roi de Bohême sur les fiefs de la Bavière. Elle avait d'avance gagné tous les ministres de l'électeur palatin, et ce

prince même, auquel elle promit des établissemens avantageux pour ses enfans naturels, pourvu qu'il leur sacrifiât ses successeurs légitimes, à la tête desquels était le duc de Deuxponts. A peine apprit-on à Vienne la mort de l'électeur de Bavière, que le conseil s'assembla; l'empereur proposa d'envahir la Bavière; l'impératrice-reine consentit avec répugnance à une démarche aussi violente, ou plutôt elle se laissa entraîner à la persuasion du prince Kaunitz, qui l'assura que cet événement n'aurait point de suites, et que l'Europe consternée ou léthargique n'oserait pas traverser l'empereur dans une entreprise aussi hardie que décisive. D'abord 16 bataillons, 20 escadrons et 80 canons se mettent en marche. L'électeur palatin, qui était à Munich, pâlit à cette nouvelle; et il signe une convention, en abandonnant les deux tiers de la Bavière aux desirs des Autrichiens. Cette action violente se répandit partout. L'empereur s'était trop découvert pour que l'Europe ne jugeât pas de ce qu'annonçait de suites une ambition aussi forte. Dans ce moment de crise, il fallait prendre un parti, ou celui de s'opposer avec vigueur à ce torrent, qui allait se déborder si rien ne l'arrêtait, ou il fallait que tout prince de l'Empire renonçât aux privilèges de sa liberté, parce qu'en demeurant dans l'inaction, le corps germanique semblait approuver tacitement le droit que l'empereur voulait s'arroger de disposer despotiquement des successions qui viendraient à vaquer; ce qui tendait au renversement général des lois, des traités de confraternité et des privilèges qui assuraient les possessions de ces princes. Toutes ces funestes

conséquences n'avaient point échappé à la pénétration du roi ; mais avant que d'en venir aux remèdes violens , il y avait des arrangemens préalables à prendre ; il fallait que le prince de Deuxponts protestât contre le traité de Munich ; que la Saxe réclamât l'assistance du roi pour sa succession allodiale ; mais sur-tout que l'on pressentît les cours de Versailles et de Pétersbourg , afin de pénétrer leur façon de penser , et d'être sûr à quoi on pouvait s'attendre de leur part. L'électeur de Saxe s'adressa le premier au roi , après s'être vainement adressé à la cour de Vienne ; dont la hauteur ne daigna pas même l'honorer d'une réponse , parce qu'ayant presque entièrement dépouillé l'électeur palatin , ce prince se trouvait hors d'état de satisfaire la Saxe sur ce qu'elle exigeait de la succession allodiale. La cour de Vienne , qui d'autre part agissait avec plus de précipitation que de prudence , avait négligé de s'assurer du prince de Deuxponts , légitime successeur de l'électeur palatin , dont l'accession était absolument nécessaire pour rendre le traité de Munich valable. Elle avait de plus traité cette affaire avec si peu de secret et de ménagement , que toutes ses démarches étaient connues depuis dix ans qu'elle couvrait ce projet. C'est ce qui engagea le roi à envoyer le comte de Gœrtz incognito à Munich , où il arriva à point nommé , pour arrêter le prince de Deuxponts au bord du précipice où il allait s'abymer. Le comte de Gœrtz lui représenta qu'il ne gagnerait rien en ratifiant le traité de son oncle , au lieu qu'en protestant contre l'illégalité de cet acte , il conservait l'espérance de se faire restituer

une partie du cercle de Bavière, que l'électeur palatin avait abandonnée à l'Autriche. La force de la vérité se fit sentir à ce jeune prince et sa protestation parut peu de temps après ; il écrivit en même temps au roi , pour lui demander son appui et son assistance. Dès lors cette affaire commença à prendre une forme régulière. La cour de Berlin , chargée des intérêts de l'électeur de Saxe et du prince de Deuxponts , trouva des motifs suffisans pour entamer une négociation avec la cour de Vienne touchant la succession de la Bavière. C'étaient des escarmouches politiques, qui donnaient le temps de s'instruire soigneusement du parti que la France prendrait, et de ce qu'on pensait à Pétersbourg. Sous prétexte d'une ignorance affectée, on demandait à la cour de Vienne des éclaircissémens sur les droits qu'elle prétendait avoir sur la Bavière ; l'on exposait ses doutes ; on alléguait le droit public, et ce que les lois et les coutumes avaient d'opposé à ces prétentions ; l'on rappelait les articles formels du traité de Westphalie qui réglaient cette succession ; enfin l'on mettait la cour impériale dans des embarras d'autant plus grands, qu'étant surprise par la mort inopinée de l'électeur de Bavière, elle avait manqué de temps pour donner à son usurpation des couleurs apparentes, qui pussent en imposer ; aussi ses défenses furent-elles si faibles et si mauvaises, qu'on les réfuta facilement. Dans ce conflit des plus grandes affaires, le roi se trouvait plus gêné par la position actuelle des puissances prépondérantes que par celle des Autrichiens. La France était liée à l'Autriche par le traité de Versailles ; s'était-elle arrangée ou non avec l'em-



pereur ? Ce prince lui avait-il promis des cessions en Flandre , pour qu'elle consentit à l'usurpation de la Bavière ? Préférerait-elle à la garantie du traité de Westphalie , le traité de Versailles ? Enfin dans les démêlés qui s'annonçaient , demeurerait-elle neutre , ou bien assisterait-elle l'Autriche ? Il était de la dernière importance d'avoir des notions sûres sur tous ces points , pour ne point se précipiter dans une entreprise , sans en prévoir les suites. Tous ces points furent développés successivement à Versailles ; l'on connut que le ministère désapprouvait intérieurement la conduite des Autrichiens ; que par ménagement pour la reine de France , fille de Marie-Thérèse , on ne se déclarerait point contre l'empereur , mais aussi qu'on ne se départirait pas de la garantie de la paix de Westphalie. Cela voulait dire que la France se proposait de conserver la neutralité ; ce qui paraissait un bien petit rôle pour une aussi grande puissance , qui , du temps de Louis XIV , avait fixé les yeux de l'Europe étonnée : mais bien des raisons motivaient cette conduite. Le poids des dettes énormes dont le royaume était chargé , et qui , en l'augmentant , menaçait d'une banqueroute générale ; l'âge de M. de Maurepas , qui touchait à son seizième lustre ; l'éloignement que la nation française avait pour une guerre en Allemagne , fortifié par le peu de réputation que les armées françaises avaient acquise dans leurs dernières campagnes contre les alliés que le prince Ferdinand de Brunswick commandait ; les engagements que la France avait pris avec les colonies anglaises de l'Amérique , qui l'obligeaient à soutenir leur inde :

pendance , et cela dans un moment où elle avait résolu de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne. Pour armer tant de vaisseaux, l'on travaillait dans tous les chantiers. Tout l'argent que l'industrie pouvait ramasser, était destiné pour la flotte, et il ne restait rien pour d'autres opérations. Cet état d'impuissance n'empêchait pas le ministère de voir avec chagrin les pas audacieux du jeune empereur pour s'acheminer au despotisme. Il se faisait de la Bavière une galerie pour s'approcher de l'Alsace et de la Lorraine; il se frayait en même temps un chemin en Lombardie, projet dont le roi de Sardaigne appréhendait le contrecoup, et dont il portait des plaintes amères en France. Toutes ces différentes idées, tous ces motifs résumés mettaient le ministère de Versailles dans des sentimens favorables pour le roi de Prusse, parce qu'il était bien aise que quelque puissance que ce fût s'opposât à l'ambition démesurée d'un jeune prince qui pouvait pousser ses projets d'agrandissement bien loin, s'il n'était arrêté au commencement de sa course. La France demeurait dans une espèce d'apathie, et elle voyait en même temps les deux plus puissans princes d'Allemagne s'affaiblir réciproquement.

Telles étaient les dispositions de la cour de Versailles, sur lesquelles on pouvait compter. Il restait à pénétrer avec le même soin quelles étaient les vues et les sentimens de la cour de Pétersbourg. L'impératrice de Russie était l'alliée du roi de Prusse; mais elle se trouvait à la veille d'une nouvelle guerre avec la Porte, ce qui devait la gêner, en lui ôtant les moyens de remplir ses engagemens envers la

Prusse. Il était facile de prévoir que les Autrichiens mettaient la ruse en œuvre , pour accélérer les hostilités entre les Russes et les Turcs ; c'était une diversion , qui en occupant ailleurs la cour de Pétersbourg , l'empêcherait de fournir des secours aux Prussiens , et donnerait par conséquent beau jeu aux vastes desseins de l'empereur. Il était important pour les Prussiens de prévenir la cour de Vienne , et de contrecarrer les intrigues qu'elle se préparait à mettre en œuvre à Constantinople. Ce fut à cette fin que le roi eut recours aux bons offices de la France auprès de la Porte. La cour de Versailles s'en chargea , et l'on verra par la suite de ces mémoires que ses soins ne furent pas sans effet. La négociation des Français fut secondée par un fléau épouvantable ; une peste plus maligne qu'à l'ordinaire affligea la ville de Constantinople , où elle fit de terribles ravages , et en pénétrant dans l'intérieur du sérail , obligea le grand seigneur à se réfugier dans une de ses maisons de plaisance , à quelque distance de la capitale. Une calamité aussi générale inspira à cette nation des sentimens plus pacifiques ; elle rallentit l'esprit remuant et inquiet de Hassan-Bacha , grand amiral de la Porte , qui était le vrai promoteur de la guerre que le grand seigneur méditait contre la Russie ; ce qui aplanissait le chemin aux insinuations pacifiques des Français. Quoique ces différentes mesures levassent bien des obstacles , il restait encore d'autres difficultés à surmonter , pour que tout fût aplani. Ces difficultés venaient des ministres de Russie , qui avaient peu ou point d'idée du système germanique. Néanmoins

la cour de Pétersbourg fut convaincue de l'injustice des procédés de l'empereur, et comprit que ce prince, qui ne devait être que le chef de l'Empire, aspirait à s'en rendre le despote.

On négociait donc ainsi dans toutes les cours de l'Europe, tandis qu'à Vienne on s'apercevait par les mémoires que le baron de Riedesel présentait au nom de la Prusse, que touchant la succession de Bavière on raisonnait à Berlin sur des principes tout opposés à ceux de la cour impériale. Cette cour en conçut des soupçons, et se doutant que les choses pourraient en venir à une brouillerie ouverte, dès le commencement de mars elle résolut de rassembler ses forces en Bohême. Les ordres furent donnés aux régimens d'Italie, à ceux de Hongrie et à ceux de la Flandre, de hâter leur marche pour s'y rendre. Or dès qu'une armée aussi nombreuse s'assemble sur les frontières d'une province, la sûreté de l'État exige qu'on se mette également en force, pour ne pas recevoir la loi de son voisin. Ces considérations engagèrent le roi à mettre ses troupes en mouvement, pour former deux armées, chacune de 80,000 hommes. L'une, sous les ordres du prince Henri, fut destinée à s'assembler aux environs de Berlin, pour être à portée de joindre promptement les Saxons, au cas que l'empereur tentât de faire une invasion en Saxe. L'autre armée, à la tête de laquelle le roi avait résolu de se mettre, avait son rendez-vous en Silésie. Sa Majesté partit de Berlin le 4 d'avril pour Breslau, d'où elle se rendit à Franckenstein, où les troupes de Silésie arrivèrent le même jour. Cela formait

un corps de 30,000 hommes, avec lesquels il fallait établir une défensive, pour attendre que les Prussiens, les Poméraniens, et ceux de la Marche électorale eussent le temps de les joindre. Dans cette vue, on prépara un camp retranché dans le comté de Glatz sur les hauteurs de Pischkowitz, dont la gauche était flanquée par les canons de la forteresse et couverte par le ruisseau de la Steina, duquel, par le moyen d'une écluse, on avait formé une inondation.

Tandis qu'on s'occupait de ces préparatifs, arriva un courrier de l'empereur chargé de lettres pour le roi. (\*) Elles contenaient de ces lieux communs vagues sur le désir de maintenir la paix et de mieux s'entendre. Le roi y répondit avec toute la politesse convenable, insinuant à l'empereur, qu'en limitant ses prétentions sur la Bavière, il était maître de conserver la paix, et que sa modération lui ferait plus d'honneur que ne pourraient faire les plus brillantes conquêtes. Bientôt le courrier revint avec une autre lettre, dans laquelle l'empereur voulut justifier ses droits. Elle fut réfutée par des argumens tirés du droit féodal, des pactes de famille, et du traité de Westphalie; enfin, un troisième courrier succéda aux précédens; l'empereur, faisant semblant de se relâcher, proposait une négociation qui fut confiée au comte de Cobenzel, ministre de Vienne à Berlin. Le roi comprit bien que l'empereur voulait gagner du temps, pour assembler toutes ses troupes en Bohême, pour fortifier tous les postes qu'il prétendait occuper, et pour

(\*) La copie de ces lettres se trouve à la fin de ces mémoires.

ramasser les chevaux d'artillerie, de bagage et de vivres, qui manquaient encore à son armée; mais comme il importait de montrer de la modération dans cette affaire, pour ne point choquer la France et la Russie, le roi consentit à cette négociation, quoiqu'il fût facile de prévoir quelle en ferait l'issue. Les Autrichiens étalèrent toutes leurs mauvaises preuves, qui furent réfutées d'une façon victorieuse par les ministres prussiens, sans que la cour de Vienne voulut se défilster le moins du monde de ses usurpations; enfin, pour terminer cette plaidoirie infructueuse, l'on déclara pour l'*ultimatum*, que si les Autrichiens ne consentaient pas à restituer la plus grande partie de la Bavière à l'électeur palatin, on prendrait ce refus pour une déclaration de guerre. C'était ce que désirait l'empereur; il aspirait à se rendre indépendant de l'impératrice sa mère, par le commandement des armées et par l'éclat qu'il espérait d'obtenir par ses succès; toutefois il a paru, par la suite des événemens, que ses combinaisons n'étaient ni justes ni exactes. Il était haï de la noblesse, laquelle l'accusait d'avoir le dessein de la rabaisser.

Dès le 4 de mai les armées, tant celle de Silésie que celle de Saxe, étaient formées; la négociation de Berlin se rompit le 4 juillet, et le 6 toutes les troupes se mirent en marche. Pour mieux cacher ses desseins, l'armée de la Silésie cantonnait dans une espèce de coude depuis Reichenbach, Franckenstein jusqu'à Neisse. Par cette position, il était impossible que l'ennemi pût deviner si les forces du roi se porteraient vers la Moravie, ou en Bohême.

L'armée impériale avait un corps de 30,000 hommes en Moravie, commandé par le prince de Teschen. Ce corps était retranché près de Heydepiltsch sur les bords de la Mora, pour couvrir Olmutz. L'armée de l'empereur était derrière l'Elbe dans des fortifications inexpugnables, depuis Kœnigsgrätz jusqu'à la petite ville d'Arnau. Le corps du maréchal de Laudon, de 40 à 50,000 hommes, garnissait les postes de Reichenberg, Gabel et Schluckenau vers la Lusace; le gros de son monde était entre Leutmeritz, Lowositz, Dux et Tœplitz. Le projet de campagne que le roi avait formé, était bien différent de celui qu'il lui fallut exécuter. Il se proposait de porter la guerre en Moravie, de laisser environ 20,000 hommes pour couvrir le comté de Glatz et les passages de Landshut, de tourner le poste de Heydepiltsch, (ce qui était fésable) d'engager une affaire avec les Autrichiens, et si le succès en était heureux, d'envoyer un détachement de 20,000 hommes derrière la Morava droit à Presbourg par où l'on gagnait le pont du Danube qui s'y trouve, l'on coupait l'armée impériale de tous les vivres qu'elle tirait de la Hongrie, et en fésant de-là des incursions vers Vienne, on obligeait la cour, pour sa propre fureté, d'attirer une partie de ses troupes à l'autre côté du Danube pour couvrir la capitale, de sorte que l'affaiblissement des armées de Bohême aurait donné beau jeu au prince Henri, et aurait facilité toutes les opérations de sa campagne.

Quelque avantageux que fût ce projet, le roi fut obligé de s'en défister par les raisons suivantes: en premier lieu les Autrichiens ne laissèrent qu'en-

viron 10,000 hommes en Moravie; le reste, commandé par le prince de Teschen, joignit l'empereur auprès de Jaromirz. Il résultait de-là, que si le roi entraît en Moravie avec 60,000 hommes, toute l'armée de l'empereur, portée à 80,000 combattans, aurait tenté une diversion dans la basse Silésie, contre laquelle les troupes, dont on destinait le commandement au général Wunsch, auraient été trop inférieures en nombre pour y pouvoir résister; ce qui aurait mis le roi dans l'obligation d'abandonner l'offensive dans la haute Silésie, pour courir défendre le comté de Glatz ou les montagnes de Landshut: en second lieu, la raison principale qui déterminâ pour l'entrée en Bohême, fut que l'électeur de Saxe craignait que les Autrichiens ne fissent une invasion dans ses Etats, et ne prissent Dresde, avant que les Prussiens pussent arriver à son secours. Il fallait empêcher l'empereur d'exécuter ce dessein au cas qu'il l'eût conçu; car il en aurait résulté que l'électeur de Saxe accablé aurait pu être forcé à changer de parti, ou au moins qu'au lieu d'établir le théâtre de la guerre en Bohême, on l'aurait par mal-adresse établi en Saxe. Il fallut donc que le roi entrât en Bohême avec ses forces principales, pour se présenter vis-à-vis de l'empereur, et l'empêcher de renforcer le corps du maréchal Laudon, qui sans secours était trop faible pour s'opposer aux entreprises du prince Henri; mais d'autre part l'on ne pouvait pas laisser la haute Silésie sans défense, et il fallait opposer des troupes au général Ellerichshaufen, qui se tenait dans le camp de Heydepiltzsch derrière la Mora. Ce furent Mrs. de Stutterheim et de Werner



que l'on chargea de ce commandement, avec environ 10,000 hommes. Voici comment le projet sur la Bohême s'exécuta. L'armée de Silésie entra dans le comté de Glatz; l'avant-garde occupa le poste important du Raschberg, d'où elle se porta sur Nachod, le reste de l'armée suivant l'arrière-garde. Le 7 juillet le roi fit une reconnaissance à la tête de 50 escadrons de dragons et de houfards.

Pour qu'on se fasse une idée nette de la position de l'ennemi, il faut savoir que les Autrichiens avaient assez bien fortifié la ville de Königsgrätz, pour qu'au moins elle pût soutenir un siège de quelques semaines; à quoi contribuait principalement le confluent de l'Adler et de l'Elbe, au moyen duquel ils avaient formé des inondations difficiles à faigner. Cette ville faisait l'appui de la droite de leur camp. Au-delà de l'Elbe et près de Königsgrätz, campait un corps de grenadiers et quelque cavalerie, dans des ouvrages qui ressembaient plutôt à une ville fortifiée qu'à des retranchemens de campagne. De Semonitz à Schurz s'étendait un autre corps environ de 30,000 hommes, couverts par des fossés de 8 pieds de profondeur, de 16 de large, bien fraisés et palissadés, et par surcroît entourés de chevaux de frise qui liaient ensemble les ouvrages séparés; plus loin s'élevait la hauteur de Kukus, qui, commandant ces bords-ci de l'Elbe, s'étend de colline en colline par Königsfaal vers Arnau; d'où cette chaîne de montagnes aboutit à Hohenelbe, où elle se joint et se confond avec les montagnes que l'on nomme le Riesengeburge. Tous les passages de l'Elbe étaient défendus par de triples redoutes.

L'ennemi avait fait des abatis d'arbres aux sommets de ces montagnes couvertes de bois , derrière lesquels campaient 40 bataillons de la réserve, pour porter de prompts secours aux lieux que les Prussiens auraient la témérité d'attaquer, au cas qu'il fût possible d'emporter successivement ce nombre de redoutes et d'ouvrages munis de 1500 canons en batterie. Ajoutez à tant de difficultés la plus considérable , et qui empêchait absolument de tenter le passage de l'Elbe ; c'est que, depuis Jaromirz jusqu'aux hautes montagnes , le lit de la rivière est bordé à chaque rive de rochers de douze et plus de pieds de hauteur, ce qui empêche d'y jeter des ponts et de la franchir en d'autres lieux que ceux où les ponts sont déjà établis. L'ennemi s'était principalement attaché à fortifier ces passages, dont une surabondance d'ouvrages rendait l'approche impraticable.

Quelque imposant que fût l'aspect de ce camp formidable, on se flatta pourtant, durant les premiers jours , de gagner par adresse ce qu'on ne pouvait emporter par la force. L'on avait dessein d'opposer à la partie de l'armée autrichienne campée entre Jaromirz et Schurz, un corps de troupes capable de la tenir en respect ; on le destinait en même temps à faire de fausses attaques d'un côté sur le village de Hermannitz et de l'autre sur Kœnigsfaal, tandis que le gros de l'armée se glisserait par la vallée de Sylva, passerait la nuit l'Elbe au village de Werdeck, enfilerait le chemin de Prausnitz pour gagner les hauteurs de Schwitschin, qui étant les plus hautes, dominaient toute la contrée , et le camp même de

l'ennemi. S'il avait été possible aux Prussiens de s'y établir, ils coupaient l'aile droite des Impériaux de l'aile gauche, les obligeaient à combattre à leur désavantage, ou bien à se retirer plus honteusement encore. En conséquence de ce projet, le roi se campa à Welsdorf avec 25 bataillons seulement et 60 escadrons. C'était ce corps qui devait masquer les mouvemens de la grande armée. Celle-là demeura dans le poste de Nachod, d'où il était plus facile de la faire manœuvrer, soit sur la droite, soit à la gauche principalement de cette avant-garde. Comme il était nécessaire de reconnaître exactement la position de l'ennemi, pour s'assurer si le plan dont nous avons parlé pouvait s'exécuter, ou s'il était de nature à être rejeté, l'on déguisa les reconnaissances sous différens prétextes apparens ; tantôt on donnait l'alarme à quelque quartier de l'ennemi, quelquefois on engageait des escarmouches avec ses postes avancés ; le plus souvent on fourrageait sous son canon. Ce fut dans les différentes occasions que fournirent ces petites opérations de guerre, qu'en s'approchant de Kœnigsfaal et du village de Werdeck, on découvrit auprès de Prausnitz un camp fort, à peu-près de sept bataillons, et derrière ce poste, sur la croupe du mont de Schwitschin, un autre corps d'environ quatre bataillons. Ces précautions de l'ennemi mettant des obstacles insurmontables aux desseins qu'on avait formés, mirent le roi dans la nécessité d'y renoncer, pour imaginer d'autres expédiens. La distribution des troupes était bonne autant qu'on pouvait exécuter le premier projet ; elle pouvait à la longue devenir vicieuse, si l'on se

contentait d'un si faible corps pour l'opposer à toutes les forces de l'empereur. La distribution de l'armée fut donc changée ; 40 bataillons formèrent le camp de Welsdorf ; le lieutenant-général Bulow fut placé avec quelques bataillons et 30 escadrons à Smirfitz ; le général Falkenhayn au défilé de Kowalkowitz , qui était derrière l'armée ; le général Wunsch avec 20 bataillons à Nachod , pour couvrir les convois de l'armée , et le général Anhalt avec 12 bataillons et 20 escadrons tout à fait sur la droite de l'armée , à Pilnikau , vis-à-vis d'Arnau et de Neuschlofs ; mais la communication était assurée avec l'armée du roi par la forêt de Sylva , où les Prussiens avaient des postes.

Tandis que ces mouvemens se faisaient en Bohême , et que l'armée de l'empereur était si occupée d'elle-même , que la crainte d'être attaqué d'un moment à l'autre , écartait toute pensée de détacher vers le maréchal Laudon , le prince Henri gagna Dresde sans opposition ; de-là il poussa des détachemens en Bohême à la rive gauche de l'Elbe ; mais par une manœuvre assez leste , quoique difficile , il se porta en Lusace , laissant le général Platen à la tête d'environ 20,000 hommes pour couvrir Dresde ; et 18,000 Saxons s'étant joints à ses troupes , ce prince se porta en Bohême par différens corps , qui tournant et attaquant les détachemens que l'ennemi avait à Schluckenau , Rumbourg et Gabel , les dépouillèrent et leur prirent 1500 hommes et 6 canons. S. A. R. fit fortifier les environs de Gabel , dont la défense fut confiée aux Saxons , et s'avança avec le gros de l'armée à Nimes , où elle se posta dans un camp d'une

forte affiette. Ce coup, auquel les Impériaux n'étaient point préparés, dérangerait tout le projet de leur défensive. Le maréchal Laudon abandonna avec précipitation les postes d'Auflig et de Dux, mais ce qui doit surprendre davantage, ses fortifications de Leutmeritz, avec le magasin qui s'y trouvait. Le général de Platen profita avec célérité de cette faute; il prit Leutmeritz, s'avança vers Budin sur l'Egra, et poussa son avant-garde jusqu'à Welwarn, qui n'est qu'à trois milles de Prague. L'alarme et la consternation se répandirent dans cette grande ville; la première noblesse, qui s'y était rassemblée, se sauva, et la capitale resta quelques jours comme déserte. Le maréchal Laudon ayant, comme nous l'avons rapporté, abandonné toute la rive gauche de l'Elbe, ne se crut en sûreté qu'à Munchengrätz, auprès de Jung-Bunzlau; et comme les ennemis avaient tout à craindre pour l'armée de l'empereur, le maréchal Laudon garnit de gros détachemens tout le cours de l'Isar, qui coule ou entre des rochers, ou entre des marais. Dans la haute Silésie, les Prussiens avaient surpris dans leur camp de Heydepiltzsch deux régimens de dragons impériaux, et les avaient presque ruinés.

Ce fut dans ces circonstances, où la guerre était bien décidée, où les Prussiens avaient déjà quelques avantages, où, dans le royaume de Bohême, quatre grandes armées étaient en action les unes contre les autres, qu'arrive à Welsdorf un étranger, qui s'annonçant secrétaire du prince Gallitzin, ministre de Russie à Vienne, demande à parler au roi. Ce soi-disant secrétaire était le Sr. Thugut, ci-devant

ministre de l'empereur à Constantinople. Il était chargé d'une lettre de l'impératrice-reine pour le roi. Nous nous contentons d'en rapporter la substance : l'impératrice témoignait son chagrin des brouilleries et des troubles qui venaient de naître ; l'appréhension qu'elle avait pour la personne de l'empereur ; le désir de trouver des tempéramens propres à concilier les esprits, en priant le roi d'entrer en explication sur ces différens sujets. Le Sr. Thugut prit ensuite la parole, et dit au roi qu'il serait facile de s'entendre, si l'on y procédait de bonne foi. L'intention des Autrichiens était de gagner ce prince par des offres si avantageuses, qu'elles le fissent désister de l'appui qu'il prêtait à l'électeur palatin. Pour cet effet Thugut l'assura que sa cour non-seulement ne s'opposerait point à sa succession éventuelle des margraviats de Bareuth et d'Anspach, mais qu'encore elle offrait son appui à la Prusse pour le troc de ces margraviats contre des provinces limitrophes du Brandebourg, comme la Lusace ou le Meckleubourg, si le roi le jugeait conforme à ses intérêts. Le roi lui répondit que sa cour mêlait et confondait ensemble des choses qui n'avaient aucune connexion, savoir sa succession légitime et incontestable sur ces margraviats avec l'usurpation de la Bavière, et l'intérêt de ses Etats avec l'intérêt de l'Empire, dont il embrassait la cause ; que si l'on voulait s'entendre, il était nécessaire que sa cour se désistât d'une partie de la Bavière, et qu'on prît des mesures pour qu'à l'avenir des actes d'un despotisme aussi violent ne troublassent plus la sécurité du corps germanique, en ébranlant ses plus fermes

fondemens ; et qu'à l'égard de cette succession , il était bien éloigné de forcer un prince quelconque à troquer ses Etats contre ces margraviats ; enfin que si un troc pareil avait lieu , il fallait que ce fût de bon gré qu'il s'arrangeât. Le roi ajouta , que ceci ne s'étant traité que verbalement , il voulait bien , pour donner à l'impératrice des preuves évidentes de ses dispositions pacifiques , minuter quelques articles principaux , qui pourraient servir de base au traité qu'on se proposait de faire. Thugut s'offrit pour secrétaire ; mais le roi , qui ne se fiait ni à son style , ni à ses intentions , les coucha lui-même par écrit. Certainement l'impératrice-reine aurait bien gagné en les acceptant. La cour de Russie ne s'était point encore déclarée : la France conseillait à l'Autriche de faire la paix ; mais ses avis avaient peu d'influence sur l'esprit ardent du jeune empereur , et sur le génie impérieux du prince Kaunitz.

Voici le résumé de ce projet : l'impératrice rendra la Bavière à l'électeur palatin , à l'exception de Burghausen , des mines , et d'une partie du haut Palatinat ; le Danube sera libre ; Ratisbonne ne sera plus bloquée par la possession de Stadt-am-Hof ; la succession de ce pays sera assurée aux héritiers légitimes de la Bavière ; l'électeur de Saxe obtiendra du Palatin une somme d'argent pour les allodiaux , et la cour impériale lui cédera les droits qu'elle prétend avoir sur tous les fiefs situés en Saxe ; le duc de Mecklenbourg aura , en guise de dédommagement pour ses prétentions en Bavière , quelque fief vacant dans l'Empire ; la cour impériale ne chicanera plus le roi de Prusse pour la succession

des margraviats ; la France , la Russie et le corps germanique garantiront le présent traité. Thugut partit pour Vienne avec cette pièce ; il revint ensuite chargé d'une foule de propositions insidieuses, dont le prince Kaunitz l'avait muni. Le roi s'aperçut par la forme que prenait cette négociation, qu'elle n'était pas de nature à pouvoir réussir ; il ne lui convenait pas d'ailleurs de traiter avec M. Thugut ; ainsi il l'envoya au couvent de Braunau , pour étaler ses talens devant le comte Finck et le sieur de Hertzberg, ses ministres , qui l'expédièrent infructueusement pour Vienne quelques jours après. Tout ce qui s'était passé dans cette négociation fut communiqué aux ministres de la France et de la Russie, afin que, convaincus des procédés désintéressés de la Prusse, ils ne se laissent point prévenir par les fausses expositions que leur en feraient les ministres de Vienne. L'impératrice-reine désirait sincèrement la paix ; son fils l'empereur , dont elle connaissait l'ambition à la tête de ses troupes, lui faisait craindre la perte ou l'affaiblissement de son autorité ; mais elle était mal secondée par son ministre le prince Kaunitz , qui, par des vues assez communes aux courtisans , s'attachait plutôt à l'empereur , dont la jeunesse ouvrait une perspective plus brillante à la famille de ce ministre , que l'âge avancé de l'impératrice. Le sort des choses humaines est d'aller ainsi ; de petits intérêts décident des plus grandes affaires. L'empereur, instruit de la négociation du Sr. Thugut, en fut furieux ; il écrivit à sa mère, que si elle voulait faire la paix , il ne retournerait jamais à Vienne , et s'établirait à Aix-la-Chapelle, ou dans



quelque lieu que ce pût être, plutôt que de s'approcher jamais de sa personne. L'impératrice avait fait venir le grand-duc de Toscane, qu'elle envoya aussitôt à l'armée, pour qu'il adoucît l'empereur son frère, et lui inspirât des sentimens plus pacifiques. L'effet de cette entrevue fut de brouiller les deux frères, qui jusqu'alors avaient vécu en très-bonne intelligence.

Après avoir rendu compte de cette négociation et de tout ce qui s'y rapporte, il est temps de reprendre la suite des opérations militaires de ces quatre armées qui s'observaient en Bohême. Du côté où le roi commandait, la position de l'armée impériale avait été exactement reconnue de Königsgrätz jusqu'à la ville d'Arnau; restait à savoir si au-delà il y avait des troupes vers Hohenelbe et les hautes montagnes. Le général Anhalt, qui, comme nous l'avons dit, était détaché au-delà de la droite du camp, aux villages de Pilnikau et de Kottwitz, eut ordre d'envoyer des partis vers Langenau, et de s'y porter lui-même, pour faire un rapport exact de ce qu'il aurait découvert. Il vit d'abord un camp fortifié derrière Neuschloß, et plus loin il ne trouva que deux bataillons campés sur les hauteurs qui couronnent la ville de Hohenelbe. Ce fait bien constaté servit de base au nouveau projet que le roi forma, en portant vivement l'armée de ce côté. Là on pouvait forcer le passage de l'Elbe, que deux bataillons n'étaient pas en état de défendre. Cette entreprise exécutée, on devait se flatter des succès les plus brillans, sur-tout si le prince Henri s'avancait de

Nîmes sur l'Isar. Les deux armées prussiennes se prêtant la main, elles se trouvaient sur le flanc et à dos de l'armée de l'empereur, qui ne pouvait se soutenir que par un combat, ou qui, se trouvant forcé d'abandonner ses retranchemens immenses, ne trouvait point de poste assuré que derrière les étangs de Gitschin, où même sa position était tournable, ce qui l'aurait réduit à se réfugier à Pardubitz, où il était couvert par les étangs de Bohdanetz et le courant de l'Elbe. Ce projet, quelque beau qu'il fût, rencontrait de grandes difficultés dans l'exécution. La première était celle des chemins creux et des défilés qu'il fallait traverser pour arriver à l'Elbe, et l'affreux embarras de traîner par ces chemins une artillerie nombreuse ; la seconde, de fournir l'armée de vivres ; quand on aurait passé l'Elbe, on aurait mené le pain jusqu'à cinq milles au-delà de ce fleuve ; le manque de chevaux aurait en troisième lieu rendu un transport plus éloigné impossible. Tous ces obstacles, qui se présentaient à l'esprit du roi, lui firent résoudre d'aller au plus sûr, et de cacher encore soigneusement ce projet, qu'il n'abandonna pas cependant ; il ne voulut donc point quitter son camp de Welsdorf avant d'avoir fourragé radicalement toute la contrée qui s'étend de l'Elbe à ses frontières de Silésie, d'autant plus que les Autrichiens avaient forcé les habitans de s'enfuir avec tout leur bétail au-delà de l'Elbe ; et le roi gagnait au moins par-là, qu'il était impossible que les Autrichiens tinssent l'hiver un corps considérable sur ses frontières, et inquiétassent ses troupes dans leurs quartiers. Dès que tous les fourrages furent consumés, le roi marcha

avec l'armée et prit le camp de Burkersdorf, proche de Sorr, où il y avait 33 ans qu'il avait gagné une bataille sur les mêmes ennemis. Les Autrichiens ne firent pas fortir un homme de leurs retranchemens à la poursuite de son armée, et l'empereur demeura immobile et dans son ancienne position derrière l'Elbe, sans même chicaner l'arrière-garde au terrible défilé de Kowalkowitz, où elle était obligée de passer. M. de Wunsch reprit son poste du Raschberg derrière Nachod. Le prince de Prusse occupa le poste de Sorr à portée de celui de Pilnikau, où commandait le prince héréditaire de Brunswic. On envoya quelques bataillons à Trautenau, à Schazlar et à Landshut, pour assurer les convois qui de-là étaient plus près de l'armée. Tous ces mouvemens n'opérant aucun changement dans la position où était l'ennemi, l'on crut pouvoir exécuter le projet que le roi avait formé. A cette fin le prince héréditaire alla occuper avec son corps la hauteur des Drey-Häuser; le prince de Prusse le remplaça avec son détachement en s'établissant à Pilnikau, et le roi se campa avec 40 bataillons auprès du village de Léopold, de manière que ces trois corps communiquant ensemble, pouvaient se prêter la main au cas qu'un d'eux fût attaqué. Il était temps d'avancer, pour s'approcher davantage de Hohenelbe. Le prince héréditaire couronna pour cet effet les montagnes qui vont de Schwarzthal à Langenau; le roi le joignit par sa droite et remplit le terrain qui va de Lauterwasser à une hauteur à gauche, qui fut également occupée. Le prince de Prusse garda sa position de Pilnikau, d'où il pouvait faire une fausse attaque sur le corps

des ennemis de Neuschlofs, tandis que l'armée forcerait le passage de l'Elbe. Ce prince se distingua à différentes reprises par sa vigilance et par ses bonnes dispositions. La réserve fut placée à Wildschutz, pour épauler le camp du prince de Prusse, et la brigade de Luck fut destinée à garnir les défilés impraticables de Hermannseiffen, de Mohren et des Drey-Häuser. Cette brigade, chargée de mener le gros canon et les obusiers à l'armée, employa trois jours pour les traîner de Trautenau à Hermannseiffen, qui font une distance de trois milles. L'artillerie, qui avait des voies larges, ne put jamais traverser les chemins étroits qui étaient creusés dans la roche vive; on l'attendait avec impatience; mais elle n'arriva pas. Un temps aussi précieux, perdu par des soins inutiles, favorisa si bien les Autrichiens, qu'ils purent s'établir avec toute leur armée et leur canon sur les montagnes qui sont en-delà de Hohenelbe, et dès-lors il fallut renoncer au projet; car tout ce qu'il est permis de tenter contre un corps faible, devient téméraire si on le hasarde contre une armée nombreuse, principalement quand elle se trouve placée dans un poste presque inexpugnable. Pour forcer ces troupes, il fallait avoir les obusiers, seule artillerie dont on pût se servir contre des ennemis postés sur des montagnes; et ces obusiers n'y étaient point. Il fallait de plus passer l'Elbe sur des ponts, et défiler devant un grand front, qui aurait écrasé les troupes avant qu'elles pussent se mettre en bataille. Il fallait encore déloger le corps de Ziskowitz des côteaux du Riefengeburge, d'où il serait tombé sur le flanc des assaillans, si on ne lui avait précédemment donné

la chasse. La montagne où il était, s'appelait Wilshura , et cette expédition était un préalable. Il fallait aussi que le prince Henri coopérât à cette entreprise. Si tous ces empêchemens n'étaient survenus , le projet était de chasser , comme je l'ai dit , M. de Ziskowitz de son poste ; d'établir ensuite 45 gros obusiers derrière Hohenelbe , pour bombarder de-là la partie des ennemis qui se trouvait vis-à-vis de notre droite ; de passer l'Elbe à un gué qu'on avait découvert près d'un couvent de moines , et après avoir délogé l'ennemi de cette position , de s'établir entre Branna et Starkenbach , sur le flanc des troupes qui campaient près de Neuschloß , où les ennemis devaient s'assembler promptement pour attaquer les Prussiens dans un bon poste , ( ce qui demandait du temps , ) ou ils étaient dans la nécessité d'abandonner tout le cours de l'Elbe à nos troupes victorieuses.

Toutes les raisons que nous venons d'alléguer ayant obligé de renoncer à ce plan hardi , il ne restait qu'à consumer , par les fourrages , tout ce pays dépourvu d'habitans , et à le réduire en une espèce de désert , pour assurer la tranquillité des quartiers d'hiver , qu'on ne pouvait prendre qu'en Silésie. On fourragea comme de coutume , toujours sur les bords de l'Elbe et sous le canon des ennemis , sans que l'empereur et ses troupes donnassent la moindre marque de vigueur ; sans qu'aucun d'eux se hasardât à passer la rivière , pour défendre le fourrage qu'on prenait sous leurs yeux à leurs malheureux cultivateurs. Quoique le pays fût abondant , le grand nombre de troupes qui s'y nourris-

faient , acheva bien vîte de consumer les productions de la terre. Le prince Henri manda au roi qu'il manquait de fourrage , et qu'il n'en trouverait tout au plus que jusqu'à la moitié de septembre. Les deux armées décampèrent donc à peu près le même jour. Le roi quitta la position de Langenau et de Lauterwasser le 14 de septembre , le prince Henri son camp de Nîmes deux jours plus tard. Ce prince passa l'Elbe à Leutmeritz. Le prince de Berbourg qui avait les Saxons avec lui , se replia sur Zittau et plaça ses troupes sur l'Éckartsberg ; il y eut quelques escarmouches à l'arrière-garde du prince Henri , où les hofards d'Usedom eurent occasion de se distinguer. Le lecteur nous saura gré de ne lui point rapporter ces minuties et ces opérations de détail qui n'influent en rien sur les grandes affaires. Du côté du roi , ce prince , pour alléger sa retraite , avait eu la précaution de renvoyer d'avance son artillerie et ses obusiers de Hermannseiffen à Wildschutz. Les mesures furent si bien prises , que l'ennemi tenta inutilement d'entamer le prince héréditaire auprès de Schwarzthal , et qu'il lui laissa tranquillement reprendre son ancien camp de Diey-Häuser. La colonne que le roi conduisait , rencontra encore une vingtaine de canons embourbés dans les défilés de Léopold. Cet accident arrêta la marche de l'armée ; l'on garnit d'abord les hauteurs des troupes qui avaient la tête de la colonne. Elles repoussèrent facilement quelques détachemens de pandours et de hofards venus de Neuschlofs par Arensdorf , dans l'intention de harceler l'arrière-garde royale. Les canons furent

traînés à force de bras sur les hauteurs ; quelques coups de canon dissipèrent l'ennemi , et l'armée entra dans le camp de Wildschütz . dont la réserve , comme nous l'avons dit , occupait les hauteurs , et le prince de Prusse la gauche , de sorte que , depuis les Drey-Häuser jusqu'à Pilnikau et Kottwitz , l'armée formait une ligne presque contiguë. Tous ces différens mouvemens des Prussiens ne firent aucune impression sur l'armée impériale ; elle demeura immobile derrière l'Elbe. Après avoir donc épuisé de fourrages tous les environs , le roi se replia sur Trautenau. Cette marche se fit sur trois colonnes, il n'y eut de harcelée que celle que le prince héréditaire conduisait. Ce prince fit volte-face ; à son tour il attaqua l'ennemi , qui , craignant un engagement sérieux , se retira , après avoir perdu une centaine de morts , et quelques prisonniers qu'on fit sur lui ; les Prussiens entrèrent dans leur camp, le corps du prince héréditaire à droite sur les hauteurs de Freyheit , et le corps du prince de Prusse à gauche sur les collines de la chapelle de Trautenau. M. de Wurmsler , qui , avec un tas de troupes légères , se tenait à Prausnitz , essaya à différentes reprises d'attaquer le poste du prince de Prusse ; toutes les fois qu'il l'attaqua , il fut repoussé , ce qui fut dû aux bonnes dispositions et à l'activité de ce prince , conduite qui eût honoré tout autre militaire qui en aurait fait autant.

Les Prussiens ne pouvant rien entreprendre sur les Impériaux , étaient réduits à consumer les vivres des contrées où ils pouvaient atteindre , et à décamper quand tout était mangé. On employa toute

la prévoyance et toute la prudence convenable pour assurer ce mouvement. Les hauteurs qui sont derrière l'Uppau furent garnies d'infanterie et de canons ; les postes avancés se replièrent sur l'armée , et la retraite se fit avec tant d'ordre , que l'ennemi ne ne put entamer l'arrière-garde ; si l'on en excepte une légère pandourade , rien ne troubla les troupes dans leur marche , qu'elles continuèrent jusqu'à Trautenbach , où l'on séjourna peu de jours. De-là l'armée se replia sur Schazlar , dont le poste couvre toute la basse Silésie. M. de Wurmser s'était préparé ce jour pour engager une affaire d'arrière-garde. Par précipitation , il n'attendit pas que les Prussiens fussent en marche pour les attaquer , et engagea sur notre gauche une affaire de poste. La brigade de Keller , qui occupait une hauteur de cette extrémité , se défendit vaillamment , et repoussa l'ennemi , dont la perte fut de 400 hommes. Cela fait , les troupes se rendirent à l'endroit de leur destination. Le prince héréditaire partit de Schazlar avec 10 bataillons ; il fut joint à Munsterberg par 30 escadrons de l'armée du roi , avec lesquels il se mit en chemin pour la haute Silésie , où il prit le commandement de tout le corps qui se trouvait dans cette province. Il arriva à Troppau vers la fin de septembre. Le renfort qu'il menait dans la haute Silésie , était calculé pour contrebalancer un détachement à peu-près de la même force que l'empereur envoyait à M. d'Ellerichshausen , et qui aurait donné aux Impériaux une supériorité trop considérable sur M. de Stutterheim , si l'on n'y avait pourvu à temps.



Cette campagne s'était bien vite terminée , on était à la fin de septembre ; la saison des opérations militaires n'était point écoulée ; on devait donc soupçonner que l'ennemi ne s'en tiendrait pas là , et qu'après avoir observé pendant la campagne une défensive aussi exacte que celle que nous avons rapportée , il couvait encore quelque dessein , et méditait peut-être de faire une campagne d'hiver. Deux points principaux pouvaient être les objets d'une irruption pour les Autrichiens ; l'un d'attaquer en force le corps du prince héréditaire ; l'autre de forcer les passages de la Lusace. Un empereur jeune et ambitieux , à la tête de ses troupes , qui brûlait de se signaler par quelque coup d'éclat , donnait un air de vraisemblance aux projets qu'on lui supposait , ce qui méritait assurément un examen réfléchi. Les tentatives que l'ennemi pouvait méditer sur la haute Silésie , paraissaient les plus faciles ; il avait de gros magasins à Olmutz et tout ce qui est nécessaire pour le transport de ses subsistances ; de plus il ne fallait que chasser les Prussiens de Troppau , pour les forcer à abandonner l'Oppa et à se retirer vers Cosel et Neisse. Le dessein de pénétrer en Lusace rencontrait plus de difficultés. Le prince de Bernbourg y commandait un corps de 20,000 hommes ; les Impériaux n'avaient point de magasins à portée de la Lusace ; les vivres étaient rares du côté de Schluckenau , Gabel , Rumbourg et Friedland , de sorte que l'ennemi aurait eu de la peine à y amasser assez de subsistances pour un corps de troupes considérable ; toutefois comme il pouvait disposer de tous les charrois de la Bohême , il aurait pu ,

à grands frais et avec du temps , former des magasins dans cette partie , pour se préparer à une telle entreprise , très-difficile relativement au poste de l'Heckartsberg. Moins on voyait clair dans les vues de l'ennemi , plus il fallait se préparer pour tous les cas. A cette intention , M. de Bosse fut détaché avec 10 escadrons et 5 bataillons pour Lœwenberg et Greifenberg ; ses ordres portaient d'observer le général Alton . qui occupait Friedland et Gabel , et au cas que ce général voulût entamer le prince de Bernbourg , de prendre l'ennemi à dos , et de se concerter en tout avec ce prince. D'un autre côté le prince Henri , qui campait à Nœllendorf , envoya un détachement sous le général Mœllendorf à Bautzen , pour joindre le prince de Bernbourg au cas que les Autrichiens tournassent de son côté ; et supposé que cette expédition devînt plus sérieuse et qu'une partie de l'armée ennemie voulut pénétrer en Lusace , pour marcher à Lauban avec 20 bataillons et 30 escadrons , afin de couper les assailans de leurs vivres. Lorsque le général Mœllendorf quitta la Bohême pour se rendre à Bautzen , il fut attaqué par les Autrichiens , qui furent repoussés avec une perte assez considérable. Le major d'Anhalt , qui servait sous le général Mœllendorf , se distingua beaucoup dans cette petite affaire.

Tant qu'on ne fut point à quoi les ennemis se détermineraient, le roi demeura à Schazlar ; mais sitôt qu'on s'aperçut qu'ils ne fesaient aucuns préparatifs vers la frontière de la Lusace pour amasser des magasins , et que le corps qu'ils avaient sur cette frontière était même inférieur à celui des Prussiens, il

parut assez probable que la tranquillité se maintiendrait de ce côté-là pendant l'hiver. Dès lors le roi eut la liberté de tourner toutes ses pensées vers la haute Silésie ; d'ailleurs le froid commençait à se faire sentir assez vivement dans les montagnes de la Bohême, il gelait toutes les nuits, les Autrichiens n'avaient aucun corps d'armée dans le voisinage. Toutes ces considérations parurent suffisantes pour lever le camp, et mettre les troupes qui devaient défendre la frontière en cantonnement entre Landshut, Grissau, Hirschberg, Schmiedeberg et Friedland. Elles consistaient en 20 bataillons et 40 escadrons, dont le général Ramin avait le commandement. Cette position était la même que le roi avait occupée en l'année 1759. Seize bataillons et quinze escadrons partirent à part, pour se rendre dans la haute Silésie ; le roi les joignit à Neisse se mit à leur tête et marcha à Neustadt. Voici les raisons de ce mouvement. Le roi avait toujours eu dessein d'attirer la guerre en Moravie ; le prince héréditaire occupait Troppau ; les ennemis avaient Jägerndorf et pouvaient de-là le couper de Neisse et de Cosel. C'était donc une nécessité d'occuper Jägerndorf, pour assurer par cette position la chaîne des quartiers d'hiver derrière l'Oppa. On était obligé d'ailleurs de prendre des établissemens solides dans la haute Silésie, pour se mettre en état de faire le printemps suivant les plus grands efforts en Moravie. Les troupes du roi chassèrent sans peine les Autrichiens de Jägerndorf, et l'on s'occupa dès lors à fortifier la ville, la montagne et la chapelle, et les villages les plus exposés aux insultes de l'ennemi. Le prince héréditaire en fit

autant à Troppau , et ces deux villes , par les fortifications qu'on y ajouta , devinrent de bonnes places à l'abri de toute insulte. Dès la mi-novembre, ces ouvrages étant en assez bon état , le roi se rendit à Breslau , tant pour prendre des arrangemens pour la campagne prochaine , qu'afin de veiller aux négociations , qui commençaient à prendre une tournure assez intéressante.

N'ayant pas voulu rompre le récit d'une campagne stérile en grands événemens , nous croyons devoir reprendre maintenant le fil des affaires politiques. La cour de Pétersbourg était celle qui intéressait le plus , parce que c'était d'elle uniquement dont on pouvait attendre des secours réels. L'impératrice de Russie s'était engagée d'assister le roi sitôt que ses différens avec la Porte ottomane seraient vidés. Le roi , qui voulut mettre l'impératrice dans le cas d'accomplir sa promesse , s'était , par une suite de la bonne harmonie qui s'établissait entre la France et la Prusse , adressé au ministère de Versailles , afin qu'il se chargeât de la médiation entre les Turcs et les Russes , et les Français avaient réussi à faire consentir la Porte à s'accommoder avec ses ennemis , en rendant les vaisseaux russes qu'elle avait pris aux Dardanelles , et à reconnaître le chan des Tartares protégé par Catherine. A peine ces nouvelles arrivèrent-elles à Pétersbourg , que l'impératrice , rassurée sur la tranquillité de ses Etats , et flattée par l'ambition de prendre une part directe aux affaires d'Allemagne , se déclara ouvertement pour la Prusse. Ses ministres , tant à Vienne qu'à Ratisbonne , déclarèrent en substance : “ qu'elle priait l'impératrice-

„ reine de donner une satisfaction entière aux prin-  
 „ ces de l'Empire à l'égard de leurs griefs, et sur-  
 „ tout des justes sujets de plaintes que leur fournissait  
 „ l'usurpation de la Bavière, faute de quoi l'impéra-  
 „ trice de Russie serait dans l'obligation de remplir  
 „ ses engagements envers S.<sup>e</sup> M. prussienne, en lui  
 „ envoyant le corps de troupes auxiliaires qu'elle lui  
 „ devait selon la teneur des traités." Cette déclara-  
 tion fit l'effet d'un coup de foudre sur la cour de  
 Vienne. Cet événement inattendu troubla et déranga  
 sa sécurité; le prince Kaunitz fut embarrassé, n'ayant  
 rien prévu. Joseph, qui désirait ardemment la con-  
 tinuation de la guerre, profita du trouble et de la  
 perplexité où il trouva l'impératrice sa mère, et lui  
 fit signer un ordre pour augmenter son armée de  
 80,000 recrues; il s'écriait qu'il fallait tout mettre en  
 œuvre, épuiser toutes les ressources, pour rendre  
 dans ce moment décisif la maison d'Autriche plus  
 formidable que jamais; il pensait que, les dépenses  
 une fois faites, rien ne pourrait arrêter la continua-  
 tion de la guerre; mais l'impératrice était dans des  
 sentimens tout opposés. Elle soupirait après la fin de  
 ces troubles; elle mettait tout son espoir en la média-  
 tion de la France, qu'elle avait demandée; ses  
 peuples, surchargés d'impôts, ne pouvaient point  
 fournir les sommes immenses que les frais de la guerre  
 exigeaient; les emprunts étrangers ne remplissaient  
 point les attentes de la cour; enfin l'argent manquait  
 à tel point, que souvent les soldats étaient sans paye  
 et manquaient des besoins journaliers; et les personnes  
 les plus éclairées prévoyaient avec douleur un boule-  
 versement général de la monarchie, si on ne le

prévenait en se prêtant de bonne grâce aux propositions d'une paix raisonnable. Déjà l'impératrice avait sollicité, comme nous l'avons dit, la médiation de la France; elle avait de même imploré les bons offices de la cour de Russie, et par un hasard singulier la dépêche de Vienne et la déclaration de Pétersbourg étant parties en même temps, arrivèrent à peu-près le même jour au lieu de leur destination. Cela tourna à l'avantage du roi, parce que si la demande des Autrichiens fût arrivée à Pétersbourg avant le départ de la déclaration, il est à présumer que l'impératrice de Russie l'aurait supprimée. D'autre part le roi, qui par ses émissaires était informé de tout, ne demandait pas mieux que de s'accommoder avec la cour de Vienne, pourvu toutefois qu'on maintînt les constitutions de l'Empire dans leur intégrité, et qu'on ne négligeât ni les intérêts de l'électeur de Saxe, ni ceux du prince de Deuxponts, et qu'il fût à l'abri de toute chicane à l'égard de la succession des margraviats sur lesquels il avait des droits incontestables; et bien éloigné de s'opposer à la médiation de la France, ce prince envisageait la cour de Versailles comme garante de la paix de Westphalie, et comme autant intéressée que la Prusse même à ne pas permettre que l'empereur, par son usurpation de la Bavière, se frayât un chemin, soit pour tomber sur le roi de Sardaigne en Italie, ( ce qu'on craignait fort à Turin, ) soit pour pénétrer avec plus de facilité en Alsace et dans la Lorraine. L'électeur de Saxe était cousin de Louis XVI, et le prince de Deuxponts son protégé. Néanmoins ç'aurait été manquer de prudence que de confier entièrement les intérêts

de la Prusse et de l'Allemagne à un ministère sans vigueur, et qui n'ayant aucune volonté ferme, pouvait se laisser ébranler par les machinations de la cour de Vienne. Pour prémunir M. de Maurepas contre toute proposition des Autrichiens directement opposée à la pacification de l'Allemagne; le roi lui envoya un mémoire raisonné, qui contenait les motifs qui rendaient telle condition de paix acceptable, et telle autre au contraire non-admissible, avec un résumé des articles principaux et indispensables pour la paix générale. Cette pièce fit un effet si avantageux, que la France l'admit pour base de la négociation dont elle s'était chargée à Vienne. M. de Breteuil, ambassadeur de France à cette cour, éprouva de la part de l'empereur des difficultés qui renaissaient à chaque proposition qu'il mettait en avant; mais cela n'empêcha pas l'impératrice-reine d'admettre le projet de pacification, tel que la France l'avait minuté. Sur ces entrefaites le prince Repnin arriva à Breslau de la part de l'impératrice de Russie; il y parut plus sous les dehors d'un ministre plénipotentiaire, qui venait dicter de la part de la cour des lois à l'Allemagne, que comme un général destiné à conduire un corps auxiliaire à l'armée prussienne. Le roi avait proposé à la cour de Pétersbourg d'employer le printemps suivant le corps des Russes contre la Ludomerie et la Gallicie, où il y avait peu de troupes; de pénétrer en Hongrie, où l'approche des Russes aurait fait révolter tous ceux de la religion grecque qui étaient répandus dans la Croatie, dans la Hongrie, dans le bannat de Témefwar et dans la Transylvanie; le roi s'était

même offert d'y joindre un corps de ses troupes et d'abandonner toutes les richesses de ces provinces aux Russes. Ce projet fut rejeté. Le corps que les Russes devaient fournir selon le traité, consistait en 16,000 combattans ; l'on y mit un prix si énorme, qu'il ne pouvait jamais s'évaluer par les services qu'on en pouvait attendre. Il en aurait coûté par an au roi deux millions, et outre cela un subside de 500,000 écus pour une guerre que la Russie ne faisait point aux Turcs. Le baron de Breteuil, ambassadeur à la cour impériale, était flatté de devenir le pacificateur de l'Allemagne ; il se plaisait à se représenter qu'en suivant les traces de Claude d'Avaux, plénipotentiaire à la paix de Westphalie, ce lui serait un acheminement pour monter aux premières dignités dans sa patrie, et sur-tout au ministère des affaires étrangères. Il mit toute son activité en jeu et travailla avec tant de persévérance, que vers la fin de janvier il envoya à Breslau au prince Reppin le plan de pacification générale, tel que le roi l'avait conçu, et qu'il avait été approuvé par l'impératrice-reine. Les conditions étaient telles que nous les avons marquées. L'on communiqua ce projet de paix aux alliés de la Prusse ; les Saxons se récrièrent ; ils faisaient monter leurs prétentions sur les alleux de la Bavière à la somme de quarante millions de florins, et ils prévoyaient avec douleur, que, s'ils en obtenaient fix, ce serait beaucoup ; ils exigeaient de plus que l'empereur renoncât à toutes les prétentions féodales qu'il prétend, comme roi de Bohême, avoir sur la Saxe et sur la Lusace, et sur-tout ils s'étaient flattés de gagner quelque dédommagement en fonds



de terre pour arrondir leur territoire. Le prince de Deuxponts , de son côté , s'opiniâtrait à soutenir que la Bavière ne devait être démembrée en aucune manière ; il s'offrait à céder une partie du haut Palatinat , pour conserver le cercle de Burghausen ; avec cela il ne consentait qu'avec une extrême répugnance aux dédommagemens que l'électeur de Saxe avait à prétendre. Pour contenter le désir de ses alliés , le roi fit une nouvelle tentative , principalement relative à la Bavière et au cercle de Burghausen , pour essayer s'il pourrait obtenir pour eux quelques conditions plus favorables de la cour de Vienne ; mais bien loin d'y acquiescer , le prince Kaunitz , effarouché des nouvelles demandes des Prussiens , répondit fièrement que le projet de pacification communiqué par l'ambassadeur de France au prince Repnin était l'*ultimatum* de la cour de Vienne , et que l'impératrice était résolue à sacrifier jusqu'au dernier homme de son armée , plutôt que d'adhérer à de nouvelles conditions aussi humiliantes et aussi contraires à sa dignité que celles qu'on venait de lui présenter. Il n'y avait rien que de fort naturel à demander la restitution entière d'une province envahie et usurpée ; mais la France et la Russie ne voulaient que la paix ; la première , pour se délivrer des sollicitations de l'empereur , qui lui demandait des secours ; la seconde , pour ne point assister les Prussiens de ses troupes. Elles agirent en conséquence , et pressèrent les ministres prussiens de ne point former d'obstacles nouveaux à la pacification générale. Le roi , gêné par des puissances médiatrices qui méritaient les plus grands égards , n'eut pas

la liberté d'assister ses alliés avec le zèle qu'il sentait pour eux ; il ne pouvait pas heurter de front en même temps l'Autriche , la France et la Russie ; il voulut pourtant concerter avec cette dernière les mesures qui restaient à prendre ; ce qui recula d'un mois l'assemblée du congrès , parce qu'il fallait ce temps pour avoir la réponse de Péter-bourg.

Nous emploïons ce délai à mettre sous les yeux du lecteur le précis des opérations militaires qui occupèrent les troupes pendant cet hiver. On se rappellera que nous avons laissé le prince héréditaire dans la haute Silésie , occupé à soutenir sa position de Troppau et de Jægerndorf , donnant la chasse aux ennemis , tantôt du côté de Grætz , tantôt à Merisch-Oßrau , tantôt vers Lichten. Les Autrichiens croyaient de leur côté que c'était une humiliation de laisser les Prussiens tranquillement les maîtres d'une partie de leur territoire ; ils auraient voulu tout tenter pour les en déloger ; mais ils prévoyaient qu'ils ne pourraient reprendre les villes de Troppau et de Jægerndorf , sans les ruiner et les brûler totalement. Ce moyen paraissant trop dur à l'impératrice-reine , les généraux Autrichiens imaginèrent qu'en coupant l'armée du prince héréditaire de Neisse , ( d'où ils supposaient faussement qu'elle tirait ses vivres , ) ils obligeraient ce prince à évacuer toute la haute Silésie. Dans l'intention d'exécuter ce projet , le général Ellerichshausen , avec un renfort de 10,000 hommes qu'il avait reçu de la Bohême , établit son quartier à Engelsberg , petite ville située dans les gorges des montagnes , dont l'une aboutit à Branna proche de Jægerndorf , l'autre débouche

à Hof, et la troisième, qui passe par Zuckmantel et Ziegenhals, aboutit à cette plaine qui s'étend de Weidenau à Patzchkau, Neisse et Neustadt. Ce corps, environ de 15 000 hommes, placé avec cet avantage, donnait différentes alarmes à nos quartiers; tantôt il fourrageait près de Neisse, mais toujours repoussé; tantôt il inquiétait les environs de Jägerndorf, d'où le général de Stutterheim, qui en avait le commandement, le renvoya bien battu. Enfin las de ces échauffourées, qui ne laissaient pas de fatiguer les troupes, le prince héréditaire de Brunswic résolut de les alarmer à son tour. Il rassembla ses quartiers et fonda avec trois corps séparés sur les postes de Branna, de Lichten et de l'Engelsberg. Les Impériaux prirent la fuite aussi-tôt que les Prussiens se montrèrent; le prince leur prit 4 canons et 50 prisonniers; mais leur terreur fut si grande, qu'ils s'éloignèrent des cantonnemens prussiens, et que les troupes de Troppau et de Jägerndorf purent jouir de quelque tranquillité. Alors M.d'Ellerichshausen tourna son attention entière vers Zuckmantel et Ziegenhals, d'où il faisait journellement des incursions dans le plat pays. Les troupes prussiennes de Neustadt et de Neisse s'opposaient à chaque moment aux déprédations que l'ennemi voulait commettre; ce qui occasionna différentes escarmouches, où l'infanterie et la cavalerie prussiennes se distinguèrent également; mais ce genre de petite guerre n'entre pas dans le genre des mémoires que nous nous sommes proposés d'écrire. Toutefois on résolut de réprimer la témérité de ces sortes d'entreprises; il fallait du repos aux troupes pendant l'hiver,

et elles avaient assez de temps pour se battre durant la saison des opérations de campagne. Pour amener les choses à cette fin et couper le mal par ses racines, on résolut de déloger les Autrichiens de leur poste de Zuckmantel, si la chose était fessable. M. de Wunsch, qui se trouvait avec dix bataillons dans le comté de Glatz, où jusqu'alors il était resté désœuvré, crut qu'il pourrait s'en éloigner pour peu de temps, sans trop hasarder par une courte absence. Il laissa le prince de Philippsthal avec deux faibles bataillons à Habelschwerdt; il arriva à Ziegenhals, dont il chassa les ennemis, et les poursuivit dans des gorges que forment les montagnes jusqu'à Zuckmantel; mais ce poste avait été rendu insoutenable pour les Prussiens, à cause des hauteurs qui le dominent, et que les Autrichiens avaient non-seulement garnies de canons, mais encore retranchées par des ouvrages considérables, dont il était impossible de les expulser; il l'était même de les tourner, parce qu'on ne pouvait gravir contre ces montagnes trop hautes, trop roides et trop escarpées. M. de Wunsch, convaincu physiquement qu'il ne pouvait rien entreprendre de ce côté-là sur l'ennemi, et qu'un plus long séjour ne ferait qu'une perte de temps, s'achemina pour retourner à son ancien poste auprès de Glatz. En passant Landeck il entendit une canonnade assez vive du côté de Habelschwerdt; il tourna aussi-tôt de ce côté; mais à peine eut-il fait quelque chemin, qu'il rencontra 250 soldats du régiment de Luck, qui s'étaient ouvert un passage, et qui lui apprirent que le prince de Philippsthal avec le reste du régiment s'était laissé surprendre

surprendre les Autrichiens. Bientôt M. de Wunfch entendit une autre canonnade; l'ennemi attaquait une espèce de palanque ou de redoute dans laquelle le général prussien avait laissé 100 hommes pour la défendre. Les obusiers autrichiens y mirent le feu, et le capitaine Capeller, qui se signala par sa belle résistance, fut obligé de se rendre avant l'arrivée du secours, de sorte que M. de Wunfch se jeta avec tout son corps dans la forteresse de Glatz. Wurmser et les Impériaux, qui n'avaient aucune connaissance de cette redoute, avaient eu dessein de marcher droit à Glatz et de surprendre la ville. Leur projet ne pouvait aucunement s'exécuter par surprise; les ouvrages de cette forteresse sont tels, qu'ils ne peuvent être insultés, à moins que l'ennemi n'entreprene un siège dans les formes. M. de Wurmser eut toutefois l'avantage de prendre quelques quartiers dans le comté, et il se flattait bien que, pour le déloger du domaine prussien, le roi tirerait des troupes de la haute Silésie, afin de les employer contre lui, et que par-là le cordon de Troppau et de Jägerndorf et l'armée du prince héréditaire se dégarnissant, M. d'Ellerichshausen aurait beau jeu, et trouverait le moyen d'entreprendre avec succès contre les Prussiens, et de nettoyer ces bords de l'Oppa qui donnaient tant de jalousieaux Impériaux; mais les choses tournèrent autrement que les généraux ennemis ne l'imaginaient et ne le désiraient. Le roi se mit à la tête de quelques bataillons de sa réserve qui avaient hiverné à Breslau, auxquels se joignirent les gardes du corps, les gendarmes, et le régiment

d'Anhalt, avec lesquels il se rendit à Reichenbach, et M. de Ramin envoya 4 bataillons au général Anhalt, qui en avait 4 sous ses ordres. Tout ce corps occupa Friedland et les retranchemens qu'on y avait faits. Pour chasser l'ennemi de Wallenbourg, le général Leftwitz se porta sur Scharfeneck, et le général Anhalt sur Braunau. Les Impériaux prirent la fuite de tous côtés; à peine M. d'Anhalt put-il attraper une cinquantaine de pandours. Dans le même temps que ces corps avançaient, le roi occupa Silberberg, pour être de-là à portée de donner des secours où il serait nécessaire. Ce mouvement fit une telle impression sur les ennemis, qu'ils évacuèrent la ville de Habelschwerdt et se sauvèrent en Bohême. On avait pourvu à tout; si l'on avait laissé les Impériaux tranquilles en Bohême sur les frontières de la Saxe, toutes leurs troupes auraient reflué vers la Silésie, et M. de Wurmser aurait été renforcé considérablement; afin donc que l'attention de l'ennemi fût divisée et qu'il pensât plutôt à sa sûreté qu'à inquiéter la Silésie, M. de Mœllendorf ramassa quelques troupes, partit de la Saxe, marcha à Brix, battit avec sa cavalerie le parti qui lui était opposé, prit trois canons, 350 prisonniers, et le magasin qui était dans la petite ville de Brix. La nuit il arriva qu'un bas-officier du régiment de Wunsch déserta, et pour se venger de son major, il mena tout de suite les houfards autrichiens dans le même village, dont il enleva ce major et cinq drapeaux; tant il est vrai qu'un officier ne peut jamais être assez sur ses gardes pour éviter d'être surpris; une aventure

pareille était arrivée quelques mois auparavant en Silésie au régiment de Thadden, cantonné dans le village de Dietersbach près de Schmiedeberg. Les houfards firent une fausse attaque sur un poste du régiment, tandis qu'une autre troupe pénétrant par un jardin et une grange dans la maison du commandeur, enleva trois drapeaux, ayant été chassée avant de pouvoir emporter les autres. Ces traits ne font pas honneur au service prussien; mais dans le grand nombre d'officiers qui composent cette armée, tous ne sauraient être également éclairés et vigilans.

Pendant que la guerre se faisait sans égard à la saison, le courrier que le roi avait envoyé avec son *ultimatum* revint de Pétersbourg, et les deux cours étant convenues sur tous les articles qu'il contenait, le prince Repnin l'envoya à M. de Breteuil à Vienne. Cet ambassadeur manda que cette pièce avait causé beaucoup de satisfaction à l'impératrice-reine, et que l'on se proposait d'assembler un congrès pour mettre la dernière main à la pacification générale. La postérité pourra-t-elle croire que dans de pareilles circonstances, lors même que la cour de Vienne paraissait sérieusement dans l'intention de terminer la guerre, un général Wallis, avec 8 ou 10,000 hommes, se soit présenté tout à coup devant la ville de Neustadt, où le régiment de Prusse et le bataillon de Preuss étaient en garnison; l'ennemi ne pouvant emporter la ville, y jeta tant de grenades royales d'une vingtaine d'obusiers qu'il menait avec lui, que le feu prit au bardeau dont la plupart des maisons sont couvertes, et que 240<sup>h</sup> habi-

tations furent consumées par les flammes ; mais la garnison tint bon ; le général Stutterheim , averti du mouvement des ennemis , les prit à dos vers Bravitz ; les troupes cantonnées à Rosswalde vinrent sur un flanc des Autrichiens , des détachemens de Neisse sur l'autre. Wallis ne pouvant pas s'arrêter plus long-temps sans exposer tout son corps , se retira sur Zuckmantel , et fut poursuivi et renvoyé jusques dans son repaire. Cette expédition , méditée par l'empereur , avait été prescrite au général Wallis. Ce prince supposant le roi de Prusse ardent et d'une vivacité étourdie , croyait qu'en aigrissant son esprit par la ruine d'une de ses villes , il le rendrait plus renitent et plus difficile pour la négociation qui devait s'entamer , et que peut-être l'humeur qu'il en aurait , le porterait à la rompre ; mais cette expédition des Autrichiens ne tourna pas à leur avantage.

Peu après le prince Repnin reçut une dépêche de M. de Breteuil , qui lui marquait combien l'impératrice-reine désirait impatiemment une suspension d'armes ; le 4 mars le roi reçut ces nouvelles à Silberberg et donna ordre à ses généraux de prendre des mesures avec ceux des ennemis , pour régler avec eux la trêve qu'on avait proposée. Le 7 fut le terme marqué pour celle de la Bohème ; le 8 pour celle de la haute Silésie et de la Moravie ; le 10 pour celle de la Saxe et de la Bohème. Ce terme arrivé , on mit les troupes dans des quartiers plus étendus , afin de leur procurer plus d'aïssance , et d'éviter sur-tout les maladies contagieuses qui com-



mençaient à régner sur les frontières. Le roi se rendit le 6 à Breslau, pour conférer avec le prince Repnin; la ville de Teschen fut agréée d'un commun accord pour le lieu des conférences, et le roi nomma M. de Riedesel son ministre plénipotentiaire à ce congrès. Arriva alors à Breslau M. de Terring-Seefeld, en qualité de ministre de l'électeur palatin; lui, le prince Repnin, M. de Riedesel, M. de Zinzendorf, ministre de Saxe, et M. de Hofenfels, envoyé de Deuxponts. Toute cette masse de négociateurs partit pour Teschen, où ils furent joints par M. de Breteuil, ambassadeur et plénipotentiaire du roi de France, et par M. de Cobenzl, chargé d'un même emploi par l'impératrice-reine. L'impératrice voulait sincèrement la paix; mais quelque empressement qu'elle eût de la voir bientôt rétablie, elle n'avait pu parvenir à inspirer les mêmes sentimens à l'empereur son fils. Ce prince, comme nous l'avons dit précédemment, croyait son honneur lésé s'il ne soutenait point avec fermeté une démarche que son ardeur lui avait fait entreprendre. Dès que les ministres ouvrirent leurs conférences à Teschen, le comte de Cobenzl acquiesça purement et simplement au plan de pacification proposé par la France; il ne fit aucune difficulté et parut aussi content qu'on pouvait le désirer; on crut que cet ouvrage serait promptement terminé, lorsque le prince Repnin reçut un courrier de la part de M. d'Assembourg ministre de l'impératrice de Russie à Ratisbonne, lequel lui mandait que l'électeur palatin lui avait déclaré qu'il ne pouvait, ni ne voulait

donner aucune satisfaction à l'électeur de Saxe, et qu'il aimait mieux s'en tenir à son traité précédent fait avec la cour de Vienne, que de soumettre ses intérêts aux décisions du congrès de Teschen. M. de Breteuil et le prince Repnin le prirent tous deux sur le haut ton, et s'armant de toute la dignité convenable à des plénipotentiaires d'aussi grandes puissances, ils déclarèrent que toutes les parties contractantes ayant déjà adopté le plan de pacification qui leur avait été proposé, ils considéreraient désormais comme ennemi celui des souverains qui voudrait contrevenir à son premier engagement. Alors le comte de Cobenzl et le palatin plurent, et des courriers furent expédiés, qui partirent en hâte pour Vienne. Cela n'empêcha pas qu'on ne vît renaître d'autres difficultés, qui barraient à chaque pas le chemin aux médiateurs. Un jour c'étaient les Saxons, dont on ne pouvait satisfaire les prétentions; un autre c'était le ministre de Deux-ponts, qui, pour faire briller son zèle, demandait pour son prince une augmentation d'appanage énorme, et soutenait son système favori, en prouvant que la Bavière était un duché indivisible; il fallut que le roi s'en mêlât pour que les choses n'allassent pas trop loin. Avec le secours des médiateurs, il parvint, quoiqu'avec peine, à calmer la chaleur déplacée de ces deux ministres; l'on démontra au saxon, que sans la France, la Russie et la Prusse, qui l'assistaient, son électeur n'aurait pas retiré une obole de la cour de Vienne, quelques justes que fussent ses prétentions; qu'ainsi il agirait raisonna-

blement en se contentant de la somme qu'avec bien de la peine on lui faisait obtenir. On s'expliqua de même à peu-près avec celui de Deuxponts, en lui rappelant qu'ayant perdu les trois quarts de la Bavière, son prince devait se trouver heureux qu'on lui en restituât les deux tiers. A peine avait-on tranquillisé ces deux ministres, que l'électeur palatin se remit sur les rangs, pour produire de nouvelles chicanes. La France en fut fâchée; et le ministre de Louis XVI à Munich y parla sur le ton que prenait Louis XIV au milieu de ses triomphes. Néanmoins ces altercations continuèrent à Teschen, et furent poussées au point, que les plénipotentiaires même commençaient à se défier du succès de leur négociation. Déjà six semaines s'étaient écoulées infructueusement; on était au 20 d'avril, lorsqu'il arriva de Constantinople à Vienne un courrier avec la nouvelle de la paix conclue entre la puissance ottomane et la Russie. Il ne fallait pas moins qu'un événement aussi important pour fléchir l'ame inquiète du jeune empereur. Tant que les apparences de guerre entre la Russie et la Porte avaient annoncé une rupture prochaine entre ces puissances, Joseph n'avait considéré la déclaration de la cour de Pétersbourg en faveur de la Prusse et de l'Empire, que comme un simple discours, parce que la Russie se trouvant assez occupée en Crimée à soutenir le chan, son protégé, contre la puissance ottomane qui voulait le détrôner, elle n'aurait ni la force, ni les moyens de soutenir efficacement la Prusse; mais le rétablissement de la paix détruisait toutes les

espérances dont l'empereur s'était flatté; il ne pouvait pas se déguiser que la Russie ayant maintenant les bras libres, était maîtresse d'employer ses forces comme bon lui semblerait; que par conséquent elle pouvait faire marcher un si puissant corps de troupes au secours du roi, que la Prusse gagnerait par-là une trop grande supériorité d'hommes, contre laquelle il serait impossible aux troupes impériales de soutenir une campagne avec dignité, et à plus forte raison si la guerre venait à traîner en longueur. La paix des Russes doit donc proprement servir d'époque pour dater l'ouverture du congrès assemblé à Teschen. Dès ce moment, les machines de l'empereur s'arrêtèrent, l'électeur palatin et son plénipotentiaire se tinrent dans un silence respectueux; le comte de Cobenzl devint plus liant, et abandonnant ses propositions vagues, il s'expliqua rondement et nettement sur les matières qu'il traitait avec les médiateurs. Toutes ces circonstances favorables avancèrent si promptement cet ouvrage, qu'en moins de quinze jours tout le monde étant d'accord, la paix fut conclue et signée le 13 mai, jour de la naissance de l'impératrice-reine.

Nous nous contenterons d'en rapporter les articles principaux, savoir : que l'empereur rendrait toute la Bavière et le haut Palatinat à l'électeur palatin, à l'exception du cercle de Burghausen; que la succession de ces Etats serait assurée au prince de Deux-ponts, ainsi qu'à toutes les branches collatérales qui avaient les mêmes droits; que l'électeur de Saxe obtiendrait pour dédommagement la somme de 6

millions de florins , payable en termes annuels de 500,000 florins ; que l'empereur renoncerait en faveur de la Saxe au fief de Schœnbourg , enclavé dans cet électorat ; qu'à l'égard de la succession des margraviats de Bareuth et d'Anspach , qui devaient retomber à la Prusse , l'empereur reconnaissait la légitimité de ces droits , et promettait de ne plus s'opposer à cette réunion ; que de son côté le roi de Prusse renonçait à ses prétentions sur Juliers et Bergue en faveur de la branche de Sulzbach , moyennant le renouvellement de la garantie que la France lui avait donnée de la Silésie par le traité de 1741 ; que le duc de Mecklenbourg obtiendrait le droit de *non appellando* , pour l'indemniser de ses prétentions ; et enfin que le présent traité serait garanti par la Russie , par la France et par tout le corps germanique. A peine le traité fut-il signé , que les Prussiens , par bon procédé , évacuèrent tout de suite ce qu'ils occupaient de possessions autrichiennes.

Telle fut la fin de ces troubles de l'Allemagne : tout le monde s'attendait à une suite de quelques campagnes avant de les voir terminer ; mais ce ne fut qu'un mélange bizarre de négociations , et d'entreprises militaires , qu'il ne faut attribuer qu'aux deux factions qui divisaient la cour impériale , dont l'une gagnait le dessus pour quelque temps et bientôt était réprimée par l'autre. Les officiers étaient dans des incertitudes perpétuelles , et personne ne savait si l'on était en paix ou en guerre ; situation déplorable qui continua jusqu'au jour que la paix fut signée à Teschen. Il parut que les troupes prussiennes

avaient de l'avantage sur leurs ennemis toutes les fois qu'elles pouvaient combattre en règle, et que les Impériaux l'emportaient pour les ruses, les surprises et les stratagèmes qui sont proprement du ressort de la petite guerre.

Fait à Potsdam, ce 20 juin 1779.

FÉDÉRIC.

# CORRESPONDANCE

D E

l'Empereur et de l'Impératrice - Reine  
avec le Roi, au sujet de la Succession  
de la Bavière.





# CORRESPONDANCE

D E

l'Empereur et de l'Impératrice-Reine avec le  
Roi, au sujet de la Succession de la Bavière.

---

*Copie d'une lettre de la propre main de l'empereur au roi  
de Prusse, écrite d'Olmütz, le 13 avril 1778.*

Monsieur mon Frère ,

Si j'ai différé jusqu'à ce moment-ci de remplir une promesse mutuellement contractée entre nous, tant à Neisse qu'à Neustadt, de nous écrire directement, c'est que préparé à tous les événemens, je voulais attendre que je fusse moi-même éloigné de la capitale, et par conséquent de tout ce qui peut ressentir finesse et politique, pour communiquer à V. M. mes idées, que je crois plus analogues à nos vrais intérêts que toute brouillerie que nous pourrions avoir ensemble. Je les ai rédigées dans le projet de convention ci-joint, que j'ai l'honneur de lui envoyer. Je n'y ajoute aucune réflexion, bien certain qu'il ne lui en échappera aucune dont l'objet peut être susceptible. En même temps je fais charger Cobenzl des pleins-pouvoirs nécessaires, pour que si V. M. adopte ce projet, l'on puisse d'abord procéder à la signature, et si elle désirait quelques changemens ou explications sur des accessoires, je la prie de me les faire connaître par sa réponse directement. Elle peut

compter d'avance que je ne m'y refuserai pas, si je le puis; ainsi que naturellement tout sera dit, si cela ne lui convenait en façon quelconque.

Je serais vraiment charmé de raffermir par-là de plus en plus une bonne intelligence, qui seule doit et peut faire le bonheur de nos États, qui avait déjà si heureusement et avantageusement commencé, qui de ma part était d'abord fondée sur la haute estime et considération que le génie et les talens supérieurs de V. M. m'avaient su inspirer, qu'une connaissance personnelle avait augmentée, et que je souhaite vraiment de perpétuer par des assurances et témoignages réitérés d'une amitié sincère avec laquelle je serai toujours de Monsieur mon Frère et Cousin, le très-affectionné Frère et Cousin,

JOSEPH.

*Projet de convention qui s'est trouvé joint à la lettre.*

Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique et sa Majesté le roi de Prusse ont vu avec une vraie peine que les affaires de la succession de Bavière prenaient une tournure si critique et si embarrassante, que non-seulement il y avait tout à craindre présentement pour la tranquillité de l'Allemagne, mais qu'aussi on devait appréhender dans l'avenir les suites les plus fâcheuses de conjonctures de la même espèce; et leurs dites Majestés étant animées l'une et l'autre du désir sincère d'écarter autant que possible tout ce qui pourrait altérer la bonne intelligence et l'amitié qui subsistent entr'elles, ainsi que le repos général de l'Empire germanique, elles sont entrées à ce sujet

dans un concert amiable , et sur les éclaircissémens et assurances données d'une part par sa Majesté l'impératrice-reine, et suivies de l'autre des déclarations de sa Majesté le roi de Prusse , elles ont , dans cet esprit de conciliation , chargé leurs ministres respectifs , munis de leurs pleins-pouvoirs , de conclure et arrêter une convention de la teneur suivante :

1. Reconnaît sa Majesté prussienne la validité de la convention faite le 3 janvier de l'année courante entre sa Majesté l'impératrice-reine apostolique et son Altesse sérénissime électorale palatine , ainsi que la légitimité de l'état de possession des districts de la Bavière , occupés en conséquence par sa Majesté impériale apostolique.

2. Et attendu que , dans cette convention , les deux parties contractantes se sont expressément réservé la faculté de faire entr'elles une convention ultérieure sur l'échange à régler d'après les convenances réciproques , soit des districts qui sont tombés en partage à sa Majesté impériale apostolique et à la maison d'Autriche , soit de la totalité du pays , ou seulement de quelques parties : promet sa Majesté prussienne de laisser exécuter paisiblement les échanges en question , bien entendu néanmoins que les acquisitions à faire ne puissent porter sur aucun pays immédiatement limitrophe des Etats actuels de sa Majesté prussienne.

3. En revanche reconnaît S. M. I. et apostolique d'avance la validité de l'incorporation des pays d'Anspach et Bareuth à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg , et promet de son côté ;

4. De laisser consommer paisiblement tout échange

qui pourrait être fait de ces pays d'après les conventions de sa Majesté prussienne, bien entendu néanmoins que les acquisitions à faire ne puissent porter sur aucun pays immédiatement limitrophe des Etats actuels de sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohême.

*Réponse de la propre main du roi à l'empereur, datée de Schoenwalde, le 14 avril 1778.*

Monfieur mon frère,

J'ai reçu avec toute la satisfaction possible la lettre que V. M. I. a eu la bonté de m'écrire. Je n'ai ni ministre ni scribe avec moi; ainsi V. M. I. voudra bien se contenter de la réponse d'un vieux soldat, qui lui écrit avec probité et avec franchise sur un des sujets les plus importants que la politique ait fournis depuis long-temps. Personne plus que moi ne désire de maintenir la paix et la bonne harmonie entre les puissances de l'Europe; mais il y a des bornes à tout, et il se trouve des cas si épineux, que la bonne volonté ne suffit pas seule pour maintenir les choses dans le repos et la tranquillité. Que V. M. me permette de lui exposer nettement l'état de la question de nos affaires actuelles. Il s'agit de savoir si un empereur peut disposer selon sa volonté des fiefs de l'Empire? Si l'on prend l'affirmative, tous ces fiefs deviennent des Timariots, qui ne sont qu'à vie, et dont le sultan dispose après la mort du possesseur. Or c'est ce qui est contraire aux lois, aux coutumes et aux usages de l'Empire romain. Aucun prince n'y donnera les mains;

main, chacun provoquera au droit féodal, qui assure ces possessions à ses descendans; et personne ne consentira à cimenter lui-même le pouvoir d'un despote qui tôt ou tard le dépouillera lui et ses enfans de ses possessions immémoriales. Voilà donc ce qui a fait crier tout le corps germanique contre la façon violente dont la Bavière vient d'être envahie. Moi, comme membre de l'Empire et comme ayant rappelé la paix de Westphalie par le traité de Hubertsbourg, je me trouve directement engagé à soutenir les immunités, les libertés et les droits du corps germanique, les capitulations impériales, par lesquelles on limite le pouvoir du chef de l'Empire, afin de prévenir les abus qu'il pourrait faire de sa prééminence. Voilà, Sire, au vrai l'état des choses. Mon intérêt personnel n'y est pour rien; mais je suis persuadé que V. M. me regarderait elle-même comme un homme lâche et indigne de son estime, si je sacrifiais baslement les droits, immunités et privilèges que les électeurs et moi avons reçus de nos ancêtres. Je continue à lui parler avec la même franchise. J'aime et j'honore sa personne. Il me sera certainement dur de combattre contre un prince doué d'excellentes qualités, et que j'estime personnellement. Voici donc, selon mes faibles lumières, des idées que je soumets aux vues supérieures de V. M. I. Je confesse que la Bavière, selon le droit de convenance, peut convenir à la maison impériale; mais comme d'ailleurs tout autre droit lui est contraire dans cette possession, ne pourrait-on pas, par des équivalens, satisfaire le duc de Deux-ponts? Ne pourrait-on pas trouver de quoi indemniser

l'électeur de Saxe sur les alleux de la succession de Bavière ? Les Saxons font monter leurs prétentions à 37 millions de florins ; mais ils en rabattraient bien quelque chose en faveur de la paix. C'est, Sire, à de telles propositions, en n'oubliant pas le duc de Mecklenbourg, que V. M. I. me verrait concourir avec joie, parce qu'elles feraient conformes à ce que demandent mes devoirs et la place que j'occupe. J'affure à V. M. que je ne m'expliquerais pas avec mon frère avec plus de franchise que j'ai l'honneur de lui parler. Je la prie de faire ses réflexions sur tout ce que je prends la liberté de lui représenter ; car voilà le fait dont il s'agit. La succession d'Anspach y est tout à fait étrangère. Nos droits sont si légitimes, que personne ne peut nous les rendre litigieux. C'est ce van Swieten qui m'en parla, il y a je crois quatre à six ans, et qui me dit que la cour impériale ferait bien aise s'il y avait quelque troc à proposer, parce que j'oterais à sa cour la supériorité de voix dans le cercle de Franconie, et qu'on ne voudrait pas de mon voisinage près d'Egra en Bohême. Je lui répondis qu'on pouvait se tranquilliser encore, parce que le margrave d'Anspach se portait bien, et qu'il y avait tout à parier qu'il me survivrait. Voilà tout ce qui s'est passé sur cette matière, et V. M. I. peut être persuadée que je lui dis la vérité. Quant au dernier mémoire que j'ai reçu du prince Kaunitz, ledit prince paraît avoir eu de l'humeur en le dressant. La réponse ne pourra arriver ici que dans huit jours. J'oppose mon flegme à ses vivacités, et j'attends sur-tout ce que V. M. I. aura la bonté de décider sur les sincères représentations que je prends la liberté de lui faire,

étant avec la plus haute estime et avec la plus haute considération, Monsieur mon Frère, de Votre Majesté Impériale le bon Frère et Cousin ,

F É D É R I C.

S'il m'est arrivé de manquer au cérémonial, j'en fais mes excuses à V. M. I. ; mais, foi d'honneur, à 40 milles à la ronde, il n'y a personne qui puisse m'instruire.

*Lettre de la propre main de l'Empereur adressée au Roi.  
De Litta, le 16 avril 1778.*

Monsieur mon Frère,

Dans ce moment je viens de recevoir la lettre de V. M. Je la vois dans une erreur de fait, et qui change entièrement sa longue tirade, mais sur-tout la question; cela m'engage donc, pour le bien de l'humanité, à la lui éclaircir par cette lettre. Dans tout ce qui s'est fait en Bavière, ce n'est point l'empereur qui agit, mais l'électeur de Bohême et l'archiduc d'Autriche, qui, comme Co-Etat, a fait reconnaître ses droits, et s'est arrangé par une convention libre et amicale avec son Co-Etat et voisin, l'électeur palatin, devenu seul héritier des Etats de la Bavière. Le droit de s'entendre et arranger avec son voisin sans l'aveu d'un tiers a toujours paru jusqu'à présent un droit incontestable à quiconque n'est pas dépendant, et par conséquent tous les princes de l'Empire l'ont toujours exercé de droit et de fait.

Quant aux prétentions sur l'allodial de la cour de Saxe et du duc de Mecklenbourg, dont elle veut bien me parler, il me paraît que c'est une affaire litigieuse à décider devant qui il compète, ou à arranger uniquement avec l'héritier, qui est l'électeur palatin, selon les pactes de famille.

Pour S. M. l'impératrice-reine, je crois pouvoir affurer que le droit de regrédience dont elle a touché quelque chose dans la réponse qu'elle a donnée, elle pourra même ne plus le faire valoir, en faveur des autres héritiers allodiaux et pour leur faire plaisir.

Pour le duc de Deuxponts, il est prouvé qu'il n'a aucun droit, tant que l'électeur palatin existe, et il lui est libre d'accéder ou non à la convention qui s'est faite, et quoiqu'il ait autorisé préalablement l'électeur à s'arranger en son nom et au nom de tous ses héritiers avec S. M. l'impératrice sur la succession de Bavière, ses droits resteront néanmoins intacts, et S. M. ne se croira point obligée vis-à-vis de lui à sa convention, et par conséquent dans le cas de faire de nouveaux arrangemens, ou de procéder par la voie légale que son bon droit lui donne, vis-à-vis du duc de Deuxponts, lorsqu'il fera dans le cas de succéder à l'électeur palatin. Par les raisons ci-alléguées, qui sont toutes des faits prouvés, je crois que V. M. fera convaincue entièrement que le mot de despotisme dont elle se sert, et que j'abhorre pour le moins autant qu'elle, est de trop, et que l'empereur n'a fait autre chose, dans toute cette occurrence, que de promettre à un chacun qui se plaindra à lui en bonne forme et lui fera connaître ses droits, de lui administrer promptement justice,



tout comme S. M. l'impératrice-reine n'a fait que faire valoir ses droits et les constater par une convention libre; et elle aura par conséquent, avec tous les moyens qu'elle a, défendre ses possessions. Voilà le vrai état de la question, qui se réduit à savoir si quelque loi d'Empire empêche un électeur de faire avec son voisin un arrangement et une convention sans l'intervention des autres, qui leur convient mutuellement, ou non. J'attendrai avec tranquillité ce qu'il lui plaira de me répondre, ou de faire. J'ai appris tant de choses vraiment utiles déjà de V. M., que si je n'étais pas citoyen, et si quelques millions d'êtres qui par-là en souffriraient cruellement, ne me touchaient, je lui dirais presque que je ne ferais pas fâché qu'elle m'apprit encore à être général. Néanmoins elle peut compter que le maintien de la paix, et sur-tout avec elle, que j'honore et aime vraiment, est mon sincère désir, et que 400,000 braves gens ne devraient point être employés à s'égorger mutuellement, et cela pourquoi? et à quoi bon? et sans en prévoir sur-tout de part ni d'autre des fruits qui les puissent valoir. Voilà mes sincères réflexions; j'ose les communiquer à V. M. avec toute la cordialité et franchise possible, étant avec la plus haute et parfaite considération, Monsieur mon Frère, de Votre Majesté le bon Frère et Cousin,

J O S E P H.

*Lettre de la propre main du Roi à l'Empereur. De  
Schœnwalde, le 18 avril 1778.*

Monfieur mon Frère,

Les marques d'amitié que V. M. I. daigne me donner, me font d'un prix inestimable, car certainement personne ne la confidère, et si elle me permet de le dire, n'aime plus sa personne que je ne le fais. Si des caufes imprévues donnent lieu à des diverfités d'opinions fur des matières politiques, cela n'altère en rien les fentimens que mon cœur lui a voués. Puis donc que V. M. I. veut que je lui parle avec ma franchise ordinaire fur les matières épineufes qui font maintenant l'objet principal de nos occupations, je fuis prêt à la fatisfaire, à condition toutefois qu'elle aura la même indulgence pour ma fincérité, qu'elle a bien voulu avoir jufqu'ici. Je la prie d'avance de ne pas croire que, féduit par une folle ambition, j'aie la démence de vouloir m'ériger en arbitre des fouverains. Les paffions vives font amorties et ne font pas de faifon à mon âge, et ma raifon a fu prefcrire des bornes à la fphère de mon activité. Si je m'intérefse aux événemens récents de la Bavière, c'eft que cette affaire eft compliquée avec l'intérêt de tous les princes de l'Empire, au nombre defquels je fuis compté. Qu'ai-je donc fait ? j'ai examiné les lois, les conftitutions germaniques, l'article de la paix de Weftphalie relatif à la Bavière, et j'ai comparé le tout à l'événement qui vient d'arriver,

pour voir si ces lois et ces traités pouvaient se concilier avec cette prise de possession, et je confesse qu'au lieu des rapports que je désirais d'y trouver, je n'ai rencontré que des contradictions. Pour en détailler plus clairement mes remarques à V. M. I. qu'elle agrée que je me serve d'une comparaison; je suppose donc que la branche des landgraves de Hesse, à présent régnante, fût sur le point de s'éteindre, et que l'électeur de Hanovre par un traité signé avec le dernier de ces princes, s'emparât de la Hesse sous prétexte de son consentement; les princes de Rheinfels, qui sont de la même famille, réclameraient sans doute cet héritage, parce qu'un possesseur de fief n'en est que l'usufruitier, et que, selon toutes les lois féodales, il ne peut transiger, ni disposer de ses possessions sans le consentement des agnats, c'est-à-dire des princes de Rheinfels; et devant tous les tribunaux de justice, l'électeur de Hanovre serait repris de s'être mis par les armes en possession d'un bien litigieux, et il perdrait sa cause avec dépens. Autre est le cas de succession d'une famille éteinte, de laquelle les héritiers ont droit de prendre possession, ainsi qu'il s'est fait en Saxe à la mort des ducs de Mersebourg, de Naumbourg et de Zeitz. Telles ont été jusqu'ici les lois et les coutumes du St. Empire romain.

J'en viens actuellement au droit de regrédience dont il est fait mention dans le manifeste que la cour impériale a publié. Je me souviens encore qu'en l'année 1740 le roi de Pologne fit valoir ce droit, pour autoriser les prétentions qu'il formait sur la Bohême du chef de la reine son épouse, et je me

rappelle que les ministres autrichiens d'alors réfutèrent vivement les argumens que les ministres de Saxe déduisaient de ce droit, que ceux d'Autriche persévérèrent constamment à trouver invalide et inadmissible : or se peut-il qu'un droit soit mauvais en un temps et devienne bon dans un autre ? J'avoue à V. M. I. qu'il me paraît que cela implique contradiction. V. M. I. ajoute dans sa lettre à l'égard du prince de Deuxponts, qu'on pourrait s'accommoder avec lui à la mort de l'électeur de Bavière : elle m'enhardit assez pour que j'ajoute, et pourquoi pas à présent ? Car effectivement ce serait conserver les germes de nouveaux troubles et de nouvelles divisions, quand rien n'empêche de les prévenir dès à présent. Qu'elle ne trouve pas mauvais que j'ajoute encore un mot à l'égard de l'électeur de Saxe, qu'on veut assigner à l'électeur palatin ; mais il faudrait donc achever de dépouiller ce dernier, si l'on voulait satisfaire l'autre. Ne trouverait-on pas d'autres expédiens pour le contenter ? Je crois que la chose en vaudrait la peine ; il faudrait les articuler ces expédiens, ils serviraient de points fixés sur lesquels on pourrait négocier.

Enfin, Sire, puisque V. M. I. m'enhardit, puisqu'elle souffre qu'on lui dise la vérité, puisqu'elle est si digne de l'entendre, elle ne désapprouvera pas qu'en lui ouvrant mon cœur, je jette en avant quelques idées qui peuvent servir de matière de conciliation. Je crois toutefois qu'une discussion de cette nature exige qu'on la traite par des ministres. C'est à elle à décider si elle veut charger de ses ordres, à ce sujet, le comte de Cobenzl, ou qui elle jugera

à propos de nommer , pour accélérer un ouvrage aussi avantageux à l'humanité. Je confesse que c'est un chaos difficile à débrouiller ; mais les difficultés doivent plutôt encourager que rebuter. Si on ne peut les vaincre , l'humanité exige au moins qu'on l'essaye , et si l'on veut sincèrement la paix , il faut la cimenter d'une façon durable. Que V. M. I. soit persuadée d'ailleurs que je ne confonds jamais les affaires et la personne. Elle a la bonté de me badiner. Non, Sire , vous n'avez pas besoin de maître. Vous jouerez tel rôle que vous voudrez , parce que le ciel vous a doué des plus rares talens. Qu'elle se rappelle que Lucullus n'avait jamais commandé d'armée lorsque le sénat romain l'envoya dans le Pont. A peine y fut-il arrivé que , pour son coup d'essai , il battit Mithridate. Que V. M. I. remporte des victoires , je serai le premier à l'applaudir ; mais j'ajoute , que ce ne soit pas contre moi. Je suis avec tous les sentimens de la plus parfaite estime et de la plus haute considération, Monsieur mon frère, de Votre Majesté Impériale le bon Frère et Cousin ,

FÉDÉRIC,

*Lettre de l'Empereur. De Kœnigsgratz , le 19 avril 1778.*

Monsieur mon Frère ,

La lettre amicale que V. M. vient de m'écrire me touche sensiblement , et si la haute considération , et j'ose dire la vraie amitié que j'ai toujours eue pour la personne , pouvait augmenter , certainement elle ferait bien faite pour cela. Je vais donner part à S. M. l'impératrice-reine des intentions remplies

d'humanité qu'elle contient, et qui sont dignes d'un aussi grand homme qu'elle. Je puis d'avance l'affurer que S. M. a déjà donné et donnera encore à Cobenzl les instructions nécessaires, pour recevoir et se prêter à toutes les propositions conciliatoires qui seront décentes et possibles, tant à ce que S. M. se doit à elle-même qu'à son Etat, afin d'éloigner, tant pour ce moment que pour les occasions à venir, le fléau de la guerre entre nos Etats respectifs. Quelque difficile que cela paraisse, si l'on veut bien, cela pourra réussir, et nous aurons par-là acquis tous deux une gloire bien plus réelle que ne feraient toutes les victoires; et les bénédictions de tous nos sujets, la conservation de tant d'hommes, seront les plus beaux trophées qu'on pourrait acquérir; et il n'appartient à en sentir la valeur, qu'à ceux qui, comme elle, apprécient le prix de rendre les hommes heureux.

V. M. en me parlant des moyens pour conserver la paix, paraît vouloir faire la guerre à ma raison par les complimens trop flatteurs qu'elle me fait, et qui devraient me tourner la tête, si je ne connaissais tout ce qui me manque en expérience, en talens. Eloigné par caractère de toute vanité et du plaisir d'être prôné, je lui avouerai néanmoins que je ne puis être insensible à l'estime et à l'approbation d'un bon juge comme elle. Je la prie de vouloir bien être persuadée des sentimens de la plus haute et parfaite considération et sincère amitié que je lui ai voués personnellement pour la vie, étant Monsieur mon Frere, de votre Majesté le bon Frere et Cousin,

JOSEPH.

*Lettre de la propre main du roi à l'empereur. De Schœnwalde, le 20 avril 1778.*

Monsieur mon Frère,

Rien ne peut être plus glorieux pour V. M. I. que la résolution qu'elle daigne prendre d'essayer à conjurer l'orage qui se prépare, et qui menace tant de peuples innocens. Les succès, Sire, que les plus illustres guerriers ont sur leurs ennemis, se partagent entre bien des têtes, qui par leur valeur et leur conduite y concourent. Mais les bienfaits des souverains envers l'humanité leur sont uniquement attribués, parce qu'ils tiennent à la bonté de leur caractère, comme à l'élévation de leur génie. Il n'est aucune espèce de réputation à laquelle V. M. I. n'ait droit de prétendre, soit que ce soit des traits de valeur, soit que ce soit des actes de modération. Je la crois également capable des uns comme des autres, et V. M. I. peut être persuadée que j'agirai rondement, et me prêterai de bonne foi à tous les moyens de conciliation que l'on pourra proposer, d'une part pour prévenir l'effusion de sang innocent, et de l'autre, Sire, par les sentimens d'admiration que j'ai pour votre personne, et dont les profondes impressions ne s'effaceront jamais de mon cœur. Que V. M. I. soit persuadée que si je me suis hasardé à lui ouvrir les sentimens que j'ai pour sa personne, c'est l'expression pure et simple de la vérité. L'on m'accuse d'être plus sincère que flatteur, et je suis incapable de dire ce que je ne pense pas. C'est en attendant

ce qu'il plaira à V. M. I. de régler pour l'importante négociation dont il s'agit, que je la prie de me croire avec tous les sentimens de la plus parfaite estime et de la plus haute considération, Monsieur mon frère, de votre Majesté impériale le bon Frère et Cousin,

FÉDÉRIC.

*Copie de la lettre du ministre de Russie à Vienne, le prince de Gallitzin, au roi.*

SIRE,

S. M. l'impératrice-reine m'a confié la résolution qu'elle vient de prendre de dépêcher vers V. M. l'envoyé M. Thugut, chargé d'une lettre pour elle, ainsi que d'ouvertures tendantes à arrêter les progrès de la mésintelligence survenue entre les deux cours. Elle m'a requis de le munir d'un passeport sous le nom de quelqu'un qui est attaché au service de mon auguste souveraine, ainsi que d'une lettre pour votre Majesté.

J'ai d'autant moins hésité de me rendre à ses ordres et à sa volonté, que je suppose que la commission dont M. Thugut est chargé, fera agréable à Votre Majesté.

Rien n'égalerait mon bonheur, si après avoir servi d'instrument à acheminer l'action la plus héroïque du règne de V. M., celle de rendre la paix à l'Allemagne à la tête de ses puissantes armées, j'osais encore me flatter que V. M. daignera agréer les hommages que je porte à cette occasion à ses pieds,



et les sentimens du plus profond respect avec lequel je suis, Sire, de votre Majesté, le très-humble, très-obéissant et très-soumis serviteur,

DEMETRY, *prince Gallitzin.*

Vienne, le 12 juillet 1778.

*Réponse de S. M. au prince de Gallitzin à Vienne.*

Du camp devant Jaromirz, le 17 juillet 1778.

Monsieur le prince de Gallitzin,

Indépendamment de ce que la dernière négociation avec la cour de Vienne a été rompue, je ne suis pas si éloigné de la paix, que si la cour de Vienne voulait faire des propositions acceptables, et qui pussent se concilier avec le maintien du système du corps germanique, je ne fusse toujours très-disposé à les recevoir; et si M. Thugut est chargé de quelque proposition, je ne saurais refuser, pour le bien de l'humanité, de l'entendre, et de faire un dernier effort pour concilier ces troubles. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, M. le prince de Gallitzin, en sa sainte et digne garde.

*Copie de la lettre de S. M. l'impératrice-reine, envoyée par le Sr. Thugut.*

Monsieur mon Frère et Cousin,

Par le rappel du baron Riedesel et par l'entrée des troupes de V. M. en Bohême, je vois avec une extrême sensibilité l'éclat d'une nouvelle guerre. Mon âge et mes sentimens pour la conservation de la paix

font connus de tout le monde , et je ne saurais lui en donner une preuve plus réelle que par la démarche que je fais. Mon cœur maternel est justement alarmé de voir à l'armée deux de mes fils et un beau-fils chéri. Je fais ce pas sans en avoir prévenu l'empereur mon fils ; et je lui demande même pour tout le monde le secret, quel qu'en soit le succès. Mes vœux tendent à faire renouer et terminer la négociation, dirigée jusqu'à cette heure par S. M. l'empereur, et rompue à mon plus grand regret. C'est le baron Thugut, muni d'instructions et d'un plein-pouvoir, qui lui remettra celle-ci en main propre. Souhaitant ardemment qu'elle puisse remplir nos vœux, conformément à notre dignité et satisfaction, je la prie de vouloir répondre avec les mêmes sentimens aux vifs desirs que j'ai de rétablir notre bonne intelligence pour toujours, pour le bien du genre humain, et même de nos familles, étant de votre Majesté, la bonne Sœur et Cousine.

M A R I E - T H É R È S E.

*Copie d'un postscript à la lettre ci-dessus de l'impératrice-reine.*

Le 12.

C'est dans ce moment qu'arrivent les nouvelles du 8 et du 9 de l'armée, qui m'annoncent son arrivée vis-à-vis de nous. Je m'empresse d'autant plus à expédier ceci, crainte de quelque accident qui changerait la situation présente. Je compte après le départ de Thugut expédier un courrier à l'empereur, pour

empêcher par-là peut-être quelques pas précipités ,  
ce que je fouhaite de bon cœur. Je fuis , de votre  
Majefté , la bonne Sœur et Coufine

M A R I E - T H É R È S E .

*Copie du plein-pouvoir de la propre main de l'impératrice-  
reine , dont l'original a été rendu au Sr. Thugut , a  
Welsdorf le 17 juillet 1778.*

Plein-pouvoir pour le baron de Thugut , afin de  
conclure avec S. M. le roi de Pruffe une conven-  
tion , felon les intentions que je lui ai confiées. Le  
12 juillet 1778.

M A R I E - T H É R È S E .

*Copie des propofitions de Sa Majefté l'impératrice-reine.*

1. L'impératrice gardera de fes poffeffions actuelles  
en Bavière une étendue de pays d'un million de  
revenus , et rendra le refte à l'électeur palatin.

2. Elle conviendra inceffamment avec l'électeur  
palatin d'un échange à faire de gré à gré de fes  
poffeffions contre quelqu'autre partie de la Bavière ,  
dont le revenu n'ira pas au-delà d'un million , et  
qui n'avoifinera pas Ratisbonne , ni n'aura l'incon-  
vénient de couper la Bavière en deux , comme les  
poffeffions actuelles.

3. Elle réunira fes bons offices à ceux de S. M.  
le roi de Pruffe pour ménager fans delai un arran-  
gement juft et équitable entre l'électeur palatin et  
l'électeur de Saxe relativement aux prétentions de  
ce dernier fur l'alleu de Bayière.

*Copie des additions du roi aux propositions ci-dessus.*

4. L'impératrice ne voudra-t-elle pas relâcher de ses droits sur quelques fiefs de la Saxe, dont elle prétend la suzeraineté en qualité de reine de Bohême ?

5. Ne pourra-t-on pas accommoder le duc de Mecklenbourg par quelque petit fief de l'Empire ?

6. Est-ce que l'on conviendra encore de régler la succession de Bareuth et d'Anspach selon qu'on l'avait stipulé dans le traité, en y ajoutant que l'électeur de Saxe se fera rendre l'hommage éventuel des deux margraviats, et que le roi de Prusse recevra également l'hommage de la Lusace ?

7. Lèvera-t-on le blocus de la ville de Ratisbonne, où la diète de l'Empire est rassemblée ?

Voilà à peu-près des points dont il faudrait convenir, pour pouvoir signer des préliminaires.

*Copie de la réponse du roi à la lettre ci-dessus.*

Ce 17 juillet 1778.

Madame ma Sœur,

M. Thugut m'a rendu la lettre dont votre Majesté impériale et royale a voulu le charger pour moi. Personne ne le connaît ici, ni ne saura qu'il y a été. Il était digne du caractère de votre Majesté impériale et royale, de donner des marques de magnanimité et de modération dans une affaire litigieuse, après avoir soutenu la succession de ses pères avec une fermeté héroïque. Le tendre attachement que

votre

votre Majesté impériale marque pour l'empereur son fils et pour des princes remplis de mérite, doit lui attirer les applaudissemens de toutes les ames sensibles, et cela augmente, s'il se peut, la haute considération que j'ai pour sa personne sacrée. M. de Thugut a minuté quelques points, pour servir de base à une suspension d'armes. J'ai dû y ajouter quelques articles, mais dont en partie l'on était déjà convenu, et d'autres qui, je crois, ne rencontreront guères de difficultés. En attendant, Madame, que la réponse arrive, je ménagerai si bien mes démarches, que Votre Majesté impériale n'aura rien à craindre pour son sang, et pour un empereur que j'aime et que je considère, quoique nous soyons dans des principes différens à l'égard des affaires d'Allemagne. M. Thugut va partir incessamment pour Vienne, et je crois que dans six ou sept jours il pourra être de retour. En attendant je fais venir des ministres, pour mettre la dernière main à cette négociation, au cas que Votre Majesté impériale et royale daigne agréer quelques articles nécessaires que j'ai ajoutés, pour que les préliminaires puissent être signés. Je suis avec la plus haute considération, Madame ma Sœur, de Votre Majesté impériale et royale le bon Frère et Cousin,

FÉDÉRIC.

*Copie d'une seconde lettre de Sa Majesté l'impératrice-reine, envoyée sous simple couvert du Prince Gallitzin, sans lettre de ce ministre.*

ce 22 juillet 1778.

Monsieur mon Frère et Cousin,

Thugut est arrivé hier fort tard, et m'a remis la lettre de Votre Majesté du 17 de ce mois. J'y ai vu à ma grande satisfaction ses sentimens conformes aux miens pour la paix, et tout ce qu'elle veut me dire d'obligeant. Ayant informé l'empereur de l'expédition de Thugut, je vais lui communiquer tout de suite ce qu'il m'a rapporté. Je m'empresserai, dès que je ferai en état, de lui donner tous les éclaircissements qu'elle me demande. En attendant, je suis avec toute l'estime, Monsieur mon Frère et Cousin, votre bonne Sœur et Cousine,

M A R I E - T H É R È S E.

*Copie de la réponse du roi à la lettre ci-dessus.*

ce 25 juillet 1778.

Madame ma Sœur,

La lettre que Votre Majesté impériale et royale a eu la bonté de m'écrire, m'est bien parvenue. J'attendrai, Madame, ce qu'elle et son auguste fils jugeront à propos de décider sur la situation actuelle des affaires, et je dois prévoir des suites heureuses de

leur sagesse et de leur modération. Je réitère encore à Votre Majesté impériale et royale l'assurance que je lui ai donnée précédemment, que je compasserai si bien mes démarches, qu'elle pourra être sans inquiétude sur le sort des personnes qui à bon droit lui sont chères et précieuses. Rien de décisif ne se passera avant, Madame, que Votre Majesté impériale et royale n'ait jugé à propos de me faire tenir sa réponse. Je suis avec toute l'admiration et la plus haute considération, Madame ma Sœur, de Votre Majesté impériale et royale le bon Frère et Cousin,

FÉDÉRIC.

*Copie d'une lettre du roi à Sa Majesté l'impératrice-reine.*

ce 28 juillet 1778.

Madame ma Sœur,

Quelque éloignement que j'aie d'importuner Votre Majesté impériale et royale par mes lettres, j'ai cru cependant devoir, dans les conjonctures actuelles, lui présenter quelques idées qui me sont venues touchant la pacification générale de l'Allemagne. Je les ai crues les plus propres à concilier promptement les présens démêlés. Je les soumets aux lumières supérieures de Votre Majesté impériale, la priant, supposé même qu'elle ne dût pas les agréer, de les attribuer uniquement à la sincérité avec laquelle j'entre dans ses vues pacifiques, et au désir de sauver tant de peuples innocens des malheurs et des fléaux que la guerre attire inévitablement après elle.

Je suis avec les sentimens de la plus haute considération, Madame ma Sœur, de Votre Majesté impériale et royale le bon Frère et Cousin,

FÉDÉRIC.

*Copie des propositions annexées à la lettre ci-dessus pour un nouveau plan général de conciliation.*

1. Sa Majesté l'impératrice-reine restituera à l'électeur palatin tout ce qu'elle a occupé en Bavière et dans le haut Palatinat. Ce prince lui cédera en retour le district de Burghausen, depuis Passau le long de l'Inn jusqu'au confluent de la Salza, et le long de la Salza jusqu'aux frontières de Salzbourg, près de Wildshut; le reste du district de Burghausen, ainsi que la rivière de l'Inn, devant rester à la maison palatine. Par ce moyen, la cour de Vienne obtiendrait sans contestation une province grande et fertile, qui arrondirait si bien l'Autriche, qui est bordée d'une belle rivière, et qui contient la forteresse de Scharding en avec d'autres villes considérables. La Bavière ne serait pas coupée en deux, et la ville de Ratisbonne, ainsi que la diète, resteraient libres.

2. Si la cour de Vienne avait de la répugnance à indemnifier la maison palatine par quelque cession en pays, elle pourrait le faire en quelque façon, quoique d'une manière nullement proportionnée à cette cession, en renonçant à ses féodalités, ou droits de fuzeraineté; dans le haut palatinat et en Saxe, et en payant un million d'écus à l'électeur de Saxe. Par ces deux derniers articles la cour de Vienne satisferait l'électeur de Saxe sur ses prétentions allodiales, à la



place de l'électeur palatin , libérerait celui - ci de cette obligation , et indemnifierait en quelque façon la maison palatine de la perte du district de Burg-  
haufen. On pourrait ajouter , pour la satisfaction de l'électeur de Saxe , la petite principauté de Mindel-  
heim , comme un franc allen , et le petit district de Rothenberg , appartenant au haut Palatinat , mais enclavé dans le territoire de Nuremberg. Toutes les considérations d'équité , d'honneur et d'intérêt exi-  
gent que l'échange des districts occupés en Bavière , la satisfaction de la maison palatine et de celle de Saxe , en général l'arrangement de la succession de Bavière , ne soient pas renvoyés à une négociation et discussion particulière , mais qu'on règle le tout dès à présent , avec la concurrence de S. M. le roi de Prusse , comme ami et allié de ces deux maisons. On pourrait leur proposer ce plan et les inviter à y accéder , dès que L. M. I. en feraient d'accord avec S. M. le roi de Prusse ; et on a tout lieu d'espérer qu'elles ne s'y refuseront pas , vu la nature du plan et des circonstances.

3. Dès que la succession de Bavière serait ainsi arrangée , sa Majesté impériale , ainsi que l'électeur de Saxe , renonceraient à toutes prétentions ultérieures sur la Bavière et le haut Palatinat , et on assurerait expressément la succession de ces deux pays , sans exception , aux princes palatins de Deuxponts , après l'extinction de la ligne présente de Sulzbach.

4. Les fiefs devenus vacans à l'Empire par la mort du dernier électeur de Bavière , seraient conférés

à l'électeur palatin , et après lui à la ligne de Deuxponts.

5. Sa Majesté l'empereur voudra bien conférer un de ces petits fiefs aux ducs de Mecklenbourg , ou bien leur donner le privilège *de non appellando* dans tout leur duché , pour les indemniser de leurs prétentions sur une partie du landgraviat de Leuchtenberg.

6. Leurs Majestés l'empereur et l'impératrice-reine voudront bien renoncer aux droits de féodalité ou autres que la couronne de Bohême pourrait avoir dans les pays d'Anspach et Bareuth , et s'engager à ne jamais mettre aucune opposition à ce que les pays d'Anspach et Bareuth puissent être incorporés à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg. Si S. M. le roi de Prusse et l'électeur de Saxe pouvaient convenir de faire un échange des pays d'Anspach et Bareuth contre les margraviats de la haute et basse Luface , et de quelques autres districts selon leur convenance , leurs Majestés impériales et royales n'y feraient aucunement contraires , et elles renonceraient plutôt , dans le cas existant , à tout droit de féodalité , de réversion , d'achat ou autres droits qu'elles pourraient avoir sur la Luface entière , ou sur quelques parties de ce pays , de sorte que S. M. le roi de Prusse et ses héritiers et successeurs pussent posséder ce pays libre de toutes prétentions de la part de la maison d'Autriche.

Ce plan paraît conforme à l'équité , aux circonstances , et au plus grand avantage de la maison d'Autriche. Si l'on pouvait s'accorder là-dessus , il ne serait pas difficile de le rédiger en forme d'articles préliminaires , ou de traité définitif.

*Copie d'une troisième lettre de Sa Majesté l'impératrice-reine,*

ce 1 d'août.

Monfieur mon Frère et Cousin,

Le baron Thugut allait partir pour se rendre auprès de V. M., lorsqu'il me parvint sa lettre du 28 de juillet, accompagnée d'un nouveau plan général de conciliation. Je l'avais chargé de tous les éclaircissements qu'elle aurait pu souhaiter, et des propositions réciproques de ma part qui me paraissaient pouvoir amener un arrangement entre nous. Mais celles que V. M. vient de me faire à mon grand regret, changent si fort l'état des choses, qu'il n'est pas possible que je puisse lui en dire ma pensée tout de suite. Je tâcherai de le faire le plutôt possible, et c'est pour l'en prévenir que je lui adresse la présente, en la priant d'être persuadée de la considération avec laquelle je suis, Monsieur mon Frère et Cousin, de Votre Majesté bonne Sœur et Cousine,

M A R I E - T H É R È S E.

*Copie de la réponse du roi à la lettre ci-dessus.*

ce 5 août 1778.

Madame ma Sœur et Cousine,

Je viens de recevoir la lettre que Votre Majesté impériale et royale a eu la bonté de m'écrire. Je sens, Madame, que des choses de cette importance demandent une mûre délibération. J'attendrai donc

avec patience les résolutions que Votre Majesté impériale et royale aura prises et qu'elle daignera me communiquer par M. de Thugut, en l'assurant des sentimens de la plus haute considération avec lesquels je suis à jamais, Madame ma Sœur et Cousine, de Votre Majesté Impériale et Royale le bon Frère et Cousin,

FÉDÉRIC.

*Copie d'une quatrième lettre de Sa Majesté l'impératrice-reine,  
ce 6 août.*

Monsieur mon Frère et Cousin,

J'ai annoncé à V. M. par ma lettre du 1 que je lui ferais tenir le plutôt que possible ma pensée sur la proposition d'un nouveau plan général de conciliation. En conséquence, Thugut est chargé de lui faire une contre-proposition de ma part, pour terminer tout d'un coup les malheurs d'une guerre cruelle et destructive. Je me rapporte à ce que Thugut lui exposera, et je suis avec toute la considération, Monsieur mon Frère et Cousin, de Votre Majesté bonne Sœur et Cousine,

M A R I E - T H É R È S E.

*Copie de la contre-proposition, dont il est question dans la  
lettre ci-dessus.*

L'impératrice-reine n'étant pas animée de vues d'agrandissement, et ne désirant principalement que le maintien de sa dignité, de la considération politique et de l'équilibre en Allemagne, la susdite Majesté déclare qu'elle est disposée et déterminée à restituer

tout ce qu'elle a fait occuper par ses troupes en Bavière et dans le haut Palatinat, et à délier l'électeur palatin des engagements qu'il a pris avec elle par la convention du 3 de janvier, sous la condition, *sine qua non*, qu'il plaise à S. M. Prussienne de s'engager en due forme, pour elle et ses successeurs, de ne pas réunir les deux margraviats de Bareuth et d'Anspach à la primogéniture de sa maison, aussi long-temps qu'il y existera des princes puînés, ainsi qu'il est statué dans la sanction pragmatique établie dans la maison de Brandebourg, et qui, étant confirmée par les empereurs et l'Empire, a obtenu force de loi publique. Comme au moyen d'un tel arrangement, toute la succession de Bavière serait remise dans son état primitif, la discussion et le jugement des prétentions des autres parties intéressées à ladite succession seraient renvoyés aux voies ordinaires de justice prescrites par les lois et la constitution de l'Empire, conformément à ce que S. M. Prussienne, dès le commencement, avait proposé elle-même.

*Copie de la réponse du roi à la lettre ci-dessus.*

ce 10 août 1778.

Madame ma Sœur et Cousine,

M. Thugut m'a rendu la lettre que V. M. impériale et royale a eu la bonté de m'écrire. Il m'a décliné les propositions dont il était chargé, et comme elles n'étaient pas conciliantes, il remarqua l'éloignement que je témoignais pour les accepter. Il me dit qu'il y avait peut-être des moyens qui restaient encore pour pacifier les troubles de

l'Allemagne, et qu'il avait été chargé par V. M. impériale et royale d'en faire les ouvertures. Sur quoi je lui ai proposé de s'aboucher avec mes ministres, pour essayer si cette dernière tentative réussira mieux que les précédentes. V. M. impériale et royale me rendra au moins le témoignage, que si cette œuvre salutaire ne parvient pas à une heureuse fin, ce ne sera pas ma faute. Je suis avec la plus haute considération, Madame ma Sœur et Cousine, de Votre Majesté impériale et royale le bon Frère et Cousin.

FÉDÉRIC.

## PIECES AUTHENTIQUES

de la négociation de Braunau, laquelle, après celle de Welsdorf entre le roi et le Sr. de Thugut, a eu lieu audit couvent de Braunau, entre le Sr. de Thugut et les deux ministres prussiens, le comte de Finckenstein et le Sr. de Hertzberg; mais ne dura aussi que depuis le 13 jusqu'au 15 août, où elle fut rompue. (\*)

N° 1. *Proposition de Sa Majesté l'impératrice-reine, que M. de Thugut a remise au roi, au camp de Welsdorf en Bohême, le 11 août 1778, et ensuite aux ministres prussiens à Braunau. Comme le Sr. de Thugut avoua lui-même qu'elle avait été déclinée par le roi à Welsdorf, il ne fit que la réitérer; mais elle fut mise de côté, et il fit tout de suite la proposition contenue sous N° 2.*

(\*) Ces pièces sont déjà imprimées à la suite d'un mémoire qui sert à leur éclaircissement sous le titre : *Déclaration ultérieure de S. M. le roi de*

Cette proposition est la même qui se trouve à la page 392 ; c'est pourquoi on l'a omise ici , et on n'en rapporte que la rubrique.

N<sup>o</sup> 2. *Propositions de Sa Majesté l'impératrice-reine , que M. de Thugut a remises au ministère du roi dans la première conférence tenue au couvent de Braunau en Bohême , le 13 août 1778.*

1. L'impératrice-reine bornerait les avantages qui doivent lui revenir de sa prétention sur la succession de Bavière et de sa convention avec l'électeur palatin , à l'acquisition d'un revenu d'un seul million de florins.

2. L'électeur palatin et la maison palatine , en retour , céderaient à l'impératrice-reine , et respectivement échangeraient avec elle , la partie de la Bavière et du haut palatinat renfermée dans la délimitation ci-dessous expliquée.

La ligne de démarcation commencerait auprès de Kuffstein dans le Tyrol ; elle suivrait le cours de l'Inn jusqu'à Wasserbourg ; de-là elle serait continuée vers Landshut à Lanckwat , ensuite à Perbing , Donaustauf , Nittenau , Neubourg , Retz jusqu'à Waldmunchen , le long du grand chemin qui conduit à Toms en Bohême.

Cette cession se ferait en la manière suivante. L'on ferait une évaluation exacte de tous les revenus de cette étendue de pays. Cette évaluation

*Prusse aux Etats de l'Empire , au mois d'octobre 1778 ; mais comme cet écrit est devenu rare , on croit bien faire de réimprimer ici ces pièces , qui jettent un jour si lumineux sur toute l'affaire de Bavière.*

ferait faite sur les lieux , d'après les comptes originaux de la recette générale existans dans les dépôts de Munich ; elle serait réglée et vérifiée par une commission composée d'un commissaire de l'impératrice-reine, d'un autre de l'électeur palatin, et d'un troisième nommé par le duc de Deuxponts.

Cette évaluation faite , il en serait prélevé un million de florins pour le préciput que l'impératrice-reine se serait réservé , et Sa susdite Majesté compenserait exactement et fidèlement tout l'excédent par la cession qu'elle ferait à l'électeur palatin d'autres possessions d'un revenu égal , et de telle autre manière dont les trois commissaires ci-dessus mentionnés librement et de plein gré conviendraient entr'eux.

L'impératrice-reine céderait nommément à l'électeur palatin tout ce qu'elle possède dans le cercle de Souabe , en cas que les revenus de la nouvelle acquisition qu'elle ferait en Bavière et dans le haut Palatinat , déduction faite de son préciput d'un revenu d'un million de florins , fussent trouvés égaux aux revenus des susdites possessions en Souabe , dont l'évaluation serait également constatée par l'exhibition des comptes originaux de la recette. Si les revenus de la nouvelle acquisition en Bavière se trouvaient être moindres , les cessions que l'impératrice-reine ferait en Souabe , y seraient proportionnées , et si les revenus de l'acquisition en Bavière et dans le haut Palatinat excédaient le préciput de l'impératrice-reine , ensemble avec les revenus des possessions autrichiennes dans le cercle de Souabe , sa susdite Majesté dédommagerait également avec exactitude et fidélité l'électeur palatin ,



soit par d'autres cessions d'un revenu égal dans les Pays-bas, soit en se chargeant d'une partie proportionnée des dettes de la Bavière, soit en telle autre manière dont les trois commissaires ci-dessus mentionnés librement et de plein gré se feraient accordés entr'eux.

3. S. M. l'impératrice-reine s'engagerait, pour elle et ses héritiers, de ne faire aucune opposition à la réunion des deux margraviats de Bareuth et d'Anspach à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg, et si S. M. le roi de Prusse trouvait à propos de faire un échange des pays de Bareuth et d'Anspach contre la haute et la basse Lusace, l'impératrice-reine non-seulement n'y apporterait point d'obstacle, mais faciliterait plutôt cet échange en ce qui dépendrait d'elle, et notamment par la renonciation qu'elle ferait à ses droits de féodalité, de réversion et autres sur la haute et basse Lusace.

4. L'on traiterait aussi, dans la présente négociation, sur la satisfaction à procurer à l'électeur de Saxe de la part de l'électeur palatin relativement à ses prétentions allodiales, par l'entremise des bons offices réunis de S. M. l'impératrice-reine et de S. M. le roi de Prusse.

5. Pour faciliter l'arrangement sur les prétentions allodiales de l'électeur de Saxe, l'impératrice-reine renoncerait à ses droits de féodalité et autres qu'elle a sur quelques fiefs en Saxe.

6. S. M. l'impératrice-reine réunirait ses voix à celle de S. M. le roi de Prusse pour faire conférer par l'empereur et l'Empire, au duc de Mecklenbourg, un des petits fiefs vacans.

N°. 3. *Réponse du ministère Prussien aux propositions que M. de Thugut a portées au roi de la part de S. M. l'impératrice-reine.*

Ces propositions consistent dans une alternative , dont la première partie porte : que S. M. l'impératrice-reine voudrait restituer tout ce qu'elle a fait occuper en Bavière et dans le haut Palatinat , et délier l'électeur palatin de la convention du 3 janvier , sous la condition que le roi de Prusse s'engage de ne pas réunir les deux margraviats de Bareuth et d'Anspach à la primogéniture de sa maison aussi long-temps qu'il y existerait des princes puînés , ainsi qu'il était statué dans la sanction pragmatique de la maison de Brandebourg , qui , étant confirmée par l'empereur et l'Empire , avait obtenu force de loi publique.

Cette proposition est inadmissible , par les raisons qui ont déjà souvent été alléguées et détaillées dans les conférences de Berlin. La succession aux margraviats d'Anspach et de Bareuth appartient incontestablement à la maison de Brandebourg seule ; il n'appartient qu'à cette maison seule de régler l'ordre de sa succession , et cet ordre a été réglé par le consentement unanime de tous les membres de la susdite maison. La prétendue sanction pragmatique n'est autre chose que le testament de l'électeur Albert I, qui a été fait par cet électeur et a été confirmé , à sa demande , par l'empereur Frédéric III. Il a donc aussi pu être changé et a été changé par ses successeurs , du consentement unanime des membres de la maison de Brandebourg. La confirmation impériale , qui

n'est qu'une formalité ordinaire, ne saurait avoir force qu'en faveur des parties intéressées, qui sont les seuls princes de Brandebourg, et qui y ont renoncé. Elle ne saurait être réclamée par un autre Etat de l'Empire non intéressé à cet ordre de succession, qui, par la même raison, n'a aussi aucun droit d'y intervenir, ni d'en dispenser. On peut dire la même chose de l'Empire, dont la concurrence à la susdite confirmation de Frédéric III ne consiste que dans le simple énoncé de cette confirmation, qu'elle avait été faite du consentement de l'Empire. Par toutes ces raisons, S. M. le roi de Prusse ne saurait jamais admettre aucune parité ni compensation entre l'ordre réglé de la succession incontestable de sa maison aux margraviats d'Anspach et de Bareuth, et la prétention non fondée de la maison d'Autriche sur la succession de Bavière, qui n'appartient qu'à la maison palatine, comme on a prouvé l'un et l'autre point de la manière la plus évidente. L'équité ne permet pas d'attribuer le refus de la susdite proposition au désir d'un agrandissement injuste et dangereux pour les voisins. Le roi a donné des preuves assez convaincantes de son désintéressement dans tout le cours de la négociation précédente, en n'insistant que sur les intérêts de ses alliés, sans chercher aucun avantage particulier. Sa Majesté est d'ailleurs trop persuadée des hautes lumières et des sentimens élevés de S. M. l'impératrice - reine, pour pouvoir s'imaginer que cette auguste princesse veuille envier et contester d'avance à la maison de Brandebourg une succession légitime, mais incertaine et éloignée, ni qu'elle puisse y attacher le maintien de sa dignité, de sa

considération politique, et de l'équilibre en Allemagne.

L'observation par laquelle on finit la première proposition, serait bonne, et conforme à la justice et aux intentions du roi, si l'arrangement proposé pouvait être concilié avec les droits incontestables de la maison de Brandebourg. *Cet arrangement est aussi énoncé d'une manière, que s'il pouvait en être question, il resterait encore douteux si, sous le nom des parties intéressées, la cour de Vienne ne voudrait pas revenir à ses prétentions, et les faire valoir d'une autre manière également préjudiciable.*

Le second membre de l'alternative proposée par M. de Thugut se réduit à un nouvel arrangement, selon lequel l'impératrice-reine voudrait acquérir la partie de la Bavière et du haut Palatinat qui est exprimée dans le second article des susdites propositions. On n'a qu'à comparer, avec la carte géographique de Bavière, la démarcation énoncée dans cet article, pour voir d'un coup d'œil combien cette acquisition serait immense et dangereuse pour tout l'Empire, et combien l'arrangement proposé serait préjudiciable à la maison palatine, et anéantirait toute son existence politique. La cour de Vienne couperait la Bavière par une ligne transversale depuis le Tyrol jusqu'à la Bohême; elle obtiendrait non-seulement toute la basse Bavière, sur laquelle elle forme des prétentions, mais aussi une grande partie de la haute Bavière, sur laquelle elle n'en a formé aucune jusqu'ici; elle emporterait sinon la partie la plus grande de la Bavière et du haut Palatinat, du moins la plus fertile, la plus riche et la plus peuplée, contenant les  
rivières

rivières du Danube, de l'Iser, de l'Inn et de la Salza, avec les riches salines de Reichenhall, et elle ne laisserait à la maison palatine que la partie la plus mauvaise de ces deux duchés, qui ne consiste qu'en bois et en fable, qui ne peut se soutenir sans le secours de l'autre partie et en ferait toujours dépendante, et qui resterait pourtant chargée d'un fardeau immense de dettes. La partie de la Bavière dont on demande la cession, et dont le prix principal consiste dans la contiguïté et les qualités intrinsèques, ne pourrait jamais être compensée par des équivalens éloignés, éparpillés, et d'une qualité fort inférieure à tous égards. En général toute la méthode proposée d'acquérir la partie de la Bavière qu'on demande, et sur-tout l'excédent de la prétention autrichienne par une évaluation en revenus et par des équivalens, est aussi nouvelle que préjudiciable par ses conséquences. D'abord la cour de Vienne n'a aucun droit fondé sur aucune partie de la Bavière; si elle en avait, elle l'aurait sur une *partie déterminée de pays*, mais non sur *un million de revenus*. Si, dans les pourparlers de la négociation précédente, il a été question d'un certain revenu, on n'a pas songé d'accorder à la cour de Vienne un *préciput*; mais on a toujours offert des territoires *déterminés*, et on a demandé des équivalens en territoires *déterminés*, en admettant, pour le bien de la paix, des équivalens moindres que les pays cédés, et en supposant ainsi que la cour de Vienne gagnerait par-là le préciput de revenus qu'elle a en vue. Pour sentir de quelle dangereuse conséquence serait pour la maison palatine l'évaluation des pays à

céder par les revenus actuels , on n'a qu'à considérer que la Bavière est jusqu'ici notoirement le pays le plus mal administré de toute l'Allemagne, de sorte qu'un district qui rapporte à présent un million de revenus, en rapporterait bientôt le double et le triple à la cour de Vienne, et la maison palatine y perdrait ce que la maison d'Autriche y gagnerait.

Si l'on voulait aussi renvoyer l'évaluation et l'échange en question à une commission à établir entre les commissaires de l'impératrice-reine, de l'électeur palatin et du duc de Deuxponts, le sort de la maison palatine, et sur-tout celui du duc de Deuxponts, serait exposé à des événemens éloignés et incertains, dont on sent aisément les suites sans les détailler ici, et le roi perdrait par-là tout le but de son intervention.

Le même renvoi de l'arrangement général de la succession de Bavière ne permettrait pas d'arranger dans la négociation présente, la satisfaction de l'électeur de Saxe, que M. de Thugut a proposée dans le quatrième article, et en général l'arrangement qu'il vient de proposer, mettrait la maison palatine entièrement hors d'état de contribuer à la satisfaction de celle de Saxe.

Quand on voudra peser avec équité et sans prévention toutes les considérations qu'on vient d'alléguer en précis, on ne saurait trouver étrange que Sa Majesté ne puisse pas donner les mains à ces propositions, et à un arrangement qui démembretrait d'une manière énorme l'important duché de Bavière, qui anéantirait presque la maison palatine,

et la priverait de la plus grande et de la plus précieuse partie de son patrimoine incontestable ; arrangement auquel , par ces raisons , le duc de Deux-ponts ne consentirait jamais , comme il l'a déclaré positivement ; qui enlèverait les moyens de procurer à la maison de Saxe une satisfaction raisonnable sur ses prétentions allodiales ; qui procurerait à la maison d'Autriche sans aucun titre valable un agrandissement exorbitant ; qui renverserait ainsi tout l'équilibre du pouvoir en Allemagne ; qui affecterait par ses conséquences la liberté et la sûreté de tout l'Empire et de son système , et par ses suites aussi celle du roi ; et ferait par-là et à tous égards directement contraire à la dignité et aux intérêts les plus essentiels de S. M. , ainsi qu'aux engagements qu'elle a pris , et au but qu'elle s'est proposé en intervenant dans l'affaire de Bavière.

Le roi rend justice aux sentimens de S. M. l'impératrice-reine , et il est persuadé que ses dispositions pour la conservation de la paix sont aussi pures et aussi sincères que les siennes ; mais S. M. regrette que les propositions qu'on a faites en son nom ne répondent pas à un but si salutaire.

Dans la précédente négociation , le roi a offert , pour le bien de la paix , de s'employer à procurer à S. M. l'impératrice-reine , par un arrangement général de la succession bavaroise , la cession de deux districts de la Bavière considérables et avantageusement situés pour arrondir la Bohême et l'Autriche , contre des équivalens en pays très-médiocres. Dans la présente négociation , S. M. a fait offrir un de ces districts contre un équivalent très-

peu considérable en argent et en cession de droits de nulle valeur, sans exiger qu'il soit donné en pays; et elle croit avoir donné par-là des preuves éclatantes de la plus grande modération, et de son désir sincère de complaire à Leurs Majestés impériales et de contribuer à leur satisfaction; mais comme toutes ces propositions n'ont pas été acceptées, S. M. ne saurait s'empêcher de s'en dédire et d'attendre qu'un changement de principes amène une négociation plus heureuse et plus efficace.

N<sup>o</sup> 4. *Note que M. le baron de Thugut a remise au ministère du roi le 15 août 1778, après qu'on lui avait remis la réponse du roi aux propositions de l'impératrice-reine.*

Le baron de Thugut est sensiblement affligé de ce que la rupture dont la présente négociation à peine commencée est menacée, paraît éloigner de nouveau la fin si désirable des malheurs qu'a entraînés la mésintelligence survenue entre les deux cours. Pour ne laisser rien manquer du côté de son zèle, et pour constater la droiture des desirs pacifiques de l'impératrice-reine, il a l'honneur de déclarer, d'après les intentions que Sa Majesté lui a confiées, que le but principal de Sa susdite Majesté, dans les limites qui ont été proposées pour la cession et respectivement l'échange en Bavière, n'a point été une vue d'agrandissement, mais plutôt celle d'une communication et d'une liaison convenable entre ses différens Etats, laquelle d'ailleurs paraissait pouvoir être obtenue, sans préjudice de la maison palatine, au moyen de la compensation exacte et fidelle qui



a été offerte de tout ce qui surpasserait un revenu d'un million de florins ; qu'en conséquence de cela , si pour la cession et respectivement l'échange en Bavière , un projet de limites comme celui qui se trouve marqué sur la carte ci-jointe , (\*) est jugé acceptable , il poursuivra avec plaisir la négociation sur le pied de l'évaluation proposée , et si une telle évaluation , malgré la facilité et l'exactitude qui semble devoir en résulter pour les compensations , est absolument jugée inadmissible , il écrira à Vienne pour demander des ordres , et pour être autorisé sur des équivalens qu'on pourra offrir d'après le principe dont la cour de Berlin jusqu'à présent est convenue elle-même , qu'il est juste qu'il revienne à S. M. l'impératrice-reine un avantage raisonnable de ses droits sur la succession de Bavière et de sa convention avec l'électeur palatin. Braunau , le 15 août 1778.

N°. 5. *Réponse du ministère du roi à la note du baron de Thugut.*

Le ministère du roi a examiné , avec le zèle le plus sincère pour le rétablissement de la bonne intelligence entre les deux cours , la note que M. le baron de Thugut vient de lui remettre , après avoir reçu la réponse de S. M. aux nouvelles propositions de S. M. l'impératrice-reine. Il regrette de ne trouver rien dans cette note qui puisse apporter un changement

(\*) Cette nouvelle ligne de démarcation que M. de Thugut proposa en remettant cette note , allait de Kufstein le long de l'Inn par Wastirbourg , Muldorf , Marckt , Pfarrkirchen , Osterhowen , Deckendorf , Vichtach et Waldmunchen jusqu'aux frontières de Bohême. Elle était marquée comme la première avec de l'encre rouge sur une carte de Homann , et on en a tiré une copie.

à la réponse susdite. Quoique l'étendue du territoire qu'on y demande , soit moindre que celle des propositions précédentes , elle embrasse toujours une partie du Danube , tout le courant des rivières de l'Inn et de la Salza , la moitié du district de Straubing et tout le district fertile et considérable de Burghausen , avec les salines de Reichenhall , qui sont absolument nécessaires à la Bavière , et trop importantes pour pouvoir être compensées par quelque objet que ce soit.

L'évaluation des territoires de Bavière , d'après les revenus présens , ne saurait jamais avoir lieu , sans tourner à un profit exorbitant de la maison d'Autriche , et à une perte trop grande de la maison palatine , par les raisons qu'on a déjà alléguées , que ces pays administrés au plus mal jusqu'ici , produiraient à une meilleure administration , en peu de temps , un surplus trop grand pour pouvoir servir à évaluer le prix du pays même , et à le proportionner au prix d'un autre pays dont les revenus ont été poussés au degré dont il est susceptible.

Le principe supposé : que S. M. l'impératrice-reine doit , par une suite de ses droits sur la succession de Bavière et de sa convention avec l'électeur palatin , prélever un million de revenus sur l'échange en question , est une supposition que la cour de Berlin n'a jamais reconnue et ne pourra jamais admettre , non plus qu'une reconnaissance des droits de la maison d'Autriche sur la Bavière. On a fait voir dans la réponse précédente , qu'on mettait l'avantage de S. M. l'impératrice-reine dans la qualité intrinsèque des pays qu'elle obtiendrait par l'échange , sans

compter que l'avantage qui résulte de la contiguité et de l'arrondissement, est déjà assez grand. Si le million de florins devait être prélevé de la portion de la Bavière diminuée qu'on demande dans la dernière note, sur-tout si elle était évaluée selon le revenu présent, l'équivalent de la maison palatine ferait tellement diminué, qu'il ferait réduit à peu de chose.

Enfin tout renvoi des échanges à faire et en général de l'arrangement final de la succession de Bavière sans la concurrence du roi, est contraire au but que S. M. s'est proposé dans son intervention, et à celui d'un accommodement stable et solide, qu'on doit supposer aux deux cours.

Quand on réunit toutes ces considérations, on trouvera que les mêmes obstacles qui ont rendu inadmissibles les précédentes propositions de la cour de Vienne, s'opposent aussi au nouveau projet de M. le baron de Thugut. S. M. l'impératrice-reine obtiendrait toujours par cet arrangement, non une simple ligne de communication entre ses Etats, laquelle subsiste déjà assez indépendamment de cette acquisition, mais plutôt un agrandissement trop considérable, gratuit et dépourvu de titres. On ne saurait donc que se référer à la première réponse qui a été donnée ce matin à M. le baron de Thugut, et attendre qu'un changement de principes amène des circonstances plus favorables pour le succès d'une négociation future. Braunau, le 15 août 1778.

# T A B L E

## D E S M A T I E R E S

CONTENUES DANS CE VOLUME.

### HISTOIRE DE LA GUERRE DE SEPT ANS, S E C O N D E P A R T I E.

#### C H A P I T R E X I V.

*Campagne de 1761.* 3

#### C H A P I T R E X V.

*De l'hiver de 1761 à 1762.* 54

#### C H A P I T R E X V I.

*Campagne de 1762.* 75

#### C H A P I T R E X V I I.

*De la Paix.* 134

### M E M O I R E S

depuis la paix de Hubertsbourg jusqu'à 1778.

#### C H A P I T R E I.

*De la Politique depuis 1763 jusqu'à 1775.* 167

#### C H A P I T R E I I.

*Des Finances.* 247

#### C H A P I T R E I I I.

*Du Militaire.* 270

#### C H A P I T R E I V.

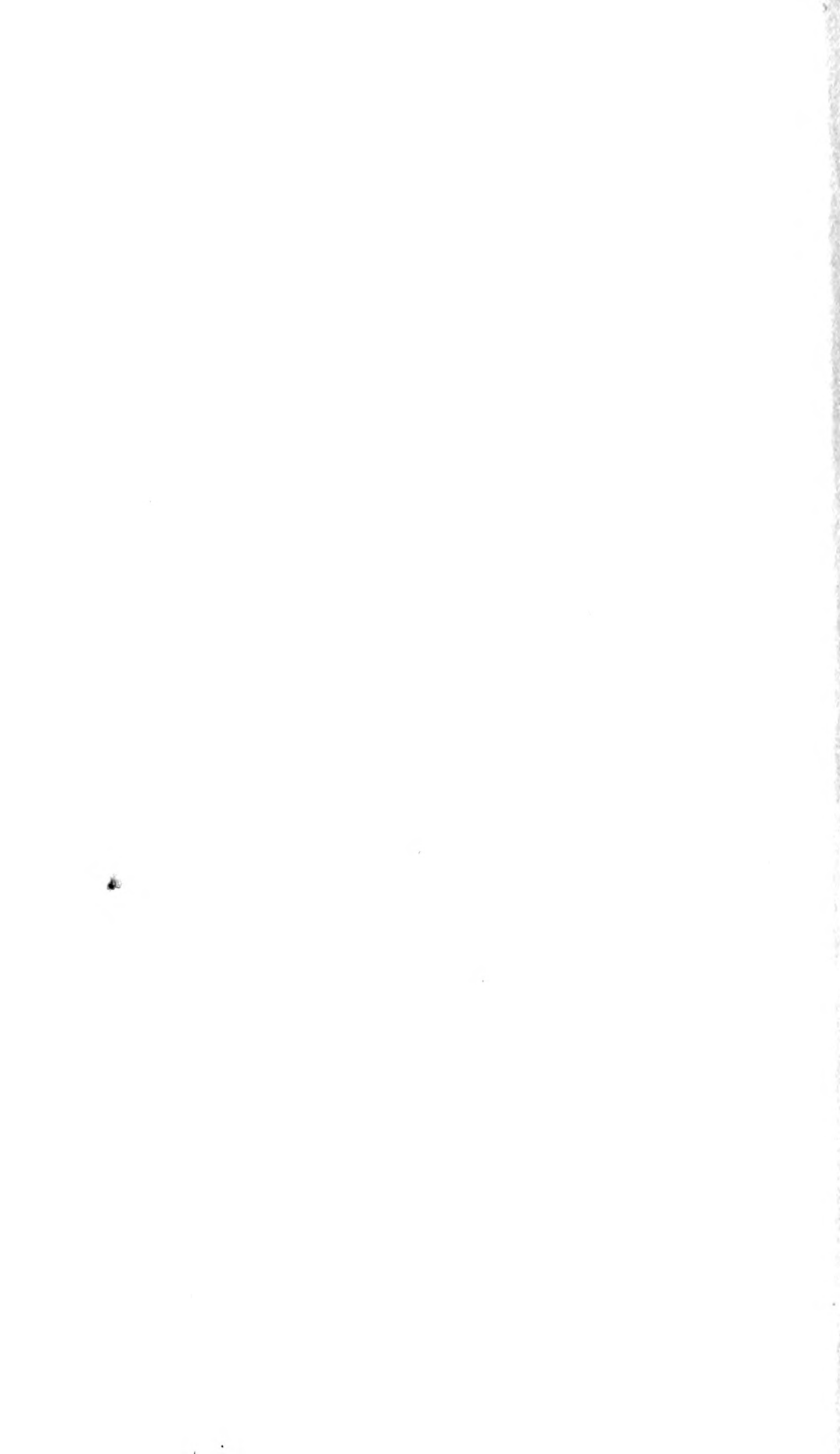
*De ce qui s'est passé de plus important depuis 1775  
jusqu'à 1778.* 287

*Mémoires de la guerre de 1778.* 313

*Correspondance de l'empereur et de l'impératrice-  
reine avec le roi , au sujet de la succession de la  
Bavière , et négociation de Braunau.* 465

Fin de la Table des Matières.











DD            Friedrich II  
40b            Oeuvres complètes  
1790  
t.4

PLEASE DO NOT REMOVE  
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

---

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

---

